



Police

La Louvière

Rapport d'activités

Année 2016

**Observatoire Louviérois de
la Délinquance et de l'Insécurité**

Table des Matières

Table des Matières.....	2
I. Introduction.....	4
Le mot du Chef de corps	5
Philosophie du Corps.....	6
II. Structure du Corps.....	8
III. Aperçu local de l'insécurité	10
Introduction	10
Contenu des statistiques	11
Source des données.....	11
Méthodologie.....	11
Règles de comptage	12
Facteurs de nature à influencer le volume de la criminalité enregistrée	13
Définitions des phénomènes prioritaires du Plan zonal de Sécurité 2014-2017	15
Analyse de la criminalité.....	16
L'analyse annuelle des priorités du Plan Zonal de Sécurité.....	28
IV. Direction générale.....	72
Cabinet du Chef de Corps.....	72
Service d'Audit et de Contrôle Interne (SACI)	72
Service communication	75
Service juridique.....	77
Le comptable.....	79
V. Direction des Ressources Humaines.....	83
VI. Direction des Ressources Matérielles	99
VII. Direction des opérations.....	114
Activité policière	114
La direction des opérations.....	116
Section des opérations	117
Section de l'ordre public.....	118
Observatoire Louviérois de la Délinquance et de l'Insécurité (OLDI).....	119
Service d'Assistance Policière aux Victimes (SAPV).....	121
Carrefour d'Information Local (CIL)	126
VIII. Police de quartier	128
Direction de la Police de Quartier.....	128
Service Armes	132
Service Libérés	133
Les secteurs.....	134
Secteur Ouest.....	134
Secteur Nord	139

Secteur Sud.....	146
Secteur Centre	152
IX. Direction des services d'appui	158
Introduction	158
Service Enquêtes et Recherches (SER)	160
Unité de Mobilité et de Sécurité Routière (UMSR)	169
Service Ilotage	173
Service Unité Verte	176
Services Centraux d'Accueil (SCA).....	180
Conclusion	184

I. Introduction

Pour la quinzième année consécutive, la zone de Police de La Louvière présente son rapport annuel d'activités.

Cette année encore, nous avons conservé la même mouture que les années précédentes afin de pouvoir comparer ces dernières entre elles.

Nous rappellerons la philosophie qui guide notre Corps et enfin, nous aborderons les résultats des différentes directions.

Nous commencerons par le cabinet du Chef de Corps, pour continuer par la direction des ressources humaines afin de dresser un bilan du personnel dans notre zone, suivi ensuite par la direction des ressources matérielles, la direction des opérations, celle des quartiers et enfin, la direction des services d'appui.

Enfin, nous terminerons par l'analyse de l'insécurité pour 2016. Celle-ci reprend l'évolution des priorités du Plan Zonal de Sécurité ainsi que l'évaluation des Plans d'actions pour cette année 2016.

Le mot du Chef de corps

En ma qualité de Chef de Corps de la Police Locale de La Louvière, je suis heureux de pouvoir vous présenter « les chiffres » de l'activité du Corps de l'année précédente, en l'occurrence 2016. Ma prise de fonction au 1^{er} décembre constitue une particularité puisque les résultats de 2016 incombent essentiellement au CDP Demol. 2017 constituera par ailleurs une année de transition dans le fonctionnement de la zone de police et les éventuels changements qui s'opéreront suite à mon arrivée.

La zone de police de La Louvière est organisée selon le concept de l'excellence dans la fonction policière que je souhaite maintenir comme cap à atteindre. Cette stratégie englobe quatre axes : la police communautaire, la recherche de l'information, la sécurité sociétale et le développement organisationnel.

Dans la philosophie de la "fonction de police orientée vers la communauté" (**police communautaire**), un des cinq piliers est le "Rendre compte". Chaque policier est responsable de son action et doit, dès lors, pouvoir en rendre compte objectivement à ses pairs, à ses supérieurs, à ses autorités et à la population qu'il est chargé de protéger et de servir. Les différents composants du Corps s'y attèlent selon un schéma bien établi et à un rythme bimensuel. Un bilan par service se retrouve dans le présent document. A titre d'exemple vous y retrouverez les bases de la fonction de police orientée vers la communauté (résolution de problèmes via des initiatives propres aux différents services, via des opérations et des patrouilles dans les îlots d'insécurité, l'orientation externe et le partenariat, avec les réunions de quartier, les réunions avec les commerçants,...). Quant au Chef de Corps, il rend compte à l'extérieur du service de police (autorités - population) sur base annuelle.

La **recherche de l'information** se caractérise notamment par la récolte d'information douce (RIR). Avec plus de 400 RIR rédigés en 2016, La Louvière s'inscrit pleinement dans cette recherche de l'information.

Tous les efforts effectués par la zone de police de La Louvière contribuent à la **sécurité sociétale**. La deuxième partie du rapport d'activités se consacre à l'analyse de l'insécurité ainsi qu'au bilan des priorités du Plan Zonal de Sécurité. Si nos services de police ne sont qu'un maillon, certes important, de la chaîne de sécurité, nous pouvons souligner une diminution d'un quart des vols dans habitations, après avoir connu un pic en 2014 et 2015.

Évidemment, l'action de la direction du Corps s'effectue essentiellement sur le **développement organisationnel**. Après la phase de découverte et d'analyse de la zone de police, je m'attacherai à rechercher les pistes d'amélioration et/ou de renforcement de la structure actuelle.

Afin d'atteindre nos objectifs, nos autorités responsables nous fournissent des moyens financiers qui nous permettent d'employer du personnel et d'acquérir du matériel! L'analyse de l'activité de la zone de police constitue dès lors une étape essentielle dans la mise en perspective des moyens et des résultats obtenus.

Le compte-rendu de cette année confirme les grandes tendances des activités des années antérieures en termes de nombre de membres du personnel, du matériel à disposition. 2016 a, par contre, connu, sous la houlette du nouveau Magistrat Référent de la Zone, une augmentation des dossiers concernant toutes les problématiques de criminalité dérangeante. Bon nombre de « targets » ont été mises sous mandat. Une augmentation du nombre d'arrestations judiciaires a d'ailleurs été constatée (de 300 à 504 arrestations). Cette année a également vu la mise en place du nouveau Règlement Communal de Police, permettant notamment de rédiger des sanctions administratives en matière de stationnement (5000 SAC au total ont été rédigées cette année, tous articles confondus, contre 533 en 2015).

Pour terminer, la recherche de l'excellence dans la fonction de police nous pousse à évoluer, à nous améliorer constamment. Ce présent rapport d'activités, de par ses données sur l'activité de chaque service de la zone de police, de par son bilan des plans d'actions sur l'année écoulée, nous aide à y parvenir. Dans cet esprit, nous pouvons citer David Kearns, qui a dit : « Dans la course à la qualité, il n'y a pas de ligne d'arrivée ».

Je vous souhaite une bonne lecture.

Cette année encore, le Rapport d'Activités s'inscrit dans le prolongement du travail quotidien de notre Corps de Police. Il se base sur les éléments de l'excellence dans la fonction de Police. Nous avons repris dans cette édition la même mouture que les années précédentes afin de pouvoir comparer les différents résultats d'année en année.

Avant toute chose, nous expliquerons dans les paragraphes suivants ce que recouvrent les termes « excellence dans la fonction de police ».

Vision de l'excellence dans la fonction de police

« Assurer la sécurité et la qualité de vie au sein de la société constitue une des tâches majeures non seulement de l'Autorité, mais aussi de chaque individu et organisation impliqués dans cette « sécurité sociétale ». La police s'engage, pour sa part, à tendre vers l'excellence dans sa fonction. »

« Une société sûre se génère et se développe grâce au partenariat établi avec une population active et impliquée. Dans cette optique, la contribution des (diverses) communautés, des divers acteurs, ainsi qu'une politique cohérente des autorités et services compétents sont primordiales. En réponse aux besoins et aux attentes de la population, les autorités élaborent, aux différents niveaux politiques, une stratégie de sécurité transparente, intégrale et intégrée. Elles définissent avec précision ce que l'on attend des différentes parties prenantes dans la chaîne de sécurité et déterminent de quelle manière les compétences, responsabilités et tâches de chacun sont délimitées. Ces parties prenantes se concertent et alignent leurs propres initiatives et efforts sur cette stratégie. Elles contribuent ainsi à la réalisation des objectifs fixés dans les domaines de la sécurité, de la qualité de vie et de la criminalité. La somme des efforts et résultats de chacun aboutit ainsi aux effets sociaux escomptés par les autorités compétentes.

« Toutes » les parties prenantes contribuent, d'une manière intégrale et intégrée, à la sécurité sociétale au travers d'une chaîne de sécurité alliant cinq mesures (conseil, dissuasion, régulation, enquête et suivi).

Cette vision d'une « fonction de police excellente » repose sur quatre notions de base :

- La fonction de police orientée vers la communauté = le modèle (5 piliers)
- La fonction de police guidée par l'information = méthode de travail (5 caractéristiques)
- Gestion optimale = management (5 principes)
- Sécurité sociétale = la politique (qui chapeaute 1 et 2 via 3 ; 5 types de mesures)

Lors des entretiens de fonctionnement, organisés par période de deux mois, les deux premières notions sont particulièrement approfondies. Nous les détaillons ci-après.

La fonction de police orientée vers la communauté repose sur cinq piliers

L'orientation externe : la police est intégrée dans la société pour définir les priorités de sécurité, de fonctionnement ; elle tient compte des attentes de la population.

Le travail orienté vers la résolution de problèmes : identifier les causes et les analyser, identifier les facteurs déclenchant la criminalité, les conflits et influencer sur eux.

Le partenariat : la police n'est pas et ne veut pas être seule responsable de la sécurité, de la qualité de vie. Le souci de la sécurité est une approche en chaîne ou un réseau dans lesquels plusieurs partenaires composent les maillons d'une approche intégrale et intégrée.

La justification : rendre des comptes sur la manière de répondre aux questions et besoins de la communauté.

L'implication capable : des possibilités doivent être créées tant pour les policiers que pour les groupes démographiques divers afin d'aborder les problèmes communs de sécurité, de criminalité et de qualité de vie, de fournir des services et d'instaurer l'ordre et la sécurité.

La fonction de police guidée par l'information dispose de cinq caractéristiques

Les policiers doivent récolter l'information, d'autres la transforment en « intelligence » avec l'intention de la mettre à disposition de tous.

Définition : « le souci permanent du service de police intégré est de guider l'organisation sur le plan stratégique, tactique et opérationnel, sur base d'informations concernant l'insécurité, la qualité de vie, la criminalité et le fonctionnement policier (expériences et qualités). »

Déterminant les objectifs : en concertation avec et sous contrôle des autorités compétentes, la police collecte les informations nécessaires afin de définir les objectifs, de s'acquitter avec succès de ses missions judiciaires et administratives, d'en connaître les résultats et après évaluation si besoin est, d'améliorer ces objectifs.

Proactif et réactif : la plupart des informations sont collectées et traitées de manière réactive. A côté de cela, il est important de soumettre des propositions aux autorités à la suite de certains indices laissant penser que des infractions sont préparées et/ou que la qualité de vie et la sécurité sont menacées.

Offrant une plus-value : l'intention est toujours d'offrir une plus-value (exemple : sécurité routière, diminution des nuisances,...)

L'échange : les informations sont diffusées dans toutes les directions et à tous les intéressés, tant au sein de la police intégrée qu'à l'extérieur.

Ciblant les objectifs : les services compétents confèrent des missions concrètes aux autres services de police ou aux fonctionnaires de police individuels afin de collecter et de transmettre de manière ciblée les informations nécessaires.

Un mot sur les deux autres notions de base de l'excellence dans la fonction de police

La gestion optimale

Elle concerne l'administration et l'organisation. Elle repose sur cinq principes :

- l'orientation résultats
- la transparence
- la collaboration
- l'amélioration continue
- le « leadership audacieux »

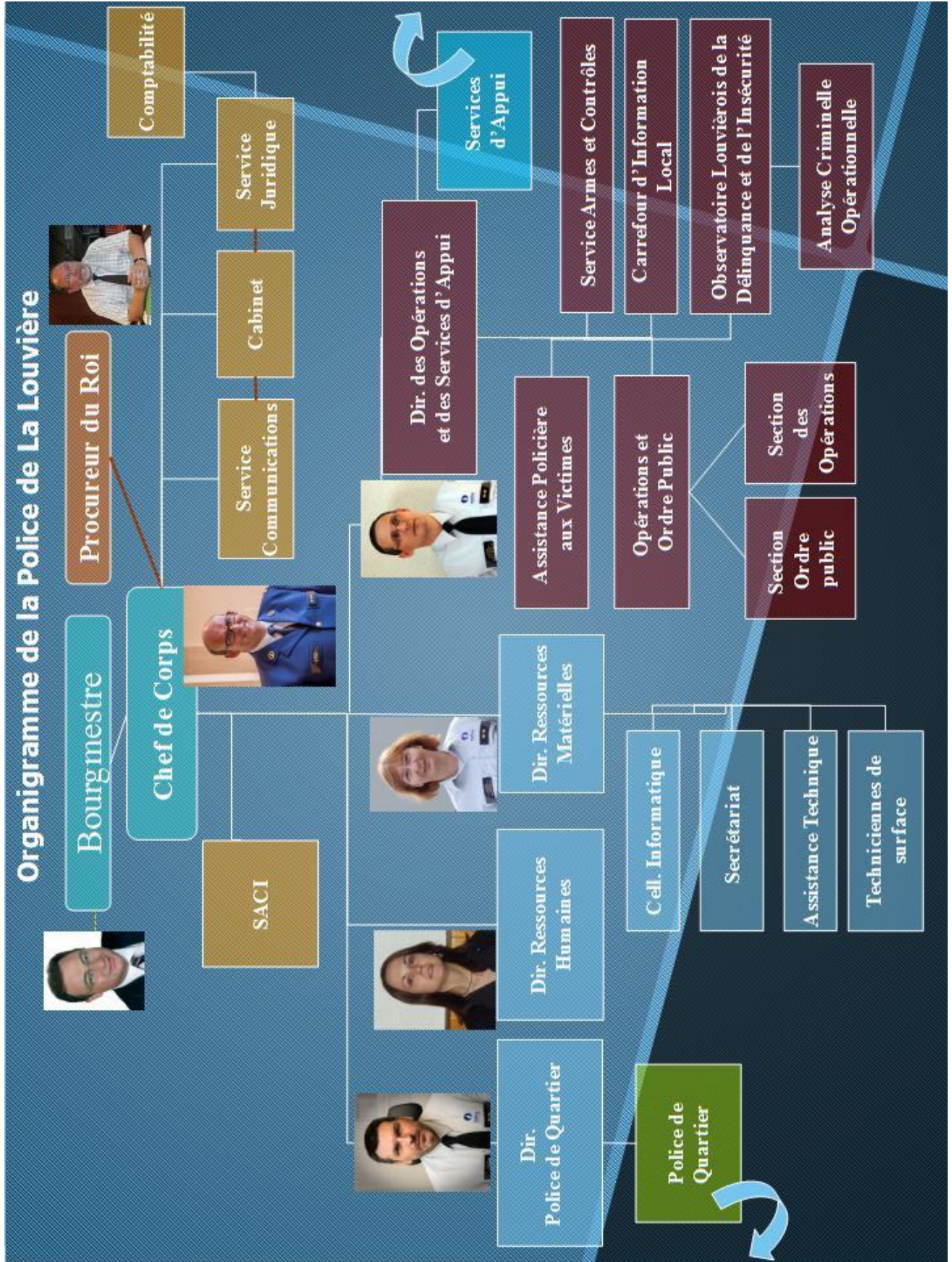
Il y a un ordonnancement cumulatif à mettre en œuvre au départ de la perspective de gestion :

- Faire les bonnes choses : efficacité
- Bien faire les bonnes choses : efficience (faire plus avec les mêmes moyens et/ou faire la même chose avec moins)
- Bien faire les bonnes choses et les faire mieux : aptitude à évoluer
- Faire les bonnes choses, mieux les faire et les faire faire, et les faire ensemble : compétences essentielles.

La « sécurité sociétale »

« Cette notion repose sur la conviction que la sécurité naît, d'une part, d'une approche intégrale ou globale dans le cadre de laquelle la sécurité (insécurité), la qualité de vie et la criminalité sont examinées sous différents angles complémentaires et, d'autre part, du travail intégré ou commun de tous les intéressés (les autorités administratives et judiciaires, la population, les services de sécurité et de police, les entreprises, les organisations, les institutions, les médias,...) qui jouent (peuvent jouer) un rôle dans le réseau de la sécurité sociétale.

II. Structure du Corps



Organigramme de la Police de La Louvière



III. Aperçu local de l'insécurité

Introduction

Les statistiques policières de la zone de police de La Louvière ont été produites pour la première fois au courant du second semestre 2002 grâce à la création d'une base de données propre à l'Observatoire Louviérois de la Délinquance et de l'Insécurité (OLDI).

Les statistiques de la zone sont le résultat d'un processus en constante évolution, tant en matière de contenu que de la source des données et de son exploitation. Elles sont également sujettes à divers changements dus à des modifications du paysage policier et de ses priorités¹. Toutefois, nous veillons à maintenir une stabilité de cette base de données afin de pouvoir fournir des aperçus statistiques à plus long terme, comparables mutuellement.

Les informations traitées sont issues du système ISLP (Integrated System for the Local Police) qui est le programme informatique dans lequel les zones de polices doivent enregistrer leurs procès-verbaux, les appels de la population,...

Ce système est structuré en plusieurs modules, à savoir : le courrier, le traitement, l'information, l'intervention, le query, l'apostille,...

Trois de ces modules sont utilisés afin d'établir nos statistiques : le query, l'information et l'intervention.

Le module « Query » est un module permettant de récupérer les données enregistrées dans les autres modules. Il s'agit donc de l'unique manière d'extraire les données issues de l'ISLP sous format informatique et de pouvoir lier les données de plusieurs modules ensemble.

Le module « Information » est constitué de tous les « appels » à la police. Dès qu'un citoyen téléphone ou se présente à la police, une fiche information est créée reprenant notamment le motif d'appel et les premiers renseignements.

Le module « Intervention » sert à enregistrer les interventions de la police. Par exemple : suite à un appel, une patrouille est envoyée à telle adresse. Les constatations ainsi que les diverses mesures prises par les agents intervenants seront consignées dans la fiche intervention.

Afin d'être le plus complet possible par rapport aux appels et interventions des patrouilles, nous nous devons donc de coupler les informations issues des fiches informations (Modules Information) et des fiches interventions (module Intervention). Le module Query nous permet donc de coupler les informations issues de ces deux modules.

¹ Ainsi, pour exemple, courant du mois de mars 2008, vu la nécessité pour la zone d'agir sur les vols effraction dans les commerces, la catégorie de faits « les vols effraction autres » a été scindée en deux rubriques à savoir les vols effraction commerce et les autres vols effraction.

Contenu des statistiques

La donnée de base pour établir les statistiques de la zone de La Louvière est restée la même au travers des années, à savoir la fiche information.

Les faits repris dans ces fiches information sont présentés dans les statistiques d'une part en tant que catégorie de faits (environnement, troubles à la tranquillité publique,...) et d'autre part, en tant que figures criminelles (vols dans habitation, vol de véhicule,...).

Les figures criminelles sont des faits qui ne sont pas repris tels quels dans le code pénal mais qui sont catalogués sous cette dénomination dans la pratique policière quotidienne. Il s'agit d'une combinaison entre une infraction et une autre information comme par exemple un Modus operandi, un moyen de transport, une destination des lieux,...

Jusqu'au 31 décembre 2011, la base de données reprenait 53 rubriques (50 types de faits, 1 catégorie « non-repris » qui est composée des faits non-repris dans les 50 types de faits, 1 rubrique « à vérifier » reprenant les fiches non complètes qui sont renvoyées aux services en charge afin de les compléter et une rubrique « doublon CIC » qui comprend les fiches établies en plusieurs exemplaires (en effet, un même fait peut être dénoncé par plusieurs personnes ou une même personne pouvant téléphoner plusieurs fois pour la même raison)).

Ces 53 rubriques étaient regroupées en 7 catégories dont 6 relèvent du réel travail policier et la 7^e, de simples renseignements.

A partir du premier janvier 2012, une nouvelle nomenclature a été utilisée. Celle-ci compte 16 catégories de faits, regroupant au total 86 qualifications pouvant encore être subdivisés en sous-rubriques.

Comme pour l'ancienne nomenclature, certaines catégories ne relèvent pas du travail policier ou constituent des doublons.

Cette nouvelle nomenclature a tenu à permettre, dans une certaine mesure, la comparaison avec la précédente, ceci à des fins de continuité des statistiques.

Source des données

Pour réaliser des statistiques rapides permettant notamment une réaction policière plus prompte face aux réalités de terrain, la zone de police a opté pour un travail basé sur les fiches informations. Afin de garantir une meilleure complétude de la base de données, les informations issues de ces fiches sont couplées à celles issues des fiches intervention.

La base de données est donc alimentée uniquement sur base des modules information et intervention de l'ISLP. Le transfert des données de l'ISLP vers la base de données OLDI est effectué via queries.

Méthodologie

Afin de fournir des statistiques les plus fiables possibles, deux éléments sont indispensables, à savoir la complétude et la qualité des données.

En ce qui concerne la complétude de la base de données, nous travaillons à un comptage continu, à savoir, nous ne figeons pas la base de données à un moment précis. Force est de constater que, longtemps après la clôture pour une année de références des statistiques, des données entraînent encore dans la base de données.

Plusieurs causes peuvent être avancées pour ce cas de figure :

- Le fait n'était pas connu des services de police au moment de clôture de l'année (le meilleur exemple est sans doute celui des enfants abusés par des pédophiles, ceux-ci dénonçant les faits principalement à leur majorité, c'est-à-dire des années après les faits).
- Un retard dans la saisie
- Des problèmes techniques
- ...

En d'autres termes, cela signifie que l'aperçu de la criminalité pour la période A ayant été effectué au moment X peut différer de l'aperçu de la criminalité pour cette même période A mais effectué au moment Y. Il est dès lors important d'en tenir compte lors de l'analyse des statistiques.

Pour ce qui concerne la complétude et la qualité des données : la base de nos données provient du module information de l'ISLP. Cependant, vu le fonctionnement du système ISLP et ses liens avec les informations provenant du CIC, force est de constater que tous les renseignements nécessaires à l'élaboration de nos

statistiques ne s'y retrouvent pas, il faut dès lors faire le lien entre cette fiche information et la fiche intervention afin d'obtenir de plus amples renseignements. C'est pourquoi nous couplons dans notre base de données ces deux types de fiches. Mais les droits d'accès au système ne permettent pas aux intervenants de corriger les fiches rédigées par le CIC. Il faut dès lors effectuer un travail de correction des données dans la base de données de l'OLDI. Une personne du service est affectée à l'implémentation et à la correction des fiches. Les différents items passés en revue sont :

- Les faits, une requalification est souvent nécessaire. Cette modification se base sur les 86 rubriques différentes dont question ci-dessus, pouvant elles-mêmes comporter des sous-rubriques (usage ou non de violences,...)
- Le moment du fait, celui-ci n'étant pas toujours encodé dans les champs prévus
- Le lieu du fait (adresse exacte, secteur et quartier du fait)

Si ces éléments devaient être manquants, la fiche est renvoyée vers son rédacteur afin de la compléter. Elle est ensuite réinsérée dans la base de données.

De la sorte, nous espérons obtenir une base de données plus fiable afin de répondre aux exigences des autorités et du travail policier.

Règles de comptage

L'unité de comptage est le fait et non la fiche. Cela signifie que si une fiche comprend deux faits, les deux faits sont comptabilisés.

Pour la détermination des jours et heures de commission des faits, plusieurs règles sont d'application :

- Pour les faits instantanés, l'heure et la date basses sont considérées comme moment du fait
- Pour les autres faits, nous calculons le moment (jour et heure) via la méthode de répartition temporelle proportionnelle.

L'approche temporelle proportionnelle des faits vise à pallier au problème des dates et heures hautes et basses. En effet, par exemple, les vols dans véhicule se produisent bien souvent au cours d'une période s'étendant de plusieurs heures à plusieurs jours. Il nous est, dès lors, difficile de déterminer une tendance dans les heures et jours de commission de ces faits, ne sachant quel critère de mesure choisir.

Pour les statistiques de la zone, nous avons donc essayé de donner une image, que nous espérons plus fiable, du moment de commission des faits. Pour ce faire, nous avons divisé proportionnellement le temps, à savoir que si un vol s'est commis le 4 mai 2010 entre 8h et 14h, soit sur une période de 6h, chaque heure comprise dans cette période représente 1/6. Après avoir effectué ce calcul pour chaque fait, nous pouvons dégager une répartition temporelle proportionnelle (RTP) que l'on espère plus fiable que celles basées sur les heures basses et hautes. Elle tend toutefois à se rapprocher de la réalité.

Dans ce rapport, il faut entendre par journée, la période s'étendant de 6h à 21h59 et donc la nuit, celle entre 22h et 5h59.

En ce qui concerne le week-end, celui-ci débute le vendredi à 22h et se termine le lundi à 5h59, la semaine commence, par conséquent, le lundi à 6 h pour se finir le vendredi à 21h59.

Facteurs de nature à influencer le volume de la criminalité enregistrée

La collecte des données est tributaire non seulement de ce qui est porté à la connaissance des services de police mais également de ce qui est effectivement enregistré par ceux-ci. Tout facteur de nature à influencer l'un ou l'autre de ces aspects est susceptible de se répercuter sur la criminalité enregistrée. Ces facteurs sont multiples et sont énumérés dans le rapport de l'enquête de contrôle « Statistiques criminelles policières » du Comité P. Ce rapport a été établi, suite à la demande de la commission parlementaire spéciale chargée du suivi parlementaire du Comité Permanent, pour une enquête de contrôle relative à la manière dont les chiffres de la criminalité sont établis, et ce afin que les recommandations nécessaires soient formulées en vue d'arriver à un enregistrement et à un traitement corrects des données de criminalité.

Il va de soi que les conclusions du Comité P sont issues de constats auprès de tous les Corps de police de Belgique, elles ne sont dès lors pas toutes valables pour notre zone de Police.

Les facteurs de nature à influencer le volume de criminalité enregistrée sont:²

Détection différée de la criminalité

Dans le cadre du travail policier, il n'est pas rare que des infractions soient détectées longtemps après leur perpétration. Dans ces circonstances, il est normal que des comptages effectués à des moments différents donnent des chiffres différents puisque de nouveaux faits ont pu être détectés et enregistrés dans l'intervalle de temps.

Modifications apportées aux réglementations

Les modifications apportées aux législations et réglementations sont de nature à influencer sur le niveau de la criminalité enregistrée par la création de nouvelles infractions ou la dépénalisation d'autres faits.

Impact des mesures prises dans le cadre de la modernisation des services de police

L'instauration de permanences 24 heures sur 24, l'augmentation de la rapidité des interventions, la décentralisation des services, l'amélioration de l'accessibilité et de l'accueil des services de police débouchent généralement sur une augmentation des données enregistrées par la police.

Orientation policière et politique menée à tous les niveaux par l'autorité

Il va de soi que la politique générale menée à tous les niveaux par l'autorité ainsi que le fait de disposer d'une police bien organisée qui tient compte des priorités définies, qui oriente correctement ses actions et utilise les moyens suffisants pour obtenir des résultats perceptibles ont un impact sur le volume des faits criminels constatés.

Celui-ci pourra être notablement influencé par:

1. certaines politiques déployées en matière de détection ou de prise en compte de certaines infractions
2. le ciblage de certains phénomènes et la détermination de priorités locales ou fédérales qui incitent les acteurs policiers à porter plus d'attention à ceux-ci et à leur enregistrement
3. la recherche proactive et plus active de certains phénomènes

Non-dénonciation des faits à la police (chiffre noir)

L'amplitude du chiffre noir peut être influencée par la nature et la gravité du fait mais peut également varier dans le temps et dans l'espace. Le chiffre noir n'est, en effet, pas homogène. Il y a des faits qui ne sont pas perçus comme étant de la criminalité et qui ont donc peu de chance d'être signalés à la police. Il y a également des faits qui, même en recourant aux méthodes d'investigation les plus pointues, ne pourront jamais être détectés.

Le chiffre noir ne peut donc jamais être complètement estimé. Il peut cependant être abordé par le biais du moniteur de sécurité en ce qui concerne certains phénomènes criminels. On peut également recourir aux études de victimisation internationales ou même à des estimations méthodiques. Au niveau de la police fédérale, il est tenu compte du chiffre noir à l'occasion de la sélection des phénomènes prioritaires dans le cadre du plan national de sécurité.

⁶ Comité Permanent de contrôle des services de police, *Statistiques criminelles policières*, Bruxelles, 2003, p.11-13

Non-verbalisation de faits dénoncés à la police (chiffre gris)

1. Découragement direct de la victime par la police

Certains policiers ont tendance à décourager les victimes à déposer plainte eu égard aux chances minimes de découvrir l'auteur.

2. Renvoi vers d'autres services de police

Selon certaines informations recueillies, il ressort que des services de police locaux auraient de plus en plus tendance à ne pas acter la plainte des personnes qui ne résideraient pas sur leur zone de police ou commune et à les renvoyer vers la zone de police dont ils dépendent. Cette manière de procéder induirait un certain découragement chez les plaignants, qui s'abstiendraient alors de porter à nouveau plainte.

3. Accueil déficient des victimes

Dans nombre de dossiers traités par le Comité permanent P, les plaignants critiquent la manière dont ils ont été accueillis dans les services de police. En particulier, les opérateurs chargés de réceptionner les appels téléphoniques font l'objet de critiques :

- ⇒ la promesse d'envoi d'urgence d'un service que l'appelant attend une heure voire plus
- ⇒ le renvoi de l'appelant sans la moindre explication vers un poste de police plutôt que l'envoi d'un service d'urgence
- ⇒ le refus de dialoguer avec l'appelant sous prétexte qu'il ne s'exprime pas dans la langue de la région

Il va de soi que de pareilles pratiques sont de nature à décourager le citoyen à faire enregistrer sa plainte.

1. Refus d'acter la plainte

2. Plainte non actée pour des motifs divers

Certains policiers n'actent pas la plainte en raison du traitement à l'amiable ou du peu de gravité du fait, ou encore se laissent influencer par l'absence de priorité attachée à certains phénomènes criminels. Des indices démontrent qu'il arrive également çà et là que des policiers ne dressent pas de procès-verbal par simple démotivation, née des bouleversements générés par la réforme des polices.

Les facteurs propres au système ISLP et à son utilisation :

1. Beaucoup de fonctionnaires de police trouvent que la nomenclature utilisée dans l'ISLP est de nature juridique et donc particulièrement lourde et non adaptée à la réalité policière. Cet état de fait peut induire un risque de qualification erronée en raison de la complexité de la nomenclature. Le niveau de formation (pour ce qui concerne l'ISLP) pouvant être très différent d'un fonctionnaire de police à l'autre, il peut également y avoir des répercussions sur la qualité (par exemple : la qualification) des pièces dressées. Cela pouvant également se répercuter sur les subdivisions des différentes rubriques de criminalité.
2. Enfin, il faut tenir compte de problèmes plus pratiques concernant l'ISLP : l'arriéré dans l'encodage des données, le risque de doublons, un encodage erroné ou incomplet, l'arriéré dans l'indication des faits (procès-verbaux, fiches information et/ou intervention, blancs), ... Cela implique également qu'à l'avenir les statistiques connaîtront des modifications et que l'on pourra arriver à des conclusions différentes. En d'autres termes, cela signifie que l'aperçu de la criminalité pour la période A ayant été effectué au moment X peut différer de l'aperçu de la criminalité pour cette même période A mais effectué au moment Y. Il est cependant manifeste qu'en dépit des précautions élémentaires, les chiffres doivent être interprétés.
3. De petites différences peuvent apparaître par rapport aux données qui ont été diffusées dans les rapports précédents. Les présents chiffres offrant une image encore plus réaliste car plus complète. A l'avenir ces chiffres seront encore affinés.
4. ...

Nous le constatons donc, les facteurs de nature à influencer le volume de la criminalité sont très divers et relèvent aussi bien du fonctionnement des services de police que des changements législatifs, des comportements de la population,...

Bien que notre zone travaille à améliorer certains aspects, elle ne maîtrise pas totalement ce phénomène. Il faut donc toujours garder à l'esprit ces influences lors de l'analyse des données de ce rapport.

Sécurité routière

Cette catégorie reprend l'ensemble des mesures visant à éviter les accidents de la route ou à en atténuer les conséquences. Sont donc repris par nos services, les accidents de la route ainsi que les infractions au code de la route avec une attention particulière aux stationnements dangereux et sur les places réservées aux personnes à mobilité réduite, au non-port de ceinture de sécurité et à l'utilisation du GSM au volant.

Troubles à la vie communautaire (troubles à la tranquillité publique)

Sont repris dans cette catégorie tous les troubles liés à une personne ou à un rassemblement de personnes et pouvant incommoder les riverains (musique, bruits d'échappements, cris,...) et créant un sentiment d'insécurité.

Sont exclus de cette rubrique les différends entre voisins, les troubles liés aux cafés et night-shop. Ces faits étant repris sous la qualification « troubles de voisinage ».

Vols dans habitation, bâtiments et commerces

Vol dans habitation : vol simple ou qualifié (effraction, escalade et/ou fausses clés), dans une habitation. Le mot « Habitation » est à entendre ici au sens strict du terme (la maison, appartement,... habités).

Vol dans commerce : vol simple ou qualifié (effraction, escalade et/ou fausses clés), dans un commerce (Horeca, banque, magasin, grandes surfaces,...). Sont exclues de la définition les entreprises.

Vol effraction autre : vol simple ou qualifié (effraction, escalade et/ou fausses clés), dans tout autre bâtiment que ceux-repris ci-dessus. S'y retrouve notamment, les bâtiments publics, les entreprises, les abris de jardin, les serres, les maisons/appartement à l'abandon, les chantiers de construction,...)

Violences intrafamiliales

Est considérée comme **violence intrafamiliale**, toute forme de violence physique (ex: coups et blessures volontaires), sexuelle (ex : attentat à la pudeur ou viol), psychique (ex: harcèlement, calomnie, diffamation, injures) ou économique (ex : abandon de famille, faux et usages de faux, escroquerie, créer son insolvabilité) entre membres d'une même famille, quel que soit leur âge.

Sont considérés comme faisant partie **d'une même famille**:

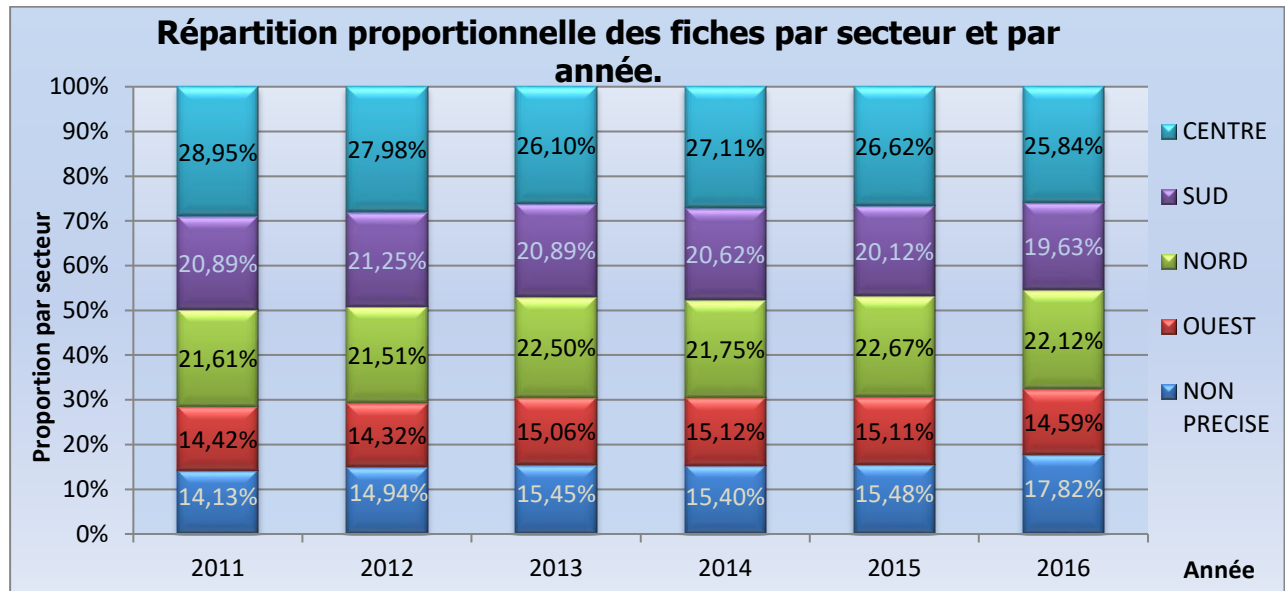
- a) toutes les personnes unies par un lien de parenté en ligne ascendante et descendante ou collatérale au deuxième degré. Sont assimilés à ce lien établi par le droit, certains liens qui ne sont que de fait (lien biologique ou lien affectif durable);
- b) les époux ou personnes cohabitant ou ayant cohabité et entretenant ou ayant entretenu une relation affective et sexuelle durable ainsi que les descendants et ascendants des partenaires ou de l'un d'eux, habitant ou ayant habité avec eux.

Analyse de la criminalité

Général

Avant de s'étendre sur les faits en tant que tel, nous allons dresser un bref bilan des fiches enregistrées.

Le graphique ci-dessous reprend toutes les fiches³ et donne une image de la répartition des fiches traitées par secteur et par année.



Comme chaque année, le Centre compte la plus grande proportion de fiches (25.84%) et l'Ouest la plus faible (14.59%).

Les spécificités de chaque secteur expliquent aisément ce classement. Ainsi le centre-ville rassemble plus de commerces et donc plus d'activités, induisant un flux de véhicules et de personnes plus important. La densité de population y est également plus grande. De plus, certains faits tels que les pertes ou les demandes de renseignements, sont, à défaut d'une autre adresse, renseignées comme commises à l'adresse de l'Hôtel de Police et donc relèvent du secteur Centre.

Toutefois, la proportion pour le Centre est légèrement plus basse que les autres années.

Tandis que celle des « non précisé » est plus importante (17.82% contre 14-15% les années antérieures). Ceci peut partiellement être expliqué par une hausse des plaintes pour faux, harcèlement moral et pour des non-respect des droits de visite sans adresse précise.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des 5 motifs d'appel les plus fréquents en 2016.

Ouest	Nord	Sud	Centre
Non repris - Pas infractions	Non repris - Pas infractions	Non repris - Pas infractions	Non repris - Pas infractions
Délits contre la famille et/ou l'enfant	Délits contre la famille et/ou l'enfant	Délits contre la famille et/ou l'enfant	Circulation - Infractions de stationnement
Trouble entre voisins - Sans tapage	Trouble entre voisins - Sans tapage	Trouble entre voisins - Sans tapage	Délits contre la famille et/ou l'enfant
Dégradations aux véhicules	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Trouble à la tranquillité publique - Sans tapage
Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Circulation - Infractions de stationnement	Circulation - Infractions de stationnement	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite

³ Toutes les fiches ont été reprises, y compris celles relatives à des faits commis hors de l'entité louviéroise, les activités tels que les contrôles,... et la circulation.

Le top trois des appels par secteur est identique à celui de l'année 2015.

La rubrique « Non repris – pas d'infractions » est le premier motif d'appels pour les quatre secteurs. Cette catégorie reprend notamment, les pertes de documents/objets, les demandes de renseignements, les décès naturels, les trous dans la chaussée,... mais pas de faits infractionnels.

En deuxième position, nous retrouvons les délits contre la famille et l'enfant sauf pour le Centre où nous observons les infractions de stationnement.

Puis viennent les troubles entre voisins sauf pour le Centre où ce sont les délits contre la famille et l'enfant.

Nous observons que les vols dans habitation et les vols in/up sont sortis du classement mais qu'ils ont fait place aux appels pour infractions de stationnement.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des sujets de toutes les fiches créées par année. Il ne s'agit donc plus des motifs d'appel comme ci-dessus mais des motifs des fiches (les activités policières sont donc incluses).

2011	2012	2013	2014	2015	2016
Non repris (10815)	Non repris (8723)	Non repris (8922)	Non repris (8785)	Non repris (8569)	Non repris (8401)
Contrôle (2927)	Contrôle (3048)	Contrôle (2970)	Contrôle (2596)	Contrôle (2396)	Contrôle (2565)
Délits contre la famille et/ou l'enfant (2233)	Délits contre la famille et/ou l'enfant (1707)	Délits contre la famille et/ou l'enfant (1825)	Délits contre la famille et/ou l'enfant (1973)	Délits contre la famille et/ou l'enfant (1839)	Délits contre la famille et/ou l'enfant (1721)
Circulation (2031)	Circulation (1544)	Trouble de voisinage (1377)	Trouble de voisinage (1395)	Trouble de voisinage (1443)	Circulation (1414)
Trouble de voisinage (1396)	Trouble de voisinage (1479)	Circulation (1328)	Circulation (1304)	Circulation (1287)	Trouble de voisinage (1364)

Depuis 2011, nous constatons que les trois premiers sujets des fiches restent inchangés, à savoir tout d'abord les non repris, suivis par les contrôles et les délits contre la famille et/ou l'enfant.

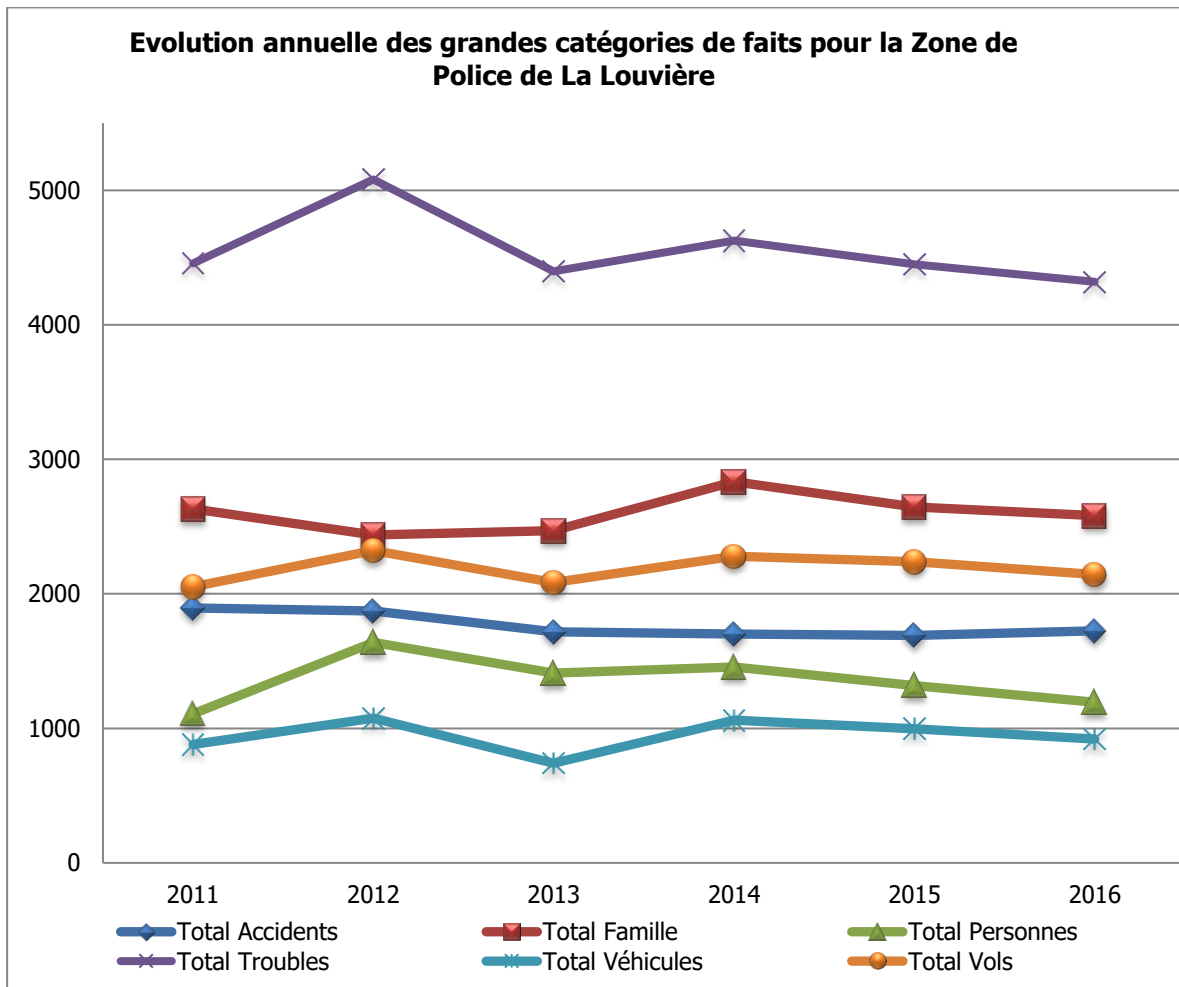
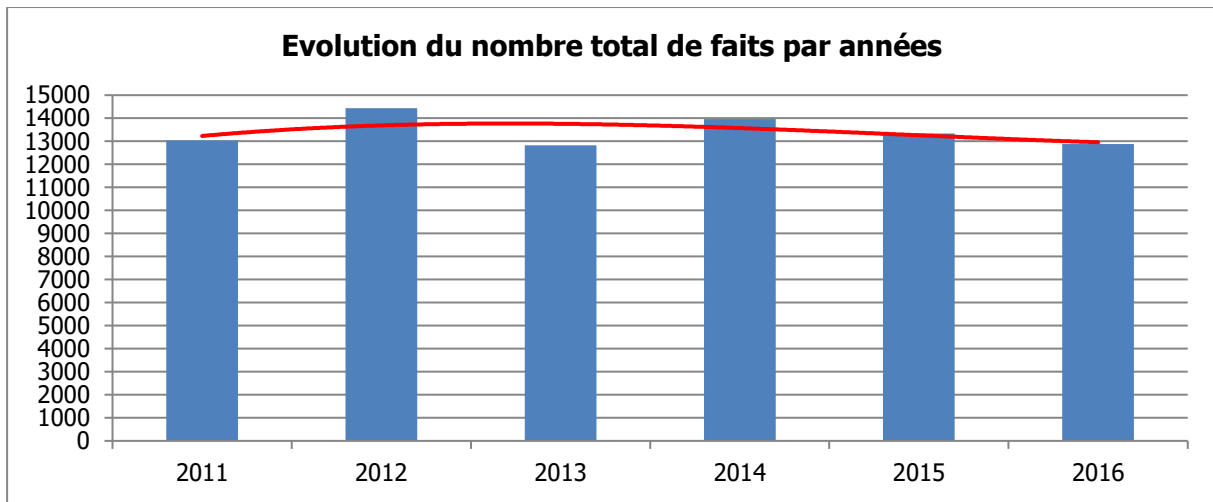
Les tops 4 et 5 oscillent chaque année entre les troubles de voisinage et la circulation.

Après ce bref aperçu des fiches informations, nous allons nous concentrer sur les faits proprement dits.

Le tableau et le graphique ci-dessous donnent une idée de l'évolution des catégories de faits par année depuis 2011.

La problématique de la circulation ne sera pas abordée dans ce volet mais le sera dans la partie Sécurité Routière. De même, les faits commis hors de notre zone de police et les rubriques « Contrôles » et « Non repris » sont retirées des tableaux dans la suite de ce rapport.

Infraction OLDI	2011	2012	2013	2014	2015	2016	%2015-2016	%2011-2016
Total Accidents	1895	1873	1718	1702	1691	1725	+2%	-9%
Total Famille	2633	2438	2471	2834	2646	2582	-2,4%	-1,9%
Total Personnes	1108	1639	1410	1456	1318	1194	-9,4%	+7,8%
Total Troubles	4457	5081	4397	4626	4450	4320	-2,9%	-3,1%
Total Véhicules	881	1076	741	1062	996	921	-7,5%	+4,5%
Total Vols	2053	2322	2085	2280	2239	2143	-4,3%	+4,4%
Total	13027	14429	12822	13960	13340	12885	-3,4%	-1,1%



Les différents graphiques ci-dessus illustrent bien l'évolution des catégories de faits depuis 2011. Ainsi, nous constatons dans le premier graphique que la tendance générale (ligne rouge) est légèrement à la baisse depuis 2014.

Par rapport à 2015, nous observons une diminution des faits de 3.4%, toutes les catégories sont en diminution excepté les Accidents et la Famille qui restent relativement stables.

La plus forte diminution est perceptible pour la rubrique Personnes (-9.4%), ceci est principalement dû aux baisses des troubles et du vandalisme en 2016, comme nous le verrons plus loin. La diminution des Véhicules est principalement due aux baisses des vols de véhicules et in/up, tandis que la baisse des Vols est surtout marquée par la diminution des vols dans habitation.

Par contre, par rapport à 2011, le nombre de faits reste stable (-1.1%). Les catégories suivantes sont toutefois en hausse : Personnes (surtout les menaces), Vols (surtout les vols par ruse, à l'étalage et effraction bâtiments autres) et les Véhicules. Soulignons que pour la catégorie Personnes, à partir de 2012, ont été

comptabilisés les outrages et rebellions. Ces qualifications n'entrent donc pas en ligne de compte en 2011, ceci pouvant également expliquer la hausse de cette rubrique.

Les Accidents, la Famille et les Troubles sont en baisse par rapport à 2011. Ceci notamment suite aux baisses des violences intrafamiliales, des troubles à la tranquillité publique et du vandalisme.

Dans le graphique par catégorie de faits, nous observons que les courbes des Troubles, des Vols, des Personnes et des Véhicules sont similaires, elles ont connu une hausse en 2012, suivie d'une baisse en 2013 et nous constatons une nouvelle hausse des faits pour 2014 sans atteindre le pic de 2012 et une légère baisse en 2015 et 2016.

Alors que la catégorie Famille connaissait une diminution des faits en 2012, nous remarquons une recrudescence de cette problématique jusqu'en 2014, suivie par une diminution en 2015 et 2016.

Seuls les accidents montrent une baisse progressive et légère jusqu'en 2015 et remonte faiblement en 2016.

Pour plus de détails sur les infractions reprises dans chaque catégorie de faits, nous vous renvoyons vers le tableau ci-dessous qui dresse l'évolution du type de faits par année depuis 2011.

Types de faits	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution absolue 2015 - 2016	Evolution relative 2015 - 2016
Accidents	1895	1873	1718	1702	1691	1725	+33	+2%
Total Accidents	1895	1873	1718	1702	1691	1725	+33	+2%
Absentéisme scolaire	27	62	66	73	48	47	-1	-2,1%
Différend familial	2065	2013	2105	2366	2183	2126	-57	-2,6%
Droit de visite								
Famille / Jeunesse								
Violences familiales	541	363	300	395	415	409	-6	-1,4%
Violences familiales (couple)								
Total Famille	2633	2438	2471	2834	2646	2582	-64	-2,4%
Coups et blessures volontaires	595	697	582	603	484	431	-53	-11%
Rébellion	NC	25	30	25	30	41	+11	+36,7%
Outrages	NC	32	20	22	15	33	+18	+120%
Homicide	8	14	11	16	5	14	+9	+180%
Menaces	456	772	673	712	696	594	-102	-14,7%
Mœurs	49	99	94	78	88	81	-7	-8%
Total Personnes	1108	1639	1410	1456	1318	1194	-124	-9,4%
Alarme	562	539	523	583	606	568	-38	-6,3%
Dégradations - vandalisme	632	651	543	563	543	499	-44	-8,1%
Dégradations véhicules	568	608	477	520	576	624	+48	+8,3%
Incendie Bâtiment	18	31	23	17	22	18	-4	-18,2%
Incendie Véhicule	52	54	49	50	47	50	+3	+6,4%
Incendie Volontaire (autre)	42	82	45	45	33	43	+10	+30,3%
Ivresse	278	402	305	334	319	341	+22	+6,9%
Stupéfiants	73	123	69	122	95	88	-7	-7,4%
Trouble de voisinage	1396	1479	1377	1395	1443	1364	-79	-5,5%
Trouble tranquillité publique	836	1112	986	997	766	725	-41	-5,4%
Total Troubles	4457	5081	4397	4626	4450	4320	-130	-2,9%
Car Jacking	6	4	6	4	4	3	-1	-25%
Vol cyclo / vélo	99	139	107	147	115	117	+2	+1,7%
Vol de véhicule	136	183	144	179	175	144	-31	-17,7%
Vol véhicule in / up	640	750	484	732	702	657	-45	-6,4%
Total Véhicules	881	1076	741	1062	996	921	-75	-7,5%
VAMA (autre)	17	23	19	14	11	14	+3	+27,3%
VAMA Commerce	17	20	17	27	22	20	-2	-9,1%
Vol à la ruse	21	64	109	89	49	66	+17	+34,7%
Vol à la tire	126	215	199	150	134	103	-31	-23,1%
Vol à l'étalage	200	247	219	225	232	257	+25	+10,8%
Vol effraction (autre)	229	377	322	409	342	439	+97	+28,4%
Vol effraction commerce	215	147	102	130	94	117	+23	+24,5%

Types de faits	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution absolue 2015 - 2016	Evolution relative 2015 - 2016
Vol habitation	564	556	551	662	791	582	-209	-26,4%
Vol simple	562	572	451	462	429	428	-1	-0,2%
Vol violences	102	101	96	112	135	117	-18	-13,3%
Total Vols	2053	2322	2085	2280	2239	2143	-96	-4,3%
TOTAL	13027	14429	12822	13960	13340	12885	-455	-3,4%

Mis à part les accidents qui seront analysés plus longuement dans la partie relative aux priorités du Plan Zonal de Sécurité, les faits les plus fréquents en 2016 furent :

1. Les Délits contre la Famille et/ou l'Enfant (2126)
2. Les Troubles de voisinage (1364)
3. Les Troubles à la tranquillité publique (725)
4. Les Vols véhicules in/up (657)
5. Et les Dégradations de véhicules (624)

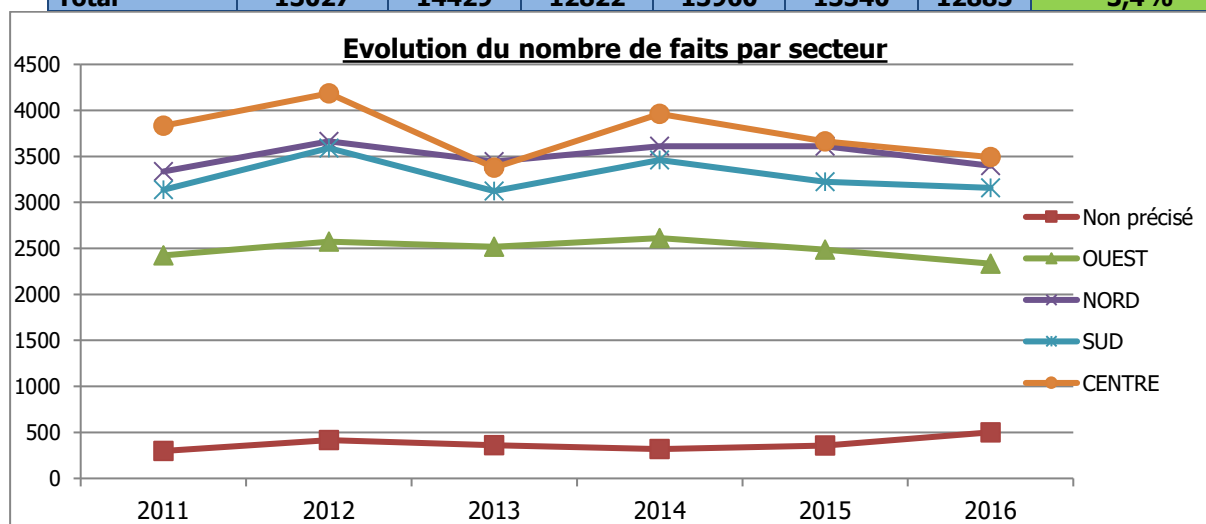
Le top deux est le même que l'année dernière. En 2016, les vols dans habitation sont sortis du top 5 mais ont été remplacés par les dégradations de véhicules.

En comparaison avec 2015, nous observons une diminution de 455 faits, soit 3.4%.

13 qualifications sont en hausse cette année. En chiffres absolus, les plus fortes augmentations sont les vols avec effraction dans les autres bâtiments (+97) et les dégradations de véhicules (+48). Les diminutions les plus marquées sont, quant à elles, les vols dans habitation (-209), les menaces (-102) et les troubles de voisinage (-79).

Tous faits confondus, le tableau ci-dessous illustre la répartition par année et par secteur.

Secteur	2011	2012	2013	2014	2015	2016	% 2015-2016
Non précisé	298	417	361	317	357	501	+40,3%
OUEST	2425	2573	2518	2612	2487	2335	-6,2%
NORD	3336	3664	3443	3610	3609	3399	-5,8%
SUD	3136	3590	3123	3459	3225	3158	-2,1%
CENTRE	3832	4185	3377	3962	3662	3492	-4,6%
Total	13027	14429	12822	13960	13340	12885	-3,4%



Tous les secteurs sont en baisse excepté le Sud qui reste relativement stable (-2.1%).

Le graphique ci-dessus montre que les secteurs Centre et Sud suivent la même courbe en dents de scie, alors que celles de l'Ouest et du Nord sont plus planes.

Soulignons que les faits sans localisation précise sont en augmentation, ceci est notamment dû aux faux, aux harcèlements moraux et aux non-respects des droits de visite pour lesquels aucune adresse n'est renseignée.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des faits par quartier et par année depuis 2011.

Quartier	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution absolue 2015-2016	Evolution relative 2015-2016
Non précisé	298	417	361	317	357	501	+144	+40,3%
Q11 Boussoit	366	379	354	384	356	308	-48	-13,5%
Q12 Maurage	333	355	353	348	291	312	+21	+7,2%
Q13 Trivières	354	357	303	476	420	341	-79	-18,8%
Q14 Terril St-Alphonse	386	370	463	405	395	380	-15	-3,8%
Q15 Coron d'en haut	546	593	572	591	639	580	-59	-9,2%
Q16 Nouveau canal (Jobrette)	440	519	473	408	386	414	+28	+7,3%
Q21 Bois-du-Luc	328	359	331	390	383	378	-5	-1,3%
Q22 Radio Hainaut	424	417	402	452	477	335	-142	-29,8%
Q23 Houtart	437	554	622	601	592	583	-9	-1,5%
Q24 Pont du Sart	291	364	332	294	357	287	-70	-19,6%
Q25 Quartier des Anglais	317	348	345	373	343	349	+6	1,7%
Q26 Besonrieux	255	200	179	222	252	256	4	1,6%
Q27 La Flache	999	1016	882	890	866	872	+6	0,7%
Q28 La Croyère	285	406	350	388	339	339	0	0%
Q31 Beau Site	392	460	451	421	385	432	+47	+12,2%
Q32 Chaussée de Mons	674	719	658	715	706	696	-10	-1,4%
Q33 Verreries	354	447	344	360	361	325	-36	-10%
Q34 Haine-St-Pierre centre	302	432	324	368	358	320	-38	-10,6%
Q35 Fin de bout	328	337	308	346	271	247	-24	-8,9%
Q36 Mitant des Camps	427	433	432	506	460	447	-13	-2,8%
Q37 Cité Jardin	314	373	295	369	316	335	+19	+6%
Q38 St-Vaast village	345	389	311	374	368	356	-12	-3,3%
Q41 La Closière	766	800	597	614	685	575	-110	-16,1%
Q42 Hamoir	946	1110	822	1017	888	850	-38	-4,3%
Q43 Bouvy	1031	1128	953	1096	966	999	+33	+3,4%
Q44 Tivoli	560	564	508	643	612	581	-31	-5,1%
Q45 Baume	529	583	497	592	511	487	-24	-4,7%
Total	13027	14429	12822	13960	13340	12885	-455	-3,4%

Les quartiers les plus touchés en 2016 sont les suivants :

1. Bouvy (999 faits)
2. Hamoir (850)
3. La Flache (872)
4. Chaussée de Mons (696)
5. Et Tivoli (581)

Le top quatre reste inchangé depuis plusieurs années, par contre, Tivoli reprend la 5^{ème} place qu'il avait perdu en 2015.

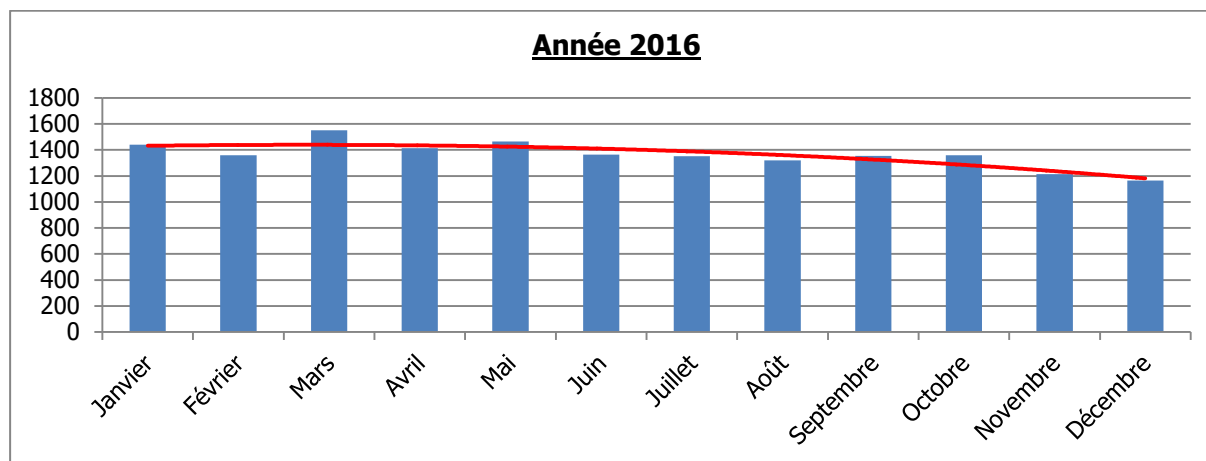
Par rapport à 2015, deux quartiers sont restés stables, à savoir Besonrieux et La Croyère ; 7 sont en hausses dont les plus marquantes sont Beau Site (+47), Bouvy (+33) et Nouveau Canal (+28).

18 quartiers sont en diminution dont les plus fortes sont Radio Hainaut (-142) et La Closière (-110).

2016

Dans cette partie, nous allons nous attarder plus longuement sur l'année 2016. Les chiffres seront présentés selon la nomenclature de 2012. Dans la mesure où celle-ci comprend plus de qualifications, les totaux seront quelques peu différents de ceux présentés dans la section ci-dessus.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition par mois pour l'année 2016.

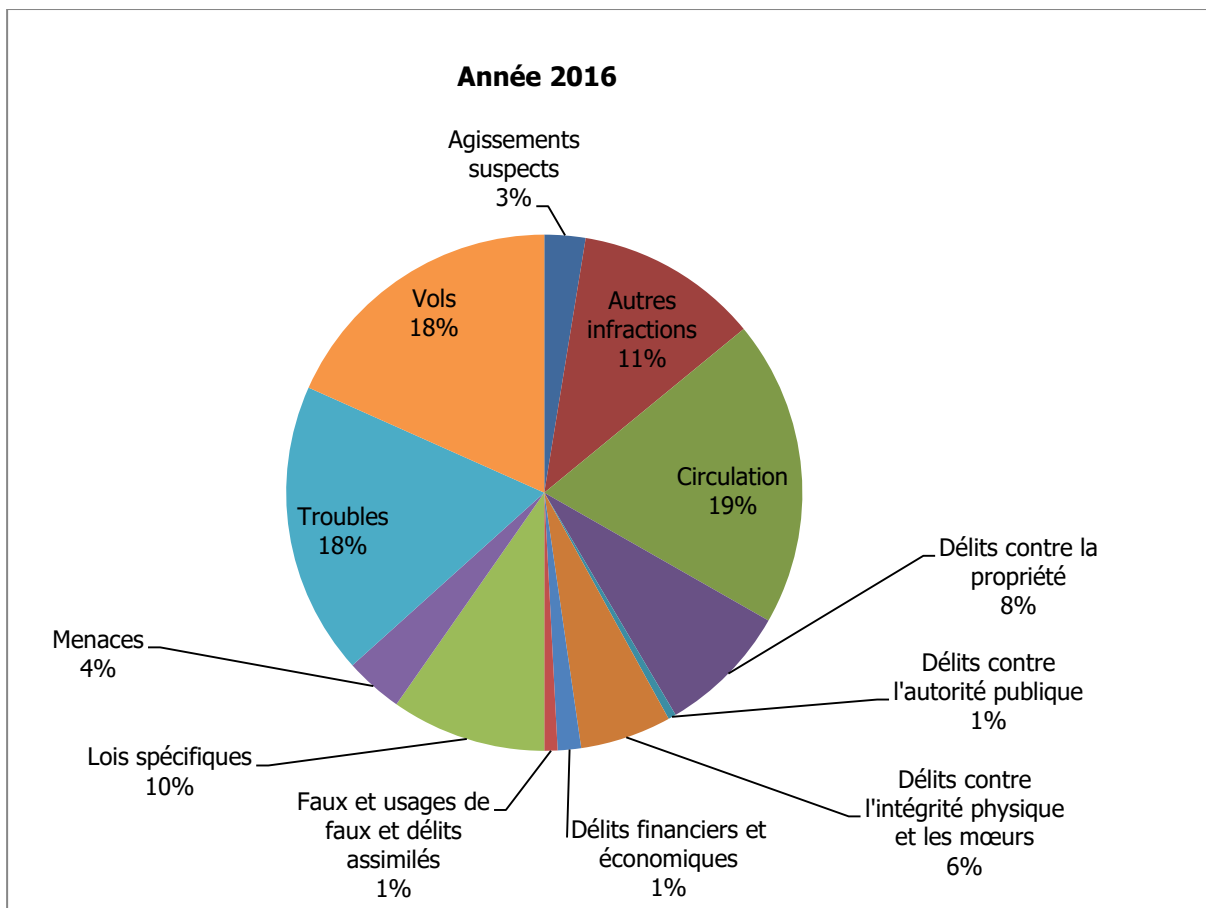


Nous constatons dans ce graphique que le mois de mars fut le plus touché en 2016 alors que ceux de novembre-décembre furent les plus calmes.

La tendance générale (ligne rouge) montre clairement une baisse des faits à partir du mois d'avril jusqu'en décembre.

2016	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Agissements suspects	31	30	43	41	35	38	28	38	27	39	39	31	420
Autres infractions	172	123	149	164	163	151	171	191	166	171	132	126	1879
Circulation	249	281	310	229	267	281	224	231	265	273	272	257	3139
Délits contre la propriété	119	118	123	131	105	110	101	80	112	160	101	90	1350
Délits contre l'autorité publique	6	11	9	8	7	5	4	5	9	4	7	6	81
Délits contre l'intégrité physique et les mœurs	85	89	88	83	100	67	90	64	70	63	70	66	935
Délits financiers et économiques	14	23	19	26	19	22	14	24	20	23	19	16	239
Faux et usages de faux et délits assimilés	22	17	14	11	9	17	12	4	8	4	12	5	135
Lois spécifiques	133	109	153	121	159	133	150	122	119	133	123	133	1588
Menaces	50	52	57	47	61	57	44	49	56	57	34	30	594
Troubles	228	191	238	261	275	281	333	307	290	195	190	209	2998
Vols	331	314	349	290	265	201	181	204	213	237	215	197	2997
Total	1440	1358	1552	1412	1465	1363	1352	1319	1355	1359	1214	1166	16355

Le tableau ci-dessous illustre la répartition par mois selon les différentes catégories de faits pour 2016.

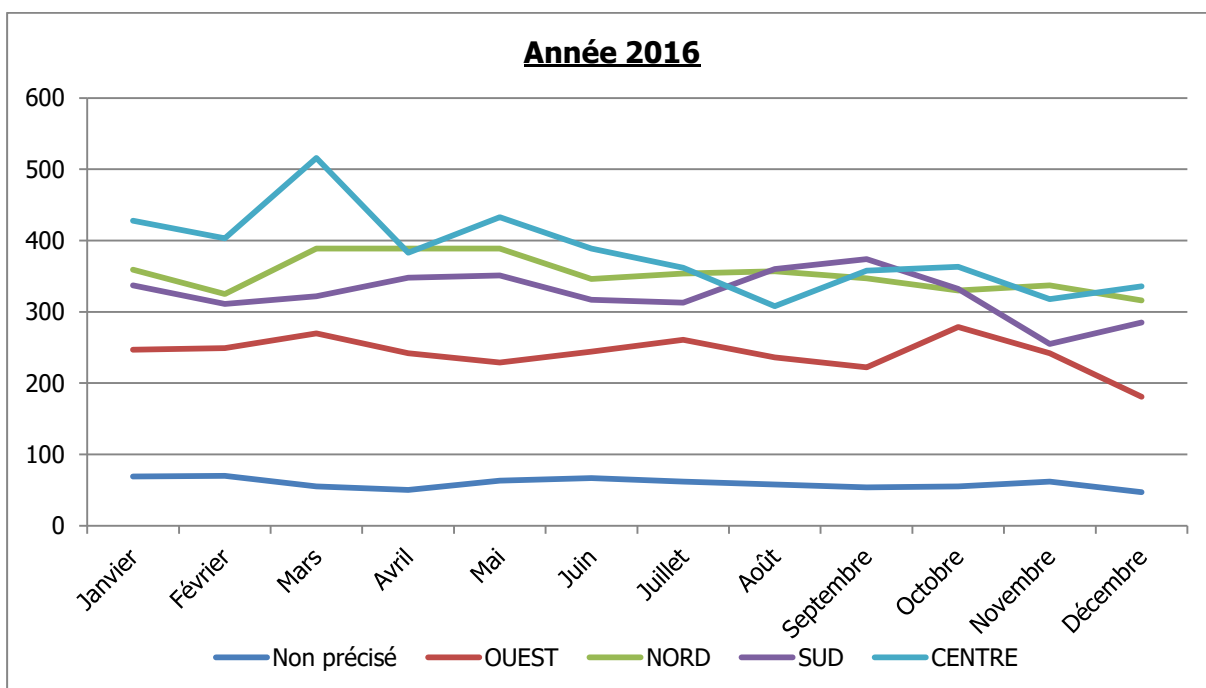


La Circulation représente 19% du total des faits de 2016, cette proportion reste la même que l'année dernière. Par contre, les proportions des Vols et des Troubles ont diminué en 2016.

Comme chaque année, nous observons un pic Circulation au mois de mars et un pic Troubles en juillet et août.

Les Délits contre l'autorité publique sont plus élevés en février et mars (période des carnivals) et en septembre ; les agissements suspects en mars et avril ; les délits contre la propriété en octobre (vague de dégradations de véhicules) ; les délits contre l'intégrité physique et les mœurs ainsi que les menaces en mai ; et les vols le premier trimestre 2016.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition par mois et par secteur pour 2016.



28.1% des faits sont survenus sur le secteur Centre, 25.9% sur le Nord, 23.9% sur le Sud et 17.7% sur l'Ouest.

Par rapport à 2015, les proportions du Centre et du Sud sont stables tandis que celles du Nord et de l'Ouest baissent légèrement. Les « non précisés » sont, par contre, plus représentés.

Le secteur Centre montre un pic au mois de mars, principalement pour des problèmes de circulation dont une partie liée aux festivités carnavalesques et une courbe générale en dents de scie.

L'Ouest a une courbe relativement stable avec un pic en octobre, le Sud est également assez stable mais avec un pic en septembre.

Le Nord a connu un pic de mars à mai pour ensuite diminuer légèrement et rester assez stable les autres mois.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des faits par secteur pour l'année 2016.

2016		Non précisé	Ouest	Nord	Sud	Centre	Total 2016
Total vols		45	498	813	738	903	2997
Vol de voiture	Total	0	27	31	32	30	120
	Sans violences		26	31	31	30	118
	Avec violences		1		1		2
Vol de moto / cyclo	Total	0	14	22	20	16	72
	Sans violences		13	21	19	15	68
	Avec violences		1	1	1	1	4
Vol de vélo	Total	0	10	14	9	12	45
	Sans violences		10	14	9	12	45
	Avec violences						
Vol d'un autre véhicule	Total	0	3	8	9	4	24
	Sans violences		3	8	9	4	24
	Avec violences						
Vol in / up	Total	19	122	171	165	180	657
	Sans violences	19	122	171	165	180	657
	Avec violences						
Vol dans habitation sens strict	Total	0	125	188	165	86	564
	Sans violences		124	184	162	85	555
	Avec violences		1	4	3	1	9
Vol dans habitation sens large	Total	0	57	38	54	20	169
	Sans violences		57	38	54	20	169
	Avec violences						
Vol dans commerce	Total	0	8	28	37	44	117
	Sans violences		8	27	37	43	115
	Avec violences			1		1	2
Vol dans bâtiments publics	Total	0	19	18	37	52	126
	Sans violences		19	18	37	52	126
	Avec violences						
Vol dans autres bâtiments	Total	0	28	37	57	22	144
	Sans violences		28	37	57	22	144
	Avec violences						
Vol à l'étalage	Total	0	4	116	35	102	257
	Sans violences		3	112	34	98	247
	Avec violences		1	4	1	4	10
Vol domestique	Total	0	2	4	4	7	17
	Sans violences		2	4	4	7	17
	Avec violences						
Autres vols	Total	10	51	93	64	214	432
	Sans violences	9	36	80	46	157	328
	Avec violences	1	15	13	18	57	104
Car-jacking			1	1	1		3
Home-jacking et dossier garage			6	3	7	2	18

2016		Non précisé	Ouest	Nord	Sud	Centre	Total 2016
Extorsion/hold-up		3	7	6	12	19	47
Vol par ruse			9	17	15	25	66
Vol à la tire		13	4	13	14	59	103
Grivèlerie			1	5	1	9	16
Total délits contre l'autorité publique		0	11	17	16	37	81
Violences contre les personnes investies de l'autorité publique				2		1	3
Outrages			7	2	7	17	33
Rébellion			4	11	9	17	41
Bris de scellés				2		2	4
Total délits contre l'intégrité physique et les mœurs		13	174	248	225	275	935
Meurtre, assassinats et décès suspects			1	4	6	3	14
Bagarre		2	26	31	27	56	142
Violences intra-familiales		1	86	120	126	76	409
Autres coups et blessures		3	44	74	47	118	286
Viol, attentat à la pudeur et harcèlement sexuel		5	7	15	9	18	54
Enlèvement			2		1		3
débauche et prostitution		1	3	1		2	7
Autre		1	5	3	9	2	20
Total délits contre la propriété		17	314	309	347	363	1350
Incendie de véhicule	Total	0	15	25	12	16	68
	Volontaire		12	16	8	14	50
	Involontaire		3	9	4	2	18
Incendie de bâtiment	Total	0	17	13	21	10	61
	Volontaire		9	1	7	1	18
	Involontaire		8	12	14	9	43
Autres incendies	Total	0	19	28	17	9	73
	Volontaire		11	19	10	3	43
	Involontaire		8	9	7	6	30
Dégradations véhicules	Total	16	164	127	166	176	649
	Volontaire	16	160	116	165	167	624
	Involontaire		4	11	1	9	25
Destruction, dégradations, vandalisme, inscription		1	99	116	131	152	499
Total Menaces		170	90	124	103	107	594
Au sein de la famille	Total	46	22	29	31	20	148
	Directes	35	19	28	26	16	124
	Indirectes	11	3	1	5	4	24
Autres	Total	34	40	64	40	65	243
	Directes	25	33	58	29	55	200
	Indirectes	9	7	6	11	10	43
Harcèlement moral	Total	90	28	31	32	22	203
	Au sein de la famille	51	17	10	15	10	103
	Autres	39	11	21	17	12	100
Total Autres infractions		205	328	487	527	332	1879
Délits contre la famille et/ou l'enfant		168	311	453	489	300	1721
Injures , calomnie, diffamation		31	13	22	20	20	106
Violation de domicile et détention arbitraire				3	5	2	10
Autres		6	4	9	13	10	42
Total Troubles		1	536	842	724	895	2998
Troubles entre voisins	Total	0	263	371	321	218	1173
	Sans tapage		223	337	284	173	1017
	Avec tapage		40	34	37	45	156
Troubles à la tranquillité publique	Total	0	117	169	150	287	723
	Sans tapage		114	166	149	280	709

2016		Non précisé	Ouest	Nord	Sud	Centre	Total 2016
	Avec tapage		3	3	1	7	14
Troubles liés aux cafés	Total	0	21	50	58	62	191
	Sans tapage		16	35	45	54	150
	Avec tapage		5	15	13	8	41
Ivresse		1	38	56	77	169	341
Trouble à l'ordre public (émeute, bagarre 20 pers...)				1		1	2
Alarme			97	195	118	158	568
Total Lois spécifiques		30	398	406	385	369	1588
Stupéfiants	Total	0	11	18	17	42	88
	Détention / Consommation		10	14	12	33	69
	Fabrication			1	1		2
	Vente		1	3	1	9	14
	Autres				3		3
Armes			12	20	17	39	88
Protection de la jeunesse	Total	21	146	100	91	94	452
	Délaissement, privation de soins enfants	1	13	14	3	5	36
	Fugue	2	14	13	8	25	62
	Obligation scolaire	6	12	4	16	9	47
	Autres	12	107	69	64	55	307
Environnement	Total	6	218	254	238	150	866
	Animaux - Maltraitance		5	8	8	2	23
	Animaux - autres	5	124	129	128	87	473
	Déchets - incinération		18	18	19	9	64
	Déchets - transport				1		1
	Déchets - autres		2		3	3	8
	Dépôt clandestin	1	55	87	71	43	257
	Protection de la nature, des eaux et forêts		2		1	1	4
	Autres		12	12	7	5	36
Législation sur les commerces et le travail			4	5	7	14	30
Autres		3	7	9	15	30	64
Total Circulation		28	437	826	690	1158	3139
Accident blessé sans délit de fuite			32	55	55	56	198
Accident blessé avec délit de fuite			4	11	5	7	27
Accident DM sans délit de fuite		5	134	264	209	265	877
Accident DM avec délit de fuite		11	98	185	158	171	623
Accident mortel sans délit de fuite							
Accident mortel avec délit de fuite							
Infractions de stationnement		8	133	202	170	533	1046
Autres infractions de roulage		4	36	109	93	126	368
Total Délits financiers et économiques		113	24	42	33	27	239
Abus de confiance		24	4	9	10	1	48

2016	Non précisé	Ouest	Nord	Sud	Centre	Total 2016
Détournement frauduleux d'argent	50	1	3	8	5	67
Fraude aux subsides		1	1			2
Escroquerie	11	5	9	4	3	32
Escroquerie sur internet	27	7	3	3	4	44
Recel	1	6	17	8	14	46
Autres						
Total Faux et usages de faux et délits assimilés	78	12	15	16	14	135
Chèques sans provisions						
Commerce de biens avec nom falsifié	8	2	3		1	14
Contrefaçon et falsification d'effets publics, de timbres, de sceaux, ...					1	1
Fausse monnaie			1		3	4
Faux et usages de faux en écriture	69	7	11	16	6	109
Violation des lettres et du secret professionnel						
Faux témoignage	1	3			1	5
Usurpation de fonction, titre, costume, ,,,					2	2
Total Agissements suspects	12	81	109	101	117	420
Personnes	3	53	80	65	86	287
Situation	9	13	17	21	17	77
Véhicules		15	12	15	14	56
Total général	712	2903	4238	3905	4597	16355

Nous constatons que la catégorie Troubles occupe la première position pour les secteurs Nord et Ouest, alors que pour le Centre, c'est la Circulation et pour le Sud les Vols.

En deuxième place, viennent les vols pour le Centre et l'Ouest, la Circulation pour le Nord et les Troubles pour le Sud.

Le top cinq des faits les plus fréquents par secteur est le suivant :

	Ouest	Nord	Sud	Centre
1	Délits contre la famille et/ou l'enfant	Délits contre la famille et/ou l'enfant	Délits contre la famille et/ou l'enfant	Délits contre la famille et/ou l'enfant
2	Troubles entre voisins	Troubles entre voisins	Troubles entre voisins	Trouble à la tranquillité publique
3	Dégradations aux véhicules	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite
4	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Alarme	Vol in/up	Troubles entre voisins
5	Vol dans habitation - Sens strict	Vol dans habitation - Sens strict	Vol dans habitation - Sens strict	Vol in/up
		Accident - Dégâts matériels - Avec délit de fuite	Dégradations aux véhicules	

Nous observons que cette année encore, les délits contre la famille et/ou l'enfant occupent la première place dans tous les secteurs. Ceux-ci sont suivis par les troubles entre voisins pour l'Ouest, le Nord et le Sud et les troubles à la tranquillité publique pour le Centre, alors que ces derniers avaient quitté le top cinq en 2015. Bien qu'ils soient toujours présents, les vols dans habitation sont descendus dans le classement cette année. Par contre, les alarmes apparaissent pour la première fois dans le classement (3^e position au Nord).

L'analyse annuelle des priorités du Plan Zonal de Sécurité

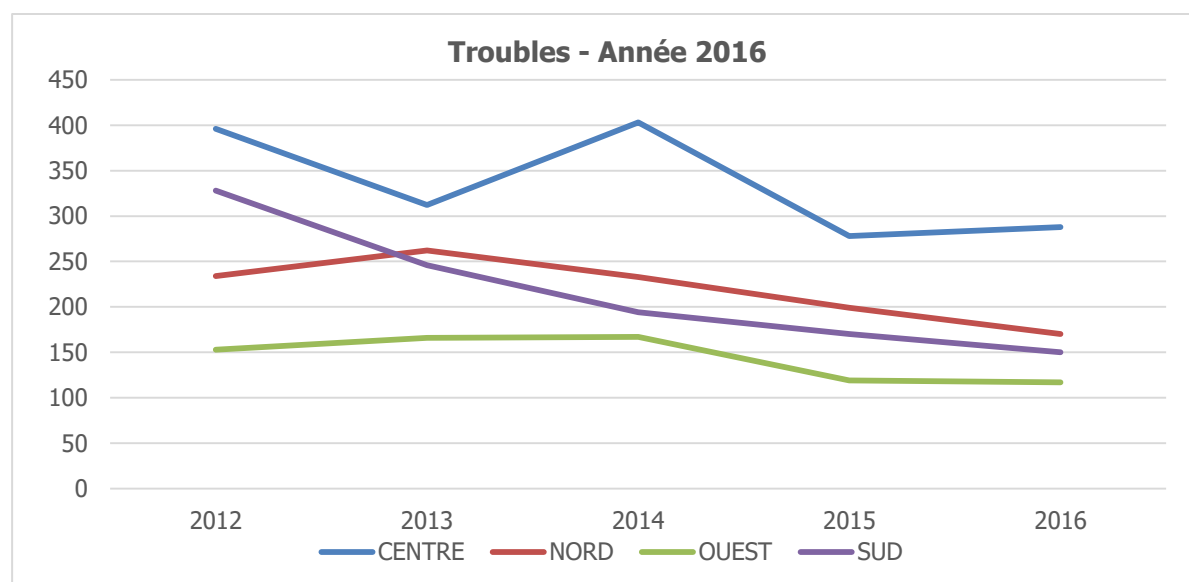
Nous allons tout d'abord présenter dans cette partie un aperçu des différents phénomènes retenus comme priorités dans le Plan Zonal de Sécurité pour ensuite réaliser le bilan des plans d'actions qui en découlent.

Les troubles à la tranquillité publique

Dans cette partie, nous allons tenter de donner un aperçu de la problématique des troubles à la tranquillité publique.

Le tableau ci-dessous illustre la répartition des faits par secteur et par année sur les cinq dernières années.

Secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015-2016
CENTRE	396	312	403	278	288	+10
NORD	234	262	233	199	170	-29
OUEST	153	166	166	119	117	-2
SUD	328	246	194	170	150	-20
Total	1111	986	996	766	725	-41
Evolution		-11,25%	+1,01%	-23,09%	-5,35%	



A la lecture du tableau et du graphique ci-dessus, nous remarquons qu'après avoir constaté une nette diminution en 2015, les troubles sur l'ensemble du territoire continuent de baisser, avec cette année, une régression de 5,35 % par rapport à l'an passé.

Le secteur Centre, bien qu'étant toujours le plus touché, semble avoir quelque peu jugulé ce type de fait et reste relativement stable avec 10 faits de plus que l'an passé.

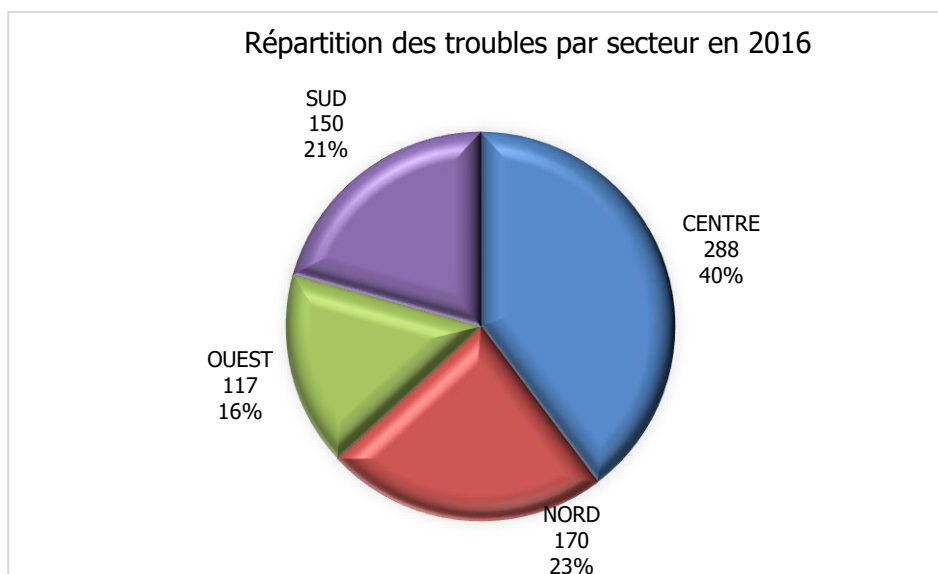
Cette année, les trois autres secteurs ont visiblement bien contré cette problématique, ceux-ci continuent sur la pente descendante amorcée depuis 2013.

Rappelons que le chiffre de 725 troubles à la tranquillité publique correspond au nombre de fiches information pour des appels de citoyens qui sont « dérangés » peu ou prou. L'objectivité de l'appel n'est pas un critère pris en considération pour le rendre-compte de ce résultat. En effet, sur toutes ces fiches information, très nombreuses (plus de 95%) sont celles pour lesquelles nos services de police ne constatent sur place aucun « trouble réel » (aucune matière à infraction ; que ce soit pénale ou au règlement communal).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du type de troubles à la tranquillité publique pour l'année 2016.

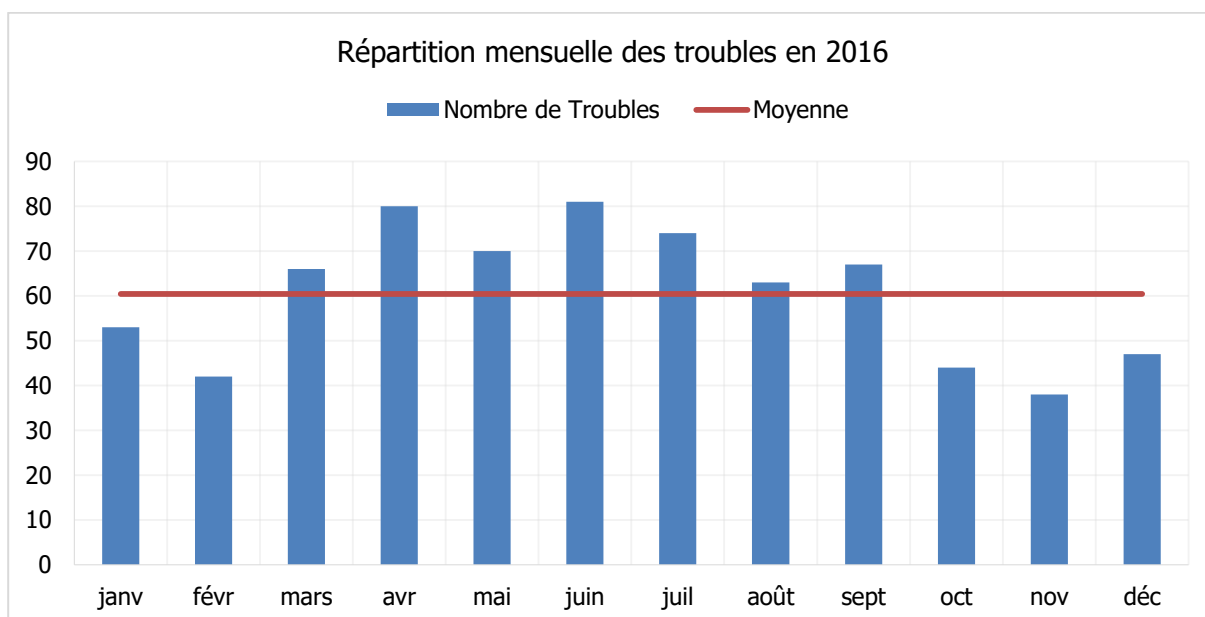
	CENTRE	NORD	OUEST	SUD	Total
Trouble sans tapage	280	166	114	149	709
Trouble avec tapage	7	3	3	1	14
Trouble à l'ordre public réel	1	1			2
Total	288	170	117	150	725

La répartition des troubles sur les quatre secteurs s'établit comme suit :



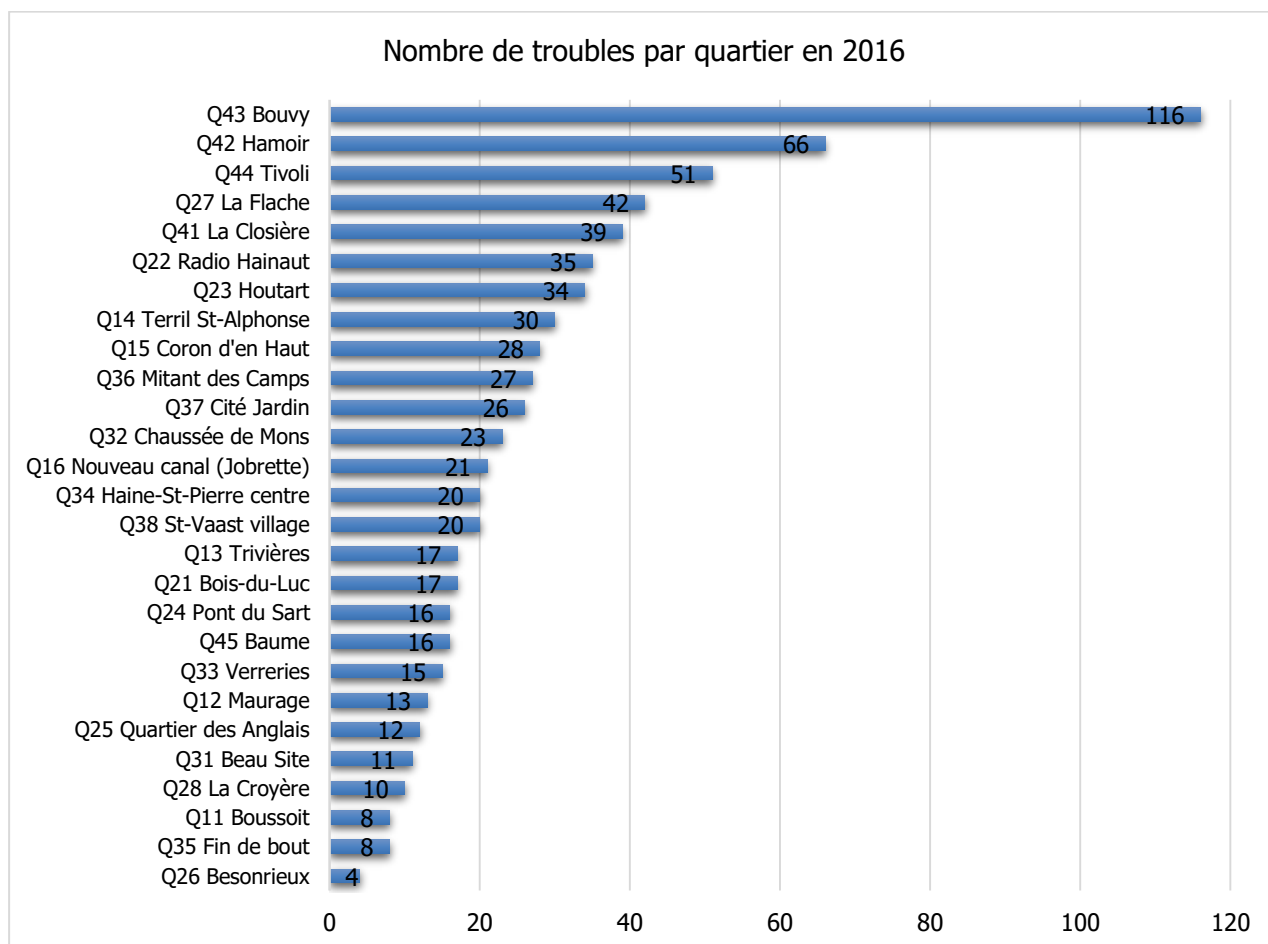
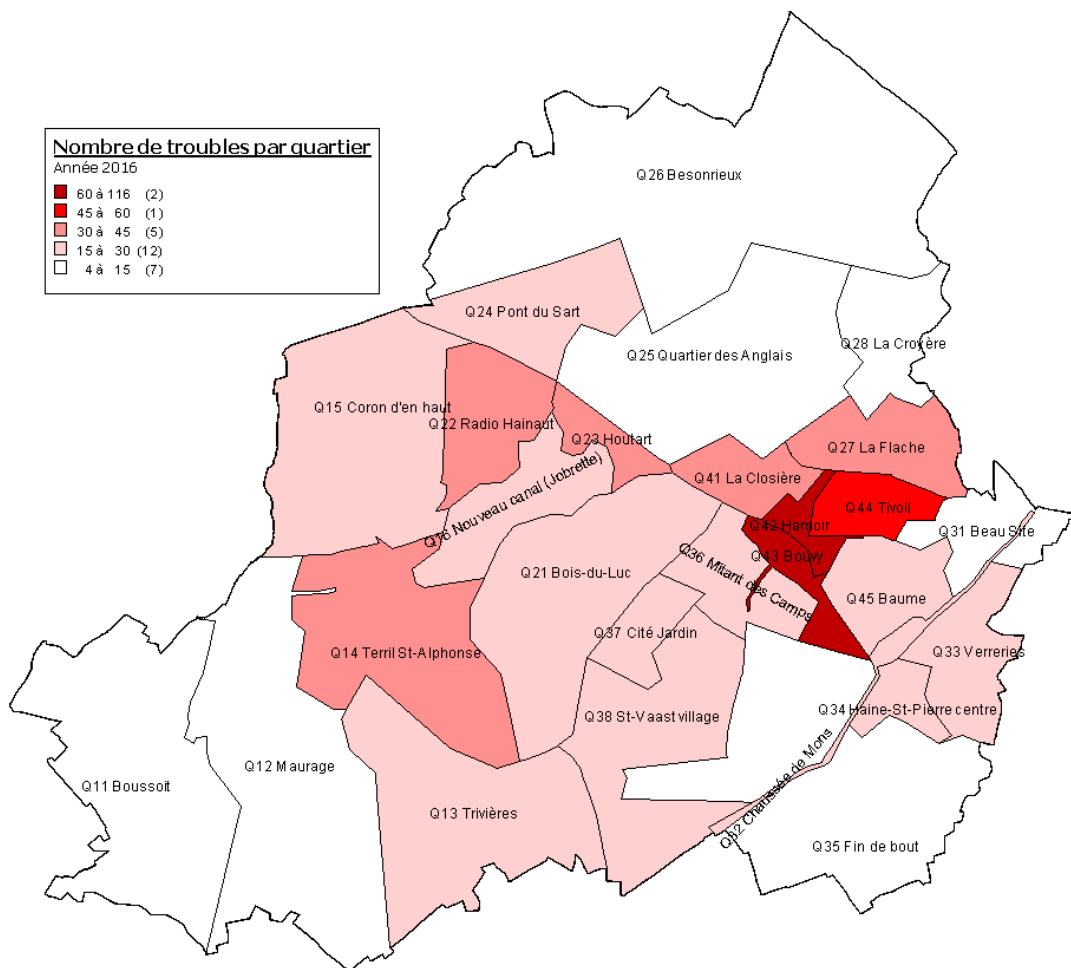
Le fait que le secteur Centre soit le plus touché avec 40 % du total des appels pour troubles à la tranquillité publique pourrait s'expliquer par le fait qu'il s'agisse principalement de l'hypercentre et que, par voie de conséquence, on y trouve plus de lieux de rassemblements susceptibles d'engendrer une « gêne » pour les riverains (cafés, restaurants, théâtres, cinéma...).

Le graphique ci-dessous illustre la répartition par mois pour 2016.

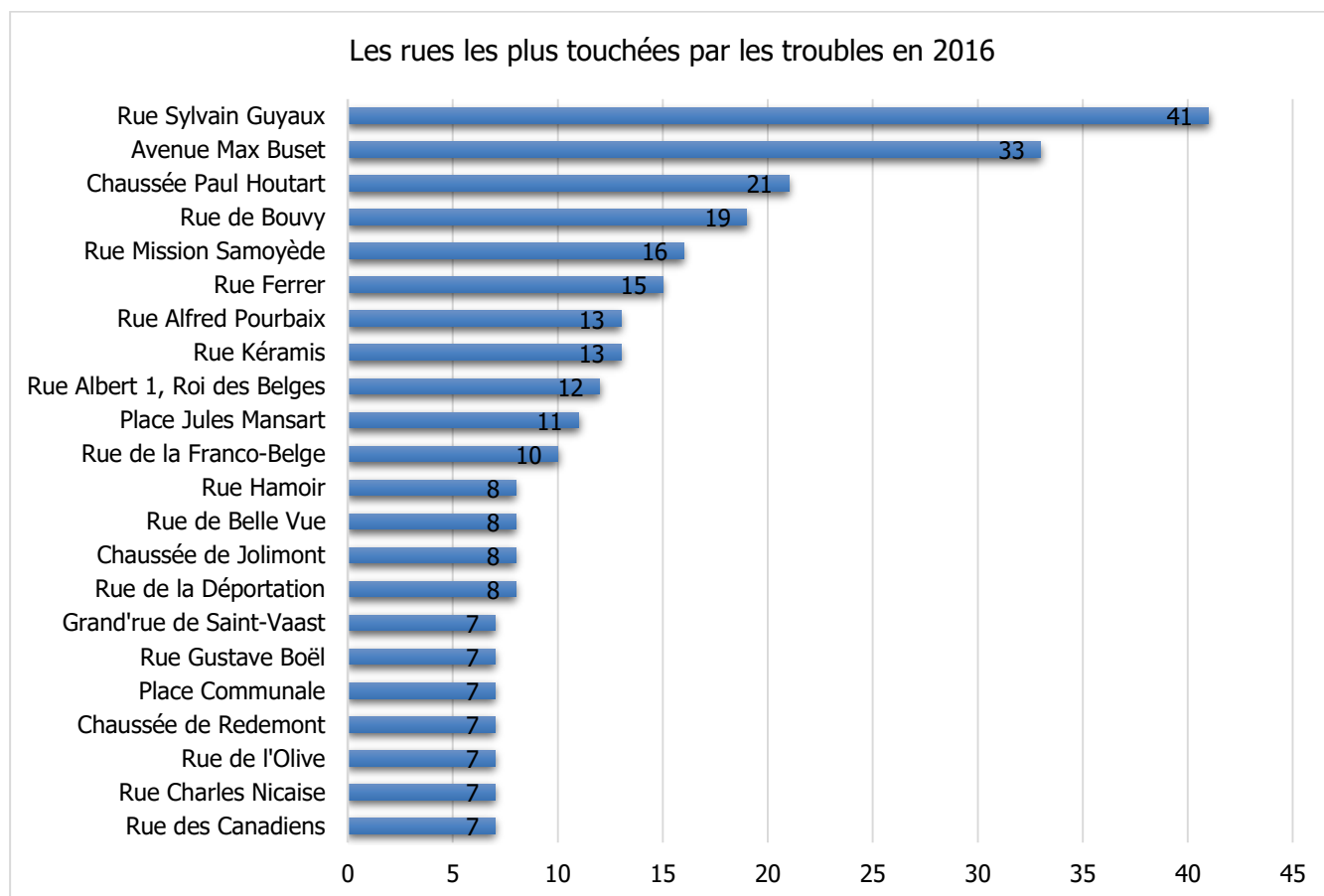


Comme chaque année, les mois d'été sont censés être plus propices aux appels des citoyens qui se plaignent souvent des jeunes qui jouent à proximité de chez eux. Cela se constate à partir du mois de mars et ce jusqu'au mois d'octobre qui « retombe » sous la moyenne qui se situe, elle, à 60,4 appels par mois.

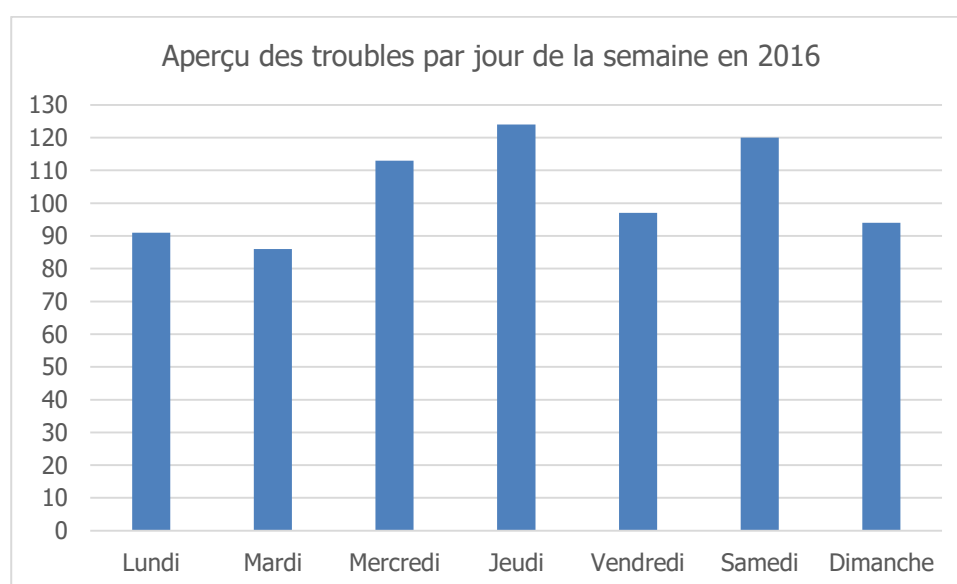
La carte et le graphique ci-dessous illustrent la répartition des troubles par quartiers pour l'année 2016.



Comme toutes les années précédentes pratiquement, Bouvy & Hamoir, suivis de près par Tivoli (ces trois quartiers appartiennent au secteur Centre) ressortent particulièrement de ce graphique et de cette carte. Pour les deux premiers quartiers, la majorité des appels provient de commerçants (Carrefour-GB et banque rue Albert 1^{er}, Delhaize, par exemple...). Pour Tivoli, la majeure partie des appels est due à l'hôpital du même nom et principalement pour des personnes créant de l'esclandre au service des urgences et pour lesquelles nos services sont appelés par les vigiles ou le personnel médical. On le constate également dans le tableau ci-dessous au niveau de la rue (Avenue Max Buset) qui arrive d'ailleurs en seconde position et qui ne concerne pratiquement que l'hôpital.

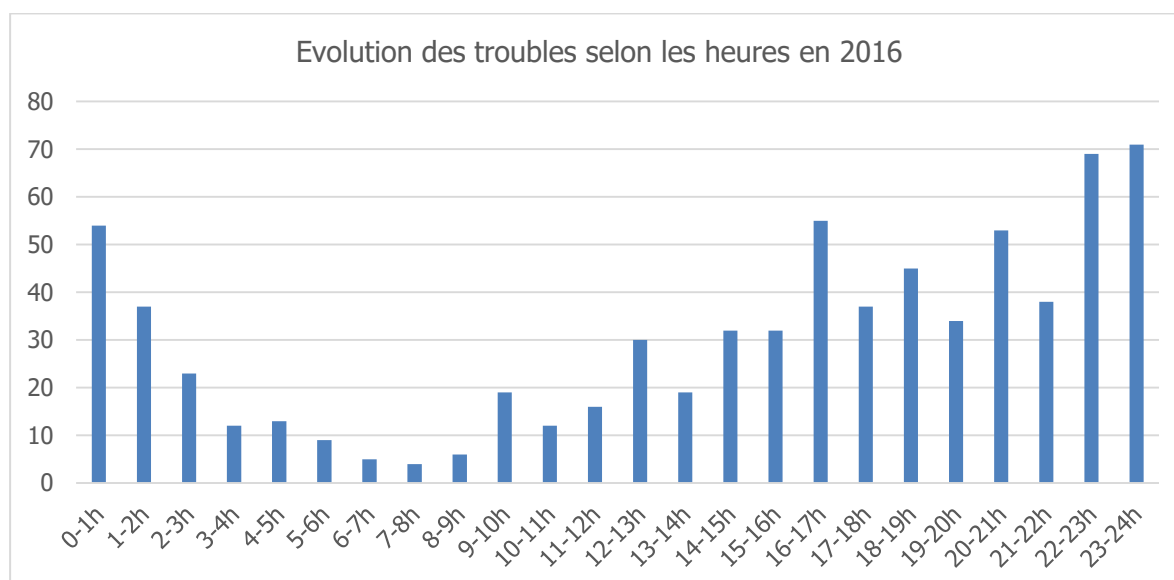


La répartition par jour des troubles s'établit comme suit :



Alors que les années précédentes montraient une forte concentration des troubles le week-end, nous constatons qu'en 2016, ces derniers se produisent le plus fréquemment le jeudi et moins le lundi et le mardi.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition par heure pour 2016.



Pour ce qui est de la répartition des troubles par heure, nous constatons que ceux-ci tendent à augmenter en soirée avec un point culminant de 22 heures à 24 heures.

Plan d'Actions Nuisances sociales et troubles à la vie communautaire

Les objectifs stratégiques fixés lors de l'élaboration du Plan Zonal de Sécurité consistaient à améliorer la sécurité tant objective que subjective dans les quartiers en repérant, identifiant, classifiant les groupements de personnes causant des problèmes de troubles à la vie communautaire et de criminalité de rue, en maîtrisant le nombre de faits enregistrés, en particulier ceux victimisant les jeunes.

Afin de répondre à ces objectifs, la Zone de La Louvière a établi son Plan d'actions en trois volets, le premier ne concernant que le service Ilotage, le deuxième que le service Recherche et le dernier les 4 secteurs.

Nous allons essayer dans un souci de clarté de vous présenter les tableaux de la manière la plus synthétique possible afin de donner le meilleur aperçu de ce qui a concrètement été réalisé par notre zone en la matière.

Les plans par service étaient structurés selon le schéma « Conseil-Dissuasion-Régulation », nous présenterons le compte-rendu en suivant ce schéma.

1. Conseil

2016	
Participation à des réunions thématiques	12
participation à des réunions de quartier	9
Hélios alimentation de la base de données	18

2. Dissuasion

Les différents services devaient effectuer des passages dans les ilots prioritaires aussi bien pendant les pauses Loupol (Intervention) que lors du travail quotidien.

Pour la comptabilisation des heures de passage pour les Loupol, nous disposons des données du géofleetlogger et pour le travail quotidien, des données du Galop.

Services	Nbre de passages	Total en heures
Centre	22371	1593:14:27
Ilotage	8112	1478:44:36
Nord	23244	1898:12:18
Ouest	23963	1746:04:23
SER	9404	792:56:17
Sud	22017	1822:03:39
UMSR	20693	1883:44:08
UV	1963	152:45:54
Total	131767	11367:45:42

4761h15 ont été enregistrées par le système Galop pour le travail quotidien dans le cadre de ce plan d'actions.

En plus de ce travail journalier, des patrouilles spécifiques ont été mises en place par les secteurs pour une durée totale de 397h12 et le service Ilotage avait mis en place 2 plans d'actions temporaires. Ceux-ci ont donné lieu à 76h de travail.

Au total, **16602h12** ont été consacrées à la dissuasion des nuisances.

3. Régulation

Toutes ces patrouilles et tous ces plans d'actions ont donné lieu aux résultats suivants :

PV dans les ilots	3895
SAC dans les ilots	2635
personnes contrôlées	3295
personnes arrêtées	356
véhicules contrôlés	653

Les services avaient comme objectifs de mettre fin aux nuisances et de sanctionner le cas échéant.

Le tableau ci-dessous montre le nombre de contrôles effectués par thématique pour l'année 2016.

Contrôles	Nombre
stupéfiants	93
attitude agressive	57
chiens dangereux	4

Les différents contrôles et patrouilles effectuées dans le cadre de ce plan d'actions ont permis de constater de nombreuses infractions dont voici un aperçu.

	2012	2013	2014	2015	2016
Attitudes intimidantes	346	121	157	154	91
Chiens dangereux	59	52	45	54	23
Dégradations	578	481	623	623	835
Tags	149	161	162	187	13
Tapages	420	215	109	125	52
Hrs fermeture cafés et night-shop	101	123	62	35	27
Détention de stupés	148	173	143	124	154
Alcool sur voie publique	94	69	11	6	52
Total général	1895	1395	1312	1308	1247

Nous constatons que le nombre de pièces pour ces infractions est en diminution en 2016. Ceci peut être expliqué en partie par le changement de Règlement Général de Police. En effet, celui-ci est entré en vigueur au premier janvier 2016 et les infractions sanctionnables ont été revues/remaniées. Certaines de nos priorités ont ainsi été couplées à d'autres infractions dans un même article et dès lors, il ne nous est pas possible de savoir quelle infraction est exactement établie et donc nous ne la comptabilisons pas. Ceci a évidemment une incidence sur le tableau ci-dessus.

Ce plan d'actions mettant un accent particulier sur la problématique des jeunes et, en particulier, ceux en décrochage scolaire. Il faut entendre par décrochage scolaire, trois contrôles pour absence injustifiée. Le tableau ci-dessous reprend le travail effectué en la matière pour 2016.

Mineurs	
heures de contrôle pour décrochage	353h50
nombre de jeunes contrôlés	308
nombre de jeunes en décrochage	55

Les nuisances causées par les stupéfiants aux abords des écoles étaient également un point d'attention particulier de ce plan d'actions. Voici les résultats en la matière du service Recherche pour 2016.

Trafics locaux de stupéfiants	
Identification des lieux à risques	136
Identification des dealers	243
Identification des consommateurs	92
Observations du service recherche	132h

4. Enquête

Les enquêtes ont permis d'obtenir les résultats suivants :

Nombre d'interpellations d'auteurs pour dégradations	41
Nombre de trafics de stupéfiants détectés	148
Nombre de personnes interpellées pour trafic de stupéfiants	57

5. Conclusion

La zone a donc consacré 17088h à ce plan d'actions et rédigés dans ce cadre plusieurs milliers de PV et SAC.

Des jeunes en décrochage scolaire, des dealers et des jeunes créant des nuisances ont été identifiés et interpellés.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du nombre de troubles à la tranquillité publique depuis 2012.

Secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015-2016
CENTRE	396	312	403	278	288	+10
NORD	234	262	233	199	170	-29
OUEST	153	166	166	119	117	-2
SUD	328	246	194	170	150	-20
Total	1111	986	996	766	725	-41
Evolution		-11,25%	+1,01%	-23,09%	-5,35%	

Nous constatons que, par rapport à 2015, le nombre de troubles a diminué de 5.35% et qu'il atteint son seuil le plus bas depuis 2010.

Les vols dans habitations, bâtiments et commerces

1. Introduction

Dans cette partie, nous allons dresser un aperçu des vols dans habitation, commerce et autres bâtiments pour la zone de Police La Louvière. Dès lors, nous avons repris dans notre base de données, les anciennes qualifications (vols dans habitation, vols effraction commerce et vols effraction autre) et les nouvelles (vols dans habitation sens strict et large, vols dans commerce, vols dans bâtiments publics et vols dans les autres bâtiments).

Après avoir abordé l'évolution de ces phénomènes en général, nous nous attarderons sur chaque phénomène plus en détails.

La catégorie de faits « vols dans habitation » est à entendre au sens strict du terme, à savoir seuls les faits commis dans une habitation occupée sont repris. Les vols dans les annexes, dépendances, abris de jardin, ... se retrouvent dans les « vols effraction autre (bâtiment) ». C'est pourquoi depuis 2012, la distinction entre habitation sens strict et large a été effectuée.

De même, pour les vols dans commerce, ne sont repris que les commerces et non les entreprises.

Une autre nouveauté depuis 2012 est également réalisée, à savoir que les vols avec violences ont été scindés par figure criminelle. C'est-à-dire qu'auparavant, les faits de vols avec violences dans habitation étaient qualifiés « vols avec violences » mais que pour 2012, une sous-catégorie vols dans habitation avec violences est créée. Il faudra dès lors être attentif à ce point lors des comparaisons entre années. Toutefois, afin de faciliter la lecture, lorsque nous comparons les années antérieures à 2016, nous retirons les faits avec violences. Lorsque l'année 2016 est présentée seule, nous les incluons.

De plus, les home-jackings n'ont pas été retenus.

La méthode de calcul pour les répartitions par jour et par heure est basée sur la méthode temporelle proportionnelle des faits.

2. Aperçu général

Les tableaux ci-dessous montrent l'évolution des faits sans violences selon les années.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Vol effraction (autre)	229	376	322	409	342	439
Vol effraction commerce	214	144	102	126	91	115
Vol habitation	549	529	535	630	757	555

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Vol effraction (autre)	229	376	322	409	342	439
		+64,2%	-14,4%	+27%	-16,4%	+28,4%
Vol effraction commerce	214	144	102	126	91	115
		-32,7%	-29,2%	+23,5%	-27,8%	+26,4%
Vol habitation	549	529	535	630	757	555
		-3,6%	+1,1%	+17,8%	+20,2%	-26,7%

Nous constatons que les vols avec effraction dans les commerces sont en hausse de 26.4% en 2016 par rapport à 2015, que les vols dans les autres bâtiments augmentent de 28.4% mais que les vols dans habitation diminuent de 26.7% en 2016.

Après une forte hausse en 2014 et 2015, les vols dans habitation sont revenus à la moyenne de 2011 à 2013.

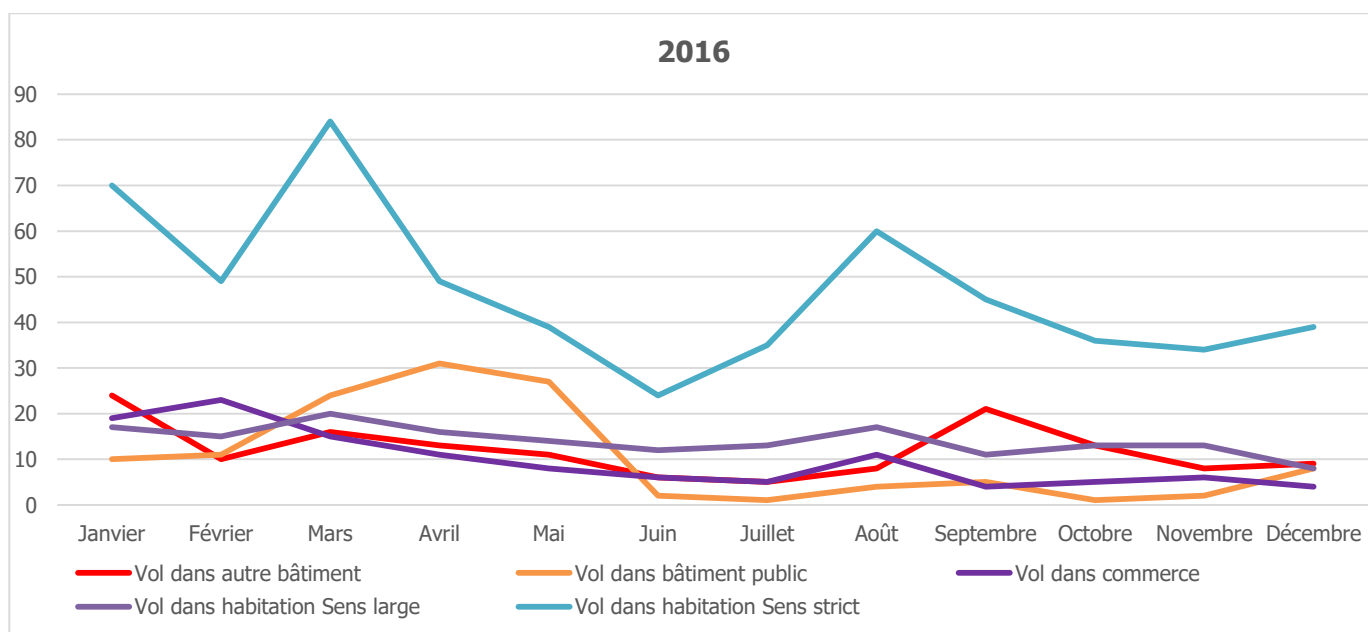
Par contre, les vols avec effraction dans les autres bâtiments atteignent en 2016 le seuil le plus haut depuis 2011 avec 439 faits.

Bien que les vols dans commerce soient en hausse en 2016, il faut souligner que le nombre de faits en 2015 était particulièrement bas.

Par rapport à 2011, les vols dans habitation sont restés stables (+1%), les vols avec effraction dans commerce ont diminué de presque moitié (-46.3%) et les vols avec effraction dans les autres bâtiments ont presque doublé (+91.7%).

Le tableau ci-dessous montre la répartition des faits par mois pour l'année 2016

2016		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Vol dans autre bâtiment	sans violences	24	10	16	13	11	6	5	8	21	13	8	9	144
Vol dans bâtiment public	sans violences	10	11	24	31	27	2	1	4	5	1	2	8	126
Vol dans commerce	total	19	23	15	11	8	6	5	11	4	5	6	4	117
	avec violences			1		1								2
	sans violences	19	23	14	11	7	6	5	11	4	5	6	4	115
Vol dans habitation Sens large	sans violences	17	15	20	16	14	12	13	17	11	13	13	8	169
Vol dans habitation Sens strict	Total	70	49	84	49	39	24	35	60	45	36	34	39	564
	avec violences		1	3	2						1	2		9
	sans violences	70	48	81	47	39	24	35	60	45	35	32	39	555
Total général		140	108	159	120	99	50	59	100	86	68	63	68	1120



1120 faits ont été enregistrés pour l'année 2016, soit -7.1% par rapport à l'année 2015.

50.36% d'entre eux sont des vols dans habitation sens strict, 15.1% des vols dans habitation sens large, 12.9% des vols dans les autres bâtiments, 11.25% des vols dans bâtiments publics et 10.4% des vols dans commerce.

La proportion des vols dans habitation sens strict et dans les autres bâtiments sont en diminution alors que celles des trois autres qualifications sont en hausse.

Par rapport à 2015, seuls les vols dans habitation sens strict sont en baisse (-27%), toutes les autres qualifications augmentent. La plus forte hausse est perceptible pour les vols dans bâtiments publics (+90.9%), ceux-ci ayant connu un pic de mars à mai.

La courbe des vols dans habitation sens strict ressort particulièrement de ce graphique, elle nous montre trois pics de faits, tout d'abord en janvier, ensuite en mars qui fut le mois le plus touché par ce phénomène et ensuite en août.

Celle pour les vols dans les bâtiments publics montre clairement un pic des faits entre mars et mai alors que celle pour les vols dans les autres bâtiments souligne un pic en septembre.

Les vols dans les commerces semblent plus importants en début d'année (janvier-février).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la répartition fait accompli / tentative pour l'année 2016.

2016		Tentative	Fait accompli	Total
Vol dans autre bâtiment	sans violences	58	86	144
Vol dans bâtiment public	sans violences	74	52	126
Vol dans commerce	Total	41	76	117
	avec violences		2	2
	sans violences	41	74	115
Vol dans habitation Sens large	sans violences	43	126	169
Vol dans habitation Sens strict	Total	203	361	564
	avec violences	6	3	9
	sans violences	197	358	555
Total		419	701	1120

Les tentatives représentent 37.4% du total des faits. Cette proportion a tendance à croître depuis 2014. Il y aurait donc de moins en moins de faits accomplis depuis 2014.

Si la proportion d'un tiers de tentatives est valable pour les vols dans habitation sens strict et ceux dans commerce, elle n'est que d'un quart pour les vols dans habitation sens large et est nettement supérieure pour les vols dans bâtiments publics (58.7%) et dans les autres bâtiments (40.3%).

La répartition des faits par quartier pour 2016 est la suivante :

2016	Vol dans autre bâtiment	Vol dans bâtiment public	Vol dans commerce			Vol dans habitation - Sens large	Vol dans habitation - Sens strict			Total
	sans violences	sans violences	avec violences	sans violences	Total	sans violences	avec violences	sans violences		
Q11 Boussoit	2			1	1	10		14	14	27
Q12 Maurage				1	1	4	1	18	19	24
Q13 Trivières	4			3	3	12		23	23	42
Q14 Terril St-Alphonse	2	14		1	1	7		21	21	45
Q15 Coron d'en Haut	15	2		1	1	14		25	25	57
Q16 Nouveau canal	5	3		1	1	10		23	23	42
Q21 Bois-du-Luc	4	1		2	2	10	2	29	31	48
Q22 Radio Hainaut	7	2		2	2	7	1	23	24	42
Q23 Houtart	7	1	1	6	7	3		21	21	39
Q24 Pont du Sart	2	1				4		14	14	21
Q25 Quartier des Anglais	4			1	1	2		18	18	25
Q26 Besonrieux	4	4				4		24	24	36
Q27 La Flache	5	1		12	12	5		38	38	61
Q28 La Croyère	4	8		4	4	3	1	17	18	37
Q31 Beau Site	10	9		3	3	4		25	25	51
Q32 Chaussée de Mons	6	5		22	22	6	1	19	19	59
Q33 Verreries	2	7		6	6	10		18	18	43
Q34 Haine-St-Pierre centre		1		1	1			19	19	21
Q35 Fin de bout	2			3	3	8		15	15	28
Q36 Mitant des Camps	5	8				10		24	24	47
Q37 Cité Jardin	16	1		1	1	4	1	11	12	34
Q38 St-Vaast village	16	6		1	1	12	1	31	32	67

2016	Vol dans autre bâtiment	Vol dans bâtiment public	Vol dans commerce			Vol dans habitation - Sens large	Vol dans habitation - Sens strict			Total
	sans violences	sans violences	avec violences	sans violences	Total	sans violences	avec violences	sans violences	Total	
Q41 La Closière	8	9		5	5	3		17	17	42
Q42 Hamoir	4	13	1	17	18	5		16	16	56
Q43 Bouvy	2	11		8	8	1		11	11	33
Q44 Tivoli	6	13		6	6	9		19	19	53
Q45 Baume	2	6		7	7	2	1	22	23	40
Total	144	126	2	115	117	169	9	555	564	1120

Tous faits confondus, les quartiers les plus touchés sont :

1. St Vaast Village (67 faits)
2. La Flache (61)
3. Et Chaussée de Mons (59)

La Flache et St Vaast Village sont dans le top trois depuis plusieurs années mais St Vaast Village détrône cette année La Flache.

Concernant les vols dans habitation sens strict, ce sont les quartiers La Flache, St Vaast et Bois-du-Luc qui sont les plus touchés ; pour les vols dans habitation sens large, Coron d'en Haut, St Vaast et Trivières ; pour les vols dans commerce, Chaussée de Mons, Hamoir et La Flache ; pour les vols dans bâtiments publics, Terril St Alphonse, Hamoir et Tivoli ; et enfin pour les vols dans les autres bâtiments, Cité Jardin, St Vaast et Coron d'en Haut.

3. Les vols dans habitation

Le terme vol dans habitation est à entendre dans son sens strict, à savoir une habitation occupée, hors dépendances. Ces dernières se retrouvent dans les vols sens large.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'évolution du nombre de faits par année et par secteur :

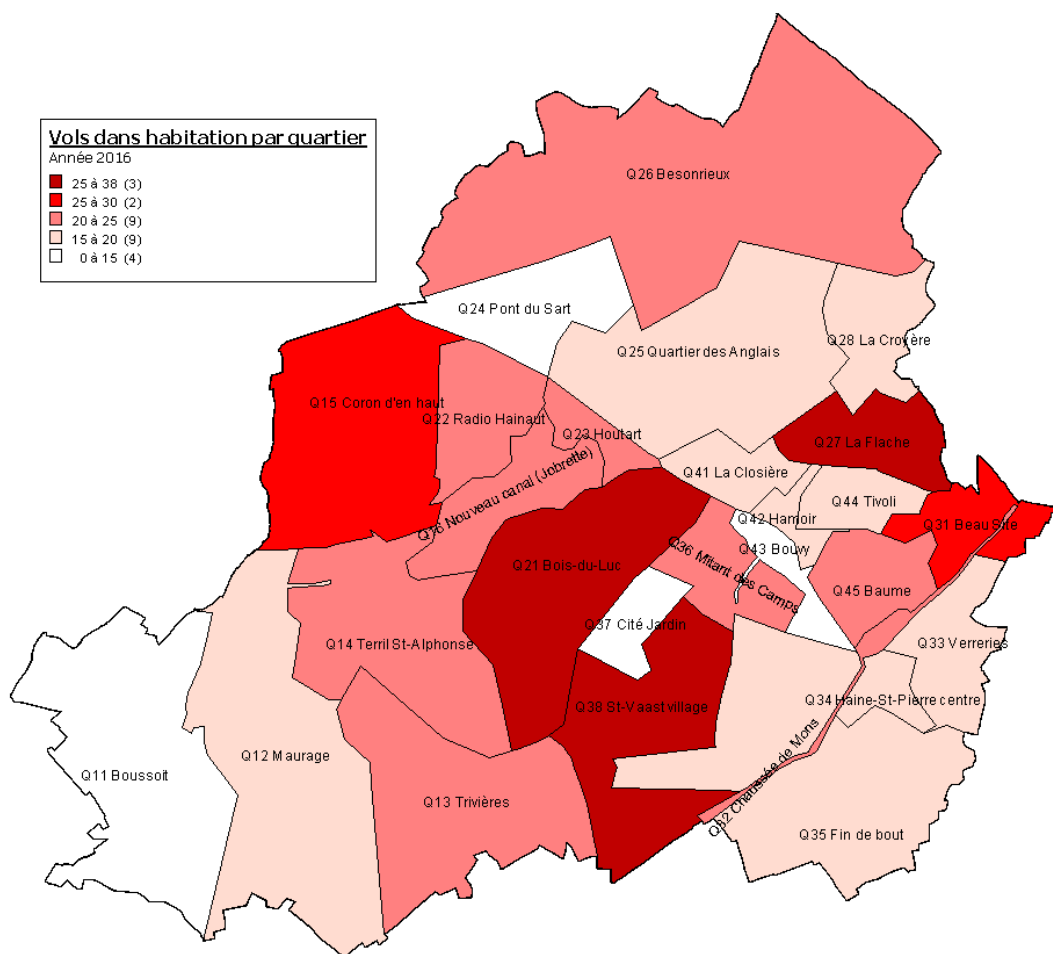
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evol 2015-2016
CENTRE	119	83	100	104	104	86	-17,3%
Vol dans habitation avec violences	4	5	2	2	1	1	0%
Vol dans habitation sans violences	115	78	98	102	103	85	-17,5%
NORD	179	183	166	208	233	188	-19,3%
Vol dans habitation avec violences	4	6	4	4	4	4	0%
Vol dans habitation sans violences	175	177	162	204	229	184	-19,7%
OUEST	102	120	126	158	166	125	-24,7%
Vol dans habitation avec violences	2	1	3	7	5	1	-80%
Vol dans habitation sans violences	100	119	123	151	161	124	-23%
SUD	164	159	154	182	271	165	-39,1%
Vol dans habitation avec violences	5	4	2	9	7	3	-57,1%
Vol dans habitation sans violences	159	155	152	173	264	162	-38,6%
Total général	564	545	546	652	774	564	-27,1%

564 vols dans habitation ont été recensés en 2016, 1,6% d'entre eux ont été commis à l'aide de violences. Par rapport à 2015, nous observons une diminution de 27.1% et une stabilité par rapport à 2011. Soulignons que 2014 et 2015 avaient connu une forte hausse de ce phénomène.

Tous les secteurs sont en baisse par rapport à 2015 mais en particulier le Sud avec -39.1% des faits.

En 2016, le Nord comptabilisait un tiers des faits de la zone, le Sud, 29.2%, l'Ouest 22.2% et le Centre 15.2%.

La carte ci-dessous illustre la répartition par quartier pour l'année 2016.
Un seul fait n'a pu être géolocalisé.



Les quartiers les plus touchés par ce phénomène en 2016 furent :

1. La Flache avec 38 vols
2. St Vaast Village avec 32 faits
3. Et Bois-du-Luc avec 31 vols

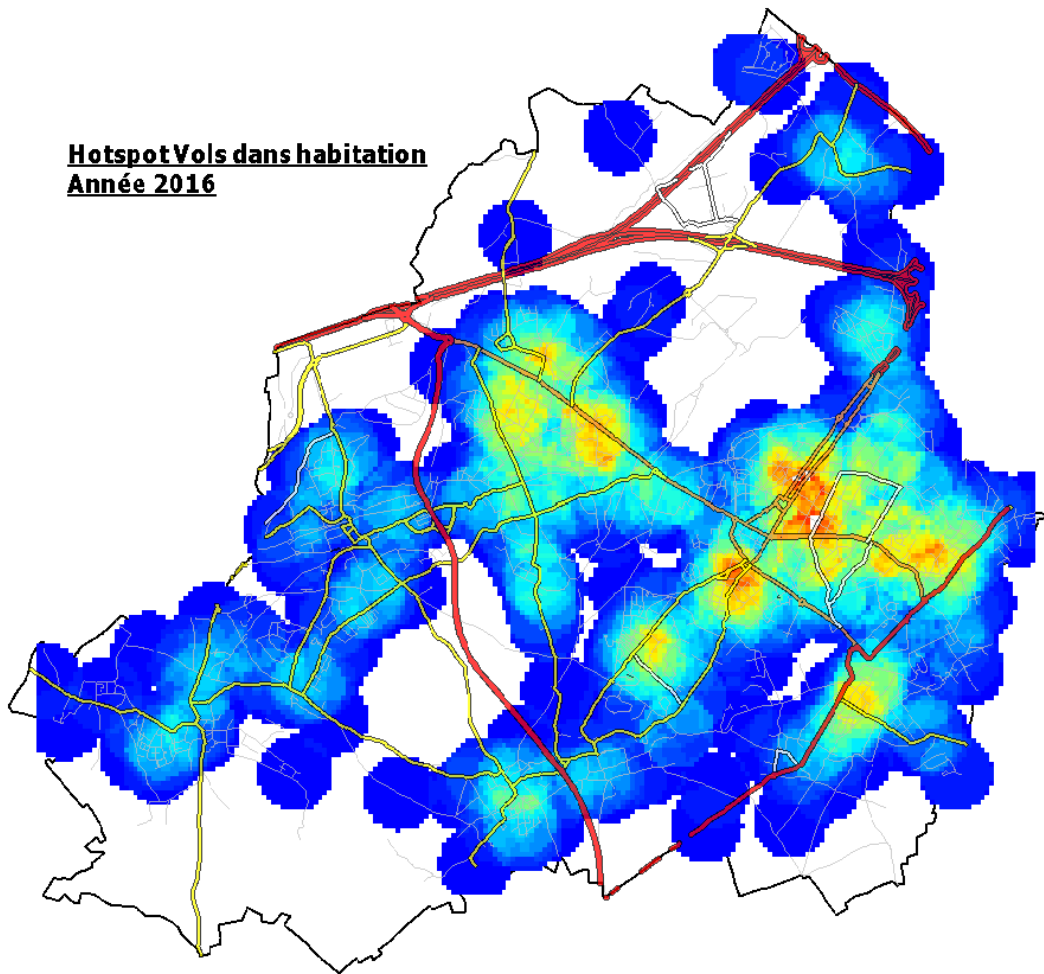
Notons que Bois-du-Luc et St Vaast se trouvaient déjà l'année dernière dans ce top trois.

Au niveau des rues les plus sensibles pour ce phénomène en 2016, elles sont les suivantes :

Rue de la Flache	8
Rue de Longtain	7
Chaussée de Mons	7
Chaussée Paul Houtart	7
Chaussée de Redemont	5
Rue Gustave Boël	5
Rue des Rentiers	5
Cité Beau Site	5
Rue Omer Thiriar	5
Avenue Decroly	5
Rue Trieu-à-Vallée	5

La Chaussée de Mons et la Rue Omer Thiriar étaient, en 2015, les deux rues les plus touchées, elles se retrouvent cette année encore dans les rues les plus sensibles pour les vols dans habitation mais la rue de La Flache vient leur prendre la première position.

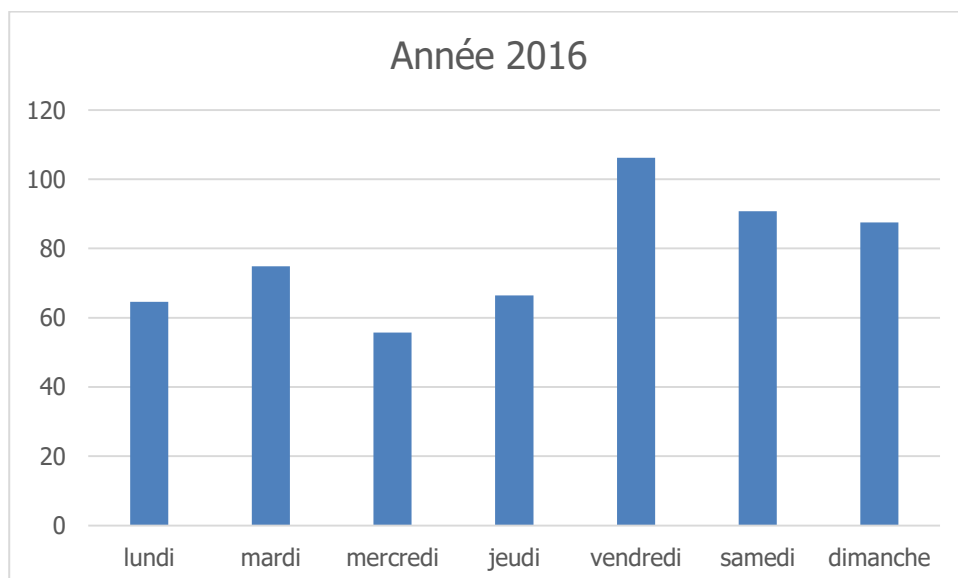
La carte ci-dessous montre les points noirs en matière de vols dans habitation en 2016.



Cette carte nous montre des concentrations géographiques plus larges que les autres années mais tout de même fort ciblées, à savoir pour les plus importantes:

- Une zone entre la rue Hamoir, l'avenue du Rêve d'Or, la rue du Hocquet et la rue des Forgerons
- Une autre au niveau du quartier du Vieux Cimetière et de la Rue de l'Institut Notre Dame de la Compassion
- Une autre autour de la Place René Pêtre
- Et une dernière autour de la Place de Goegnies

Le graphique ci-dessous montre la répartition par jour des vols dans habitation pour l'année 2016 selon la méthode de répartition temporelle proportionnelle (RTP).

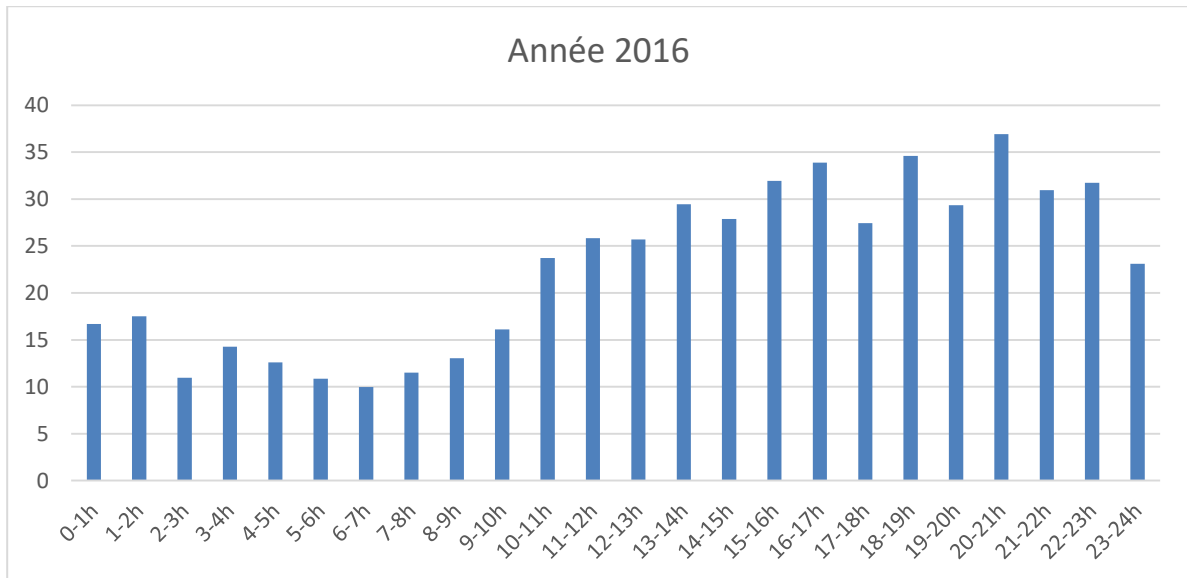


Nous observons que les vendredis, samedis et dimanches sont les jours les plus sensibles au cours de l'année 2016, 52% des vols dans habitation sont survenus ces jours-là.

Les pics du vendredi et samedi sont constants par rapport à l'année dernière mais, en 2015, le dimanche était le jour le plus calme. Pour 2016, le jour le moins touché fut le mercredi.

38.4% des faits ont été commis le week-end (du vendredi 22h au lundi 5h59) contre 61.6% en semaine. Bien que cette distribution reste encore dans la normale, la proportion de week-end tend à augmenter en 2016.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition par heure selon la méthode RTP.



Nous constatons que la période la plus calme s'étend de 2 à 9h. Le nombre de vols croît alors jusqu'à 20-21h où il forme un pic.

47% des faits, soit près de la moitié, sont survenus entre 15 et 23h.

Un quart des vols s'est produit la nuit (entre 22h et 5h59) en 2016, soit un peu plus qu'en 2015 (22%).

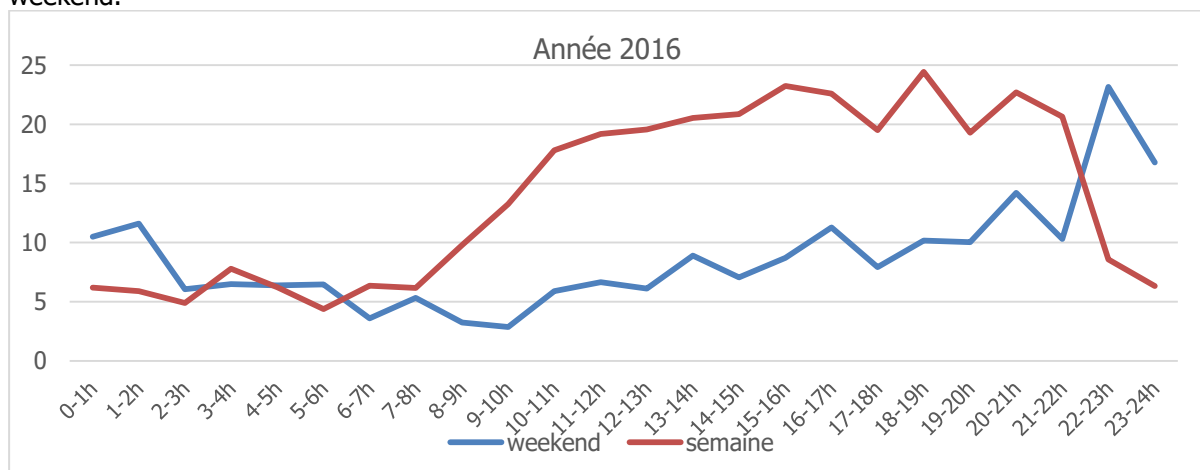
Si nous croisons la répartition par jour avec celle par heure, nous remarquons que 52.4% des faits ont été commis la journée en semaine, 9.2% la nuit en semaine, 22.4% la journée le week-end et 16% la nuit le week-end.

Par rapport à 2015, la proportion de faits commis la semaine en journée est en diminution au détriment de celle la nuit le week-end.

De plus, plusieurs moments critiques se dégagent, à savoir :

- Le vendredi entre 16 et 18h, entre 20 et 21h et entre 22 et 23h
- Et le samedi entre 19 et 21h et entre 22 et 23h.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition par heure selon que les faits se commettent en semaine ou le week-end.



Nous observons que les courbes pour la semaine et pour le weekend sont fort différentes, ainsi :

- Pour le weekend :
 - La période calme s'étend de 2 à 10h
 - Les faits augmentent ensuite progressivement pour atteindre un pic entre 22 et 23h
 - 41.7% des faits se sont produits la nuit, ce qui est supérieur à la norme (33%).
- Pour la semaine :
 - La période la plus calme s'étend de 0 à 8h
 - Les faits croissent ensuite fortement pour atteindre un pic entre 18 et 19h
 - 85% des faits sont commis en journée, ce qui est beaucoup plus que la norme (66%) mais qui est expliqué par l'absence des occupants et donc une plus grande tranquillité pour les auteurs.

4. Les vols avec effraction dans d'autres bâtiments

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre de vols avec effraction dans les autres bâtiments par année et par secteur.

Le terme « autre » renvoie à tout bâtiment autre qu'un commerce ou une habitation sens strict du terme.

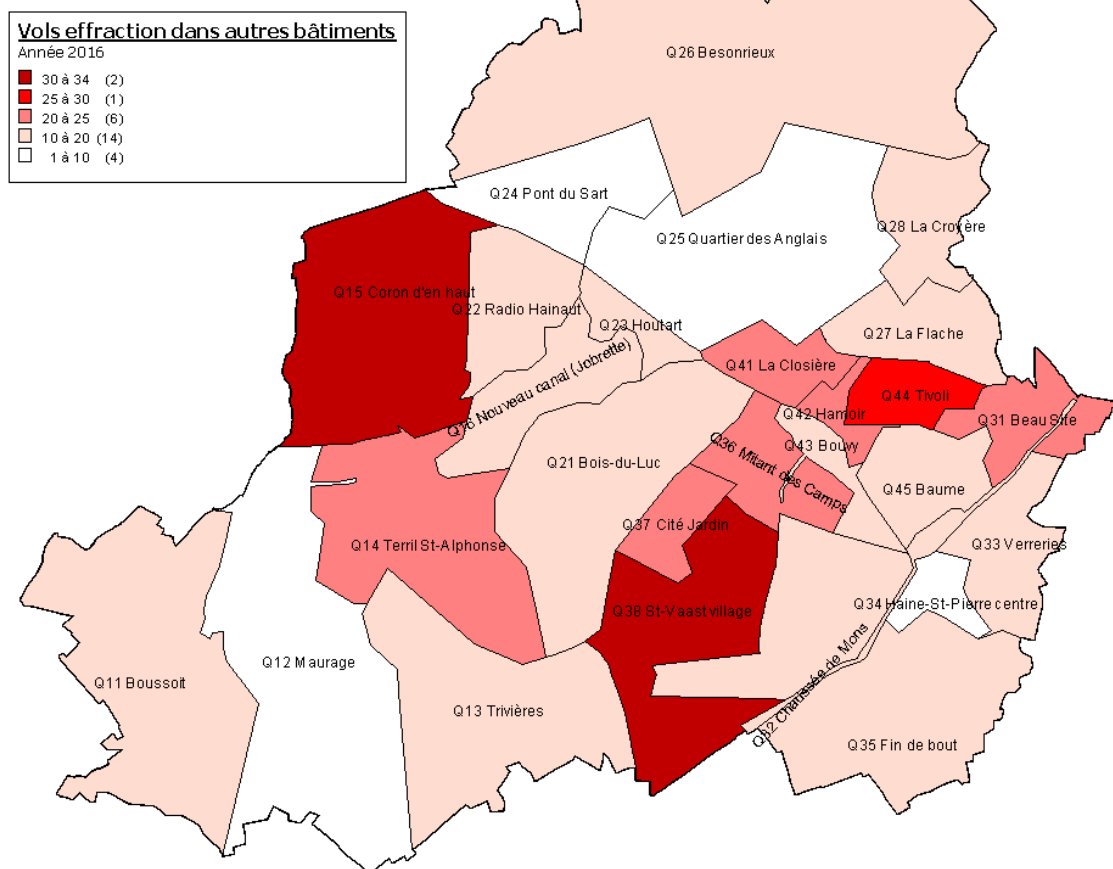
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evol 2015-2016
IGNORE		1			1		-100%
Vol effraction (autre)		1			1		-100%
CENTRE	60	74	50	65	64	94	+46,9%
Vol effraction (autre)	60	74	50	65	64	94	+46,9%
NORD	60	101	92	94	93	93	=
Vol effraction (autre)	60	100	92	94	93	93	=
Vol effraction (autre) avec violences		1					
OUEST	60	107	112	109	101	104	+3%
Vol effraction (autre)	60	107	112	109	101	104	+3%
SUD	49	94	68	141	83	148	+78,3%
Vol effraction (autre)	49	94	68	141	83	148	+78,3%
Total général	229	377	322	409	342	439	+28,4%

439 faits de vols dans des autres bâtiments ont été enregistrés en 2016 dont un seul avec violences.

Par rapport à 2015, nous constatons une hausse de 28.4% des faits. Celle-ci est principalement perceptible au Sud et au Centre ; Nord et Ouest restent stables.

En 2016, 33.7% des vols sont commis sur le Sud, 23.7% sur l'Ouest, 21.4% sur le Centre et 21.1% sur le Nord.

La carte ci-dessous illustre la répartition des faits par quartier pour 2016. Trois faits n'ont pu être géolocalisés.



Les quartiers les plus sensibles pour cette problématique furent en 2016 :

1. Saint Vaast Village (34 faits)
2. Coron d'en Haut (31)
3. Et Tivoli (28)

Coron d'en Haut et St Vaast Village se trouvent déjà dans le top trois depuis 3 ans.

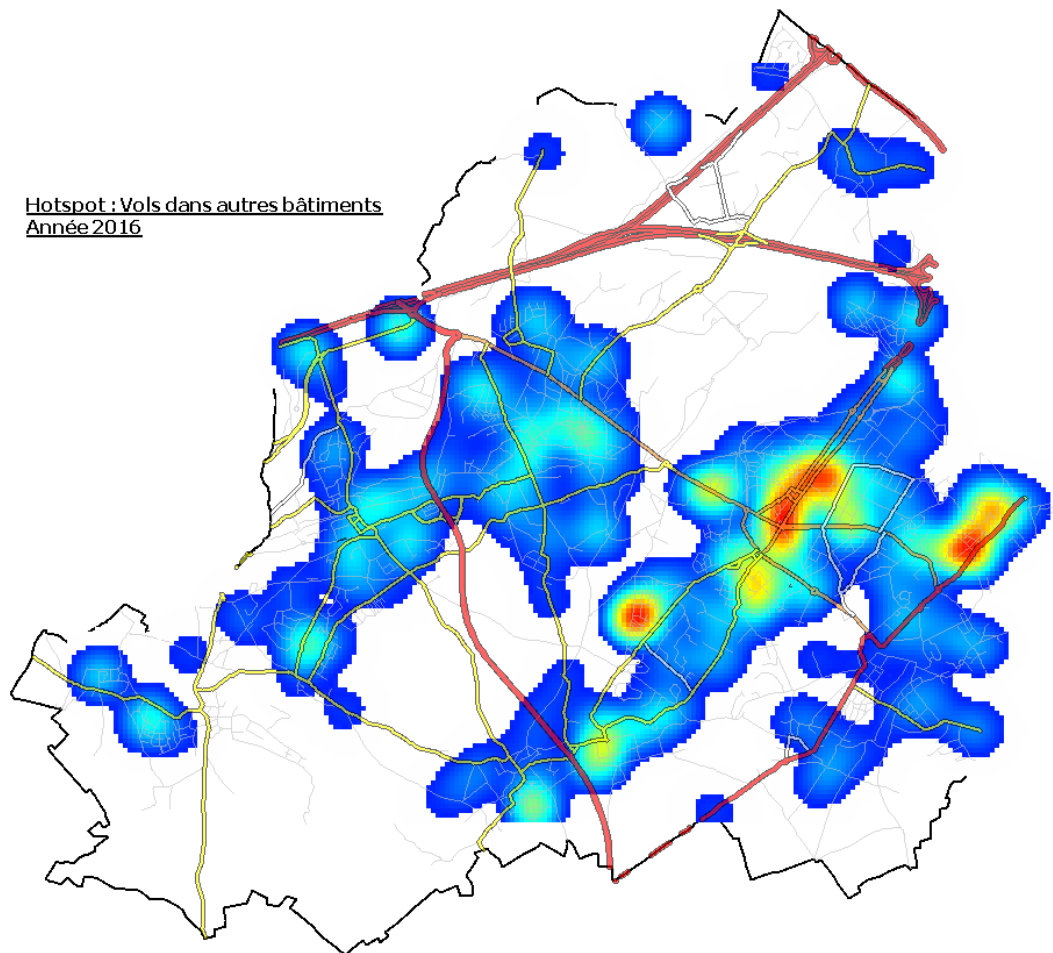
En ce qui concerne les vols dans les bâtiments publics, les quartiers les plus touchés furent Terril St Alphonse, Hamoir et Tivoli ; les vols dans habitation sens large : Coron d'en Haut, Trivières et St Vaast Village et enfin pour les vols dans les autres bâtiments : Cité Jardin, St Vaast, Coron d'en Haut.

Les rues les plus visées en 2016 furent :

Rue d'Houdeng	14
Rue Omer Thiriar	10
Rue Ferrer	9
Rue Gustave Boël	8
Rue de l'Hospice	8
Rue de Bouvy	7
Rue de Bonne Espérance	6
Rue du Temple	6
Route du Grand Peuplier	6
Rue Rombeau	6

En 2015, la rue Omer Thiriar et la route du Grand Peuplier faisaient déjà parties des axes les plus touchés par cette problématique.

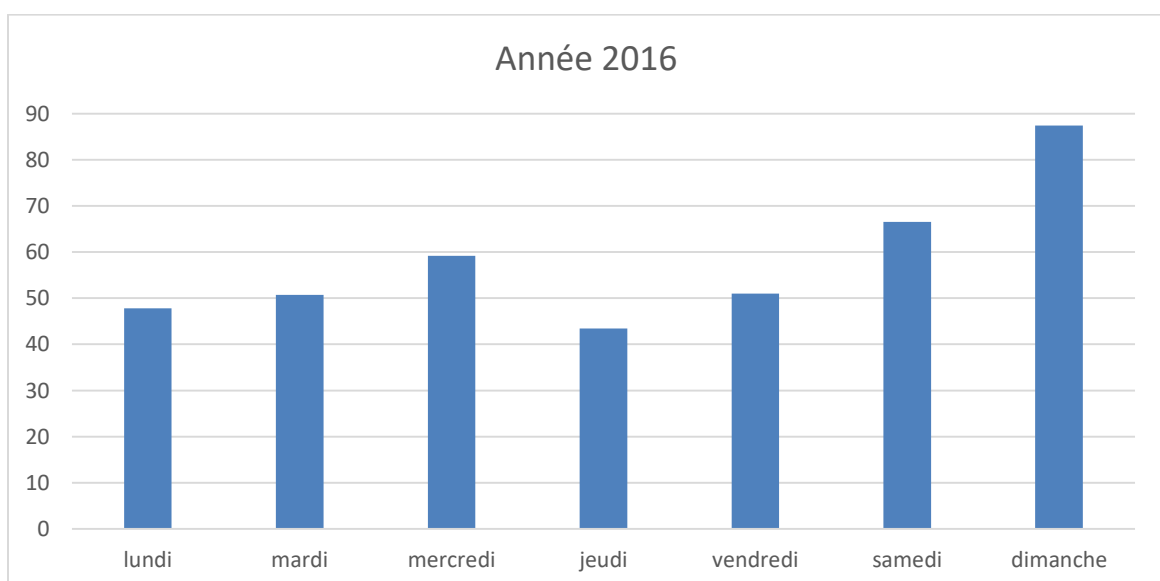
La carte ci-dessous montre les points noirs en matière de vols dans les autres bâtiments pour 2016.



Plusieurs points noirs sont visibles sur la carte, à savoir :

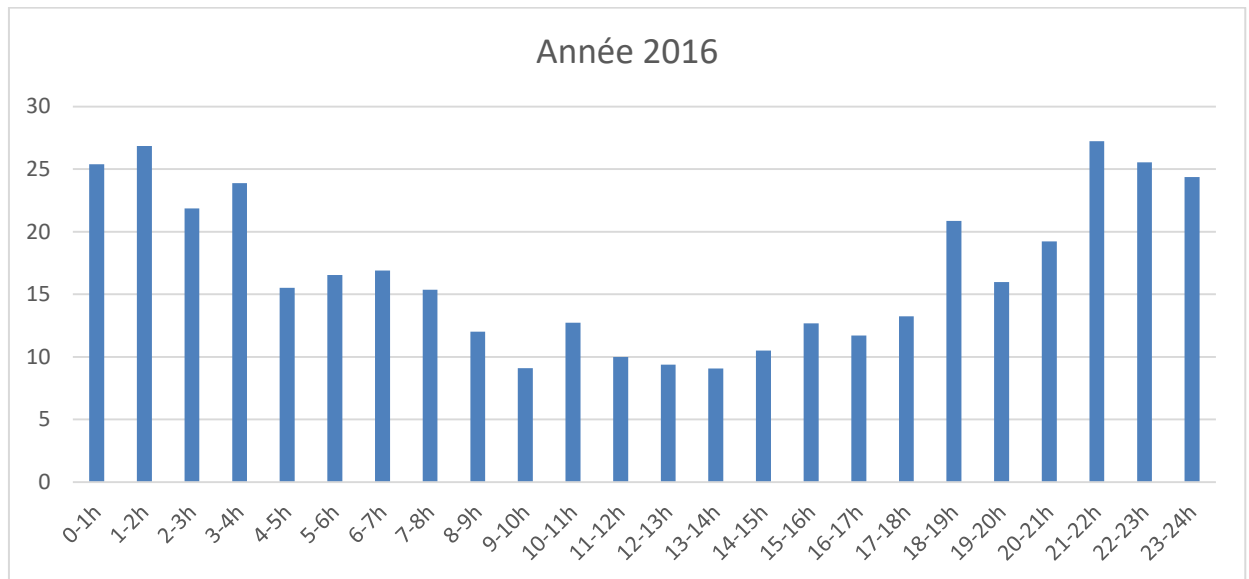
- Un très gros reprenant l'hypercentre ville et s'étendant jusqu'à la rue du Hocquet
- Un second autour de la rue Achille Delattre
- Et un troisième dans le quartier autour de la rue Ferrer

Les graphiques ci-dessous illustrent la répartition par jour et par heure des vols dans les autres bâtiments pour 2016 selon la méthode RTP.



Le dimanche est le jour le plus touché et le jeudi le plus calme. Cette répartition contraste fortement avec celle de l'année dernière qui était stable par jour.

44% des faits ont été commis le week-end, contre 56% la semaine ce qui montre une surreprésentation du week-end dans ce genre de faits (norme 33%).



Nous constatons que la période calme s'étend de 8 à 18h et que 32% des vols sont survenus entre 21 et 2h. Parmi tous ces vols, 44% ont été commis de nuit ce qui est également supérieur à la norme. 33% des faits se sont produits en journée en semaine et 22% pour les autres moments, à savoir la nuit en semaine, la nuit le week-end et la journée le week-end.

L'analyse croisée par jour et par heure montre plusieurs moments critiques pour cette problématique, à savoir :

- Le lundi entre 0 et 2h
- Le mardi entre 21 et 24h
- Le mercredi entre 1 et 2h et entre 21 et 22h
- Le jeudi entre 2 et 3h
- Le vendredi entre 23 et 24h
- Le samedi entre 0 et 1h et entre 18 et 23h
- Et le dimanche entre 1 et 4h et entre 20 et 23h.

La répartition par heure selon la semaine ou le week-end n'est pas relevante, les deux courbes sont quasi identiques, nous observons toutefois un fort pic en semaine entre 21 et 22h.

5. Les Vols dans commerce

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre de vols avec effraction dans les commerces par année et par secteur.

Le terme commerce n'inclut que les commerces et non pas les entreprises, celles-ci se retrouvent dans les vols dans les autres bâtiments.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evol 2015-2016
CENTRE	91	49	40	41	28	44	+57,1%
Vol commerces avec violences	1	2		2	1	1	=
Vol effraction commerce	90	47	40	39	27	43	+59,3%
NORD	50	41	34	45	31	28	-9,7%
Vol effraction commerce	50	40	34	44	29	27	-6,9%
Vol commerces avec violences		1		1	2	1	-50%
OUEST	31	21	15	20	13	8	-38,5%
Vol effraction commerce	31	21	15	20	13	8	-38,5%
SUD	43	36	13	24	22	37	+68,2%
Vol effraction commerce	43	36	13	23	22	37	+68,2%
Vol commerces avec violences				1			
Total général	215	147	102	130	94	117	+24,5%

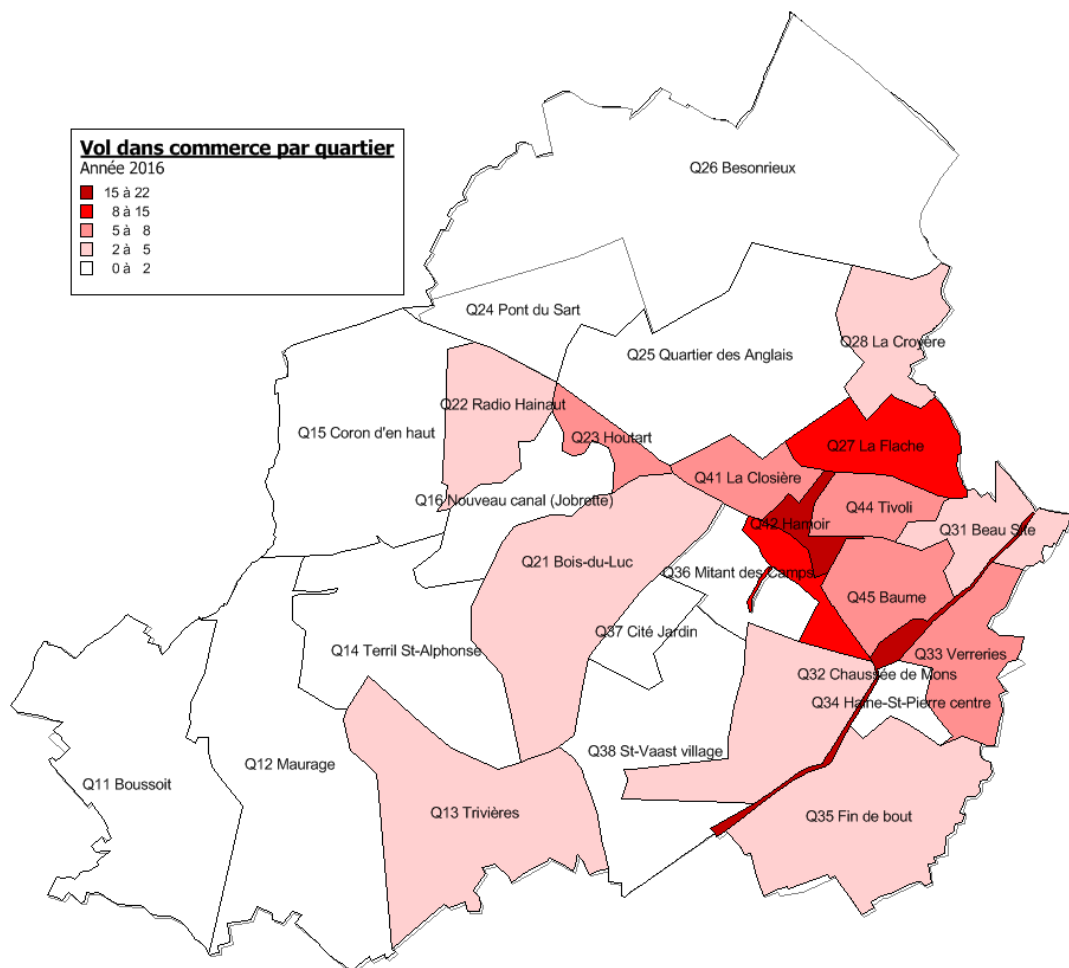
117 vols avec effraction dans les commerces se sont produits en 2016, soit 24.5% en plus qu'en 2015.

Toutefois, l'année 2015 était particulièrement basse par rapport aux années antérieures.

En 2016, Sud et Centre augmentent alors que Nord et Ouest diminuent.

Le Centre comptabilise 37.6% des vols dans commerce de la zone, le Sud 31.6%, le Nord 23.9% et l'Ouest (qui comprend le moins de commerces) 6.8%.

La carte ci-dessous illustre la répartition par quartier pour 2016.



Les quartiers les plus touchés furent :

1. Chaussée de Mons avec 22 vols
2. Hamoir (18)
3. Et La Flache (12)

44.4% des faits de 2016 se sont produits dans ces trois quartiers.

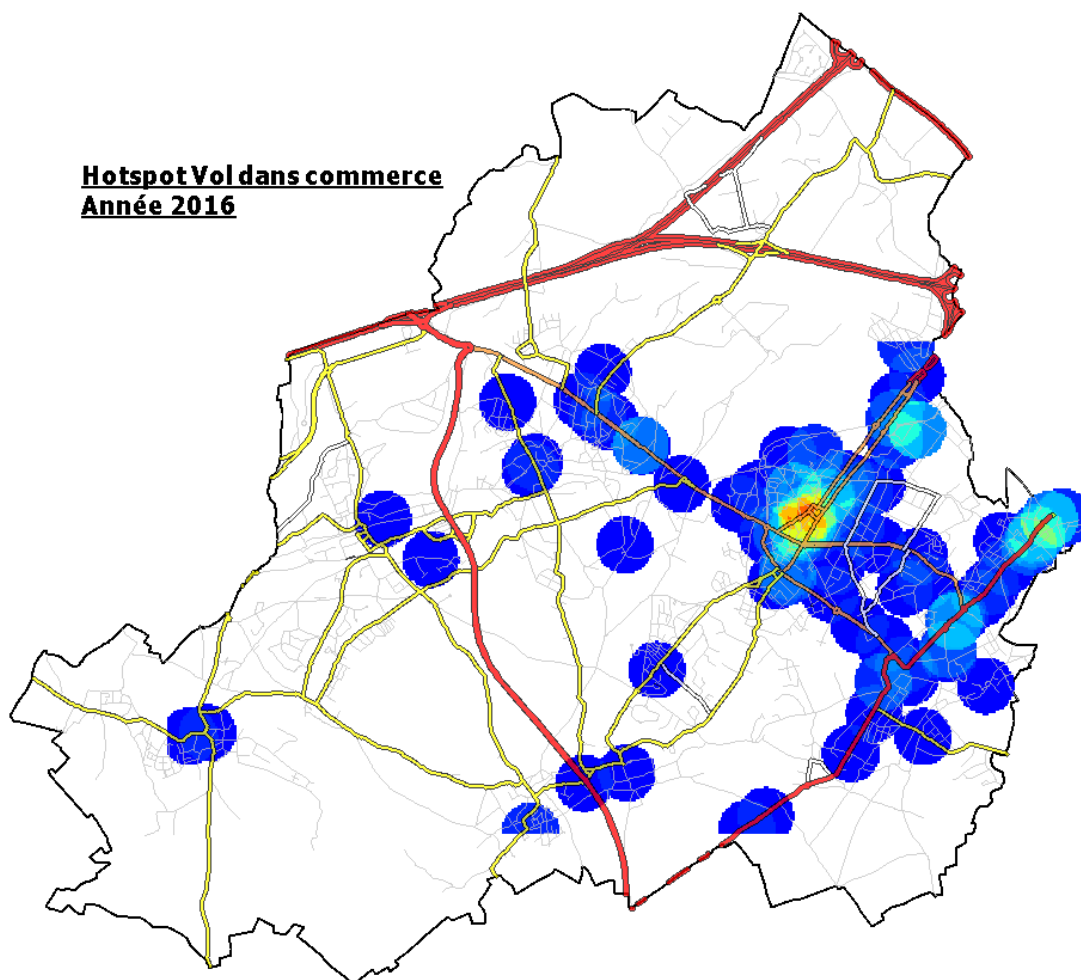
Par rapport à 2015, Houtart est sorti du top trois et a été remplacé par La Flache.

Les rues les plus sensibles sont les suivantes :

Chaussée de Jolimont	13
Chaussée Paul Houtart	6
Chaussée de Redemont	5
Rue de la Franco-Belge	4
Chaussée de Mons	4
Rue Louis de Brouckère	4
Rue Paul Leduc	4
Rue Albert 1, Roi des Belges	4

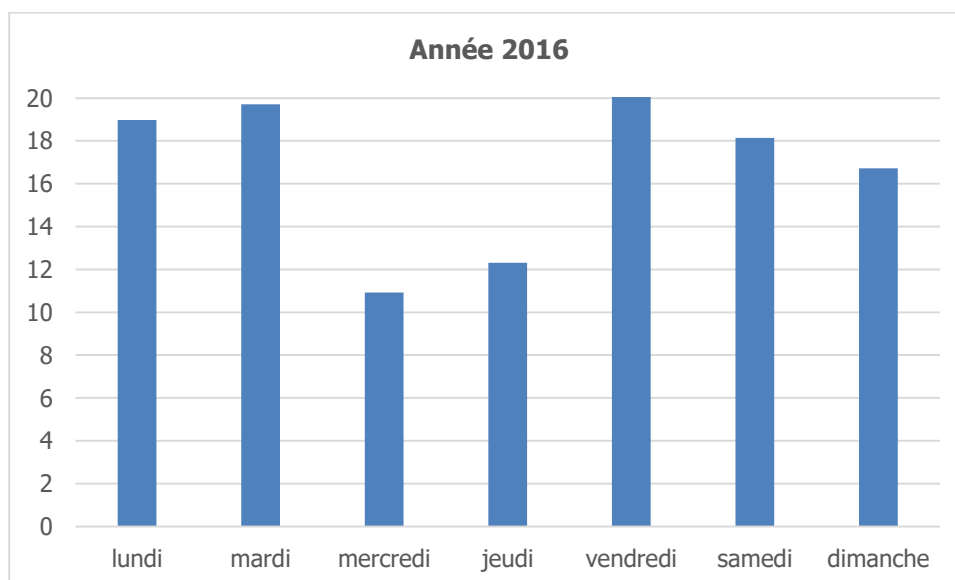
Les chaussées de Jolimont, Houtart et de Redemont restent les trois axes les plus critiques pour cette problématique.

La carte ci-dessous illustre les points noirs pour les vols dans commerce en 2016.
Un seul fait n'a pu être géolocalisé.

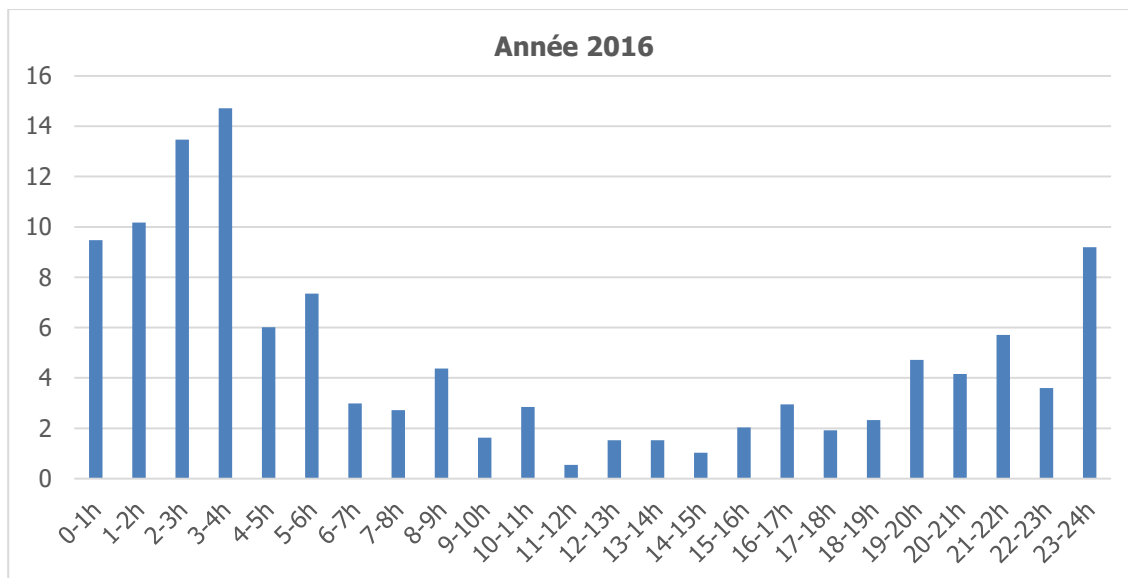


Nous observons clairement un gros point noir au niveau de l'hyper centre-ville.

Les graphiques ci-dessous dressent un aperçu de la répartition par jour et par heure pour l'année 2016.



Alors que ces dernières années, le mercredi était le jour le plus sensible, nous constatons qu'en 2016, il fut le plus calme avec le jeudi alors que le vendredi et le mardi étaient plus touchés.
40% des faits sont commis le week-end, ce qui est légèrement supérieur à la norme, contre 60% la semaine.



Nous remarquons clairement que la période calme s'étend de 6 à 19h, soit la période couvrant les heures d'ouverture des commerces.

41% des faits sont survenus entre minuit et 4h avec un pic entre 2 et 4h.

Près de deux tiers des vols ont été commis de nuit, la nuit est donc surreprésentée pour ce genre de faits.

36% des vols se sont produits la nuit en semaine, 27% la nuit le week-end, 24% la journée en semaine et 13% la journée le week-end.

La proportion de faits commis la nuit le week-end est très élevée (68.3% du total des faits du week-end). Cette même proportion pour la semaine est également élevée et se monte à 60%.

L'analyse croisée par jour et par heure montre deux moments critiques, à savoir :

- Le lundi entre 2 et 3h
- Et le vendredi entre 1 et 4h.

La répartition par heure selon la semaine ou le week-end est peu relevante, elle montre juste que le pic de 3-4h se produit plus en semaine.

Les objectifs stratégiques présents dans le Plan Zonal de Sécurité pour les vols dans habitations et commerces sont définis comme suit : il s'agit de maîtriser, voire diminuer, le phénomène des vols dans habitations, commerces et autres bâtiments.

Les objectifs généraux sont au nombre de 3. Le premier est d'aborder la problématique de la lutte contre les vols dans habitations, commerces et autres bâtiments par la territorialisation (îlots) et ce dans chaque secteur de la zone de Police. Nous le verrons dans la partie dissuasion.

Le deuxième objectif est de faire diminuer le seuil du sentiment d'insécurité. Pour cela, notre zone de Police a participé fin 2011 à l'enquête locale de sécurité où un questionnaire portant sur le sentiment d'insécurité et le bon fonctionnement des services de police a été envoyé à un échantillon de 1400 citoyens louviérois.

Quant au troisième objectif, il s'agit d'augmenter le sentiment d'insécurité chez les auteurs potentiels en renforçant la visibilité de la Police. Nous avons notamment retenu comme indicateurs le nombre d'heures prestées dans les îlots pour cette problématique, ainsi que le taux d'élucidation.

Le plan d'actions vol qualifié dans habitations et commerces est repris pour chaque secteur, pour l'îlotage et pour le service d'enquêtes et de recherche. Dans un souci de clarté, nous avons choisi de regrouper tous les indicateurs des services précités.

Le phénomène des vols qualifiés dans les habitations et les commerces est un phénomène complexe nécessitant de l'aborder à la fois de manière préventive et répressive. Ce plan d'action est donc subdivisé en plusieurs parties : tout d'abord la partie relevant du conseil, ensuite les parties dissuasion, régulation, revisite pour terminer par l'enquête.

1. Conseil

Conseil	2015
Nombre de domiciliations	6634

En ce qui concerne la prévention, 2016 a vu la distribution de quelques 6634 formulaires bleus. Il s'agit de formulaires visant à se prémunir au maximum des vols dans habitations en donnant quelques conseils en matière de techno-prévention. Ce formulaire est distribué lors de chaque domiciliation, ainsi qu'aux victimes de ce type de fait. Afin de faciliter le travail des gestionnaires de quartier mais également afin de fournir les informations utiles en la matière au citoyen, les différents formulaires ont été revus et un nouveau, plus convivial, et reprenant les trois documents préalablement distribués, a vu le jour.

2. Dissuasion

Notre zone de Police a pour objectif d'augmenter le sentiment d'insécurité chez les auteurs potentiels en renforçant la visibilité de la Police. A cette fin, les équipes d'interventions (dites « Loupol ») doivent passer lors de chacune de leurs pauses dans les îlots prioritaires définis tous les deux mois. Cela a pu être comptabilisé via le programme Géofleetlogger. A cela s'ajoutent les prestations réalisées durant le travail quotidien.

Services	Total en heures
Centre	1593:14:27
Ilotage	1478:44:36
Nord	1898:12:18
Ouest	1746:04:23
SER	792:56:17
Sud	1822:03:39
UMSR	1883:44:08
UV	152:45:54
Total	11367:45:42

Le temps passé par les équipes d'intervention dans les îlots s'élève ainsi pour 2016 à 11367h45. A cela s'ajoutent les heures prestées lors du travail quotidien qui est de 2578h15.

PA sécurisation des commerces

1075h30 ont été prestées dans le cadre de la sécurisation des magasins, principalement lors de la période des fêtes de fin d'année.

6 opérations ont eu lieu afin de sécuriser les endroits à risque.

Au total, **15021h30** ont été consacrées à ce plan d'actions dans ce volet dissuasion.

3. Régulation

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre de PV et de personnes arrêtées dans les îlots.

Dans les îlots:	2016
Nombre de PV vol dans habitation	230
Nombre de flagrants délits	25
Nombre de personnes arrêtées	51

Dans les îlots, nous avons enregistré 230 procès-verbaux concernant des vols dans habitations. Il s'agit d'une diminution de 27 faits par rapport à 2015. 25 flagrants délits y ont eu lieu. Au total, 51 personnes y ont été arrêtées.

Le tableau ci-dessous nous montre le nombre de demandes de visites du laboratoire de la PJF de Mons, ainsi que le délai moyen de transmission des procès-verbaux vols qualifiés habitations et commerces au Parquet de Mons.

Régulation	2016
Nombre de PV	642
Nombre de demandes de visites du labo PJF	383
Pourcentage	59,7%
Moyenne délai de transmission des PV	17 jours

Dans 59.7% des faits (tentatives comprises), une demande a été faite pour une visite du laboratoire de la PJF Mons. Quant aux délais de transmission de ces procès-verbaux, il est de 17 jours en moyenne.

4. Revisites

Revisites	2016
Nombre de revisites	543
Nombre de revisites positives	62
Pourcentage	11,4%

543 revisites ont pu être effectuées en 2016, dont 11.4% se sont révélées positives. Ce pourcentage équivaut à celui de 2015. Une revisite est positive dès que les victimes ou leur entourage donnent un élément permettant de faire progresser l'enquête tant en ce qui concerne l'auteur et le receleur que le préjudice ou le modus operandi. Il doit s'agir d'éléments non connus ou non susceptibles d'être connus au moment du constat initial.

5. Enquête

Enquête	2016
Taux d'élucidation	6%
Nombre de réunions des secteurs avec les enquêteurs	18

En date du 10 février 2017, le taux d'élucidations (vols qualifiés habitations et vols qualifiés commerces compris) est de 6% pour les faits de 2016.

Nous pouvons par ailleurs ajouter les données prestées en la matière par le service d'enquêtes et recherche qui s'élèvent à 1209h45 pour 2016.

6. Conclusion

Au total, 16231h15 ont été prestées dans le cadre de ce plan d'action en 2016.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Vol effraction (autre)	229	376	322	409	342	439
		64,20%	-14,40%	+27%	-16,40%	+28,40%
Vol effraction commerce	214	144	102	126	91	115
		-32,70%	-29,20%	+23,50%	-27,80%	+26,40%
Vol habitation	549	529	535	630	757	555
		-3,60%	+1,10%	+17,80%	+20,20%	-26,70%

Pour rappel, l'objectif stratégique consiste à maîtriser, voire diminuer le phénomène des vols dans habitations, commerces et autres bâtiments.

Nous pouvons voir dans le tableau ci-dessus que les vols effractions (autres) et les vols dans commerces sont en augmentation par rapport à 2015, de respectivement 28,4% et 26,4%. Avec 439 faits constatés, les vols effractions (autre) enregistrent le plus grand nombre de faits depuis 2011. Pour ce qui est des vols dans commerces, un pic y avait été recensé en 2011 avec 214 faits, soit 99 de plus comparé à 2016.

Enfin, 555 vols dans habitations ont été comptabilisés en 2016. Il s'agit d'une diminution de 26,7% des faits, après avoir connu une forte hausse des vols dans habitations en 2014 et surtout en 2015. Un pic y avait d'ailleurs été constaté cette année-là avec 757 faits.

Les accidents

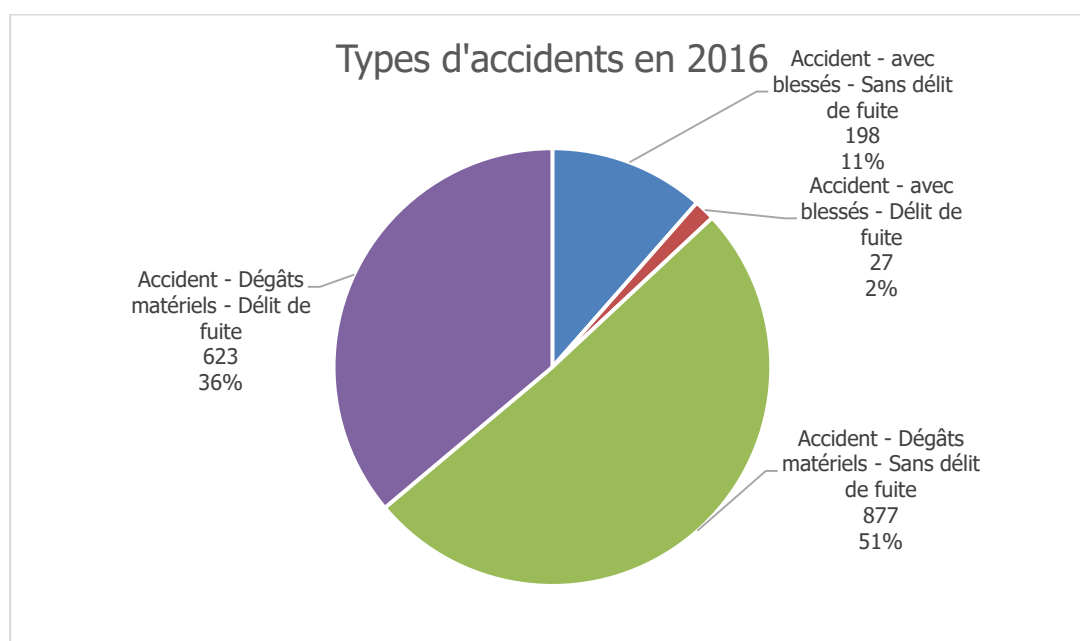
Avant toute chose, il est bon de préciser que le nombre d'accidents recensés par nos services se base sur le relevé des fiches informations et interventions. Dès lors, ce chiffre tient compte aussi bien des accidents où un procès-verbal a été rédigé, que les accidents avec constat à l'amiable, du moment que les parties prenantes aient fait appels à nos services. Si on peut considérer les accidents avec délit de fuite comme ayant peu de chiffre noir⁴, dans la mesure où les propriétaires de véhicules accidentés ont une plus grande propension à déclarer ces délits de fuite (ne fut-ce que pour faire intervenir l'assurance), il en va autrement pour les accidents avec dégâts matériels sans délit de fuite où une partie de ceux-ci ont pu faire l'objet d'un constat à l'amiable sans faire appel à la police.

1. Aperçu général

Type d'accident	2014	2015	2016	Evolution absolue 2015-2016	Evolution relative 2015-2016
Accident Blessé	192	163	198	+35	+21,47%
Accident Blessé + Délit de fuite	28	17	27	+10	+58,82%
Accident DM	856	897	877	-20	-2,23%
Accident DM + Délit de fuite	623	612	623	+11	+1,80%
Accident mortel	3	2	0	-2	-100%
Total	1702	1691	1725	+34	+2,01%

Avec 1725 accidents recensés, l'année 2016 a vu son nombre d'accidents augmenter de 34 unités, soit une augmentation de 2% par rapport à 2015. Plus précisément, les accidents avec lésions corporelles repartent à la hausse, passant de 182 à 225 accidents (+43). Ils sont par ailleurs en augmentation de cinq faits par rapport à 2014. Les accidents avec dégâts matériels sont par contre en diminution de 20 faits, passant de 897 à 877 faits. Ce chiffre reste malgré tout supérieur à celui de 2014.

Enfin, aucun accident mortel n'est à déplorer cette année.



Le graphique ci-dessus représente la répartition des types d'accidents en 2016. Avec 51% des accidents, les dégâts matériels sans délit de fuite reviennent le plus souvent. Il s'agit d'une constante au fil des années puisque ceux-ci représentent entre 50% et 53% du total des accidents. Arrivent ensuite les dégâts matériels avec délit de fuite avec 36% des accidents. Ce pourcentage assez élevé peut s'expliquer par la présence de nombreux parking sur le territoire de notre zone de police (centre commercial Cora, magasin

⁴ Il s'agit de l'estimation du nombre de délits inconnus de nos services de police. Le chiffre noir indique donc la marge entre la délinquance réelle et la délinquance connue.

Carrefour, parkings des hôpitaux de Jolimont et de Tivoli,...) favorisant les accidents dus à des manœuvres de stationnement.

Quant aux accidents avec lésions corporelles (avec et sans délit de fuite compris), ils représentent 13% du total des accidents, soit une augmentation de 2% par rapport à 2015.

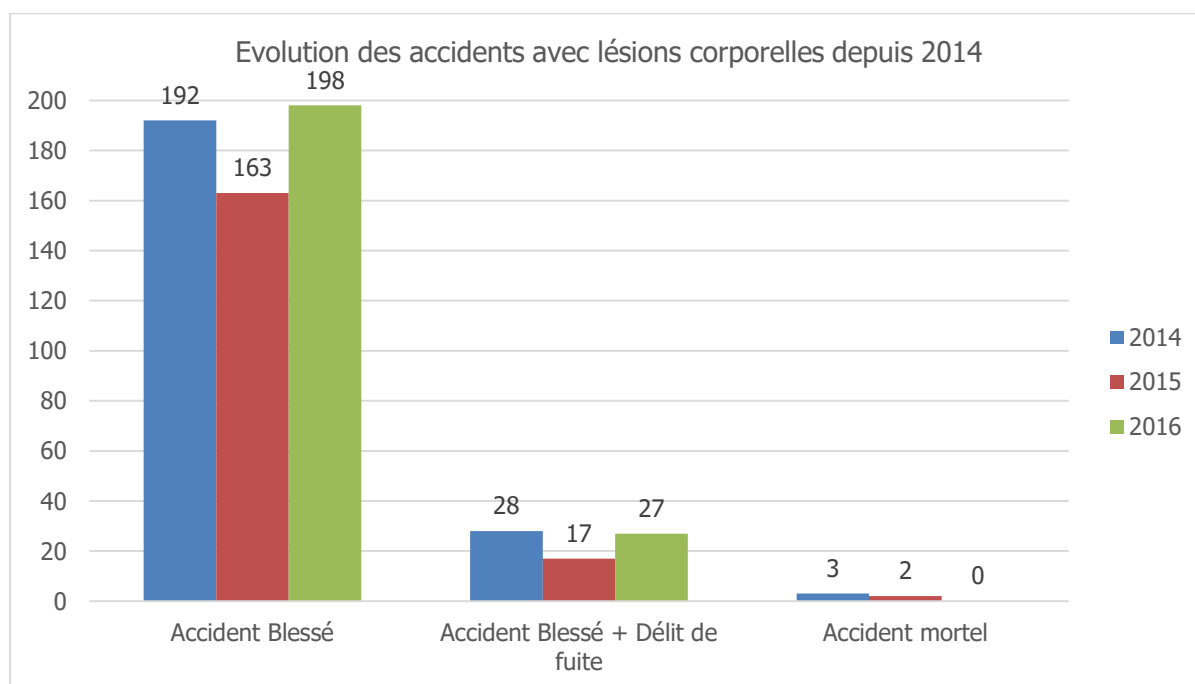
Type d'accident	2014	2015	2016
Accidents avec délit de fuite	651	629	650
Accidents sans délit de fuite	1051	1062	1075
Total	1702	1691	1725

En regroupant les accidents selon qu'il y ait eu ou non délit de fuite, nous remarquons que les délits de fuite sont en augmentation cette année avec 650 accidents, revenant à son niveau de 2014. Cela est dû aussi bien aux accidents avec blessés (+10) qu'aux dégâts matériels (+11).

Concernant les accidents sans délit de fuite, cette hausse est due aux accidents avec blessés (+35) malgré la baisse constatée des dégâts matériels (-20).

2. Accidents avec lésions corporelles

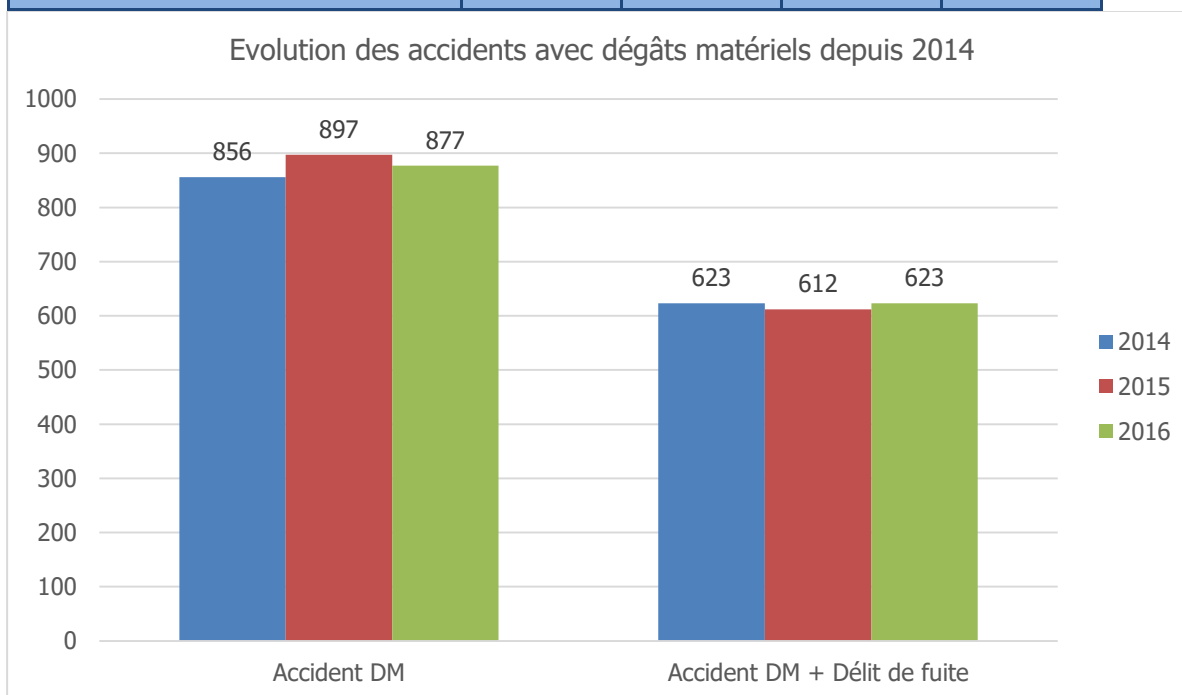
Type d'accident	2014	2015	2016	Total
Accident Blessé	192	163	198	553
Accident Blessé + Délit de fuite	28	17	27	72
Accident mortel	3	2	0	5
Total	223	182	225	630



Le tableau et le graphique ci-dessus nous confirme donc la hausse aussi bien des accidents avec blessés sans délit de fuite, que les accidents avec blessés et délit de fuite. Seuls les accidents mortels diminuent, passant de 2 à zéro.

3. Accidents avec dégâts matériels

Type d'accident	2014	2015	2016	Total
Accident DM	856	897	877	2630
Accident DM + Délit de fuite	623	612	623	1858
Total	1479	1509	1500	4488

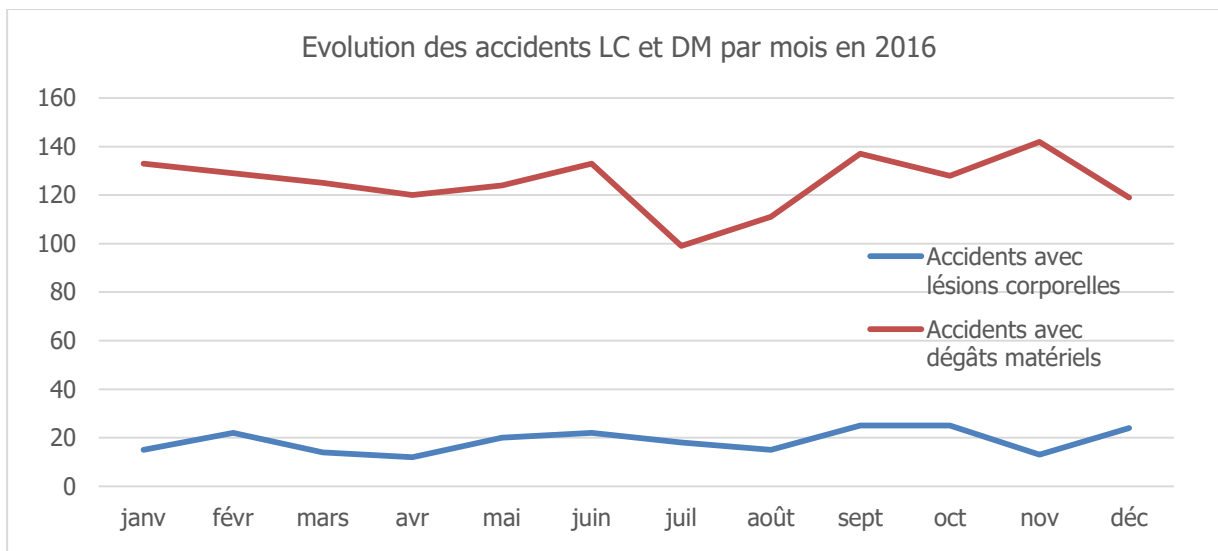


Les accidents avec dégâts matériels sans délit de fuite diminuent de 20 faits par rapport à 2015. Le graphique ci-dessus nous montre que ce chiffre reste malgré tout supérieur à celui de 2014 où l'on en recensait 856. Quant aux délits de fuite et l'augmentation de ce nombre par rapport à 2015, on en enregistre 623, tout comme en 2014.

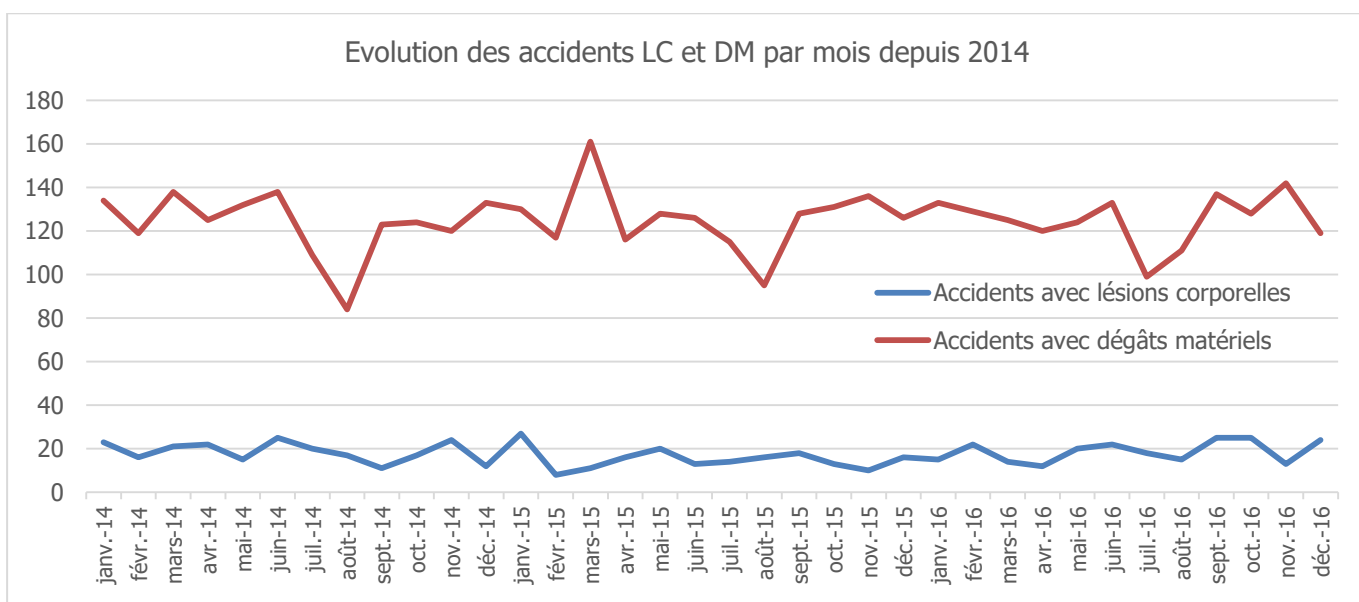
4. Evolution temporelle

Dans cette partie nous avons regroupé les accidents dégâts matériels et dégâts matériels avec délit de fuite ensemble, ainsi que les accidents blessés, accidents blessés avec délit de fuite et les accidents mortels sous la catégorie lésions corporelles.

Type d'accident en 2016	janv	févr	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
Accidents avec lésions corporelles	15	22	14	12	20	22	18	15	25	25	13	24	225
Accidents avec dégâts matériels	133	129	125	120	124	133	99	111	137	128	142	119	1500
Total	148	151	139	132	144	155	117	126	162	153	155	143	1725

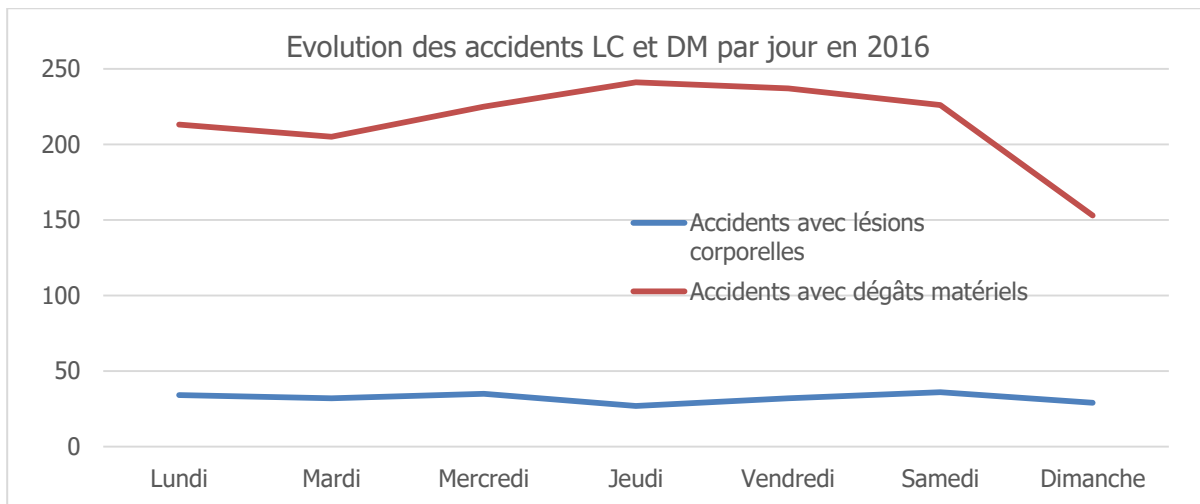


Il n'y a pas de constante à envisager au fil des années en ce qui concerne les mois les plus touchés par les accidents de la route. A l'inverse, les mois des grandes vacances que sont juillet et août sont chaque année les mois les plus calmes de l'année. Cela pourrait s'expliquer par une circulation moins dense que les autres mois de l'année due aux congés scolaires.



Le graphique ci-dessus représente l'évolution des accidents par mois depuis le 1^{er} janvier 2014. Comme on peut le constater pour les accidents avec dégâts matériels, les pics des accidents fluctuent depuis janvier 2014. En l'occurrence, un pic est recensé en mars 2015, sans qu'il n'y ait toutefois d'explications. Par contre, les mois de juillet et d'août sont les mois les plus calmes au fil des années. La même constatation s'impose pour les mois les plus touchés par les accidents avec lésions corporelles, si ce n'est que des pics sont enregistrés en janvier 2015 et en septembre-octobre 2016.

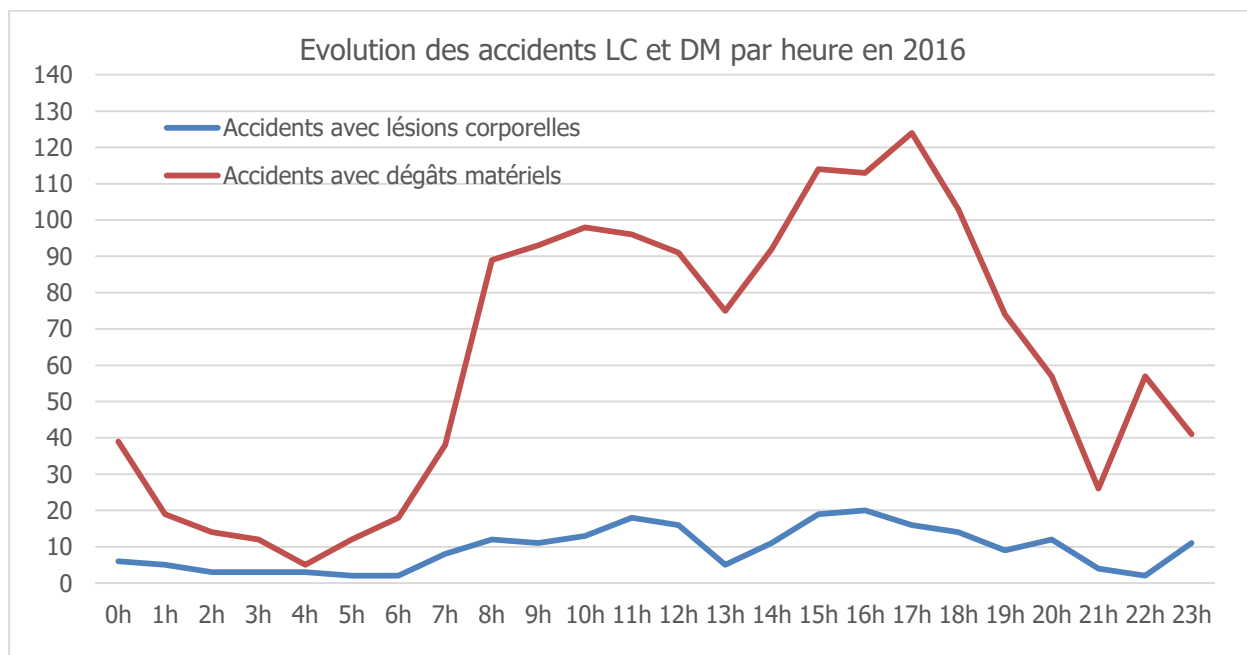
Evolution des accidents selon le jour en 2016 :



En ce qui concerne l'évolution des accidents selon le jour de la semaine, ici aussi il n'y a pas de constante à envisager au fil des années. Si en 2015, le lundi était le jour recensant le plus d'accidents, c'est pour cette année-ci le vendredi qui en compte le plus. Lorsque l'on regarde par type d'accidents, nous remarquons que le jeudi était le jour le plus touché par les accidents avec dégâts matériels. Quant aux accidents avec lésions corporelles, c'est le samedi qui est le jour le plus touché avec 36 accidents. En croisant ces données avec les heures (voir graphique ci-après), nous remarquons que les nuits du weekend (nuits du vendredi au samedi, et du samedi au dimanche) sont les nuits recensant le plus d'accidents avec blessés.

Par contre, le dimanche reste, tout comme pour les années précédentes, le jour le plus calme de la semaine. On en enregistre 182, contre au minimum 237 faits pour les autres jours de la semaine.

Evolution des accidents par heure en 2016



Tout comme les années précédentes, on observe une courbe similaire pour cette année. Une concentration des accidents y est constatée en journée entre 8h et 18h, avec un pic le matin entre 9h et 11h, et l'après-midi entre 15h et 18h. Cela n'est pas étonnant dans la mesure où le trafic routier y est plus dense, soit aux périodes du début et de sortie des écoles et de travail. Durant ces pics, 45% des accidents ont eu lieu dans l'hyper centre-ville ainsi que sur les axes d'entrées et de sorties de la ville (avenue de Wallonie, rue de la Croyère, chaussée de Jolimont, chaussée de Mons, chaussée Paul Houtart et chaussée du Pont du Sart,...).

5. Evolution géographique

Accidents survenus en 2016 selon le secteur et le quartier :

Secteur et quartier	Accident - avec blessés - Délit de fuite	Accident - avec blessés - Sans délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Total
NORD	11	55	185	264	515
Q27 La Flache	3	20	83	102	208
Q23 Houtart	2	13	34	58	107
Q26 Besonrieux		8	16	17	41
Q24 Pont du Sart	3	2	9	22	36
Q21 Bois-du-Luc		7	8	20	35
Q25 Quartier des Anglais			18	15	33
Q28 La Croyère	1	3	7	19	30
Q22 Radio Hainaut	2	2	10	11	25
CENTRE	7	56	171	265	499
Q43 Bouvy	4	12	48	78	142
Q42 Hamoir	1	14	36	61	112
Q44 Tivoli	1	10	40	37	88
Q41 La Closière	1	14	21	45	81
Q45 Baume		6	26	44	76
SUD	5	55	158	209	427
Q32 Chaussée de Mons	1	27	44	85	157
Q36 Mitant des Camps		6	20	25	51
Q31 Beau Site	2	2	19	26	49
Q33 Verreries		2	18	18	38
Q34 Haine-St-Pierre centre		5	20	12	37
Q38 St-Vaast village		5	13	18	36
Q35 Fin de bout	1	4	15	13	33
Q37 Cité Jardin	1	4	9	12	26
OUEST	4	32	98	134	268
Q15 Coron d'en haut		7	22	35	64
Q16 Nouveau canal (Jobrette)	1	7	22	24	54
Q13 Trivières	2	5	14	26	47
Q12 Maurage	1	7	11	19	38
Q14 Terril St-Alphonse		3	13	20	36
Q11 Boussoit		3	16	10	29
Ignoré			11	5	16
Total général	27	198	623	877	1725

Contrairement aux autres années où le secteur Centre était le plus touché par les accidents, c'est cette année le secteur Nord qui en enregistre le plus, avec 515 accidents recensés. Dans ce secteur, le quartier La Flache regroupe à lui seul 40% des accidents. Cela n'est pas étonnant dans la mesure où ce quartier comprend le parking du centre commercial Cora, ainsi que le parking de l'hôpital de Jolimont. Les accidents résultant de manœuvres de stationnement y sont majoritaires. Les accidents avec dégâts matériels et délit de fuite y sont nombreux, soit 83 accidents recensés.

Vient ensuite le secteur Centre avec 499 accidents. Comme son nom l'indique, il se situe principalement dans le centre-ville de La Louvière. Les quartiers Bouvy et Hamoir enregistrent le plus d'accidents, avec

respectivement 142 et 112 accidents. Ce secteur compte sur son territoire plusieurs parkings avec leurs lots d'accidents dus à des manœuvres de stationnement : parkings de la gare du Centre et de la gare du Sud, ou encore le parking de l'hôpital de Tivoli.

Quant au secteur Sud, il enregistre 427 accidents dont 157 faits rien que pour le quartier Chaussée de Mons. Outre la chaussée du même nom, celui-ci comprend les chaussées de Redemont (avec notamment le parking du magasin Carrefour) et de Jolimont. Axe important, la chaussée de Mons y enregistre le nombre le plus élevé d'accidents avec lésions corporelles (28 dont un avec délit de fuite).

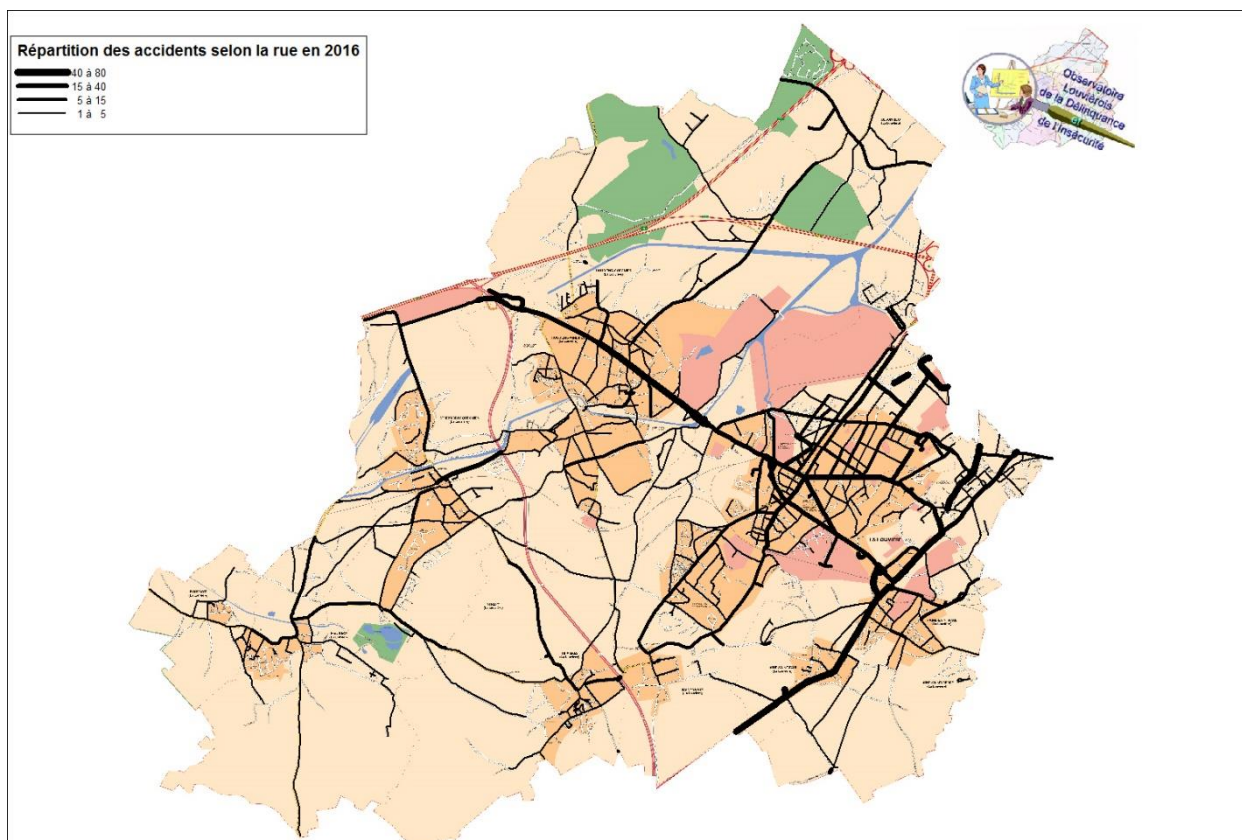
Enfin arrive le secteur Ouest. Secteur plus rural, il enregistre moins d'accidents que les autres secteurs (268). Avec 68 accidents dont 7 avec blessés, le quartier Coron d'en haut compte le plus grand nombre d'accidents. Ce quartier comprend notamment la rue Joseph Wauters qui concentre à elle seule 35% du total de ces accidents du secteur.

Aperçu des rues les plus touchées en 2016 :

Rue	Accident - avec blessés - Délit de fuite	Accident - avec blessés - Sans délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Délit de fuite	Accident - Dégâts matériels - Sans délit de fuite	Total
Chaussée Paul Houtart	1	10	25	44	80
Rue de la Franco-Belge	1	4	33	25	63
Chaussée de Mons		11	15	34	60
Rue Ferrer	1	4	25	21	51
Chaussée de Redemont		7	12	30	49
Avenue de Wallonie		5	4	22	31
Rue de l'Olive	1	5	10	14	30
Chaussée de Jolimont		8	6	16	30
Rue Gustave Boël	1	7	6	16	30
Rue de Baume		1	13	15	29
Rue Sylvain Guyaux		4	9	15	28
Rue de la Déportation		4	6	18	28
Avenue Max Buset	1	1	13	9	24
Rue Wauters J.		1	10	12	23
Rue de Longtain		3	6	14	23
Rue Céramis	1	2	6	9	18
Rue du Bosquet			5	12	17
Chaussée du Pont du Sart	1	2	2	12	17
Rue Hamoir		3	3	10	16
Rue du Gazomètre	1	1	4	9	15
Rue de Bouvy	2	1	5	7	15
Rue de la Flache		1	4	10	15
Rue de Belle-Vue			4	11	15
Rue de la Grattine		1	6	8	15
Rue Emile Urbain	1	3	4	6	14
Bld.des Droits de l'Homme		1	5	8	14
Rue Achille Chavée		2	2	10	14
Rue Arthur Warocqué		3	4	7	14
Rue Jean Jaurès			6	5	11
Rue du Moulin		2	6	3	11
Avenue Rêve d'or			7	3	10
Rue Omer Thiriar		1	3	6	10

C'est la chaussée Paul Houtart qui compte cette année le plus d'accidents (80 dont 11 avec lésions corporelles). Précisons que sur les 80 accidents constatés, 44% d'entre eux ont eu lieu dans, ou aux

abords du parking du GB. Un autre axe important enregistre également 11 accidents avec lésions corporelles, il s'agit de la chaussée de Mons. Ces deux chaussées sont au fil des ans parmi les axes les plus touchés en matière d'accidents avec blessés. Quant à la rue de la Franco-Belge, à la rue Ferrer et à la chaussée de Redemont, elles ont la particularité de comporter un parking recensant un grand nombre d'accidents dus à des manœuvres de stationnement (respectivement le centre commercial Cora, l'hôpital de Jolimont et le magasin Carrefour).



Evolution des accidents avec lésions corporelles depuis 2014 selon la rue :

Accidents avec lésions corporelles			
Rue	2014	2015	2016
Chaussée Paul Houtart	18	16	11
Chaussée de Jolimont	11	11	8
Chaussée de Mons	10	6	11
Rue de la Déportation	13	6	4
Rue Gustave Boël	7	6	8
Chaussée de Redemont	3	10	7
Rue de la Franco-Belge	3	7	5
Rue Sylvain Guyaux	5	4	4
Rue de l'Olive	4		6
Rue du Gazomètre	2	6	2
Rue Hamoir	4	2	3
Rue de Bouvy	6		3
Rue de Longtain	2	3	3
Rue Ferrer	1	2	5
Rue du Hocquet	2	3	3
Rue de Baume	5	2	1
Rue Kéramis	2	3	3

Si la chaussée Paul Houtart compte le plus d'accidents avec lésions corporelles en 2016, ce chiffre est malgré tout en diminution par rapport à 2014 et 2015. Les défauts de freinage dans les files de véhicules ainsi que les refus de priorité sont les circonstances revenant le plus souvent.

8 accidents ont eu lieu à la chaussée de Jolimont, dont 3 concernent des piétons. A la chaussée de Mons, près de la moitié des accidents sont des défauts de freinage dans les files de véhicules. Quant à la rue Gustave Boël, les circonstances varient : piétons, demi-tour, défauts de freinage,...

Précisons par ailleurs que 3 des 7 accidents constatés à la chaussée de Redemont sont des refus de priorité ayant eu lieu dans le parking du magasin Carrefour. En 2015, 6 des 10 accidents avaient eu lieu au même endroit pour les mêmes circonstances.

Evolution des accidents avec dégâts matériels depuis 2014 selon la rue :

Accidents avec dégâts matériels			
Rue	2014	2015	2016
Rue de la Franco-Belge	64	68	58
Chaussée Paul Houtart	46	58	69
Chaussée de Mons	43	52	49
Rue Ferrer	50	40	46
Chaussée de Redemont	44	36	42
Chaussée de Jolimont	36	41	22
Rue de la Déportation	25	37	24
Avenue Max Buset	20	36	22
Avenue de Wallonie	19	31	26
Rue Sylvain Guyaux	20	27	24
Rue de Baume	22	20	28
Rue Kéramis	26	26	15
Rue Gustave Boël	17	26	22
Rue de l'Olive	24	13	24
Rue Wauters J.	12	20	22
Chaussée du Pont du Sart	23	17	14
Rue de Longtain	12	16	20
Rue Hamoir	13	18	13
Rue de la Grattine	12	16	14
Rue de Bouvy	19	10	12

Hormis la rue de la Franco-Belge avec le parking du centre commercial Cora, les grands axes arrivent en tête des rues les plus touchées, que ce soient en 2014, 2015 ou 2016.

Circonstances des accidents avec lésions corporelles en 2016 :

Contexte	Nombre
Piéton	55
Perte de contrôle	53
Refus de priorité	38
Non contrôle (défaut de freinage)	34
Manœuvres	9
Dépassement	7
Non contrôle (conditions climatiques)	7
Demi-tour	5
Croisement	5
Non contrôle (inattention)	3
Frontal	3
Non contrôle (malaise)	2
Non contrôle (problème mécanique)	1
Ouverture portière	1
Non contrôle (assoupissement)	1
Ignorée	1
Total général	225

L'année 2016 a vu le nombre d'accidents concernant les piétons augmenter. De 38 accidents en 2015, on est donc passé à 55 accidents de ce type en 2016. Comme on peut le constater dans la cartographie ci-après, le centre-ville de La Louvière concentre la moitié des accidents. Notons également que 6 accidents ont eu lieu à la rue Ferrer et à la chaussée de Jolimont.

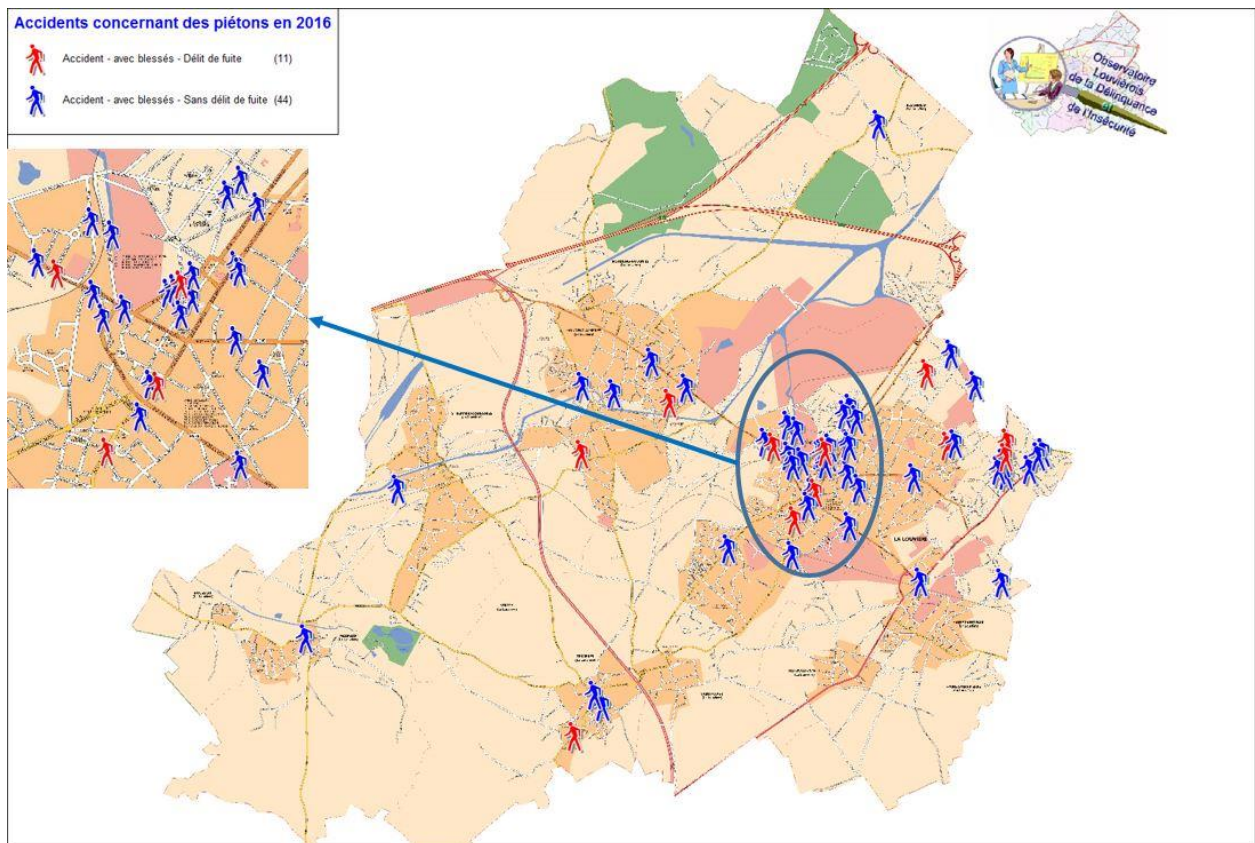
Viennent ensuite les pertes de contrôle avec 53 faits constatés. Dans près de la moitié des cas il s'agit de conducteurs de deux-roues (motos, cyclomoteurs, vélos). De plus, dans un peu plus d'un tiers des cas, il y avait alcoolémie au volant.

38 refus de priorité ont été comptabilisés cette année. La chaussée Paul Houtart en compte 4, dont deux survenus au carrefour avec la rue Deburgés. La chaussée de Redemont enregistre 3. Tous ont eu lieu dans le parking du magasin Carrefour. A noter 2 accidents avec blessés ayant eu lieu au carrefour de la rue Victor Romain avec la rue Clément Dambot.

Enfin, notons que les défauts de freinage concernent principalement les grands axes. Ainsi, 5 accidents de ce type ont eu lieu à la chaussée de Mons, 4 accidents à l'avenue de Wallonie, tout comme à la chaussée Paul Houtart.

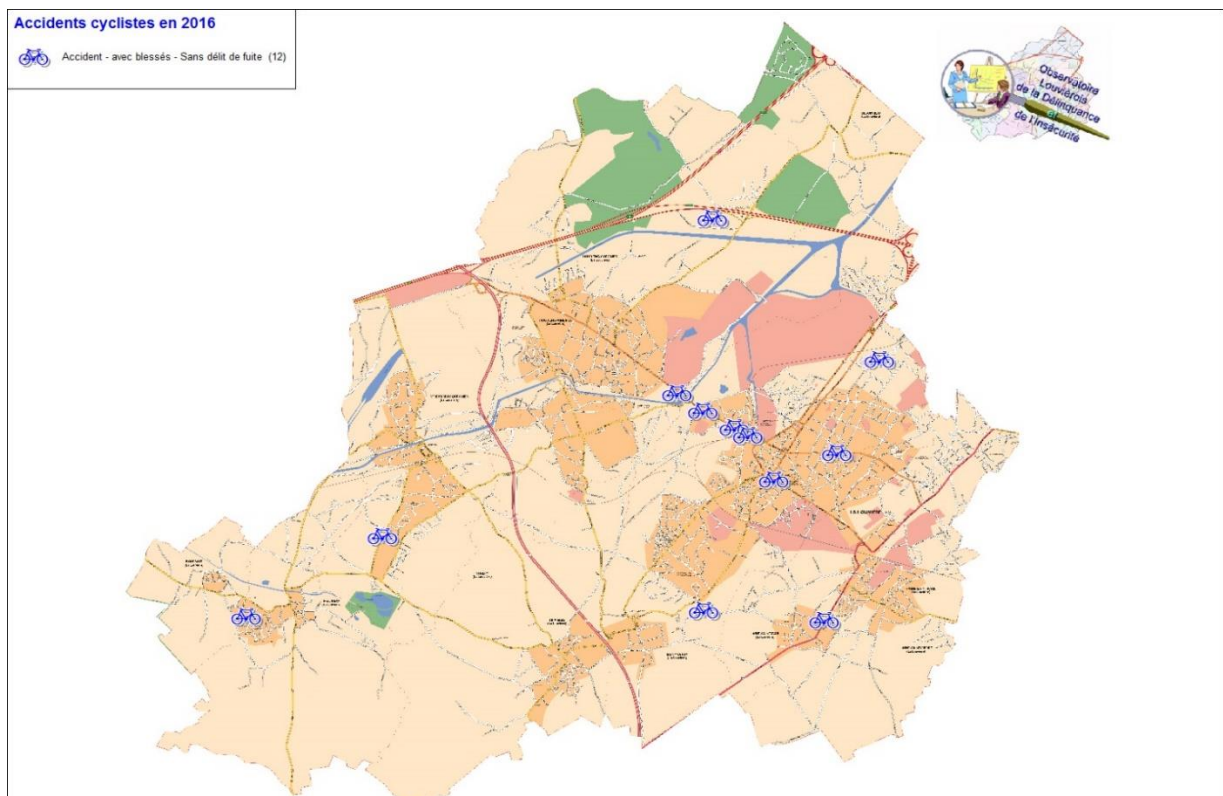
Voyons à présent les accidents avec lésions corporelles concernant plus précisément les piétons et les cyclistes :

Accidents concernant les piétons en 2016



Les accidents concernant les piétons représentent un quart du total des accidents avec lésions corporelles, contre un cinquième en 2015. Comme précisé plus haut, la moitié de ce type d'accident a eu lieu dans l'hyper centre de La Louvière.

Accidents concernant les cyclistes en 2016



12 accidents concernant des cyclistes ont été constatés en 2016. Cela représente 5% du total des accidents avec lésions corporelles, tout comme en 2015. Comme on peut le constater sur la cartographie ci-dessus, plusieurs accidents ont eu lieu sur la RN 535, soit la chaussée Paul Houtart, la rue Gustave Boël, la rue Sylvain Guyaux et la rue Hamoir.

Plan d'actions - Sécurité Routière

En guise d'introduction, nous allons rappeler les objectifs fixés lors de l'élaboration du Plan Zonal de Sécurité. Ils consistent à augmenter la sécurité routière et diminuer de manière significative le nombre d'accidents avec lésions corporelles et à favoriser la mobilité, particulièrement dans le centre-ville. Un accent doit être mis sur les points d'attention particuliers du Plan National de Sécurité : la vitesse excessive, la conduite sous influence d'alcool ou de drogues, l'utilisation du GSM au volant, le non port de la ceinture.

Afin de répondre à ces objectifs, la Zone de La Louvière a établi son Plan d'actions en deux volets, le premier ne concernant que le service d'Unité Mobile de Sécurité Routière et le second les quatre secteurs. Nous allons essayer dans un souci de clarté de vous présenter les tableaux de la manière la plus synthétique possible afin de donner le meilleur aperçu de ce qui a concrètement été réalisé par notre zone en la matière.

Les plans par service étant structurés selon le schéma « Conseil-Dissuasion-Régulation », nous présenterons le compte-rendu en suivant ce schéma.

1. Conseil

En matière de prévention, la zone de police de La Louvière se concentre sur deux volets. Le premier concerne l'utilisation de remorques préventives tandis que le second s'oriente vers la formation des jeunes au code de la route et à la conduite à vélo.

La zone de police de La Louvière utilise trois remorques : l'une diffusant des messages de prévention, une autre indiquant la vitesse des véhicules et une troisième utilisée dans le cadre du thème ceinture (remorque crash-test). Concernant la première, nous avons pu organiser des campagnes d'informations pour une durée totale de 1216h. Pour ce qui est de la remorque vitesse, celle-ci a été utilisée pour une période totale de 900h. A cela s'ajoute donc l'utilisation de la remorque « Crash-test » pour un total de **24h**. Ainsi, ces remorques ont donc été utilisées **2140h** pour toute l'année 2016.

Quant à la formation des jeunes au code de la route et à la conduite à vélo, deux agents sont chargés de gérer la piste circulation et l'éducation à la sécurité routière. **1084h17** y ont été prestées. 174 classes ont été visitées pour un total de 4239 élèves.

2. Dissuasion

Dans cette partie nous distinguons d'une part les efforts fournis par l'UMSR, et d'autre part les efforts fournis par les secteurs en matière de sécurité routière. En effet, chacun des quatre secteurs devaient établir des tournées en fonction des points sensibles en matière de sécurité routière et verbaliser le cas échéant. Quant à l'UMSR, outre la sécurisation des axes problématiques, l'accent était mis en matière de dissuasion sur le stationnement anarchique et la mobilité en centre-ville, ainsi que sur les problématiques du non-port de la ceinture, de l'utilisation du GSM au volant et de la vitesse.

Ce premier tableau concerne les prestations de l'UMSR pour les postes spécifiques suivants :

	Nombre d'heures
Stationnement anarchique et mobilité Centre-Ville	6581h53
Sécurisation chaussée de Mons et chaussée Paul Houtart	709h59

A cela s'ajoutent les heures prestées en matière de vitesse, de conduites sous influences notamment lors des périodes BOB, de feux rouges brûlés, d'utilisation de GSM au volant et de non port de la ceinture de sécurité:

Vitesse: heures de radar répressif	508h30
Ceinture et GSM	890h23
Feux rouges	363h40
Conduites sous influence	878h20

Nous pouvons voir dans le tableau ci-dessous le total de ces heures prestées par l'UMSR, ainsi que la durée des différentes tournées effectuées par les quatre secteurs :

Service	Nombre d'heures
UMSR	9932h45
4 secteurs	846h42
Total Zone	10779h27

Au total, **10779h27** ont été prestées par la zone de police de La Louvière en matière de dissuasion.

3. Régulation

Voyons à présent le résultat de ces 10779h27 prestées en 2016 :

		Nombre d'infractions
Stationnement anarchique et mobilité au Centre-Ville	PI/PV	57
	SAC	2320
Infractions sur les axes prioritaires	PI/PV	5205
	SAC	456

La nouveauté de cette année concerne l'apparition des sanctions administratives relatives au stationnement. 2320 SAC ont été rédigées en matière de stationnement anarchique. A cela s'ajoutent les 57 perceptions immédiates / procès-verbaux.

PI /P-V et SAC compris, 5661 infractions ont été enregistrées en 2016 sur les axes prioritaires. Précisons que la N27 correspond aux chaussées de Mons, Redemont et de Jolimont. La RN535 correspond aux chaussées Pont du Sart et Paul Houtart ainsi que les rues Gustave Boël, Sylvain Guyaux, Hamoir et de Baume. Enfin, la RN536 comprend la rue du Gazomètre, la rue de l'Olive et la rue de la Déportation.

Le tableau suivant reprend en détail ces infractions (PI, P-V et SAC compris) selon l'axe :

Axe	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution relative 2015-2016	Evolution relative 2011-2016
N27	3242	2470	4408	3267	1799	2128	18,29%	-34,36%
RN535	3304	2668	3529	3287	1923	2059	7,07%	-37,68%
RN536	2180	1591	1634	1747	1965	1474	-24,99%	-32,39%
Total général	8726	6729	9571	8301	5687	5661	-0,46%	-35,12%

Le nombre d'infractions sur ces axes reste stable par rapport à 2015 (5661 infractions, soit 26 de moins qu'en 2015). Par rapport à 2011, on note une diminution de 35% des infractions. Cette diminution peut s'expliquer notamment par une baisse du nombre de véhicules contrôlés par le radar mobile.

Radar mobile	Nombre
Nombre de véhicules contrôlés	44104
Nombre d'infractions	1863
Pourcentage en infraction	4,22%

Radar fixe	Nombre
Nombre de véhicules contrôlés	77092
Nombre d'infractions	308
Pourcentage en infraction	0,40%

Sur les 44104 véhicules contrôlés, 1863 étaient en infraction, soit dans 4,22%, ce qui équivaut par rapport à l'année précédente. A cela s'ajoutent les données concernant le radar fixe. Celui-ci a été opérationnel durant la période janvier et février. Sur les 77092 passages de véhicules, 308 étaient en infraction, soit 0,4%.

Les tableaux suivants reprennent les principales catégories d'infractions pour toute la zone de police (PI et P-V pour le premier, SAC pour le deuxième):

Infraction PI/PV	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015-2016	Evolution 2011-2016
<5m carrefour	95	119	106	68	59	7	-88,14%	-92,63%
arrêt de bus	215	192	126	130	190	6	-96,84%	-97,21%
autres	13071	10338	8512	8266	5875	5940	+1,11%	-54,56%
Bruuler feux rouges	2061	1430	1614	902	534	736	+37,83%	-64,29%
ceinture	1247	932	3444	5183	3882	4643	+19,60%	+272,33%
double file	65	85	69	60	20	0	-100%	-100%
GSM	2199	1798	3084	1774	1377	1479	+7,41%	-32,74%
handicapés	838	718	849	1022	660	15	-97,73%	-98,21%
passages pour piétons	711	658	518	643	427	9	-97,89%	-98,73%
piste cyclable	36	42	49	22	45	1	-97,78%	-97,22%
Stationnement feux rouges	38	8	3	7	5	0	-100%	-100%
Trottoir	2016	1960	1315	1723	1118	16	-98,57%	-99,21%
Total général	22592	18280	19689	19800	14192	12852	-9,44%	-43,11%

Pour ce qui est des perceptions immédiates et des procès-verbaux, 12852 infractions ont été recensées en 2016. Il s'agit d'une diminution de 9,44% par rapport à 2015, et de 43,11% par rapport à 2011. Cette diminution pourrait s'expliquer d'une part par la mise en place de sanctions administratives communales (voir tableau ci-après), et d'autre part par la diminution de l'utilisation du radar mobile par rapport à 2011. Lorsque l'on regarde les types d'infractions, seules 3 catégories sont en augmentation par rapport à 2015 : les feux rouges (+37%), le non-port de la ceinture (+19%), et l'utilisation du GSM au volant (+7%). Pour ce qui est du non-port de la ceinture, il s'agit même d'une augmentation de 270% par rapport à 2011.

Infractions SAC	Nombre
Autres stationnements dangereux	1901
Handicapés	419
Stationnement autre	2477
Total général	4797

En 2016 s'ajoutent également 4797 SAC, dont 419 infractions pour le stationnement sur les places réservées aux personnes handicapées.

En comptant aussi bien les PI / P-V que les SAC, 17649 infractions ont donc été enregistrées en 2016.

4. Conclusion

La zone de police de La Louvière a donc fourni 14003h44 pour cette priorité. 17649 infractions ont par ailleurs été constatées en matière de sécurité routière en 2016.

La mesure de l'objectif stratégique est l'évolution des accidents avec lésions corporelles. Voici donc ci-après l'évolution de ce type d'accidents depuis 2014 :

Accidents avec lésions corporelles							
Année	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Période 6	Total
2014	39	43	40	37	28	36	223
2015	35	27	33	30	31	26	182
2016	37	26	42	33	50	37	225

Après avoir connu une baisse du nombre d'accidents avec lésions corporelles en 2015, celui-ci repart à la hausse pour atteindre le chiffre de 2014. 225 accidents de ce type ont eu lieu en 2016, soit une augmentation de 43 faits par rapport à 2015.

Les violences intrafamiliales

Intéressons-nous à présent aux violences intrafamiliales. Cette problématique fait en effet partie des priorités du Plan Zonal de Sécurité 2014-2017. Cette partie est consacrée à l'analyse du nombre de faits depuis 2013, ainsi qu'aux victimes. Viendra ensuite la partie consacrée au plan d'actions proprement dit.

Pour déterminer un fait comme étant une violence intrafamiliale, nous nous référons à la définition donnée par la COL 4/2006 :

Est considérée comme violence intrafamiliale, toute forme de violence physique (ex: coups et blessures volontaires), sexuelle (ex : attentat à la pudeur ou viol), psychique (ex: harcèlement, calomnie, diffamation, injures) ou économique (ex : abandon de famille, faux et usages de faux, escroquerie, créer son insolvabilité) entre membres d'une même famille, quel que soit leur âge.

Sont considérés comme faisant partie d'une même famille:

a) toutes les personnes unies par un lien de parenté en ligne ascendante et descendante ou collatérale au deuxième degré. Sont assimilés à ce lien établi par le droit, certains liens qui ne sont que de fait (lien biologique ou lien affectif durable);

b) les époux ou personnes cohabitant ou ayant cohabité et entretenant ou ayant entretenu une relation affective et sexuelle durable ainsi que les descendants et ascendants des partenaires ou de l'un d'eux, habitant ou ayant habité avec eux.

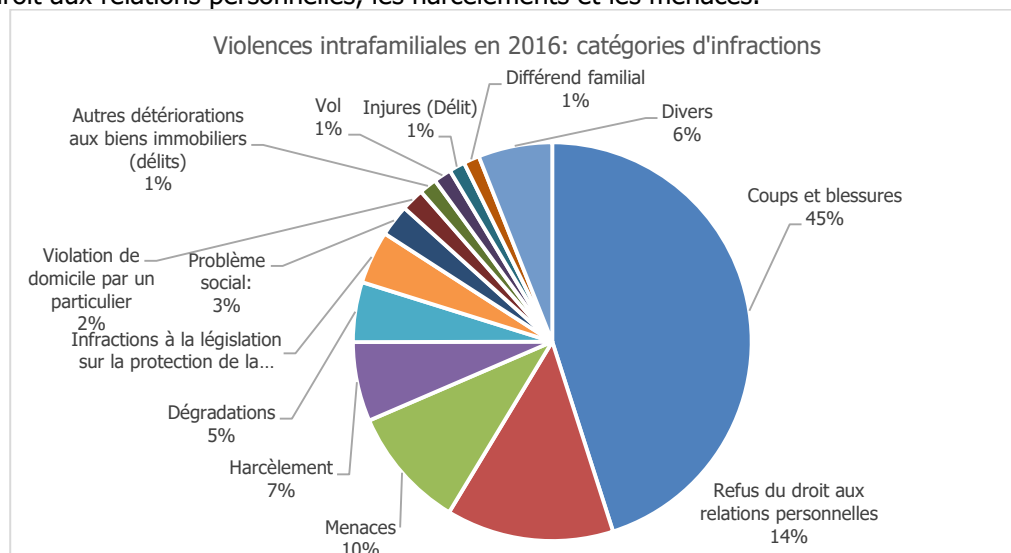
Contrairement aux autres types de faits pour lesquels nous nous référons aux fiches information et intervention, le nombre de violences intrafamiliales a été déterminé sur base des procès-verbaux avec comme critère « phénomène violence intrafamiliale ».

Un des objectifs du plan d'action « VIF » est d'améliorer la complétude des fiches informations, interventions et des procès-verbaux, ainsi que de préciser si une infraction appartient au « phénomène violences intrafamiliales ». Il n'est donc pas impossible que certains faits ayant eu lieu avant la mise en œuvre du plan d'actions ne soient pas classés comme faisant partie de ce phénomène.

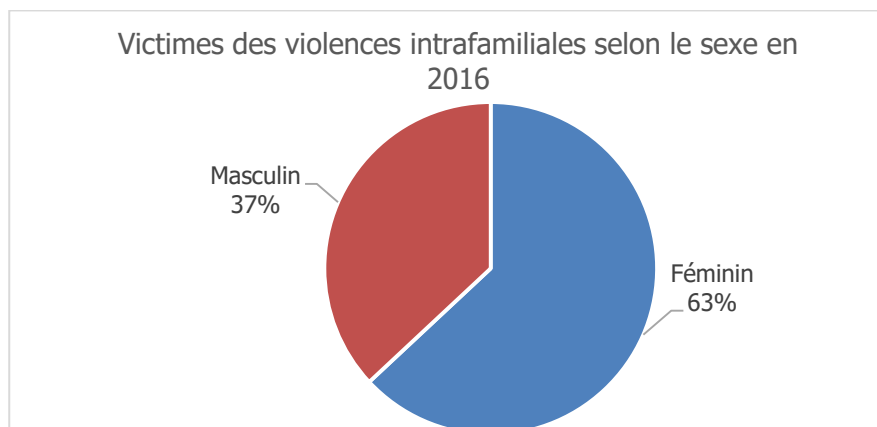
Evolution des violences intrafamiliales depuis 2014

Phénomène	2014	2015	2016	Evolution absolue 2015-2016	Evolution relative 2015-2016
Violence intrafamiliale dans le couple	448	453	393	-60	-13,2%
Violence intrafamiliale envers autres membres	71	73	89	16	21,9%
Violence intrafamiliale envers descendants	29	36	51	15	41,7%
Total général	548	562	533	-29	-5,2%

533 faits ont été recensés en 2016, soit une diminution de 5,2% par rapport à 2015. Il s'agit surtout de violences faites au sein même du couple. 393 faits y ont été recensés en 2016, soit 73% du total des faits. Cette proportion est moindre que pour les faits de 2014 et 2015 (respectivement 81% et 82% du total des faits). Quant aux infractions, celles revenant le plus souvent depuis 2014 sont les coups et blessures, les refus du droit aux relations personnelles, les harcèlements et les menaces.



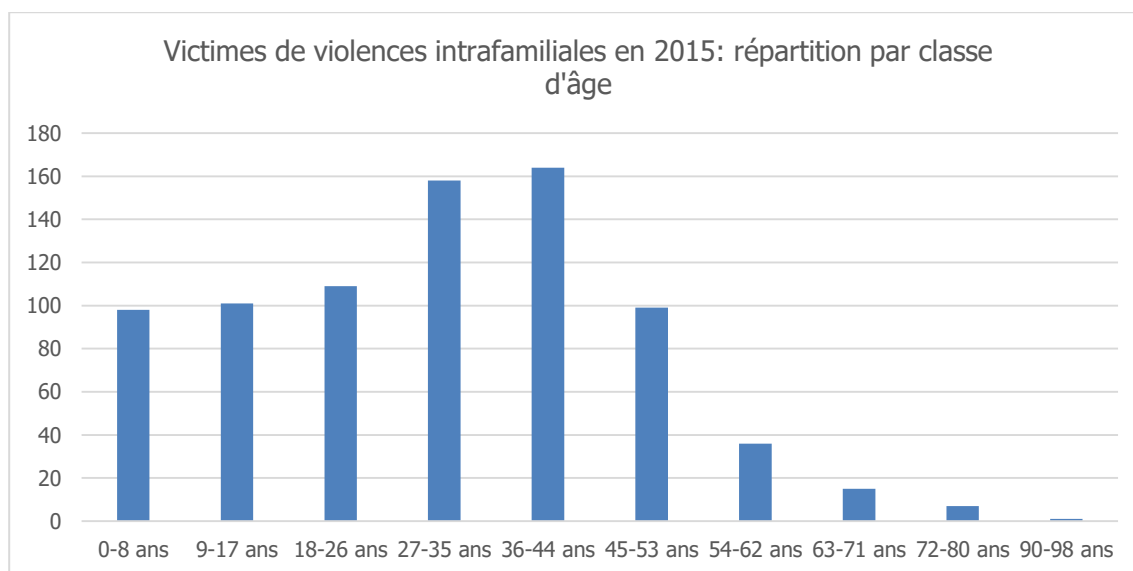
Le graphique ci-dessus représente les principales catégories d'infractions se trouvant dans le phénomène des violences intrafamiliales en 2016. Comme on peut le constater, le phénomène des violences intrafamiliales peuvent regrouper plusieurs infractions différentes, même si les coups et blessures représentent 45% des infractions. Arrivent ensuite les refus du droit aux relations personnelles avec 14%. Il s'agit de non présentation de l'enfant lors du droit de garde. Les menaces et les harcèlements représentent 17% à eux deux.



Le graphique ci-dessus nous montre une proportion des victimes de violences intrafamiliales par sexe. En 2016, 37% des victimes sont des personnes de sexe masculin, soit une diminution de 5% par rapport à 2015.

Nous allons à présent nous intéresser aux types d'infractions présentes chez les victimes de sexe féminin et masculin. Pour les hommes victimes de violences intrafamiliales, 46% des infractions sont des coups et blessures, pour 30% pour les refus du droit aux relations personnelles. Précisons par ailleurs que pour un tiers des hommes il s'agit d'un mineur d'âge.

Pour ce qui est des femmes victimes de VIF, les infractions revenant le plus souvent sont les coups et blessures, qui reviennent dans plus de la moitié des cas, soit 55%. Arrivent ensuite les refus du droit aux relations personnelles, les harcèlements et les dégradations.



Toutes victimes confondues, la moyenne d'âge est de 31 ans. Les catégories d'âge 27-35 ans et 36-44 ans sont les catégories les plus représentées par les violences intrafamiliales en 2016. Tout comme en 2015, les mineurs victimes de violences intrafamiliales représentent un quart du total des victimes. Il s'agit le plus souvent d'infractions comme le refus du droit aux relations personnelles, les coups et blessures ou encore les infractions à la législation sur la protection de la jeunesse.

Quant aux autres catégories d'âges, ce sont les coups et blessures qui reviennent le plus souvent en 2016. La catégorie d'âge 27-35 ans y est la plus exposée, puisque les coups et blessures représentent 76% des cas.

Plan d'actions – Violences intrafamiliales

Durant l'année 2016, le chef de projet a participé à plusieurs réunions organisées par le Procureur du Roi ayant cette problématique en charge.

Un groupe de travail, constitué d'un gradé de chaque secteur et du chef de Projet, s'est rencontré à plusieurs reprises en vue d'élaborer un PV type. Ce document a ensuite été transmis au Procureur du Roi qui l'a avalisé. Un mail a été envoyé à l'ensemble du personnel demandant d'employer ce PV type dans le cadre de tous les dossiers VIF. De plus, nous avons attiré l'attention des membres du personnel de s'en servir comme check-list.

Nous avons également sensibilisé le corps de police sur cette problématique par différents messages info d'ouverture de l'ISLP afin d'appuyer sur des points importants du plan ou sur des points à améliorer.

Notons que lors de la procédure accueil des nouveaux membres, ces derniers reçoivent une farde contenant entre autres le plan d'action VIF. Celui-ci est expliqué lors de leur passage au sein du service SAPV.

Le groupe de travail a remis à jour le listing de services d'aide pour la population (victime ou auteur) ainsi que le carnet de bord pour les policiers. Les listings sont à disposition du personnel sur le réseau ISLP. Le carnet de bord remis au goût du jour a été distribué à l'ensemble du personnel.

Le service communication a sensibilisé la population par la parution de plusieurs articles (toutes boites, facebook - à titre d'information le message du 08.03.2016 a été vu par 3700 personnes dont 200 interactions,)

De plus, le chef de projet ainsi qu'un membre du SAPV font partie de la Commission « violence et les conséquences sur les enfants » qui s'est tenue à 5 reprises. Cette commission est constituée de l'APEP, le refuge pour femmes battues, de Praxis, le SAJ, le SPJ, l'ONE, le SAPV et de notre service de Police. L'objectif du groupe de travail est de trouver différents partenaires sur La Louvière pour orienter la population vers les services les plus adéquats possible en fonction de la situation.

L'objectif du groupe de travail est toujours de mettre l'accent sur la complétude des fiches. Pour ce faire, le Chef de projet vérifie trois fiches infos ou inters par semaine. Si la fiche n'est pas correctement complétée, un mail est alors envoyé aux intervenants, au gradé en place, à la direction du secteur et du 3Co afin de compléter les rubriques manquantes. Un rapport par mois est transmis au Chef de Corps lors de la réunion opérationnelle.

Deux réunions sont prévues au mois de février 2017 afin de sensibiliser à nouveau les gradés sur la complétude des fiches ainsi que les différentes formes de violences.

IV. Direction générale

Cabinet du Chef de Corps

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
					1				1	

Service d'Audit et de Contrôle Interne (SACI)

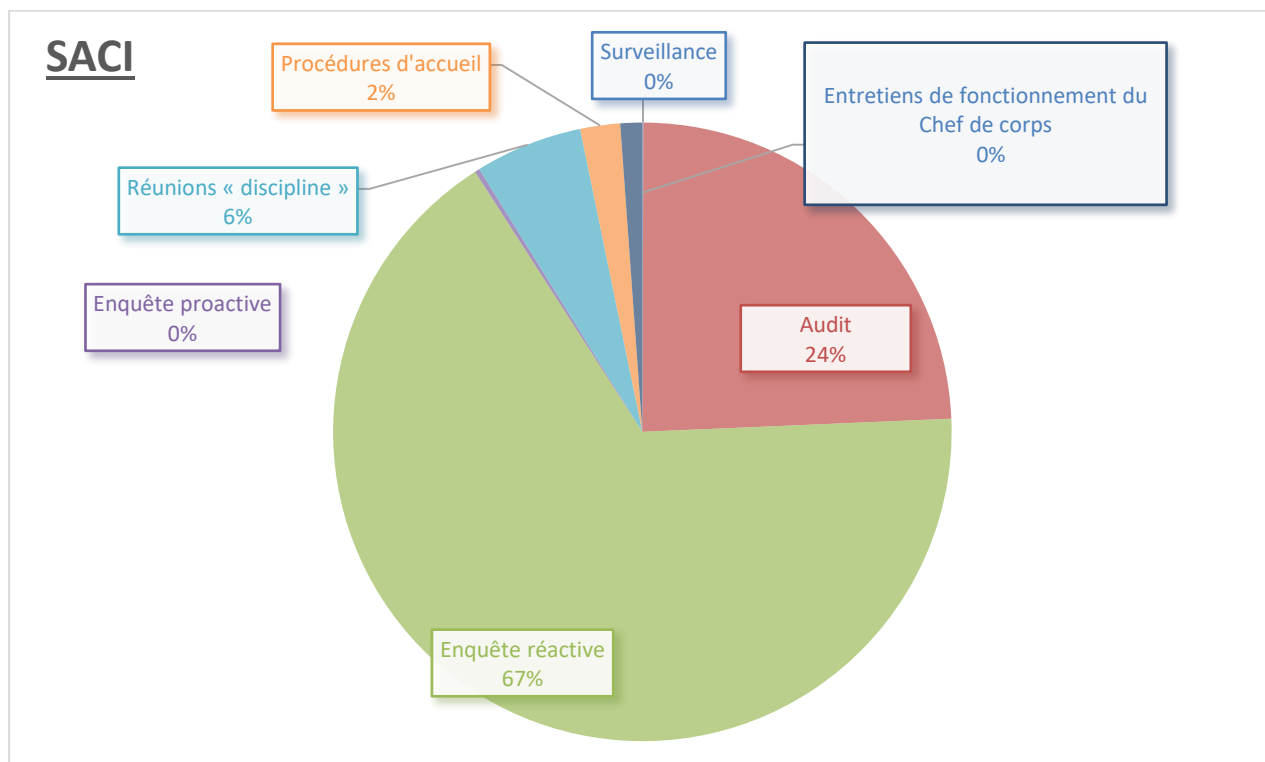
Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1									

Origine des plaintes

lieux/organismes	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Citoyens	19	19	49	63	39	18
AIG / COMITE P	2	6	13	5	10	14
Interne	2	4	3	3	3	6

Compte rendu d'activités



Surveillance générale	2011	2012	2013	2014	2015	2016
nombre d'heures de surveillance	67h50	18h15	34h25	35h30	01h35	0h35
nombre de rapports de surveillance	1	2	3	1	6	1
nombre de constatations lors des surveillances	1	2	4	2	11	1
nombre de suggestions/propositions de changements	0	2	1	0	6	1
Audit						
nombre d'heures d'audit	4	65h15	93h21	06h40	12h15	286h29
nombre de rapports d'audit	4	92	17	10	13	10
nombre de propositions de changements	1	1	3	4	5*	10
nombre de courriels transmis (Portal/Puma – Internet)	///	///	///	///	///	214 + 65
Enquête réactive						
nombre d'heures	2378h09	126h50	0	02h30	15h15	785h40
nombre d'enquêtes administratives	24	7	0	1	3	3
nombre d'enquêtes judiciaires	19	0	0	1	0	10
nombre de courriels transmis (Portal/Puma – Internet)	///	///	///	///	///	214 + 65
Enquête proactive						
nombre d'heures	100h10	768h32	1156h45	1140h00	1104h08	03h00
nombre d'enquêtes administratives	2	17	24	11	16	0
nombre d'enquêtes judiciaires	2	11	9	5	4	0
nombre de courriels transmis (Portal/Puma – Internet)	///	///	///	///	///	214 + 65
Réunions externes avec les autorités en nombre						
Comité P	0	0	0	0	0	0
Inspection générale	1	1	0	0	0	0
Bourgmestre	0	0	0	0	0	0
PR	2	1	0	0	0	0
nombre de courriels transmis (Portal/Puma – Internet)	///	///	///	///	///	214 + 65

COMPTE RENDU D'ACTIVITE	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre enquêtes préalables	10	3	1	3	0	1
Nombre auditions enquêtes préalables		0	3	3	0	0
Nombre enquêtes disciplinaires	0	0	6	3	1	0
Nombre auditions procédures disciplinaires		0	0	0	2	0

sanctions et rappel à la norme	
rappels à la norme	12
avertissements	7
blâmes	1
retenues de traitement, suspensions	2
rétrogradations dans l'échelle	0
démissions d'office	0
Classements sans suite après rapport introductif	13
démissions statutaires (= non disciplinaires)	1

volume de sanctions ou rappels à la norme par grade	
CALOG	0
Ag	3
INP	3
INPP	5
CP	0
CDP	0

Impact du service sur le bon fonctionnement de la zone

La présence et la prévention du service exercée au travers des procédures d'accueil de nouveaux membres du personnel de notre unité, d'un audit permanent, de contrôles effectués sur le terrain (SACI + Officier de permanence + Services d'ordre) ainsi que l'appui fourni par des outils de gestion et de surveillance du fonctionnement des services (Communications radios et téléphoniques / Vidéosurveillance interne et externe / Géolocalisation des véhicules de service / Contrôle d'accès) participent au système de « contrôle interne » et à la prévention-réduction des risques susceptibles d'affecter le bon fonctionnement de notre organisation. La proactivité du service est quantitativement déficitaire eu égard à la carence en effectif opérationnel l'affectant depuis plus de trois ans à concurrence d'un emploi à temps plein pour un poste d'adjoint (Inspecteur principal de police).

Comme en 2015, il est à noter que l'incorporation de nouvelles recrues, dont certaines débutant dans la fonction policière, couplée au départ en retraite du personnel d'expérience constitue un facteur de risque qui nécessiterait un encadrement plus étoffé et attentif, lequel nous semble parfois déficitaire.

Pour ce qui concerne les grandes tendances en matière de plaintes recevables, il ressort qu'elles ont principalement concerné des faits de nature judiciaire qualifiés de « violences policières », d'actes arbitraires (refus d'acter,...), et de « comportements ou d'attitudes non déontologiques » mettant en cause des membres du personnel voire entre membres du personnel agissant dans le cadre de leur vie privée. Elles n'ont entraîné aucune arrestation (mandat d'arrêt) de membres du personnel de notre zone de police et notre zone de police n'a connu aucun licenciement disciplinaire mais bien une démission d'office statutaire (non rentrée de documents administratifs).

Il est à noter que toutes les « plaintes » reçues (voir sous l'intitulé « Origine des plaintes ») n'ont pas donné lieu à l'enregistrement d'une plainte officielle vu que leur mode de résolution s'est orienté, soit vers la communication d'explications contextuelles relatives aux interventions contestées, soit vers leur réorientation auprès de la direction du (des) service(s) en charge de ces interventions pour prise en compte des craintes/souhaits exprimés par les appelants.

Le service a également traité des doléances de citoyens se plaignant de l'inaction policière en rapport avec des demandes d'intervention adressées à nos services.

Leur examen indique qu'elles peuvent s'expliquer, au-delà de dysfonctionnements individuels, par un manque d'encadrement ou encore par une collaboration perfectible entre certaines unités de notre organisation.

La coordination et le suivi des interventions restent perfectibles bien que le nombre de courriels internes transmis par le SACI ait visé à assurer une gestion / un suivi qualitatif de certaines interventions. Comme en 2015, outre son activité propre au sein du service SACI, le service a participé à la prise en charge de missions dévolues à notre unité (Rôle « Officier de permanence » + « Services d'ordre ») et a fourni un appui à la Direction des Ressources Humaines (DRH) dans le cadre de l'analyse de pièces/procédures « disciplinaires » ayant donné lieu ou non à des « sanctions disciplinaires ».

Service communication

Composition du service au 31/12/2016

Le service communication est composé d'un Conseiller.

Courriers et communiqués

COURRIERS / COMMUNIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de communiqués de presse (hors transmission quotidienne des faits à la presse locale)	32	31	25	35	22	5* ²
Nombre de conférences de presse organisées	5	4		4	4	3
Nombre d'articles de presse ou de dépêches consacrés à la zone	273	344	238	251	271	321
Nombre de communications internes	37	38	34	41	39	38
Nombre de sollicitations de la presse (demande d'information sur interventions ou dossiers divers, demande d'interview, problématiques générales, réactions, ...)	196	93	128	179	175	188

*1 : Afin d'assurer le suivi de certaines demandes reçues sur la messagerie Facebook, celles-ci font l'objet d'un enregistrement dans le module courrier.

*2 : Cette diminution s'explique par le fait que la communication via les médias sociaux rend obsolète les traditionnels communiqués de presse. En effet, on constate que les publications touchent plus de public, ont une audience plus importante que les avis diffusés dans la presse par le biais des communiqués.

Recrutement

LE RECRUTEMENT	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de personnes rencontrées dans le cadre du recrutement au bureau	17	13	10	8	8	6

Les reportages télévisés et radio

REPORTAGES TELEVISES ET RADIO	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Antenne Centre	14	11	10	8	8	6
RTL – TVI	4	4	3	3	2	3
RTBF	5	4	3	3	2	2
Nombre total de reportages télévisés consacrés à la zone	23	19	16	14	14	11
Reportages Radio	25	24	22	20	17	15

Projets réalisés en 2016:

Coordination de la participation de la ZP aux Specials Olympics

Coordination de l'organisation de la cérémonie de prestation de serment du CDP Maillet

Gestion des médias sociaux

Mis en place en septembre 2015, le site internet, la page Facebook et le compte Twitter de la Zone de Police sont gérés en totalité par le Service Communication. Voici quelques chiffres qui illustrent l'activité de ces outils :

	Nombre d'abonnés	Nombre de publications	Nombre de messages
Facebook	3800	176	196

	Nombre d'abonnés	Nombre de tweet
Twitter	298	38

	Nombre de publications
Site internet	67

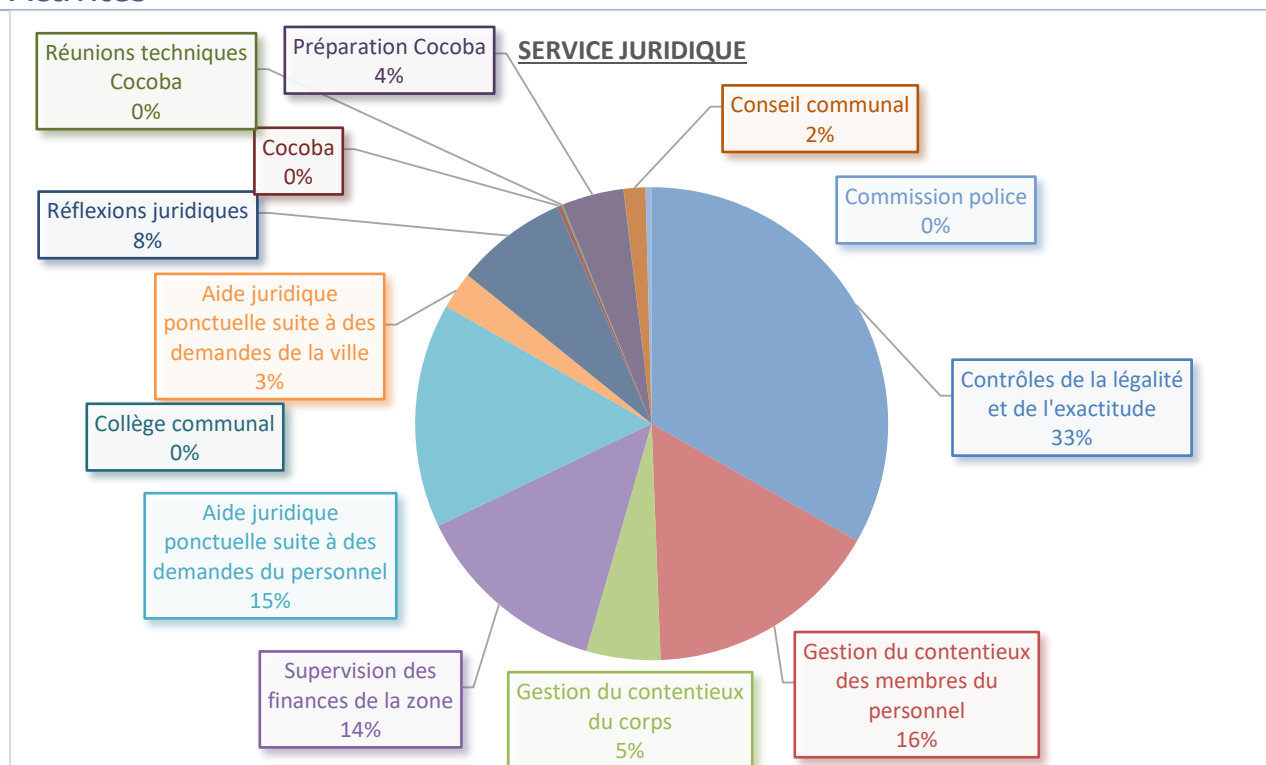
Projets pour 2017:
Migration du Site Internet
Renforcement de l'utilisation des médias sociaux
Relance du journal interne
Dynamisation de l'intranet par le biais de Sharepoint
Révision des divers supports de communication de la Zone de Police

Service juridique

Composition du service au 31/12/2016

Le service juridique est composé d'un Conseiller.

Activités



Secrétariat et préparation des Cocobas⁵, collèges et conseils communaux

	2014	2015	2016
Cocoba			
nombre de participations	4	3	3
Nombre de participations à des réunions techniques Cocoba		2	3
Nombre de participations à des réunions techniques avec les syndicats		1	1
Collège communal			
nombre de participations	1	4	1
nombre de dossiers divers (hors DRH et DRM)	84	236	126
total des dossiers	467	748	497
Conseil communal			
nombre de participations	9	9	6
nombre de dossiers divers (hors DRH et DRM)	17	26	25
total des dossiers	81	100	103
Commission police			
nombre de participations	8	9	8

Dossier Collège/Conseil

Le Service Juridique a participé à 1 Collège Communal et assure pour le reste le contrôle de la légalité et le suivi des différents dossiers dans le cadre de la procédure « PLONE ». Le Service rédige également des rapports pour le Collège/ Conseil en lien avec les dossiers du Service Juridique ou du Chef de Corps. Les rapports au Collège Communal rédigés par la Secops, le Service Juridique, le Comptable et le Service Communication sont regroupés dans les dossiers divers.

⁵ Comité de Concertation de Base

Secrétariat des Commissions de police et participation aux séances du Conseil Communal

Le Service Juridique a participé à 8 commissions Police (5h36) sur les 10 organisées en 2016 et à 6 Conseils Communaux (19h40) sur les 10 organisés en 2016.

Gestion et suivi des dossiers

- Dégâts occasionnés par les policiers dans le cadre de leurs fonctions (3 dossiers en 2016 et 0 clôturé).
- Les assistances en justice : 49 dossiers, 12 dossiers créés en 2016, 22 clôturés en 2016.
- Les constitutions de parties civiles de la Zone de Police (0).
- Demande de remboursement des policiers (0 dossier en 2016).
- Dossiers de contentieux de la Zone de Police (10 dossiers, 0 créés en 2016, 2 clôturés en 2016).
- Récupération d'indus (6 dossiers, 1 clôturé en 2016) au 1er janvier 2017, il reste 6 dossiers d'indus gérés par le service juridique de la Zone de Police (justice).
- Morphologie.

Préparation et gestion du Budget

Le Service Juridique participe à différentes réunions (Chef de Corps, Bourgmestre, comptable) dans le cadre de l'élaboration du budget et supervise le travail du comptable. Participation aux diverses réunions CRAC, au suivi des demandes du CRAC et à l'élaboration du plan de gestion. Organisation de réunions « pré budget » et « pré modifications budgétaires » entre le comptable et la DRM. Gestion du dossier de paiement de certaines factures.

Secrétariat du Comité de Concertation de Base

Le Service Juridique a organisé et assuré le secrétariat de 3 C.C.B en 2016. Le C.C.B. est précédé, sauf urgence, d'une réunion technique afin de faciliter les discussions et de pouvoir répondre adéquatement aux demandes des délégations syndicales lors de la séance officielle. Des réunions techniques peuvent également être organisées entre l'Autorité, la DRM, la DRH et les délégations syndicales sur divers sujets (sécurité, audit,...) sans pour autant être suivies d'un C.C.B. En 2016, une réunion technique « sécurité » a été organisée en septembre afin de discuter des mesures prises par la Zone de Police pour la sécurité du personnel.

Appui juridique des services de la Zone de police

Tout au long de l'année, diverses questions sont posées au service juridique dans des domaines divers que ce soit administratif ou opérationnel (respect de la vie privée, mise en place de procédure, interprétation d'articles,...).

Collaboration ponctuelle avec les services de la ville

Participation aux réunions dites « Google doc » (réunions mises en place entre la DRM et la Division Financière afin d'apporter des solutions aux factures dont le paiement est bloqué).

Participation aux réunions du monitoring financier pour la mise à jour du plan de gestion et les réunions CRAC, échange de documents et informations concernant l'organisation de la Zone de Police (ressources humaines, ressources matérielles, comptabilité) avec ce service. Collaboration sur des problématiques particulières comme la mise à jour du RGP, les problématiques d'établissements, collaboration avec le service assurance de la Ville,...

Conférence de presse

Participation à une conférence de presse concernant la présentation du budget 2017.

Préparation et secrétariat du Conseil Zonal

Le Service Juridique a organisé et assuré le secrétariat d'un Conseil Zonal en 2016.

Le comptable

Composition du service au 31/12/2016

Le service est composé d'un Consultant.

Crédits budgétaires votés (2012-2017): budgets

Service Extraordinaire	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses	4 151 918,34	962 046,17	2 928 337,83	1 937 407,72	1 824 353,55	838 200,00
Exs antérieurs						
Transferts	-	-	1 087 140,00	800 000,00	-	-
Investissements	272 874,96	72 752,22	80 160,56	193 445,88	6 311,84	-
Dette	-	-	16 585,00	-	-	-
Boni/Mali antérieurs	1 511 283,89	-	635 564,48	-	430 351,70	-
Prélèvements	-	-	-	-	-	-
Ex propre						
Investissements	2 215 433,15	889 293,95	1 108 887,79	828 851,19	1 120 100,59	838 200,00
Prélèvements	152 326,34	-	-	115 110,65	267 589,42	-
Recettes	4 208 112,09	2 325 190,99	3 167 965,14	2 170 748,33	1 824 353,55	0,00
Exs antérieurs						
Transferts	800 000,00	-	-	21 087,50	3 109,86	-
Investissements	-	-	16 063,75	-	-	-
Dette	1 052 059,38	1 373 798,30	2 040 468,29	725 913,75	647 025,04	-
Boni/Mali antérieurs	-	56 193,75	-	581 149,08	-	-
Ex propre						
Transferts	1 320 000,00	-	-	13 246,81	8 889,63	-
Investissements	-	-	-	500,00	-	-
Dette	832 538,01	889 293,95	1 108 887,79	790 604,38	1 104 138,14	-
Prélèvements	203 514,70	5 904,99	2 545,31	38 246,81	61 190,88	-

Ordinaire	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses	21 727 752,19	23 402 068,67	23 009 776,19	24 800 024,13	25 502 004,76	25 425 043,99
Exs antérieurs						
Personnel	1 037 834,12	1 097 658,56	1 328 920,81	1 170 795,52	1 285 294,07	-
Fonctionnement	69 276,42	101 668,56	66 897,97	43 426,95	36 923,51	-
Transferts	2 000,00	-	165 508,15	127 075,87	3 840,20	-
Prélèvements	-	-	-	-	-	-
Dette	-	3 396,29	-	83 179,86	0,06	-
Ex propre						
Personnel	17 906 558,12	17 951 880,42	17 159 175,95	19 876 249,42	20 501 599,23	21 324 951,19
Fonctionnement	2 709 021,51	2 931 808,40	3 811 329,29	2 856 256,75	2 878 079,28	2 801 124,99
Transferts	19 000,00	22 500,00	23 000,00	23 000,00	23 000,00	23 000,00
Prélèvements	836 766,28	-	1 413 290,82	273 280,71	782 816,55	
Dette	821 612,22	900 863,96	831 901,14	1 048 739,68	984 438,55	1 130 055,39
Recettes	23 402 068,67	22 951 397,47	24 307 226,58	25 462 004,76	26 455 991,45	24 496 315,02
Exs antérieurs						
Prestations	312 359,25	231 806,43	37 058,83	34 601,03	244 258,73	-
Transferts	57 332,85	215 995,95	359 353,05	28 599,34	116 402,92	-
Dette	5 522,25	-	-	9,77	-	-
Boni/Mali antérieurs	2 048 394,68	386 666,50	2 672 717,65	1 166 102,34	983 475,85	372 110,27
Ex propre						
Prestations	810 063,21	997 690,18	635 500,23	571 464,50	534 871,89	601 011,86
Transferts	20 084 426,01	20 867 778,83	20 578 626,40	22 464 616,42	23 161 561,07	23 509 058,83
Dette	83 970,42	23 970,42	23 970,42	22 803,70	14 124,17	14 134,06
Prélèvements	-	227 489,16	-	1 173 807,66	1 401 296,82	-

Crédits imputés: concrétisation du budget (dépenses réelles)

	2012	2013	2014	2015	2016	Total général
Extraordinaire	1 787 017,81	994 701,62	2 928 072,52	1 699 848,34	390 818,19	7 800 458,48
Exs antérieurs	1 618 185,51	961 178,57	2 863 992,49	1 540 469,54	319 971,69	7 303 797,80
Transferts	-	-	1 087 140,00	800 000,00	-	1 887 140,00
Investissements	1 618 185,51	961 178,57	1 760 267,49	740 469,54	319 971,69	5 400 072,80
<i>Achats d'autos et de camionnettes</i>				49 938,67	73 369,18	123 307,85
<i>Achats de machines et de matériel d'équip. et d'exploitation</i>	111 770,68	2 722,50	367 556,23	10 043,00	71 935,40	564 027,81
<i>Achats de matériel informatique</i>	-	76 028,84	14 416,49	78 771,42	22 745,83	191 962,58
<i>Achats de mobilier de bureau</i>	8 108,48	70 121,84	20 141,66	18 718,40	28 802,80	145 893,18
<i>Achats de vélos, vélomoteurs et motos</i>					4 669,85	4 669,85
<i>Aménagements de bâtiments divers</i>	-	-	48 345,01			48 345,01
<i>Aménagements en cours d'exécution des bâtiments</i>	1 378 202,86	615 941,37	1 166 594,31	412 798,14	26 382,77	3 599 919,45
<i>Equip. et maint. extra. en cours d'exécution des bâtiments</i>	54 057,74	-	-	101 260,74	60 120,03	215 438,51
<i>Honor. plans d'aménag. urban. en cours</i>			127 075,42	-	-	127 075,42
<i>Honoraire plans d'aménagement et autres études</i>	-	-				-
<i>Honoraires plans d'aménagement et autres études</i>	66 045,75	196 364,02	3 920,40	61 742,09	6 515,12	334 587,38
<i>Maintenance extra. du mat. d'équip. et d'expl. en général</i>					17 484,63	17 484,63
<i>Maintenance extraordinaire des autos et camionnettes</i>		-	12 217,97	-	7 946,08	20 164,05
<i>Maintenance extraordinaire des véhicules spéciaux et divers</i>				7 197,08		7 197,08
Dette	-	-	16 585,00	-	-	16 585,00
Boni/Mali antérieurs	-	-	-	-	-	-
Prélèvements	-	-	-	-	-	-

Ex propre	168 832,30	33 523,05	64 080,03	159 378,80	70 846,50	496 660,68
Investissements	16 505,96	33 523,05	64 080,03	78 602,46	22 523,11	215 234,61
Achats d'autos et de camionnettes	-	33 523,05	31 042,22	23 617,83	-	88 183,10
Achats de machines et de matériel d'équip. et d'exploitation	10 978,86	-	-	21 301,57	11 747,56	44 027,99
Achats de matériel informatique	-	-	-	-	7 116,51	7 116,51
Achats de mobilier de bureau	-	-	33 037,81	29 269,28	-	62 307,09
Achats de vélos, vélomoteurs et motos	-	-	-	-	-	-
Aménagements en cours d'exécution des bâtiments	4 297,74	-	-	-	-	4 297,74
Equip. et maint. extra. en cours d'exécution des bâtiments	-	-	-	4 413,78	3 659,04	8 072,82
Honoraires plans d'aménagement et autres études	1 229,36	-	-	-	-	1 229,36
Maintenance extra. du mat. d'équip. et d'expl. en général				-	-	-
Maintenance extraordinaire des autos et camionnettes		-	-	-	-	-
Prélèvements	152 326,34	-	-	80 776,34	48 323,39	281 426,07

	2012	2013	2014	2015	2016	Total général
Ordinaire	<i>22 367 971,91</i>	<i>21 032 946,87</i>	<i>23 926 344,34</i>	<i>23 206 696,83</i>	<i>23 186 634,62</i>	<i>113 720 594,57</i>
Exs antérieurs	<i>1 481 261,25</i>	<i>1 487 630,33</i>	<i>2 214 288,76</i>	<i>2 126 604,70</i>	<i>1 758 361,59</i>	<i>9 068 146,63</i>
Personnel	969 628,30	1 055 663,24	1 351 984,83	1 186 168,89	1 255 090,83	5 818 536,09
Fonctionnement	509 517,55	431 012,20	695 708,69	748 037,14	498 204,67	2 882 480,25
Transferts	2 115,40	107,10	165 770,09	110 601,11	4 682,10	283 275,80
Prélèvements	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	847,79	825,15	81 797,56	383,99	83 854,49
Ex propre	<i>20 886 710,66</i>	<i>19 545 316,54</i>	<i>21 712 055,58</i>	<i>21 080 092,13</i>	<i>21 428 273,03</i>	<i>104 652 447,94</i>
Personnel	17 252 777,51	17 055 347,54	16 901 443,82	18 291 972,26	18 805 904,83	88 307 445,96
Fonctionnement	2 026 379,61	1 738 424,40	2 592 173,35	1 850 217,90	1 731 379,80	9 938 575,06
Transferts	3 229,40	15 609,65	124,63	75,00	15 276,60	34 315,28
Prélèvements	835 766,28	-	1 413 290,82	-	-	2 249 057,10
Dettes	768 557,86	735 934,95	805 022,96	937 826,97	875 711,80	4 123 054,54

V. Direction des Ressources Humaines

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
		1		1	2	1	2,5			

Rapports au Collège

	2011	2012	2013	2014		2015		2016	
				Arrêtés du Bourgmestre	Rapports au Collège	Arrêtés du Bourgmestre	Rapports au Collège	Arrêtés du Bourgmestre	Rapports au Collège
Mobilité	16	14	14	5	20	13	4	7	9
Recrutements Agents	4	3	4	2	1	4	1	2	
Recrutements	5	16	3	0	4	1	6	1	2
Nominations statutarisation	3	2	2	0	2	3		2	
Contrats (prolongation - modifications)	5	0	3	0	0		1	1	
Formations	94	79	53	0	53		80		64
Détachés	0	0	0	0	0		2		
Divers	1	7	0	0	2		26	1	26
Total	128	121	79	90		141		115	

Le nombre de rapports/arrêtés est moins élevé qu'en 2015. Cette diminution se concentre surtout au niveau des dossiers « formation » et s'explique par le fait que fin 2014, en raison d'une modification de la procédure administrative, toute une série de rapports de 2014 avaient été postposés, gonflant ainsi le nombre de dossiers de ce type en 2015.

Rapports au Conseil

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Mobilité	16	14	14	17	7	10
Recrutements Agents	2	3	4	1	1	1
Recrutements	5	16	3	2	2	2
Nominations statutarisation	3	2	2			
Contrats (prolongation - modifications)	5	0	3	3	1	
Divers	1	7	0	5	18	26
Total	32	42	26	28	29	39

Les dossiers présentés au Conseil communal ont connu en 2016 une légère augmentation. Cette augmentation est liée aux demandes introduites dans le cadre d'un nouveau type de congé, la NAPAP (congé préalable à la pension) ainsi qu'à une révision, pour toute une partie du personnel, de la valorisation des services antérieurs.

Le recrutement

Le recrutement	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de personnes rencontrées dans le cadre du recrutement	87 personnes rencontrées lors des différents recrutements	85 personnes rencontrées à l'accueil	74 personnes rencontrées + celles rencontrées par les différents points de contact lors des diverses manifestations ou au sein de leur propre service	81 personnes rencontrées + celles rencontrées par les différents points de contact lors des diverses manifestations ou au sein de leur propre service	12 personnes rencontrées
Stage AINP - AAGT	4 AAGT – 8 AINP – 2 AINPPS – 2AINPP		22	10 AINP – 4 AINPP	9 AINP - 2 AINPP
procédure accueil	10 personnes		13 procédures et 45 personnes	6 procédures et 18 personnes	6 procédures et 17 personnes

L'accueil de nouveaux collaborateurs et stagiaires reste constant par rapport à 2015. Par contre, on observe une chute dans les rencontres avec des candidats policiers potentiels. Cette diminution est liée à la présence, au sein de l'accueil, de jeunes recrues qui sont donc en mesure de communiquer les informations relatives aux types d'épreuves de sélection.

Les mobilités

Type d'activité		2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dossiers de mobilité	in	17	21	35	40	35	26
	out	19	29	15	16	38	23
TOTAL		36	50	50	56	73	49
Sélections dans le cadre de la mobilité	organisation d'épreuves écrites	5	3	4	7	9	4
	organisation d'épreuves orales	5	6	8	10	11	9
TOTAL		10	9	12	17	20	13
Epreuves de sélection	internes	7	6	9	12	5	2
	externes	3	5	1	2	5	2
TOTAL		10	11	10	14	10	4

Après un pic en 2015, 2016 aura été marquée par une diminution de candidatures, des mouvements et donc d'organisation d'épreuves de sélection.

Gestion des ressources humaines

La répartition du personnel au 31/12/2016

Affectation - Service	CDP	CP	Conseiller	INPP	INPPS	Consultant	INP	Assistant	Agent	Employé	Ouvrier	Total
Cadre prévu												
Cabinet du Chef de Corps	2											2
Secrétariat						1				1		2
Service Communication			1									1
Service Juridique			1									1
Comptabilité						1						1
Audit et contrôle interne (SACI)		1										1
Direction des Ressources Humaines			1	1		2	1	2,5				7,5
Direction des Ressources Matérielles		1				1						2
Secrétariat							1	1		2	0,5	4,5
Cellule informatique						3						3
Assistance technique								1			3,5	4,5
Techniciennes de surface											1	1
Direction police des quartiers - Cellule Famille/Jeunesse		1 dét			2							2+1 dét
Service Armes					1		1					2
Secteur Centre				4	2		22	1		1		30
Secteur Nord		1		2+2 dét	2		22	1		2		30+2 dét
Secteur Ouest				3	2		21+1 stagiaire probatoire	1HC		1		27+1 stagiaire probatoire +1HC
Secteur Sud		1		3+1dét			24+1 stagiaire probatoire			2		30+1dét + 1 stagiaire probatoire
Direction des Opérations		2,5										2,5
Section des opérations				0,5				1	2			3,5
Section ordre public				0,5			1					1,5
Carrefour d'Information Local (CIL)				1			1	2,5	1	3,5		9
Mise à dispo CIA (Mons)								1		1		2
Assistance Policière aux victimes			1		1							2
OLDI et analyse criminelle			2				1	1				4
Direction des Services d'Appui		0,5										0,5
Unité Verte							3					3
SER		1		4			14	0,5		1		20,5
UMSR		1		2			5		18+3HC	2		28+3HC
Ilotage				2			6			0,5		8,5
SCA		1		1						1		3
Centre des Plaintes				0			11					11
Centre d'Accueil									3+1HC			3+1HC
CCCo				3			2			7		12
Caméras										6		6
SIPP												0
Congé pour exercer une mission dans le Cabinet d'un mandataire (brg, échevinal)				1								1
Détaché académie							1					1
Détaché Syndicat		1										1
Détaché CIA (Charleroi)		1										1
Malades longues durées		1					6		3			10

Affectation - Service	CDP	CP	Conseiller	INPP	INPPS	Consultant	INP	Assistant	Agent	Employé	Ouvrier	Total
FORMATIONS							3					3
Absences longues durées pour raisons personnelles ou Interruption de carrière					1		1					2
NAPAP				1								1
Total Membres du personnel de la ZP (en ce compris les détachés)	2	13+1 dét	6	29+3 dét	11	8	147+2 stagiaires	12,5+1 HC	27+4 HC	31	5	291,5+4 dét+2 stagiaires +5 HC

Les mouvements du personnel

Mouvements entrants

	CDP	CP	Conseiller	INPP	INPPS	Consultant	INP	Assistant	Agent	Employé	Ouvrier	Total
Recrutements externes d'agents contractuels (Fonds des Amende, HC.....)									3			3
Engagement par mobilité				3			5		3			11
Recrutement via Catégorie B = Mesure particulière de l'admission prioritaire-immédiat												
Recrutement via catégorie C = Mobilité Aspirants												
Recrutement via Catégorie D = Recrutement concerne les aspirants qui n'ont pas obtenu d'emplois via les catégories B, C et E												
Recrutement via Catégorie E = Recrutement complémentaire												
Recrutement par l'application de la mesure particulière de l'article 3bis*												
Renfort de détachés du fédéral				2								2
Renfort d'une autre ZP		1										1
Contrat de remplacement						1						1
Total		1		5		1	5		6			18

Mouvements sortants

	CDP	CP	Conseiller	INPP	INPPS	Consultant	INP	Assistant	Agent	Employé	Ouvrier	Total
Démissions				1			1					2
Décédés												
Retraité				1			1					2
Pension d'office				1			1					2
Départs mobilité				2			8	1	2			13
Licenciements												
Départ de détachés du fédéral												
Fin de contrat de remplacement												
Total				5			11	1	2			19

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Mouvements entrants	17	14	44 dont 27 détachés du Fédéral	61	31	18
Mouvements sortants	14	19	21	42	28	19

Les mutations, promotions et nominations

2016	Les mutations internes	Les promotions	Les nominations
Commissaire divisionnaire de Police			
Commissaire de Police	1		
Conseiller			
Inspecteur Principal	4		
Inspecteur Principal Spécialisé			
Consultant			
Inspecteur de Police	11		
Assistant			
Agent			2
Employé			
Ouvrier			
Total	16		2

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Les mutations internes	10	16	7	10	8	15
Les promotions	2	0	0	2	3	0
Les nominations	4	2	3	5	1	2

Alors que le nombre de sélections a chuté en 2016, le nombre de mutations internes a augmenté. Cette différence s'explique par le stage d'une année que chaque nouveau collaborateur patrouilleur devait effectuer aux SCA avant d'être affecté en secteur et ce, sans repasser par un processus de sélection.

Les dossiers et mesures disciplinaires

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Sanctions mineures	5	1	3	7	5	8
Sanctions majeures	1	0	3		1	4
Classements sans suite avant RI	0	14	7	21	4	1
Classements sans suite après RI	3	1	1	4	18	5
Suspensions	1	1	2		0	1

Le nombre de sanctions disciplinaires n'a jamais été aussi élevé qu'en 2016 et ce, tant en ce qui concerne les sanctions lourdes que les sanctions légères.

	2011	Nb personnes que cela représente	2012	Nb personnes que cela représente	2013	Nb personnes que cela représente	2014	Nb personnes que cela représente	2015	Nb personnes que cela représente	2016	Nb personnes que cela représente
dossiers initiés	22	15	12	11	5	5	16	14	17	17	17	15
dossiers clôturés	9	8	1	1	1	2	11	10	12	12	17	15
dossiers initiés mais non clôturés au 31/12/2016	13	9	11	11	3	3	5	5	5	5	0	0
délai moyen en mois entre l'ouverture et la fermeture du dossier	5		6		4,5			4	2		4,5	

Le nombre de personnes concernées par des faits susceptibles d'engendrer une sanction disciplinaire est relativement stable depuis plusieurs années. En revanche, en ce qui concerne le délai de traitement, nous sommes revenus à la tendance antérieure : autour des 4 mois. Ce délai est fortement influencé par le type de dossier traité.

Le profil des membres du personnel

Répartition par genre

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Masculin	58,12%	58,22%	58,00%	60,60%	56,45%	55,44%
Féminin	41,88%	41,78%	42,00%	39,40%	43,55%	44,56%

2016	Masculin	Féminin
Cadre Opérationnel	47,85%	31,02%
Cadre Calog	7,59%	13,54%
Ensemble du corps	55,44%	44,56%

Le taux de personnel féminin dans la Zone continue de croître, nous atteignons les 45 %.

Répartition par âge (en pourcentage)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
18-25 ans	6	4	3	9	6,44	3,3
26-30 ans	14	14	17	15	11,96	12,21
31-35 ans	16	14	14	16	17,17	14,52
36-40 ans	14	15	16	15	15,03	14,52
41-45 ans	15	17	14	12	13,8	13,53
46-50 ans	16	17	16	15	14,41	15,19
51-55 ans	11	11	11	9	11,04	14,19
>55 ans	8	8	9	9	10,15	12,54
Age moyen	38	41	39	39	40	42,64

Répartition par âge et par sexe (en pourcentage)

	Masculin	Féminin	Total
18-25 ans	2,31	1	3,31
26-30 ans	7,92	4,29	12,21
31-35 ans	8,25	6,27	14,52
36-40 ans	6,93	7,59	14,52
41-45 ans	5,94	7,59	13,53
46-50 ans	8,91	6,27	15,18
51-55 ans	8,91	5,28	14,19
>55 ans	6,27	6,27	12,54
Total	55,44	44,56	100

La moyenne d'âge augmente chaque année un peu plus. Un tel vieillissement du personnel risque, à terme, de porter préjudice à l'organisation et particulièrement, à la qualité du travail de terrain.

Répartition par sexe et grade pour 2016 (en pourcentage)

	Masculin	Féminin
CDP	0,7	0,0
CP	3,3	1,3
Conseiller	0,3	1,7
INPP	8,3	2,3
INPPs	0,0	3,6
Consultant	1,7	1,0
INP	30,4	18,8
Assistant	2,3	2,3
Agent	5,3	5,0
Employé	2,0	8,3
Ouvrier	1,3	0,3

Répartition par âge et grade pour 2016 (en pourcentage)

	CDP	CP	Conseiller	INPP	INPPs	Consultant	INP	Assistant	Agent	Employé	Ouvrier
18-25 ans	0	0	0	0	0	0	2,64	0	0,66	0	0
26-30 ans	0	0	0	0	0,33	0,33	10,23	0	0,99	0,33	0
31-35 ans	0	0,66	0,66	1,66	0,66	0	8,58	0,99	0,99	0,66	0
36-40 ans	0	0	0,66	2,64	0,33	0,66	7,26	0,33	1,65	0,99	0
41-45 ans	0	0,66	0,33	1,32	1,32	0,99	4,62	0,99	1,65	1,98	0
46-50 ans	0	0,33	0	2,31	0,66	0,33	5,28	1,32	1,98	1,65	0,99
51-55 ans	0	1,32	0,33	0,99	0	0	5,61	1,32	0,99	2,97	0,66
>55 ans	0,66	1,65	0	1,65	0,33	0	4,95	0	1,32	1,65	0
Total	0,66	4,62	1,98	10,57	3,63	2,31	49,17	4,95	10,23	10,23	1,65

Provenance du personnel (en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
La Louvière	41,0%	42,8%	39,0%	38,4%	37,7%	38,28%
Autres	28,4%	11,5%	20,5%	19,0%	28,1%	14,6%
Manage	4,5%	5,3%	5,0%	5,1%	4,9%	6,9%
Mons	2,3%	8,6%	5,6%	5,7%	8,0%	6,6%
Binche	4,5%	4,3%	5,0%	4,8%	3,0%	4,3%
Chapelle-lez-Herlaimont	3,6%	3,3%	2,8%	2,8%	0,3%	2,0%
Charleroi	0,0%	2,3%	4,4%	2,8%	4,3%	2,0%
Saint Ghislain	1,6%	3,0%	2,2%	2,8%	0,9%	2,0%
Anderlues	1,0%	1,3%	1,5%	1,6%	1,2%	1,7%
Morlanwelz	1,6%	2,0%	2,2%	2,8%	2,8%	1,7%
Walcourt						1,7%
Courcelles						1,3%
Ecaussinnes	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	1,2%	1,3%
Erquelinnes						1,3%
Le Roeulx	1,9%	1,6%	1,2%	1,6%	2,1%	1,3%
Merbes le Château						1,3%
Montigny-le-Tilleul						1,3%
Thuin	0,6%	1,3%	0,9%	1,3%	0,6%	1,3%
Braine						1,0%
Estinnes	1,0%	1,0%	0,9%	1,3%	1,2%	1,0%
Fontaine l'Evêque						1,0%
Frameries	1,6%	1,6%	0,9%	0,6%	0,9%	1,0%
Nivelles						1,0%
Colfontaine						0,7%
Dour						0,7%
Jurbise						0,7%
Lobbès	0,3%	1,6%	0,6%	0,3%	0,3%	0,7%
Tournai						0,7%
France	0,6%	0,6%	0,9%	0,6%	0,3%	0,3%
Seneffe	1,4%	1,0%	0,9%	0,6%	0,6%	0,3%
Soignies	1,3%	0,0%	1,2%	1,3%	0,6%	0,3%

Après une diminution progressive depuis 2012, 2016 a été marquée par une sensible augmentation du personnel issu de l'entité Louviéroise.

Les différents types de prestations

Les prestations par service

Direction	Service	Service	Heures prestées	Heures de congé	Heures de maladie	Heures réellement prestées	Nb homme	moyenne heure réellement prestées par homme
Direction générale		15432	15470	2923	533	12014	7,4	1546
	Cabinet	5330	5368	1018	122	4228	2,69	1572
	SACI	1983	2008	372	0	1636	1	1636
	Service communication	1983	1995	357	53	1585	1	1585
	Service juridique	1983	1980	380	312	1288	1	1288
	Comptable	1983	1956	349	46	1561	1	1561
DRH		13753	13765	2141	3294	8330	7,04	1183
DRM		32175	32176	5594	4633	21949	16,18	1356
	CIPLL	6777	6771	1345	373	5053	3,41	1482
	Secrétariat	10075	10051	1556	2268	6227	5,06	1231
	Logistique	9408	9437	1652	1519	6286	4,73	1329
	Femmes de charge	1983	1994	304	137	1553	1	1553
DPQ		253549	254252	44150	25037	185065	127,56	1451
	DPQ	10197	10237	1702	1804	6731	5,12	1315
	Coord famille/jeunesse							
	Secteur Ouest	55885	56350	9580	5262	41508	28,08	1478
	Secteur Nord	65618	65741	11647	8052	46042	33,04	1393
	Secteur Sud	62108	62336	10687	4842	46807	31,25	1497
	Secteur Centre	59741	59588	10534	5077	43977	30,07	1466
Direction des Opérations		49222	49437	9039	4681	33717	24,81	1439
	section de l'ordre public	2974	3101	445	593	2063	1,5	1375
	Section des opérations	10202	10255	1959	690	7606	5,14	1480
	CIL	23155	23168	4305	2849	16014	11,67	1372
	SAPV	3966	3990	657	228	3105	2	1553
	OLDI	7934	7921	1508	298	6115	4	1529
	Armes							
Direction des services d'appui		196060	196251	36213	17444	142594	97,81	1458
	SER	40130	40784	7436	2422	30926	20,21	1530
	UMSR	63390	63213	11717	7407	44089	32,01	1377
	Ilotage	17861	17514	3497	1093	12924	8,99	1438
	Unité Verte	5555	5575	1003	137	4435	2,8	1584
	SCA	68133	68163	12395	6362	49406	33,3	1484
Total		560191	561351	100060	55622	403669	280,8	1437,57

	Heures	% total heures prestées
Congés	100060	24 %
Maladies	55622	13 %

Prestations donnant lieu à des inconvénients (en heures)

Direction	Service	Prestations nocturnes de 19 à 22hrs	Prestations nocturnes de 22 à 6hrs	Prestations de week-end
Direction générale		107	16	104
	Secrétariat	0	0	17
	SACI	8	6	47
	Service communication	40	6	31
	Service juridique	52	3	0
	Comptable	0	0	0
DRH		0	0	20
DRM		237	272	629
	CIPLL	62	160	243
	Logistique	146	103	305
	Femmes de charge	0	0	0
DPQ		13886	26571	34258
	DPQ	42	58	131
	Secteur Ouest	3261	6065	7728
	Secteur Sud	3284	6313	9110
	Secteur Nord	3693	6961	8720
	Secteur Centre	3606	7174	8569
Direction des Opérations		502	388	1068
	Section des opérations	201	167	424
	section de l'ordre publique	202	185	455
	CIL	1	0	19
	SAPV	64	10	103
	OLDI	2	2	0
	Armes			
Direction des services d'appui		12183	12030	23957
	SER	1744	1763	2810
	UMSR	2744	1036	7020
	Ilotage	1314	3568	3580
	Unité Verte	191	178	282
	SCA	6158	5461	10198
Total		26915	39277	60036

Inconvénients : Moyenne par homme

Direction	Service	Prestations nocturnes de 19 à 22hrs	Prestations nocturnes de 22 à 6hrs	Prestations de week-end
Direction générale		14	2	13
	Secrétariat	0	0	6
	SACI	8	6	47
	Service communication	40	6	31
	Service juridique	52	3	0
	Comptable	0	0	0
DRH		0	0	3
DRM		14	16	39
	CIPLL	18	47	71
	Logistique	30	21	64
	Femmes de charge	0	0	0
DPO		109	208	268
	Coord famille/jeunesse	8	11	26
	Secteur Ouest	116	215	275
	Secteur Sud	112	210	264
	Secteur Nord	105	202	291
	Secteur Centre	118	236	282
Direction des Opérations		20	15	43
	Section des opérations	39	32	82
	section de l'ordre publique	134	123	303
	CIL	0	0	1
	SAPV	32	5	51
	OLDI	0,5	0,5	0
	Armes			
Direction des services d'appui		124	123	245
	SER	86	87	139
	UMSR	85	32	219
	Ilotage	146	396	398
	Unité Verte	68	63	100
	SCA	184	164	372
Total		281	364	611

Les congés spécifiques en 2016

Grade	Congé maternité	Congé parental temps plein	Congé parental 1/5eme	Pauses d'allaitement	Semaine volontaire de 4 jours	Interruption de carrière mi-temps	ABS longue durée	Congé de circonstance pour naissance	Congé pour motifs impérieux d'ordre familial
CDP									
CP								1	
CONSEILLER								1	1
INPPS	1	1	1		1				
INPP									
CONSULTANT									
INP	1	1	4	1	3		2	3	
ASSISTANT						1			
AGT			1		3				
EMPLOYE	1		1		3				2
OUVRIER									
Total	3 287 jrs	2 70 jrs	7 1546 jrs	1 129 jrs	10 2958 jrs	1 366 jrs	2 519 jrs	5 47 jrs	3 80 jrs

		Congé maternité	Congé parental temps plein	Congé parental mi-temps	Congé parental 1/5eme	Pauses d'allaitement	Semaine volontaire de 4 jours	Interruption de carrière temps plein	Interruption de carrière mi-temps	ABS longue durée	Congé de circonstance pour naissance	Congé pour motifs impérieux d'ordre familial
Direction générale												
	Cabinet											1
	SACI											
	Service communication											
	Service juridique											
	Comptable											
	SIPP											
DRH									1			1
DRM												
	CIPLL											
	Logistique Femmes de charge											
DPQ												
	Secrétariat											
	Coordination famille/jeunesse											
	Secteur Ouest	1				1	1					
	Secteur Nord				3		1				1	
	Secteur Sud	1	1				1			1		
	Secteur Centre		1		1		1				1	
Direction des Opérations												
	Section des opérations											
	section de l'ordre publique											
	CIL						1					1
	SAPV											
	OLDI										1	
	Armes				1 (armes et libérés)							

Direction des services d'appui		Congé maternité	Congé parental temps plein	Congé parental mi-temps	Congé parental 1/5eme	Pauses d'allaitement	Semaine volontaire de 4 jours	Interruption de carrière temps plein	Interruption de carrière mi-temps	ABS longue durée	Congé de circonstance pour naissance	Congé pour motifs impérieux d'ordre familial
SER											1	
UMSR					1		3				1	
Ilotage										1		
Unité Verte							1					
SCA		1			1		1					
Total		3	2		7	1	10		1	2	5	3

L'aménagement du temps de travail à 4/5 reste relativement stable. Effectivement, bien qu'il y ait une diminution du nombre de personnes en semaine volontaire des 4 jours, il y a une augmentation de membres du personnel en interruption de carrière 1/5.

En 2016, le personnel masculin a bénéficié d'un nombre moins élevé de congés de circonstance pour naissance qu'en 2015. Pour le reste, les chiffres restent stables.

Les indisponibilités

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Absences pour maladie						
Nombre de jours de maladie avec certificat	10302	9024	8314	7318	6230	11348
Nombre de jours de maladie liés à la grossesse	79	80	292	318	36	123
Nombre de jours de maladie sans certificat (carence)	277	289	303	294	316	354
Total	10509	9393	8909	7930	6582	11825
Moyenne de jours de maladie par personne	34	31	28	23	20	37
Moyenne de jours de maladie par personne en retirant les personnes malades de longue durée (LD)	22	21	17	16	12	16
Accidents de travail						
Nombre d'accidents de travail	61	51	45	55	49	49
Total de jours d'incapacité pour accident de travail	693	889	691	1590	1711	524
Nombre de personnes victimes d'un accident de travail	53	42	34	50	44	42
Autres absences						
Congés de circonstance	203	123	232	165	230	166
Congés exceptionnels	173	169	179	198	227	186
Dispenses de service	143	142	138	66	78	68
Total	519	434	549	429	535	420
Totaux généraux						
Nombre total de jours d'absence pour l'ensemble	11791	10716	10149	9949	8827	12874
Nombre moyen de jours d'absence par personne	38	35	32	29	27	40,4
Moyenne de jours d'absence par personne en retirant les personnes absentes de longue durée	26	25	22	22,5	19	19,7

Alors qu'en 2015, nous avons atteint le nombre de jours de maladie le plus bas, en 2016 une augmentation du nombre de jours d'absence de près de 80 % est à déplorer. Le nombre moyen de jours d'absence par personne n'a jamais été aussi élevé qu'en 2016 et est lié, pour la majeure partie, aux congés de maladie avec certificat médical. Le nombre d'accidents du travail, bien qu'identique à 2015, a occasionné un nombre de jours d'absence largement inférieur (plus de trois fois moins). A contrario, en dehors des absences de longue durée, la moyenne des jours d'absence reste en diminution (19,7j) par rapport aux chiffres 2011 à 2014 malgré une légère augmentation.

Remarque : les jours d'incapacité de travail liés à un accident survenu avant 2016 sont repris dans la rubrique « Nombre de jours de maladie avec certificat » et explique en partie le quota très élevé des absences avec certificat.

2016	CDP	CP	Conseiller	INPP	INPPs	Consultant	INP	Assistant	Agent	Employé	Ouvrier
Absences pour maladie											
Nombre de jours de maladie avec certificat	0	465	90	1160	390	387	6039	363	1447	658	349
Nombre de jours de maladie liés à la grossesse	0	0	0	0	9	8	106	0	0	0	0
Nombre de jours de maladie sans certificat	0	6	1	25	8	2	234	10	35	25	8
Total	0	471	91	1185	407	397	6379	373	1482	683	357
Moyenne de jours de maladie par personne	0	33	15	33	40	49	40	24	45	22	71
Moyenne de jours de maladie par personne en retirant les personnes malades de longue durée (LD)	0	9	6	17	12	12	18	11	12	17	21
Accidents de travail											
Nombre d'accidents de travail	0	0	0	7	0	0	31	0	2	3	6
Total de jours d'incapacité pour accident de travail	0	0	0	139	0	0	203	0	4	27	151
Nombre de personnes victimes d'un accident de travail	0	0	0	6	0	0	28	0	2	3	3
Autres absences											
Congés de circonstance	0	10	12	14	2	9	100	5	6	8	0
Congés exceptionnels	0	4	4	23	8	5	83	6	30	20	3
Dispenses de service	0	1	5	2	0	0	47	1	11	1	0
Total	0	15	21	39	10	14	230	12	47	29	3
Nombre moyen de jours « autres absences » par personne/an	0	1	3,5	1	1	1,75	1,4	0,8	1,4	0,93	0,6
Totaux généraux											
Nombre total de jours d'absence pour l'ensemble	0	486	112	1363	417	411	6812	385	1533	739	511
Nombre moyen de jours d'absence par personne	0	34,7	18,6	38,9	41,7	51,3	42,8	25,6	46,4	23,8	102,2
Moyenne de jours d'absence par personne en retirant les personnes absentes de longue durée	0	10,35	12	22,5	13,8	14,2	21,5	12,3	14	18,9	51,8

C'est au sein du personnel CALOG et plus particulièrement chez les consultants et les ouvriers que l'on trouve le taux d'absentéisme le plus élevé. Ces chiffres sont néanmoins à nuancer car le personnel de ces cadres est peu nombreux, lorsque l'un d'entre eux est absent durant une longue durée, l'incidence sur le taux moyen est conséquente.

Formations

en heures	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Formation interne	7731	8134	3466	6551	5462	4917
Formation certifiée	/	/	/	40	128	429
Formation externe	463	676	813	977	788	82
Formation interne zone	/	/	1988	1744	424	436
Total	8194	8810	6267	9312	6802	5864

	Formation interne	Formation certifiée	Formation interne zone	Formation externe	Total	Coût	Moyenne d'heure par homme	Coût moyen par homme
CDP	0	0	0	0	0	0	0	0
CP	186	0	26	29	241	351	17,21	25,07
Conseiller	131	125	0	0	256	1165	42,66	194,16
INPP	451	13	52	6	522	505	16,31	72,87
INPPs	176	7	0	13	196	2259	17,81	45,9
Consultant	36	27	0	0	63	194	7,87	113,32
INP	3038	43	310	3	3394	8910	22,77	57,48
Assistant	128	89	0	0	217	384	16,69	89,73
Agent	551	22	48	23	644	5202	20,77	185,77
Employé	206	103	0	0	309	120	9,96	3,87
Ouvrier	14	0	0	8	22	1200	4,4	240
Total	4917	429	436	82	5864	20390		

Le pic relevé chez les conseillers est justifié par le suivi de plusieurs formations certifiées. Si l'on fait abstraction de ce type de formation, ils sont dans la moyenne. A l'inverse, les autres membres du personnel CALOG (sauf les assistants) présentent le taux moyen d'heures de formation le plus faible.

Total des formations en heures	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CDP	24	32	24	0	4	0
CP	119	884	372	166	64	241
Conseiller	20	68	184	242	164	256
INPP	46	392	495	1106	792	522
INPPs	40	256	556	824	272	196
Consultant	78	52	20	137	104	63
INP	64	3198	4012	5332	4496	3394
Assistant	20	148	72	358	202	217
Agent	0	3520	444	465	352	644
Employé	52	260	88	522	264	309
Ouvrier	0	0	0	160	88	22
Total	463	8810	6267	9312	6802	5864

Aperçu des formations

Les brevets

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Brevets obtenus à l'issue d'une formation de base						
Inspecteur Principal			2		2	1
Inspecteur	7	1			4	
Agent	1	1		6		
Brevets obtenus à l'issue d'une formation fonctionnelle						
Fonctionnelle judiciaire	1		2	2	2	
Spécialiste maîtrise de la violence avec et sans arme	3	1		2	4	
Mentor	2	5	5	9	5	
Police de quartier	1	5	1	3	1	1
Gestionnaire fonctionnel	1		1	2	1	
Maître-chien		3				
Spécialiste Teams canins	1	1				
Maîtrise de la violence module court						
Evaluateur					1	
Assistant de police						
Techno prévention		1	1			

Les formations certifiées (en nombre)

Grades	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Conseiller	3	1		2		3
Consultant	1				1	4
Assistant	1	1	2		2	4
Employé			5		2	3
Ouvrier			1			

VI. Direction des Ressources Matérielles

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1				4	1	2		2	5

Les activités de la Cellule Informatique de la Police de La Louvière (CIPLL)

Les activités

CIPLL	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Etudes de marché	25	10	6	9	15	22
Rapports au Collège	21	3	30	19	36	33
Formations données	1	2	4	7	1	2
Formations reçues	1	0	1	3	0	1

Types de dépannages effectués par la CIPLL

	Nbre heures	% 2014	Nbre heures	% 2015	Nbre heures	% 2016
Intervention – Dépannage PC	426 heures	10,90%	366,1	8,68 %	462,37	10,36 %
Intervention – Dépannage autres matériels	474 heures	12,17%	216,4	5,13 %	194,96	4,37 %
Intervention – Dépannage ISLP	397 heures	10,19%	533,2	12,64 %	610,75	13,68 %
Intervention – Dépannage logiciels	89 heures	2,27%	87,3	2,07 %	61,25	1,37 %
Intervention – Dépannage archivage	20 heures	0,50%	27,4	0,65 %	6,04	0,14 %
Intervention – Dépannage contrôles d'accès	214 heures	5,49%	105	2,49 %	126,81	2,84 %
Intervention – Dépannage intranet	67 heures	1,17%	120,2	2,85 %	146,65	3,28 %
Intervention – Dépannage radiophonie	108 heures	2,78%	196,6	4,66 %	700,46	15,69 %
Intervention – Dépannage téléphonie	50 heures	1,20%	78,5	1,86 %	69,87	1,56 %
Intervention – Dépannage caméras	167 heures	4,20%	198,7	4,71 %	138,88	3,11 %
Exploitations radiophonie	14 heures	0,35%	16,9	0,4 %	11,21	0,25 %
Exploitations téléphonie	21 heures	0,53%	23,2	0,55 %	1,73	0,04 %
Exploitations caméras	53 heures	1,36%	19,4	0,46 %	24,15	0,54 %
Exploitations autres	175 heures	4,49%	22,4	0,53 %	56,07	1,26 %
Développement Programmation	152 heures	3,90%	142,6	3,38 %	67,29	1,51 %
Développement Etudes/Recherches	355 heures	9,12%	268,3	6,36 %	180,29	4,04 %
Formations données	19 heures	0,50%	1,3	0,03 %	0	0 %
Formations reçues	62 heures	1,60%	0	0 %	34,51	0,77 %
Admin. Rapports Marchés publics	221 heures	5,68%	441,6	10,47 %	476,17	10,66 %
Admin. Rapports autres Collège/Conseil	7 heures	0,19%	46,8	1,11 %	32,78	0,73 %
Admin. Dossiers paiements/réception factures	77 heures	1,90%	120,6	2,86 %	125,94	2,82 %
Réunions	410 heures	10,52%	615	14,58 %	533,97	11,96 %
Assistances techniques	315 heures	8,08%	571,1	13,54 %	402,85	9,02 %

a. Informatique :

- Installation, configuration, paramétrage et dépannage des PC ISLP, PC Internet, serveurs et autres appareils actifs
- Gestion logicielle des réseaux ISLP et Internet (configurations, sécurité, mails, ...)
- Mise en place et maintenance de l'infrastructure réseau : câblages UTP, lignes louées, relais hertziens, routeurs, switches, serveurs, UPS, ...)
- Gestion des différents systèmes de backups et sauvegardes
- Création et gestion des utilisateurs au niveau de l'accès des différents réseaux disponibles
- Création et gestion des accès au serveur de messagerie PUMA
- Création et gestion des accès aux services d'archivages de données
- Gestion et mise en place des multicopieurs : partages et dépannages de première ligne
- Gestion et développement de l'intranet local
- Conceptions d'applications spécifiques en Delphi, WinDev et php
- Installations et configurations des multiples applications émanant de la Police Fédérale comme Galop, Argos, eLocket, ... sur les PC ISLP.
- Assistanes techniques quotidiennes pour l'ensemble des utilisateurs du matériel et des réseaux mis à disposition

Tâches normalement dévolues aux gestionnaires fonctionnels (PLP5Bis) :

- Gestion des profils utilisateurs et des tables locales
- Gestions des accès aux multiples applications de la Police Fédérale

b. Radiophonie:

- Gestion du parc de matériel radiophonique
- Gestion : activations, désactivations, modifications des abonnements au réseau ASTRID.
- Assistance aux utilisateurs pour le matériel mis à disposition.
- Configuration, préparation, récupération et vérification du matériel pour les différents services d'ordre
- Statistiques utilisation du réseau ASTRID
- Gestion des enregistrements des communications (recherches, réécoutes, exportations)
- Dépannages de première ligne

c. Téléphonie :

- Gestion du parc de matériel téléphonique (modifications, transferts, déplacements)
- Gestion du parc de téléphonie mobile GSM / Blackberry / Carte SIM
- Assistance aux utilisateurs
- Dépannages de première ligne
- Statistiques
- Gestion des enregistrements des communications (recherches, réécoutes, exportations)
- Audit de l'utilisation de l'infrastructure (abus dans le cadre d'appels privés)

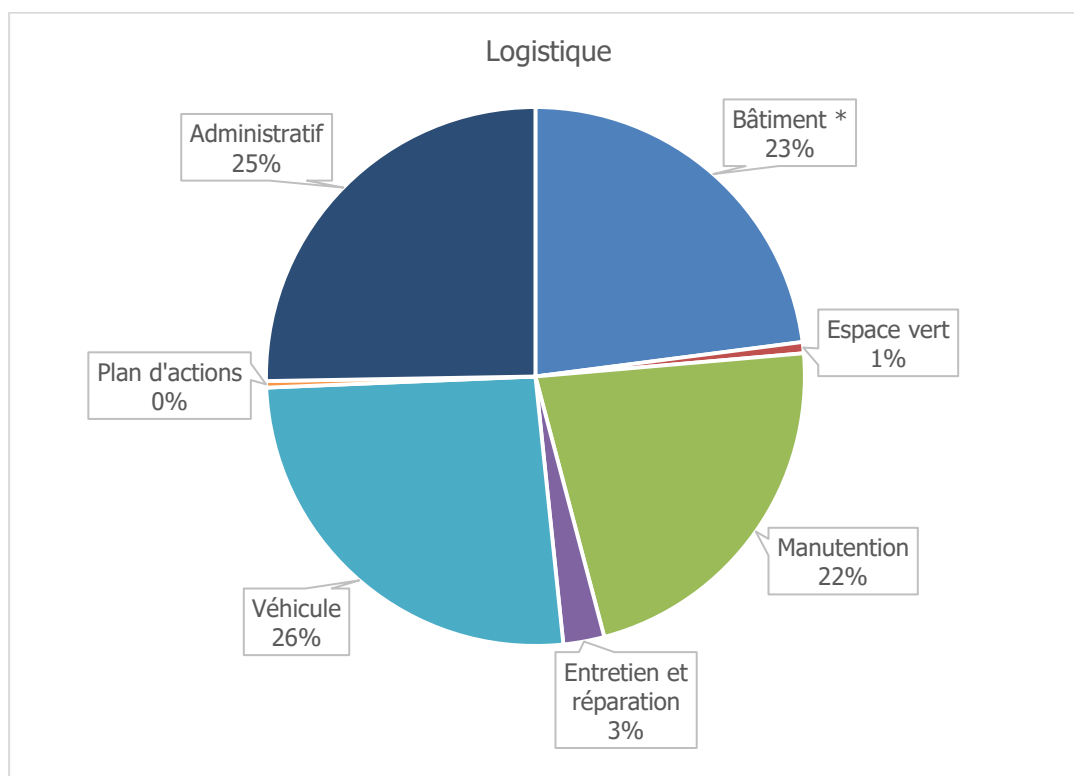
d. Autres tâches :

- Gestion des différentes caméras de surveillance : déplacements, dépannages, visionnages, exportations.
- Procédures de marchés publics et cahiers spéciaux des charges relatifs aux matières informatiques, radiophoniques et téléphoniques
- Rapports et délibérations collèges relatifs aux matières informatiques, radiophoniques et téléphoniques
- Participations régulières aux réunions où un avis technique est sollicité
- Recherches et exploitations internet
- Réception et contrôle des factures dans les domaines informatiques, téléphoniques et radiophoniques
- Assistance technique lors de déménagements ou aménagements de services
- Appui technique dans les domaines télématiques autres, tels que les smartboards, la borne d'accueil, les contrôles d'accès, les geofleetloggers, GPS, appareils photos numériques, caméras, photothèque, triptyque livescan, armoire collective, cleffiers électroniques ...

Exclusivement pour l'INPP du service :
Participation au rôle de gradé CCCO et aux divers services spéciaux.

Logistique

Répartition des tâches de la Logistique



*Augmentation suite aux nombreux déménagements demandés au cours de l'année 2016 (DPQ, OLDI, UMSR, ...)
En 2014 et 2015, les chiffres d'Entretien et réparation étaient compris dans Manutention.

Gestion des dossiers

Tableau concernant le traitement des factures.

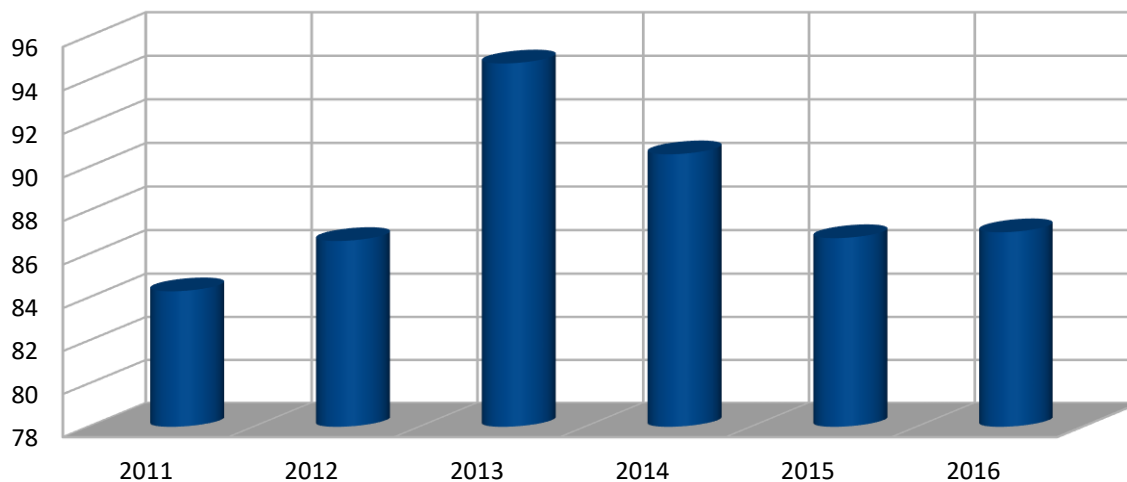
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bons de commande	780	882	803	1037	861	814
Factures	1926	1706	1617	1610	1523	1523

Délai moyen entre l'entrée de la facture dans la zone et son transfert chez le comptable pour les factures « Ordinaires »

	2011	2012	2013	2014	% en 2014	2015	% en 2015	2016	% en 2016
0 à 7 jours	695	705	713	810	52,53%	537	37,47 %	630	43,3 %
8 à 15 jours	677	515	537	447	28,99%	559	39,01 %	480	32,99 %
16 à 21 jours	197	228	195	140	9,08%	147	10,26 %	156	10,72 %
22 à 28 jours	105	133	63	74	4,80%	124	8,65 %	82	5,64 %
29 à 35 jours	131	25	17	29	1,88%	37	2,59 %	33	2,27 %
36 jours et plus	55	66	0	42	3%	29	2,02 %	74	5,09 %

87,01% des factures sont traitées dans les 15 jours ouvrables (21 jours calendrier). Notons néanmoins que 14,98% des factures sont traitées dans les 3 jours de la réception.

Pourcentage des factures traitées endéans les 15 jours ouvrables par la DRM



Nombre de dossiers

	2012	montant pour 2012	2013	montant pour 2013	2014	montant pour 2014	2015	montant pour 2015	2016	montant pour 2016
Budget Ordinaire	163	47 266,46 €	107	42 412,75 €	135	88.140,20 €	192	241.936,76 €	146	112.506,00 €
Budget Extraordinaire	70	521 609,65 €	53	78 562,10 €	66	353.219,99 €	123	437.605,37 €	152	360550,54 €
Autres	1	0	2	0	7	0	23	0	45	0

Budget ordinaire

	2012	2013	2014	2015	2016
Bâtiment	0	1	4	2	5
Charroi	0	18	12	0	7
Matériel	15	28	23	84	58
Autres	148	60	96	106	76

Budget extraordinaire

	2012	2013	2014	2015	2016
Bâtiments	39	27	34	46	29
Charroi	0	5	9	26	24
Fournitures	17	21	20	47	97
Autres	14	0	3	4	2

Gestion des ressources matérielles

Montants des engagements pour la tenue de base et l'équipement de fonction.

Année	Effets de base	Equipement de fonction	Nombre de points utilisés	Total général utilisé
2011	138 709,10 €	144 811,56 €	5 282 392 pts	283 520,66 €
2012	138 868,36 €	86 215,56 €	4 848 912 pts	225 083,92 €
2013	39 615,69 €	6 017,64 €	2 061 896 pts	45 633,33 €
2014	202 004,03 €	119 893,25 €	7 430 636 pts	321 897,28 €
2015	93 777,92€	135 389,36€	4 099 216 pts	229 167,28€
2016	133 039,93€	70 838,26€	5 856 872 pts	203 878,19€

Coût et répartition au niveau de la tenue de base:

Equipement de base	Montant 2012	Points 2012	Montant 2013	Points 2013	Montant 2014	Points 2014	Montant 2015	Points 2015	Montant 2016	Points 2016
Accessoires	8 090,40 €	513992	854,03 €	46656	11.924,39 €	594116	6.428,13 €	327480	7587,24	148240
Textiles	57 110,40 €	1701680	28 932,64 €	1433920	66.287,82 €	2925440	156.674,84 €	816136	70858,51	3950592
Couvres chefs	517,70 €	44320	728,37 €	55360	1.347,19 €	80240	948,61 €	63440	1823,65	102160
Chaussures	20 934,45 €	1295360	7 826,61 €	451560	36.697,76 €	1651760	42986,€	1879360	22397,03	322280
Effet de sports	52 169,39 €	1293560	1 274,04 €	74400	48.581,78 €	2179080	22129,7 €	1012800	30373,5	1333600
TOTAL GENERAL	138 822,34 €	4848912	39 615,69 €	2061896	164.838,94 €	7.430.636	93.814,06 €	4.099.216	133039,93	5856872

Acquisitions de matériel

types d'acquisition	montant
Dossier 2015 – réceptionné 2016	
store Bloc F (local sapv)	2474,5
lino, peinture, fibre de verre bloc c Hôtel de Police	5786,98
achat mobilier pour la drh drm	4796,4
parkas et polos bicolores	41000
8 coffres complets Alcotest 8610 BE	36255,63
1 radar mobile Mesta	48884
1 frigo	223,85
Le remplacement du carrelage de la Maison de Police Haine-Saint-Paul	61656,59
30 tablettes et d'un serveur	22745,83
Dossier 2016 – réceptionné 2016	
modification alimentation électrique caméra (albert 1 ^{er} – compteur forfaitaire)	4490,5
films, store, sablage (blocs F et B – Secteur Ouest)	4385,04
réparation caméras wauters et gare strépy	3291,53
réparation caméras hall omnisports strépy – place de maurage	3811,02*
réalisation cordon soudure pour le lino 2 logements au bloc c Hôtel de Police	1016,4
5 glock 19 et de 5 glock 26 et 5 gaines de ceinture (paddel) glock 26 pour le personnel policier travaillant en civil	15005,81
matériel signalisation et sécurisation : 75 petits cônes oranges de 30cm de haut avec bandes réfléchissantes non rétractables -10 grands cônes oranges lestés de 45/50 de haut avec bandes réfléchissantes non rétractables -15 boîtes de lampes flash à leds -deux panneaux D1 sous forme de triangle	6593,53
4 herses	1331
une foreuse visseuse	435,48
1 congélateur	199
1 booster et 1 barre de traction	950,94
deux conteneurs pour poubelles	1268,08
5 détecteurs métaux	299,48
deux serveurs de stockage réseau et de 16 disques durs de rechange	4197,06
acquisition licence Microsoft 2016	297,94

*Remboursé par l'assurance.

Acquisition	nombre	montant
Dossier 2015 – réceptionné 2016		
véhicule strippé – Opel Astra	1	27508,3
véhicule cellule log – Peugeot Boxer	1	24126,3
véhicule break ano – Peugeot	1	21734,85
cyclo version police	1	4669,85
Dossier 2016 – réceptionné 2016		
Acquisition et pose de gyrophares sur les cyclos umsr		5515,85
1 geofleet pour opel combo		663,08

Les véhicules

Service	Véhicule	Plaque	année	Strip	Km/An	Carburant	Conso	L/100KM	Coût annuel carburant	Taxe	Assurance	Entretien carburant	Passage au C.T	Lavage	Prévu d'Amort.	Réparation incident	Loyer	Total	Coût au km	
Secteur Centre	Skoda Octavia	103BWZ	2010	Oui	3463	Diesel	295,2 L	8,5 L	377,00 €	0,00 €	676,91 €	1.448,71 €	44,50 €	234 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.781,12 €	0,80 €	
	VW Multivan	IKLG418	2015	Oui	27232	Diesel	3650,5 L	13,4 L	4.661,65 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	880 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	27.727,89 €	1,02 €	
	VW Multivan	IKLG466	2015	Oui	17348	Diesel	2535,5 L	14,6 L	3.237,85 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	940 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	26.364,09 €	1,52 €	
Total					48043 km				6481,2 L	0,00 €	5.852,07 €	1.448,71 €	44,50 €	2.054,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	39.197,32 €	56.873,09 €	
Secteur Sud	Skoda Octavia	YXJ647	2009	Oui	5678	Diesel	489,7 L	8,6 L	625,31 €	0,00 €	284,10 €	2.806,35 €	54,50 €	234 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4.004,26 €	0,71 €	
	VW Multivan	IKLG331	2015	Oui	40726	Diesel	5255,4 L	12,9 L	6.711,20 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	920 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	29.817,44 €	0,73 €	
	VW Multivan	IKLG365	2015	Oui	21610	Diesel	3107,4 L	14,4 L	3.968,09 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	980 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	27.134,33 €	1,26 €	
Total					68014 km				8852,5 L	0,00 €	5.459,26 €	2.806,35 €	54,50 €	2.134,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	39.197,32 €	60.956,02 €	
Secteur Nord	Skoda Octavia	948AYF	2009	Oui	8362	Diesel	689,1 L	8,2 L	879,99 €	0,00 €	964,10 €	317,36 €	0,00 €	189 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.350,45 €	0,28 €	
	VW Multivan	IKLG233	2015	Oui	34817	Diesel	4127,0 L	11,9 L	5.270,23 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	960 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	28.416,47 €	0,82 €	
	VW Multivan	IKLG294	2015	Oui	35201	Diesel	3838,7 L	10,9 L	4.902,01 €	0,00 €	2.587,58 €	74,14 €	0,00 €	880 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	28.042,39 €	0,80 €	
Total					78390 km				8654,8 L	0,00 €	6.139,26 €	391,50 €	0,00 €	2.029,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	39.197,32 €	58.809,31 €	
Secteur Ouest	Skoda Octavia	024BGX	2010	Oui	12427	Diesel	908,3 L	7,3 L	1.159,87 €	0,00 €	763,22 €	603,29 €	42,30 €	225 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.793,68 €	0,22 €	
	VW Multivan	IKLG515	2015	Oui	36924	Diesel	4607,8 L	12,5 L	5.884,10 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	820 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	28.890,34 €	0,78 €	
	VW Multivan	IKLG573	2015	Oui	26912	Diesel	3343,3 L	12,4 L	4.269,43 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	940 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	27.395,67 €	1,02 €	
Total					76263 km				8859,4 L	0,00 €	5.938,38 €	603,29 €	42,30 €	1.985,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	39.197,32 €	59.079,69 €	
UMSR	Peugeot Partner	LIS303	2003	Oui	6677	Diesel	567,5 L	8,5 L	724,63 €	0,00 €	284,74 €	547,45 €	42,30 €	390 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.989,12 €	0,30 €	
	VW Multivan	IKLG621	2015	Oui	21958	Diesel	3705,0 L	16,9 L	4.731,31 €	0,00 €	2.587,58 €	165,37 €	0,00 €	760,00 €	0,00 €	0,00 €	20.507,43 €	28.751,69 €	1,31 €	
	VW Multivan	IKLG675	2015	Oui	16367	Diesel	2934,6 L	17,9 L	3.747,50 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	820,00 €	0,00 €	0,00 €	20.507,43 €	27.662,51 €	1,49 €	
	Camion DAF	XX1186	2007	Oui	1284	Diesel	306,7 L	23,9 L	391,71 €	0,00 €	557,48 €	2.065,21 €	102,90 €	0 €	17.683,06 €	0,00 €	0,00 €	20.800,36 €	16,20 €	
	Opel Combo	YB837	2008	Non	3631	Essence	360,3 L	9,9 L	515,99 €	0,00 €	284,74 €	1.883,07 €	34,50 €	300 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3.018,30 €	0,83 €	
	Remorque	QAM366	2001	Non	0	N/A	0,0 L	0,0 L	0,00 €	74,84 €	133,16 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	243,60 €	0,00 €	
	Remorque crash test	QJC204	2009	Oui	0	N/A	0,0 L	0,0 L	0,00 €	74,84 €	133,16 €	1.436,59 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.644,59 €	0,00 €	
	Remorque msgradar	N/A	2008	Oui	0	N/A	0,0 L	0,0 L	0,00 €	0,00 €	133,16 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	133,16 €	0,00 €	
	Remorque radar prev	N/A	2005	Oui	0	N/A	0,0 L	0,0 L	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	Total					49917 km				7874,2 L	10.111,14 €	149,68 €	2.095,92 €	299,90 €	1.830 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	41.014,86 €	32.922,73 €
Dirops/Scopos	Skoda Fabia	483BMF	2010	Non	6198	Essence	527,9 L	8,5 L	755,91 €	0,00 €	664,18 €	0,00 €	34,50 €	198 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.652,59 €	0,27 €	
	Skoda octavia	947AYF	2008	Non	5996	Diesel	595,0 L	9,9 L	0,00 €	0,00 €	964,10 €	1.860,38 €	42,30 €	216 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Total					12194 km				11229,9 L	755,91 €	664,18 €	0,00 €	34,50 €	198 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.652,59 €	
SCO	Toyota Corolla	ATF246	2008	Oui	1404	Essence	172,4 L	12,3 L	246,93 €	0,00 €	284,74 €	304,92 €	34,50 €	236 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.097,09 €	0,78 €	
					1404 km				172,4 L	246,93 €	284,74 €	304,92 €	34,50 €	236 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.097,09 €	
UV	Toyota RAV4	DMU291	2001	Oui	7593	Essence	869,6 L	11,5 L	1.245,30 €	0,00 €	284,74 €	1.510,31 €	0,00 €	384 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3.424,35 €	0,45 €	
					7593 km				869,6 L	1.245,30 €	284,74 €	1.510,31 €	0,00 €	384,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3.424,35 €	
Botage	VW Multivan	IKLG178	2015	Oui	14557	Diesel	1816,4 L	12,5 L	2.319,48 €	0,00 €	2.587,58 €	0,00 €	0,00 €	560 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	5.467,06 €	0,38 €	
	Opel Astra	DHD363	2000	Oui	4491	Diesel	305,5 L	6,8 L	390,15 €	0,00 €	284,74 €	2.725,19 €	12,20 €	288 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3.700,28 €	0,82 €	
	Peugeot 307	VBU675	2006	Oui	4270	Diesel	308,1 L	7,2 L	393,46 €	0,00 €	284,74 €	1.014,45 €	42,30 €	378 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.112,95 €	0,49 €	
Total					23318 km				2430,0 L	3.103,08 €	5.157,06 €	3.739,64 €	54,50 €	1.226,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	19.598,66 €	11.280,28 €	
SER	VW Caravelle	FCY033	1996	Non	313	Essence	47,2 L	15,1 L	67,52 €	0,00 €	274,23 €	610,70 €	43,40 €	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	995,85 €	3,18 €	
	Toyota Prim	YZJ078	2009	Non	17924	Essence	1137,8 L	6,3 L	1.629,26 €	0,00 €	1.232,19 €	1.071,94 €	34,50 €	225 €	0,00 €	797,12 €	0,00 €	4.990,01 €	0,28 €	
	VW POLO	PMW255	2004	Non	4897	Essence	377,0 L	7,7 L	539,92 €	0,00 €	284,74 €	285,06 €	34,50 €	100 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1.244,22 €	0,25 €	
	VW POLO	PMW256	2004	Non	3083	Essence	265,0 L	8,6 L	379,42 €	0,00 €	284,74 €	1.874,17 €	34,50 €	348 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.920,83 €	0,95 €	
	Skoda Octavia	IAMA167	2011	Non	38.447	Diesel	1713,6 L	6,0 L	2.188,31 €	0,00 €	817,83 €	380,78 €	42,30 €	207 €	4.432,85 €	0,00 €	0,00 €	8.069,07 €	0,28 €	
Total					54665 km				3540,5 L	4.804,43 €	2.893,73 €	4.222,65 €	189,20 €	880,00 €	4.432,85 €	797,12 €	0,00 €	18.219,98 €		
OPA	BMW 1	1GAK775	2008	Non	13113	Diesel	1269,7 L	9,7 L	1.621,34 €	0,00 €	284,74 €	1.544,82 €	42,30 €	189 €	2.234,87 €	0,00 €	0,00 €	5.917,07 €	0,45 €	
					13113 km				1269,7 L	1.621,34 €	284,74 €	1.544,82 €	42,30 €	189 €	2.234,87 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5.917,07 €	
Jennesse	Opel Astra	INDU356	2015	Non	16001	Essence	1494,9 L	9,3 L	1.908,96 €	0,00 €	855,84 €	1.748,40 €	0,00 €	258 €	5.501,66 €	0,00 €	0,00 €	10.272,86 €	0,64 €	
					16001 km				1494,9 L	1.908,96 €	855,84 €	1.748,40 €	0,00 €	258 €	5.501,66 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10.272,86 €	
SAPV	BMW 1	1GAK606	2008	Non	10298	Diesel	916,4 L	8,9 L	1.170,22 €	0,00 €	284,74 €	989,72 €	42,30 €	153 €	2.234,87 €	0,00 €	0,00 €	4.874,85 €	0,47 €	
	BMW 1	1GAK844	2008	Non	34463	Diesel	1962,6 L	5,7 L	2.506,29 €	0,00 €	284,74 €	5.421,95 €	42,30 €	189 €	2.234,87 €	0,00 €	0,00 €	9.689,15 €	0,28 €	
					44761 km				2879,0 L	3.676,51 €	569,48 €	5.421,67 €	84,60 €	342 €	4.469,74 €	0,00 €	0,00 €	14.564,00 €		
Chef de Corps	Peugeot 508	ILJ33990	2015	Non	38.896	Diesel	2102,1 L	5,4 L	2.684,34 €	0,00 €	863,54 €	475,68 €</								

Service	Véhicule	Plaque	Année	Strip.	Km/An	Carburant	Conso.	L/100KM	Coût annuel carburant	Taxe	Assurances	Entretien Réparation	Lavage	Réparation incident	Total	Coût au km
UMSR	YAMAHA FJR	MRQ 151	2008	Oui	3907	Essence	490,0 L	12,5 L	701,65 €	0,00 €	338,49 €	726,89 €	0,00 €	0,00 €	1.767,03 €	0,452273192
	YAMAHA FZ6	MLH 130	2007	Oui	268	Essence	0,0 L	0,0 L	0,00 €	0,00 €	338,49 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	338,49 €	1,263022388
	YAMAHA FZ6	MLK 577	2007	Oui	1186	Essence	139,7 L	11,8 L	200,05 €	0,00 €	338,49 €	2.237,58 €	0,00 €	0,00 €	2.776,12 €	2,340742327
	HONDA Pan European	MJJ 345	2005	Oui	5127	Essence	543,5 L	10,6 L	778,26 €	0,00 €	338,49 €	721,62 €	0,00 €	0,00 €	1.838,37 €	0,358567068
	HONDA Pan European	MFY 510	2005	Oui	1808	Essence	208,9 L	11,6 L	299,14 €	0,00 €	338,49 €	699,77 €	0,00 €	0,00 €	1.337,40 €	0,739715044
TOTAL 2016					12296 km		1382,1 L		1.979,11 €	0,00 €	1.692,45 €	4.385,86 €	0,00 €	0,00 €	8.057,42 €	

Lavé par les utilisateurs ou à la demande par le service logistique

Aucun plein n'a été effectué avec la carte essence dudit cyclomoteur d'après le site de chez TOTAL Cards Online. La moto immatriculée MLH130 a été fortement accidentée en date du 20/05/2015 et n'a pu être remise en fonction que dans le courant du mois de décembre 2016.

Les cyclos et les vélos

Service	Véhicule	Plaque	année	Strip.	Km/An	Carburant	Conso.	L/100Km	Coût annuel carburant	Taxe	Assurances	Entretien Réparation	Lavage	Réparation incident	Total	Coût au km	
Secteur centre	DEORE	V400	2006	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	B BIKE	V401	2011	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V411	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V412	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	B BIKE	V413	2011	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V415	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	YAMAHA	C411	2008	Oui	0	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €
	YAMAHA NEOS	C412	2011	Oui	0	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €
	YAMAHA NEOS	C413	2011	Oui	159	Essence	7,1 L	4,44	10,11 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	77,54 €	0,49 €
	YAMAHA NEOS	C414	2011	Oui	297	Essence	6,4 L	2,16	9,19 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	76,62 €	0,26 €
YAMAHA NEOS	C415	2011	Oui	192	Essence	9,5 L	4,95	13,62 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	81,05 €	0,42 €	
Total					648 km		23,0 L		32,92 €	0,00 €	337,15 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	370,07 €		
Secteur Sud	SMITH	V313	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V314	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V315	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V316	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V317	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	DEORE	V324	2006	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	DEORE	V328	2006	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	YAMAHA NEOS	C311	2011	Oui	1	Essence	8,8 L	881,00	12,62 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80,05 €	
	ZOOMER	C312	2008	Oui	1167	Essence	86,7 L	3,15	52,60 €	0,00 €	67,43 €	256,65 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	376,68 €	0,32 €
	ZOOMER	C313	2009	Oui	27	Essence	7,3 L	26,85	10,38 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	77,81 €	2,88 €
	YAMAHA NEOS	C314	2011	Oui	623	Essence	37,9 L	6,08	54,24 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	121,67 €	0,20 €
	YAMAHA NEOS	C315	2008	Oui	270	Essence	11,2 L	4,13	15,98 €	0,00 €	67,43 €	259,65 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	343,06 €	1,27 €
	YAMAHA	C316	2008	Oui	1	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	67,43 €
	ZOOMER	C317	2009	Oui	342	Essence	5,6 L	1,64	8,03 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	75,46 €	0,22 €
	YAMAHA	C318	2008	Oui	124	Essence	6,2 L	5,02	8,92 €	0,00 €	67,43 €	54,45 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	130,80 €	1,05 €
Total					2555 km		113,7 L		162,78 €	0,00 €	539,44 €	570,75 €	0,00 €	0,00 €	1.272,97 €		
Secteur Nord	SMITH	V221	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	SMITH	V223	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	DEORE	V225	2006	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	DEORE	V226	2006	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	YAMAHA NEOS	C211	2011	Oui	1694	Essence	18,8 L	1,11	26,85 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	94,28 €	0,06 €
	ZOOMER	C212	2009	Oui	1478	Essence	46,3 L	3,13	66,23 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	133,66 €	0,09 €
	YAMAHA NEOS	C213	2011	Oui	574	Essence	20,1 L	3,50	28,74 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	96,17 €	0,17 €
	YAMAHA NEOS	C214	2011	Oui	117	Essence	7,5 L	6,42	10,75 €	0,00 €	67,43 €	597,97 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	676,15 €	5,78 €
	YAMAHA	C215	2008	Oui	151	Essence	4,0 L	2,62	5,66 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	73,09 €	0,48 €
	ZOOMER	C216	2008	Oui	1430	Essence	43,8 L	3,06	62,65 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	130,08 €	0,09 €
	ZOOMER	C217	2008	Oui	634	Essence	23,6 L	3,72	33,78 €	0,00 €	67,43 €	160,97 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	262,18 €	0,41 €
	YAMAHA	C218	2008	Oui	1581	Essence	89,0 L	5,63	127,45 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	194,88 €	0,12 €
	Peugeot Elystar	C219	2005	Oui	18	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	3,75 €
	Total					7677 km		252,9 L		362,11 €	0,00 €	606,87 €	758,94 €	0,00 €	0,00 €	1.272,92 €	
	Secteur Ouest	SMITH	V111	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
SMITH		V112	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
SMITH		V113	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
DEORE		V114	2006	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
SMITH		V115	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
SMITH		V116	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
ZOOMER		C111	2009	Oui	31	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	2,18 €
ZOOMER		C112	2008	Oui	307	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,22 €
ZOOMER		C113	2008	Oui	18	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	259,65 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	327,08 €	18,17 €
YAMAHA		C114	2008	Oui	8	Essence	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	67,43 €	8,43 €
ZOOMER		C115	2009	Oui	94	Essence	8,1 L	8,56	11,53 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	78,96 €	0,84 €
YAMAHA		C116	2008	Oui	71	Essence	7,3 L	10,23	10,40 €	0,00 €	67,43 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	77,83 €	1,10 €
Total						529 km		15,3 L		21,92 €	0,00 €	404,58 €	259,65 €	0,00 €	0,00 €	686,15 €	
SV UMSR		SMITH	V600	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		SMITH	V601	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	SMITH	V602	2003	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	Electrique	V650	2015	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	Electrique	V651	2015	Oui	0	///////	0,0 L	0,00	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
	ZOOMER	C601	2009	Oui	115	Essence	3,7 L	3,21	0,00 €	0,00 €	67,43 €	283,32 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	350,75 €	3,05 €
	ZOOMER	C602	2009	Oui	1046	Essence	38,5 L	3,68	55,07 €	0,00 €	67,43 €	283,32 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	405,82 €	0,39 €
	ZOOMER	C603	2009	Oui	456	Essence	22,0 L	4,82	31,50 €	0,00 €	67,43 €	342,28 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	441,21 €	0,97 €
	ZOOMER	C604	2009	Oui	756	Essence	32,8 L	4,33	46,93 €	0,00 €	67,43 €	165,19 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	279,55 €	0,37 €
	ZOOMER	C605	2009	Oui	896	Essence	32,0 L	3,57	45,80 €	0,00 €	67,43 €	165,19 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	278,42 €	0,31 €
	ZOOMER	C606	2009	Oui	521	Essence	15,2 L	2,92	21,80 €	0,00 €	67,43 €	113,97 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	203,20 €	0,39 €
	ZOOMER	C607	2009	Oui	628	Essence	26,8 L	4,26	38,35 €	0,00 €	67,43 €	185,18 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	290,96 €	0,46 €
	ZOOMER	C608	2009	Oui	526	Essence	8,5 L	1,62	12,21 €	0,00 €	67,43 €	283,32 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	362,96 €	0,69 €
	ZOOMER	C609	2008	Oui	1123	Essence	23,9 L	2,13	34,27 €	0,00 €	67,43 €	165,19 €	0,00 €	0,00 €			

Les cyclos C411 et C412 n'ont pas parcouru de km en 2016, cela fausse donc le calcul qui divise le total par 0. La carte du cyclo C 311 a pu être utilisée pour faire le plein d'un autre cyclo, cela peut donc fausser le calcul. Le cyclo C316 n'a parcouru qu'un km donc le coût au KM représente le montant de l'assurance.

Récapitulatif des données charroi par type de véhicule pour 2016

2016	Véhicules	Cyclomoteur	Vélos	Motos	Total
Km/an	627077	20314	0	12296	659687
Coût annuel carburant	84938,71	998,29	0	1979,11	87916,11
Taxe	224,52	0	0	0	224,52
Assurance	43265,07	3169,21	0	1692,45	48126,73
Entretiens - réparations	53304,33	4123,53	0	4385,86	61813,72
Passage au CT	1558,51	0	0	0	1558,51
Lavage	19799	0	0	0	19799
Amortissements				0	0
Réparations incident	797,12	0	0	0	797,12
Loyer	217402,8	0	0	0	217402,8
Total	421290,06	8291,03	0	8057,42	437638,51

Récapitulatif des données charroi sur les cinq dernières années.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Km/an	733976	713636,5	653129	711910	642644	659687
Coût annuel carburant	114014,72	109835,27	93303,2	72169,393	76106,51	87916,11
Taxe	1542,28	215,04	4136,7	224,52	629,63	224,52
Assurance	28284	27980,58	29882,64	27600,88	50169,72	48126,73
Entretiens - réparations	41388	79245,19	60247,45	117050,36	73431,72	61813,72
Passage au CT	1356	1875,1	3145,26	1853	1611,5	1558,51
Lavage	19979	16638	9621	11694	15003	19799
Amortissements	164648	163856,43	80693,05	0	103592,05	
Réparations incident	7722	1062,65	4271,71	0	1234,19	797,12
Loyer	224900	191916,4	181980,52	0	17259,47	217402,8
Total	603834	592624,66	467281,53	230592,153	339037,79	437638,51

Il y a plus de véhicules dans notre flotte depuis l'arrivée en fin 2015 des véhicules de leasing, cela se reflète dans le coût en carburant. Une baisse du montant des réparations est due à la suite de la réception des véhicules en leasing. Ceux-ci sont nettoyés une fois par semaine, le montant du lavage est donc plus élevé en 2016. Les réparations sont donc moindres car les services d'inter circulent moins avec les véhicules en bien propre. En 2016, le loyer compte pour l'année complète. Pour 2015, nous n'avions réceptionné qu'une partie de la flotte des véhicules en leasing en fin d'année.

Infrastructure

Coûts bâtiments

Electricité

Site	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Hôtel de Police et Secteur Centre	35.432,10 €	35 531,09 €	40 801,51 €	62.394,90 €	64.363,00 €	62.748,00 €
Maison de Police Nord	11.284,61 €	4 348,24 €	15 241,69 €	14.762,94 €	17.048,56 €	15.687,67 €
Rue Renard		1.652,40 €				
Maison de Police Ouest	2.062,66 €	3 302,00 €	6 149,68 €	3.767,88 €	3.691,00 €	4.229,00 €
UMSR	4.256,44 €	4 101,90 €	5 116,81 €	5.140,80 €	5.328,00 €	1.949,70 €
Maison de Police Sud	1.320,37 €	5 148,00 €	5 177,21 €	4925,63 €	5624,00 €	6429,00 €

Gaz et Mazout

Site	Conso.	Conso.	Conso.	Conso.	Conso.	Conso.
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Hôtel de Police et Secteur Centre	62294 M ³	67382 M ³	49041 m ³	33397 m ³	59711 m ³	52156 m ³
Maison de Police Nord	1110 M ³	0 M ³	0 m ³	0 m ³	0 m ³	0 m ³
Rue renard (mazout)	25260 L	13000 L				
Maison de Police Ouest	9857 M ³	9235 M ³	10907 m ³	7910 m ³	9633 m ³	9776 m ³
UMSR	11248 M ³	11500 M ³	15515 m ³	NC	NC	NC
Maison de Police Sud (gaz)	1661 M ³	1073 M ³	822 m ³	303 m ³	211 m ³	296 m ³
Maison de Police Sud (mazout)	18441 L	17778 L	20 945 L	15000 L	20900 L	21467 L

Consommation d'eau:

Site	2011	Conso.	2012	Conso.	2013	Conso.	2014	Conso.	2015	Conso.	2016	Conso.
		2011		2012		2013				2014		
Hôtel de Police et Secteur Centre	5.277,94 €	1741 M ²	5.468,26 €	1558 M ³	4.128,50 €	1399 m ³	5.639,49 €	1911 m ³	5.920,00 €	7312 m ³	1.801,00 €	2223 m ³
Maison de Police Nord	258,70 €	104 M ³	725,59 €	33 M ³	299,01 €	44 m ³	285,41 €	42 m ³	44,00 €	299 m ³	0,00 €	0 m ³
Maison de Police Ouest	122,56 €	86 M ³	151,82 €	81 M ³	NC	84 m ³	468,88 €	69 m ³	4.715,00 €	5823 m ³	152,00 €	187 m ³
Rue Renard			240,81 €	48 M ³	/	/	/	/	/	/	/	/
UMSR	784,87 €	196 M ³	567,60 €		262,05 €		705,44 €	131,70 m ³	NC	1103,02 m ³	NC	368,7
Maison de Police Sud	505,66 €	158 M ³	232,57 €	131 M ³	582,20 €	143 m ³	655,48 €	161 m ³	359,00 €	1461 m ³	617,00 €	759 m ³

Le secteur Nord dispose d'un groupe hydrophobe et n'a pas consommé d'eau en 2016.

Téléphonie

Site	Frais fixe 2011	Coût comm. 2011	Frais fixe 2012	Coût comm. 2012	Frais fixe 2013	Coût comm. 2013	Frais fixe 2014	Coût comm. 2014	Frais fixe 2015	Coût comm. 2015	Frais fixe 2016	Coût comm. 2016
Ouest	8772	1357	8145	486	8269	1066	8400	1178	7478	403	5106,2009	644,0686
Hôtel de Police	51107	4750	43908	5916	47567	6190	44605	4726	37025	5180	32770,2335	8061,2927
UMSR	4034	2376	6427	1395	7043	1202	7356	475	8763	770	6417,4908	1356,6481
Nord	19145	1460	15994	822	7789	930	9205	717	8001	445	5264,437	949,3264
Sud	7428	1222	7913	938	7986	826	8174	518	7266	447	4640,7143	632,8529
Total	90486	11165	82387	9557	78654	10214	77740	7614	68533	7245	54199,0765	11644,1887
Téléphonie fixe totale		101651		91944		88868		85354		75778		65843,2652
GSM		9947		7317		8981		7388		7640		9486,17
TOTAL GENERAL	2011 =	111598	2012 =	99261	2013 =	97849	2014 =	92742	2015 =	83418	2016 =	75329,4352
		2,20%		-11%		-1,42%		-5,21%		-11%		-9,70%

Répartition des appels par service :

	Nombre appels 2016	Nbre entrants	Nbre Sortants
Cabinet CC	3405	1611	1794
3CO + Accueil	77378	58194	19184
SER	16865	6256	10609
DRH	6461	3227	3234
DRM	11276	4785	6491
SCA + Planton	5330	1659	3671
Dirops - Arme - Oldi	13147	6031	7116
CIL	7956	4734	3222
DPQ	2044	712	1332
UV	823	432	391
Ilotage	803	248	555
Fax 3CO	6978	4358	2620
Fax Accueil	2416	112	2304
Fax Cabinet	121	63	58
Fax DRM/DRH	1522	669	853
Fax DPQ/Garage	642	390	252
Fax CIL	1430	949	481
Fax SER	2811	1334	1477
Fax Ilotage	86	25	61
Fax Dirops	1681	357	1324
Fax Centre	1377	500	877
Total Baume	164552	96646	67906
Nord			
Ouest			
Sud			
Centre	14359	7731	6628
Total Général 2016	178911	104377	74534
Total Général 2015	223974	120897	118897

Dû à un bug du serveur, les données des secteurs ne sont pas récupérables.

Radiophonie

A. Le parc radio actif est constitué de :

Jusqu'en septembre 2016 :

113 radios ASTRID EADS TR9i
44 radios ASTRID MOTOROLA MTH800
6 radios ASTRID EADS TMR880i
3 radios ASTRID TGR990
3 radios ASTRID Cleartone CM9000

A partir d'octobre 2016 :

160 radios ASTRID AIRBUS & DEFENCE TH9
4 radios ASTRID MOTOROLA MTH800 (sans contrat de réparation)
6 radios ASTRID EADS TMR880i
3 radios ASTRID TGR990
3 radios ASTRID Cleartone CM9000

B. Les frais liés à la radiophonie (chaque montant est TVAC)

Le parc radio est couvert par divers contrats de location et maintenance auprès des sociétés AEG Tranzcom et Securitas (anciennement Zenitel / Sait). En 2016, les frais à l'ordinaire s'élèvent à :

Type de maintenance	Montant 2016
Location/maintenance de radios AEG :	31 959,51 €
6 mois de maintenance 40 radios MTH800 SAIT :	3 754,18 €
Maintenance Enregistreur radios SAIT :	2 813,67 €
Total de frais de location et maintenance :	38 527,36 €

Chaque matériel actif utilisé sur le réseau radio ASTRID nécessite un abonnement auprès de la S.A. ASTRID, pour un total annuel de 74.308,52 €, ce montant comprend également les frais de maintenance des licences logicielles contractées auprès d'ASTRID.

Au Centre de Communication et de Coordination Opérationnelle (CCCO) sont installés 1 DWS (PC Radio), 1 Dispatch/S (Poste de dispatching des interventions Astrid) et 2 Dispatch/N (adjoints au Disp/S). Ce matériel est en location et couvert par une maintenance auprès de la S.A. ASTRID et a coûté pour 2016 un montant total de 28.137,1 €.

Les abonnements BLM pour MDT et les communications téléphoniques passées depuis les radios ASTRID ont également un coût et induisent donc des frais de fonctionnement, pour 2016 ce montant est de 932,22 €. (voir remarques au point C)

La géolocalisation des radios en 2016 via la société ITMobile a coûté pour l'ensemble de l'année un montant total de 11.608,74 €

Enfin, des frais fixes supplémentaires (petites acquisitions, interventions hors contrat...) pour la somme de 1.229,99 € ont également été déboursés pour des interventions, acquisitions ou modifications n'entrant pas dans le cadre de nos contrats.

C. Commentaires

Les frais mensuels ASTRID (Coût Data ASTRID et Téléphonie ASTRID) : On peut constater une nette diminution des frais mensuels ASTRID relatif aux communications téléphoniques et transferts DATA BLM, en effet en 2015 le montant avait dû être (sur)estimé puisque 5 factures n'étaient pas parvenues à la Zone de Police au moment de rédiger le rapport.

Les frais relatifs aux contrats de location/maintenance ont fortement diminué en 2016, les raisons sont les suivantes :

- L'ancien contrat de location trimestriel (8893,5 €) s'est arrêté au 1^{er} septembre et le nouveau contrat de location radios a démarré lui au 1^{er} novembre (bien que le matériel ait commencé à être livré avant).
- Abandon du contrat d'entretien trimestriel (1877,09 €) des 40 radios Motorola MTH800 en date du 30/6/2016 puisqu'elles furent remplacées dans les 2 mois qui suivaient.

Les frais relatifs à la location des LCT (1 DWS, 1 D/S, 2 D/N) utilisés au 3CO ont également diminué, en effet le contrat est arrivé à expiration au 1^{er} avril 2016 et a été prolongé jusqu'au 31/12/2017 avec une révision des prix à la baisse de 38.156,13 € annuel en 2015 à 28.137,1 € en 2016.

Conclusion :

En conclusion, nous pouvons donc considérer que la globalité des frais de fonctionnement dans le domaine de la radiophonie est de 38.527,36 € + 74.308,52 € + 28.137,1 € + 932,22 € + 11.608,74 € + 1.229,99 €, soit un montant total de 154.743,93 €

Pour l'année 2016 (montant total de 166.326,8 €). On peut constater une diminution de quasiment 7 % (6,96 % exactement) par rapport à l'année 2015

Rappel des frais sur les 4 dernières années :

	2012	2013	2014	2015	2016
Frais radiophonie	157472,53	180618,7	169755,63	166326,8	154743,93
Diminution (par rapport à l'année précédente)	(- 10,89%)	(+14,7%)	(-6,014%)	(- 2,02 %)	(- 6,964%)

Coût interconnexion téléphonique depuis radios:

	2012	2013	2014	2015	2016
coût	Tot : 432,87 €	Tot : 457,44 €	Tot : 472,74	Tot : 1718,89	Tot : 932.22 €
	Moy : 36,07 €	Moy : 38,12 €	Moy : 39,34 €	Moy : 143,24 €	Moy : 77,68 €

Il manque la facture de décembre 2016, donc le montant total est extrapolé sur 12 mois en fonction de la moyenne des factures reçues. Par contre, la moyenne est calculée sur 12 mois. Le coût interconnexion est inclus dans les frais de radiophonie.

Détail du nombre de communications du réseau radio mois par mois et par an depuis 2011 :

	2012	2013	2014	2015	2016
Janvier	20770	26015	27641	27537	28316
Février	20253	20395	22644	19388	21971
Mars	27040	24217	24677	26434	26201
Avril	22993	23042	26260	23584	25811
Mai	26877	23546	26443	23332	24524
Juin	27000	24010	23997	24529	7383(*)
Juillet	23898	24794	24048	21227	24571
Août	28736	25145	23972	26791	23202
Septembre	30683	23694	26278	24144	17438
Octobre	27755	25568	28679	22808	18842
Novembre	26705	23874	25203	24409	15837
Décembre	27945	29737	28174	29899	20458
Total :	310655	294037	310030	294082	256570

(*) Enregistreur en panne du 7/6/2016 au 7/7/2016

Autres coûts

Impressions et photocopies

	Noir	Couleur
Nombre de pages 2012	1213698	27017
Nombre de pages 2013	1108358	44644
Nombre de pages 2014	1229983	25092
Nombre de pages 2015	1138465	27555
Nombre de pages 2016	1381952	41224

Papiers

	2012	Coût	2013	Coût	2014	Coût	2015	Coût	2016	Coût
SER	50	650 €	60	712 €	58	688 €	52	627 €	50	596 €
UMSR	34	442 €	41	486 €	43	510 €	38	458 €	40	477 €
DRM/DRH	48	624 €	40	474 €	39	463 €	41	494 €	39	465 €
ACCUEIL/CCCO/SCA	90	1.170 €	70	830 €	75	890 €	78	940 €	80	954 €
CABINET CHEF DE CORPS	27	351 €	36	427 €	34	403 €	36	434 €	35	417 €
OUEST	38	494 €	36	427 €	41	486 €	44	531 €	42	501 €
NORD	40	520 €	40	474 €	42	498 €	45	542 €	44	524 €
CENTRE	35	455 €	36	427 €	41	486 €	43	518 €	42	501 €
SUD	41	533 €	49	581 €	56	664 €	60	724 €	58	691 €
SECOPS/CIL/OLDI	35	455 €	49	581 €	53	628 €	67	808 €	64	763 €
ILOTAGE	7	91 €	9	107 €	7	83 €	8	96 €	10	119 €
SAPV/DirQ/DirJ	8	104 €	6	71 €	4	47 €	8	96 €	10	119 €
Total	453	5.889 €	466	5.598 €	493	5.846 €	520	6.268 €	514	6.127 €

Bouteilles d'eau

	2012	Coût	2013	Coût	2014	Coût	2015	Coût	2016	Coût
UMSR	45	144 €	41	132 €	41	132 €	48	154 €	10	30 €
SER	26	83 €	26	84 €	27	87 €	36	115 €	8	24 €
ACCUEIL	25	80 €	24	77 €						
NORD	15	48 €	20	64 €	34	109 €	46	147 €	10	30 €
CENTRE	25	80 €	13	42 €	10	32 €	21	68 €	4	12 €
DRH/DRM	10	32 €	20	64 €	19	61 €	22	71 €	5	15 €
SUD	11	35 €	28	90 €	34	109 €	46	147 €	10	30 €
CELLULE LOGISTIQUE	12	38 €	16	52 €	6	19 €	10	32 €	2	6 €
SECOPS/SRJ	27	86 €	31	100 €	35	112 €	52	167 €	12	36 €
ILOTAGE	10	32 €	8	26 €	13	42 €	14	45 €	2	6 €
OUEST	10	32 €	34	109 €	33	106 €	36	116 €	8	24 €
CCCO	15	48 €	41	132 €	59	189 €	62	199 €	14	42 €
CIPPL/Armes	2	6 €	4	13 €	4	13 €	5	16 €	1	3 €
DirQ/DirJeunesse-Famille	3	10 €	4	13 €	4	13 €	8	26 €	2	6 €
SAPV/OLDI	4	13 €	3	10 €	3	10 €	5	16 €	1	3 €
cabinet Chef de Corps	2	6 €	12	39 €	13	42 €	15	48 €	4	12 €
Salle de réunion			13	42 €	17	55 €	27	87 €	7	21 €
Service d'ordre			7	23 €	15	48 €	26	83 €	1	3 €
Total	242	773 €	345	1.110,9 €	367	1.179 €	480	1.537 €	101	303 €

Archivage

Services	Nombre 2012	Nombre 2013	Nombre 2014	Nombre 2015	Nombre 2016
Centre	1815	2292	2711	2391	2510
Nord	1	0	0	0	0
Ouest	346	771	728	719	669
Sud	2	0	3	0	0
CIL	30732	32766	28725	30142	37364
DRM	5971	4987	7318	6918	5730
DRH	1930	915	359	189	216
Cabinet Chef de Corps	133	284	1095	491	927
Dirops	959	1357	1776	1529	1387
Services d'appui	5	5	8	10	10
Public	1	0	0	0	0
Total	41895	43377	42723	42389	48813

VII. Direction des opérations

Activité policière

PV initiaux et subséquents par types (non compris les perceptions immédiates)

Type élément	Type PV	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Accident de roulage		2268	2114	1920	1878	1836	2045
	Initial	1267	1139	999	1034	1013	1101
	Subséquent	1001	975	921	844	823	944
Infraction de roulage*		4850	4068	4774	4597	4640	4591
	Initial	1892	1466	1752	1855	1647	1557
	Subséquent	2958	2602	3022	2742	2993	3034
Judiciaire non roulage		22054	22240	23700	23652	22793	25397
	Initial	9930	9834	9629	10729	10235	10640
	Subséquent	12124	12406	14071	12923	12558	14757
Total		29172	28422	30394	30127	29269	32033

Les informations douces ou RIR

services	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur Centre	62	69	60	46	46	23
Secteur Sud	77	31	30	41	30	79
Secteur Nord	69	39	9	53	49	43
Secteur Ouest	25	19	24	56	23	16
Ilotage	60	37	29	35	28	30
UMSR	4	0	2	9	8	10
SER	92	121	144	157	147	153
Autres services	17	21	26	44	66	60
Total	406	337	324	441	397	414

Les apostilles

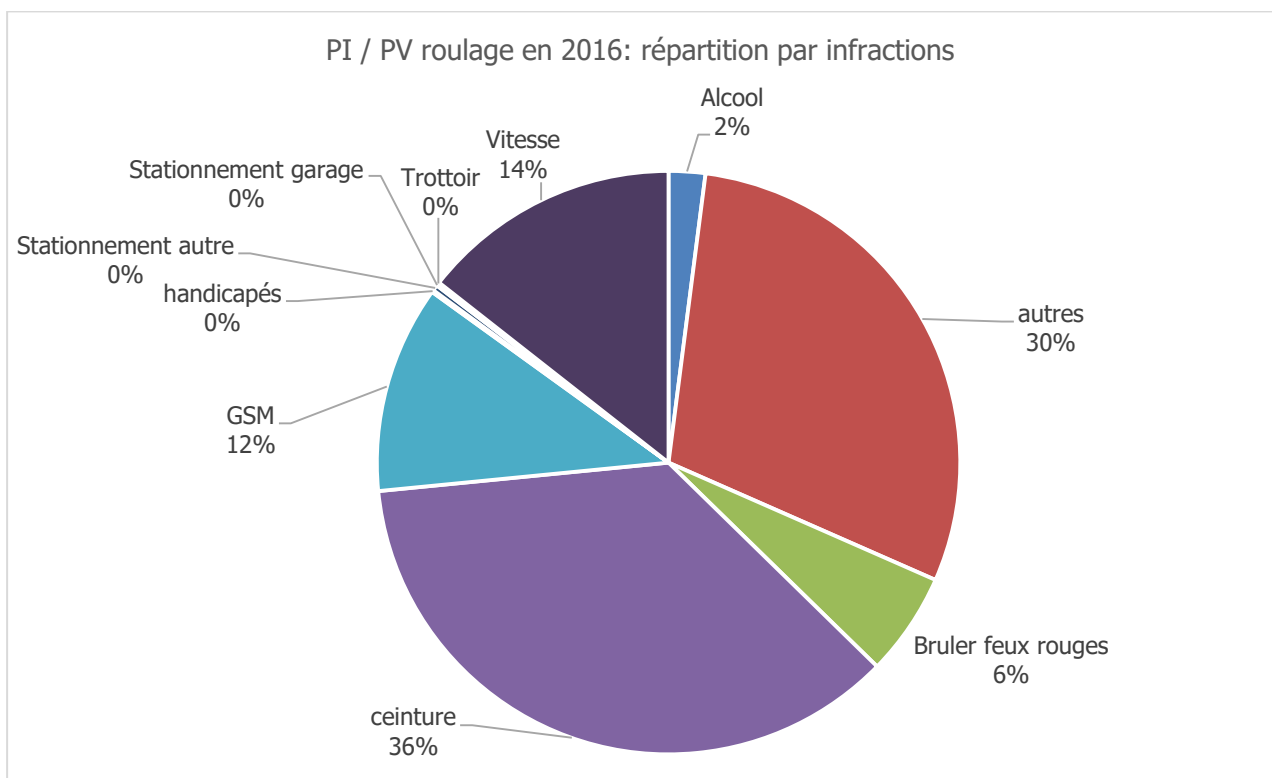
Services	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur Sud	2936	2624	3141	2886	2857	3095
Secteur Ouest	2658	2619	3463	2515	2485	2656
Secteur Nord	2761	2891	3407	2845	2698	2828
Secteur Centre	2608	2211	2767	2420	2447	2591
SER	1023	1030	1073	915	841	1452
UMSR	447	463	394	422	373	516
Service Arme	193	254	285	325	238	254
SCA	144	207	223	96	94	133
Service Ilotage	45	43	71	57	47	61
SACI	79	142	161	72	53	33
Service Unité Verte	25	13	14	5	14	3
DIROPS	11	8	8	8	13	17
Autres	20	26	27	45	50	79
Total général	12950	12531	15034	12611	12210	13718

Les sanctions administratives communales

Services et secteurs	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Service Unité Verte	637	397	234	155	138	66
Secteur Sud	164	145	94	40	34	236
Secteur Centre	159	179	220	102	54	227
Secteur Ouest	65	91	68	45	43	132
Secteur Nord	182	174	123	37	55	794
SCA	73	89	68	31	7	38
Service ilotage	226	208	149	155	189	359
UMSR	11	35	16	22	13	3143
DIROPS	1	1	0	0	0	0
SER	2	3	6	1	0	3
SACI	0	0	0	0	0	0
Chef de Corps	0	0	0	0	0	0
Autres		1	0	1	0	2
Total général	1520	1323	978	589	533	5000

Les perceptions immédiates

Services	2011	2012	2013	2014	2015	2016
SECTEUR CENTRE	1129	886	862	890	917	467
SECTEUR NORD	2348	1468	748	2302	993	651
SECTEUR OUEST	577	1245	552	1745	902	271
SECTEUR SUD	2335	1335	1484	2002	973	734
SERVICE ENQUETES ET DE RECHERCHES	8	8	31	26	10	10
SERVICES CENTRAUX D'ACCUEIL	29	13	27	28	107	32
ILOTAGE	102	99	124	170	287	15
UNITE DE MOBILITE ET DE SECURITE ROUTIERE	11077	9073	11780	8255	6048	7967
UNITE VERTE	14	11	12	10	7	2
Autres	11	15	9	20	25	1
Total	17630	14153	15629	15448	10269	10150



La direction des opérations

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1,5	3	1	2		3	4,5	3	3,5	

La direction des Opérations :

- assure la coordination et le management opérationnels du corps de police.
- coordonne la direction des différents services d'appui.
- assure le suivi de la formation en alternance des aspirants policiers et est le relais avec les académies.
- assure la fonction de maître de stage en étant la personne ressource pour les mentors de la zone.
- supervise le travail du Carrefour de l'information Local (CIL).
- assure la fonction d'officier responsable des Enquêtes Policières d'Office (EPO) et des Sanctions Administratives (SAC).
- procède aux analyses de risque opérationnelles.
- est le service de référence en matière de planification d'urgence, en veillant à la mise à jour du Plan d'Intervention Police (PIP).
- assure le relais avec les entités extérieures et les différents partenaires.
- doit travailler par projets et assurer la mise en œuvre ainsi que le suivi des différents plans d'action.
- assure la gestion des demandes en renfort externe des différents services spécialisés (cavalerie, maître-chien, appui aérien,....)

Depuis le 01/10/15, un second officier a rejoint le service en qualité d'adjoint qui est en charge de la fonction d'INFORMATION OFFICER vu la circulaire des Ministres de l'Intérieur et de la Justice relative aux Foreign Terrorist Fighters et supervise de ce fait les dossiers radicalisme/terro.

La direction des Opérations est chargée aussi de l'instruction et de la formation du personnel (GPI 48, nouvelles législations, réglementation,....). Elle doit promouvoir des innovations à savoir de nouvelles techniques et nouvelles acquisitions (matériels et équipements).

Dans l'ensemble de ses tâches la Direction des Opérations est la conseillère du Chef de Corps et doit entretenir des relations de service avec les instances judiciaires, policières et administratives.

Le Directeur des Opérations est assisté:

- d'un secrétariat (SecOps - 3 ETP) traitant par année plus de 1000 demandes d'autorisation concernant en grande partie des festivités locales.
- d'une cellule Ordre Public/Terro (2 ETP) fortement sollicitée vu le contexte actuel.

Section des opérations

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
				0,5			1	2		

Quelques chiffres de la section des opérations

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre arrêtés Bgm / ordonnances collège	181	247	216	206	200	208
Rapports au collège	19	41	39	39	47	40
Avis police sur demandes d'autorisation	1214	1209	1150	1223	958	1106
Formations	5 modules + 3 tests salivaires + 1 bat retract + 1 UMP	4 modules + 1 Mod rattrapage + 3 dos agrément GLOCK + 1 fmn test salivaire	3 modules + 2 mod AMOK + 1 dossier agrément GLOCK + 1 Dos UMP + 1 MOD AGP AMOK	Agents (3 modules) + TTI (3 modules) + COPPRA (1 module) + formation interne (5 modules)	Agents (3 modules) + 2 UMP + 5 modules de formation interne	5 modules FL (36 séances) 4 modules Agents (7 séances) UMP (5 séances) 2 modules Dräger (17 séances)
Nbre Missions Planifiées	61 →14/12/11	78	67	120	84	108
Nbre Ordres opérations	32	41	40	62	60	69
Nbre ACT	108	46	49	35	32*	32
Nbre HyCap	23	16 + 6 recyclages	17 + 10 recyclages	20	12 recyclages	39 + 13 recy + 20 foot OP
Nbre Sol Arr	11	9	2	0	0	plus d'application
Nbre Hrs représentation à l'Académie	0	0	30,3	12	N.C.	N.C.

* Le SER ne nous communique pas systématiquement leurs ACT et l'UMSR rédige moins d'ACT car beaucoup moins d'opérations d'envergure.

Service d'ordre local

type	nombre
Football	21 in – 24 ext – 21 euro
Carnaval et soumonces	23
Grèves	2
Contrôles (APPEV, lois sociales,...)	6
Divers (Braderies, kermesses)	27

Les opérations FIPA (Full Integrated Police Action)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre total d'évènements	0	0	2	1	1	1
Effectif engagé	0	0	27	32	33	22
Nbre d'heures / hommes (locale)	0	0	216	224	200	176
Nbre d'heures / hommes (reçus en renfort)	0	0	0	32	64	/

Hycap pour le personnel de notre zone

Hycap par le personnel de notre zone	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre total d'évènements	25	27	20	19+11	22	39+10 foot+13 recycl
Nbre d'unités HYCAP prestées par le personnel de la zone	1300	931	1033	890	1611	12312*
Nbre total d'hommes de la zone engagés	81	82	86	NC	NC	NC
Pourcentage par rapport à la ligne de crédit	19,97%	NC	16,78%	15.34%	26.17%	12%*

*Attention, depuis 2016, la ligne de crédit est comptabilisée par deux années. Les chiffres de 2016 valent donc pour 2016 et 2017.

Section de l'ordre public

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
				0,5		1				

RAR

	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre RAR	354	330	307	243	131
Nbre RIR	11	10	22	43	45
Nbre RAR Groupements	2	1	0	0	1
Nbre RAR Evénements	86	79	92	67	77
Nbre RAR Football	24	27	24	25	27
Nbre RAR Personnes	242	223	191	151	26
Nbre RAR Lieux	0	0	0	0	0
Nbre PV gardiennage	0	0	0	0	0
PV foot	54	1	2	11	26
Enq SGRS (fin juin 2013)		55	108	83	101
Enq sûreté (juillet 2013)		34	57	48	68
Enq service armes			15		Voir DPQ

Le nbre de RAR a diminué vu l'augmentation du volet RADICALISME et l'absence de l'INP de la cellule dans le dernier trimestre 2016.

Renforts extérieurs

Type d'événement	Effectifs pol Féd	Total des heures*hommes Pol Féd	Coût renfort extérieur
Football	65	520	N.C.
Carnavals	159	1272	N.C.
Autres	/	/	/

Composition du service au 31/12/2016

Le service est composé de quatre personnes : deux conseillers analystes stratégiques, un INP analyste criminel opérationnel et un assistant.

Tâches du service

L'observatoire louviérois de la délinquance et de l'insécurité a pour but de fournir un appui stratégique et opérationnel à, notamment :

- Les autorités de la police locale et de la police fédérale
- La police fédérale
- Au chef de corps ainsi qu'à son staff de direction
- Aux patrouilleurs et aux divers services opérationnels ...

Dans ce cadre, il réalise une série d'analyses et participe à de nombreuses réunions.

Le travail de l'OLDI se répartit en plusieurs postes : les tâches récurrentes et les demandes ponctuelles.

En ce qui concerne les tâches récurrentes, l'OLDI effectue notamment :

1. Annuellement :
 - le rapport d'activités et de criminalité
 - le bilan des plans d'actions
 - préparation des présentations auprès des autorités (Collège, Conseil et Commission Police, Conseil Zonal de Sécurité)
2. Bimestriellement :
 - L'évolution des phénomènes prioritaires
 - L'évolution des accidents de roulage
 - L'évolution par quartier des différentes problématiques
 - La préparation des entretiens de fonctionnement pour les secteurs et les services d'appui
 - Le suivi des plans d'actions des secteurs et des services d'appui
 - Gestion via géofleetlogger des îlots
3. Mensuellement :
 - les rapports pour la CRA
 - les cartes et analyses des groupements et des faits pour Hélios
 - les cartes des vols dans habitations, par ruse,... pour les APC
4. Hebdomadairement :
 - l'analyse des faits de la semaine écoulée
 - l'analyse des accidents de la semaine écoulée
 - l'évolution du plan d'action Vols dans habitations et commerces
 - Gestion via géofleetlogger des îlots et traitement des données y référents
 - Les fichiers de données pour le service Prévention de la Ville
5. Quotidiennement:
 - Import des données des modules information et intervention de l'ISLP, relecture et correction de celles-ci.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des demandes ponctuelles formulées auprès de l'OLDI. Ce tableau n'est qu'un aperçu puisqu'il nous est difficile de comptabiliser les recherches rapides fournies par téléphone.

Services internes	2016
Cabinet du chef de corps	12
Direction de la police des quartiers	16
Direction des opérations et des services d'appui	16
Direction des ressources humaines	1
Direction des ressources matérielles	7
Ilotage	1
Secrétariat judiciaire	2
Secteur centre	14
Secteur nord	28
Secteur ouest	7
Secteur sud	1
Service d'aide aux victimes	2
Service d'audit et de contrôle interne	6
Service enquêtes et de recherches	34
Services centraux d'accueil	9
Unité de mobilité et de sécurité routière	9
Unité verte	2
Hélios groupements et ilots	6
Total	173

Services externes	2016
Service Mobilité Ville	8
APC (Ville)	2
Service Prévention	104 (2X / semaine)
PJF	15
Total	115

Réunions - formations	2016
Réunions des Officiers	48
Réunions DPQ	1
Réunions CDC	2
Réunions PA VIF	4
Réunions Hélios	5
Réunions réseaux des Analystes stratégiques	4
Réunions services externes ZP (autres ZP, Ville, sociétés, ...)	13
Réunions autres (internes ZP)	17
Collège, Commission, Conseil de Police et Conseil zonal de sécurité	3
Conférences de presse	1
Entretiens de fonctionnement	4
Total	102
Formations certifiées	6 jours
Formations locales	7 jours
Formations continuées	6 jours
Formations externes	1 jour
Total	20 jours

Par rapport à l'année dernière, l'OLDI comptabilise un peu plus de demandes internes. Les services nous ayant moins requis qu'en 2015 sont le Cabinet du Chef de Corps, la Direction des Opérations et le service UMSR.

Par contre, les secteurs Nord et Centre ainsi que le Service d'Enquête et de Recherche et la Direction de la Police de Quartier ont fait plus appel à l'OLDI. Soulignons que la hausse pour la Direction de la Police de Quartier est notamment due à l'engagement du directeur.

En ce qui concerne les demandes des services externes, la diminution est principalement due à ce que les demandes récurrentes pour l'espace Senior ont été couplées à celles du service prévention de la Ville. Les demandes sont traitées simultanément et envoyées ensemble et dès lors ne sont comptées qu'une seule fois.

Le nombre de réunions reste sensiblement le même en 2016 par rapport à 2015.

Depuis septembre 2012, l'OLDI est membre du groupe de travail concernant les violences intrafamiliales. Ce groupe a élaboré un plan d'actions ayant été intégré au nouveau plan zonal de sécurité. Depuis 2013, les réunions de travail et de suivi se sont succédé. Le groupe de travail a continué à se réunir au cours de l'année 2016 en vue de l'élaboration notamment de documents types et pour les parutions des messages d'infos.

Service d'Assistance Policière aux Victimes (SAPV)

Le SAPV se compose de deux membres à temps plein : un conseiller et une inspectrice principale spécialisée.

Ce service intervient dans les situations de victimisation grave.

Les fonctionnaires de police font appel à celui-ci à la demande des victimes traumatisées et/ou lorsqu'ils estiment que les faits sont particulièrement délicats (personnes en état de choc suite à la découverte d'un corps sans vie, accompagnement des équipes lors de certaines annonces de décès -suicides, accidents de la route, meurtres...). Mais aussi dans les nombreux cas de violences conjugales, harcèlements, vols avec violences, viols, vols habitation, incendies...

Les policiers informent les victimes de l'existence du SAPV et de son mode de fonctionnement (à savoir, qu'il intervient 7 jours sur 7, immédiatement durant les plages de garde ou prend contact au plus tard le lendemain matin si le fait se produit en dehors des heures de garde; week-ends et fériés compris).

Certains préjudiciés se présentent spontanément à l'accueil (lors d'un dépôt de plainte) et sollicitent un soutien. Le SAPV les prend dès lors en charge avant ou après certaines auditions difficiles (telles que les violences sexuelles par exemple). Ils sont, par la suite, aiguillés vers d'autres services adéquats en fonction de la problématique car ce service ne s'occupe pas du suivi (voir relais) mais gère l'urgence des situations.

Des contacts sont aussi établis à la lecture de certains faits inquiétants repris dans les fiches info-inter. Il arrive que certaines victimes qui n'ont pas souhaité dans l'immédiat l'intervention du SAPV ressentent plus tard le contrecoup et acceptent finalement une aide.

Le SAPV exécute ses interventions:

- soit en dehors de l'hôtel de police à savoir sur les lieux des faits, au domicile des victimes, aux pompes funèbres...
- soit au sein de l'hôtel de police dans un local d'entretien adapté (à l'abri des regards, présence de jouets pour les enfants accueillis...).

Dans certains cas, le SAPV estime qu'il est plus opportun d'effectuer les entrevues au sein du commissariat plutôt qu'au domicile des personnes pour des raisons de sécurité (ex : lorsque l'auteur n'a pas encore été intercepté dans les cas de violences conjugales).

Le service sensibilise également l'ensemble du personnel à diverses thématiques et participe à des diverses réunions en matière de victimologie. Il est un membre actif du plan d'action VIF de la ZP.

Types de faits traités

Type de faits	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Violences conjugales (coups)	91	104	76	67	96	113
violences intrafamiliales	7		25	29		
vols avec violences	30	42	32	30	35	38
Holdups	10		3	16		
menaces	24	8	7	10	10	19
aides à une personne	23	4	41	16	18	48
Vols (ou tentatives) habitation	20	25	17	43	39	40
suicides	20	57	20	14	54	45
Morts violentes - Décès	17		21	39		
Meurtres (ou tentatives)	5		4	3		
accidents de la route	5		3	9		
agressions - Coups et blessures	14	28	23	23	21	26
harcèlements	13	1	16	22	20	12
Injure-calomnie-diffamation	1		3	1		
Viols / Attentats à la pudeur	10	15	13	18	17	31
vols	7	2	4	7	32	11
Tentative de suicide/idées suicidaires	4	10	18	6	12	12
conflits de voisinage	4	4	1	2	1	5
incendies	3	4	3	6	6	4
disparitions	3	3	3	2	4	6
Enlèvement de mineur	2		1	4		
Escroquerie	2	1	5	8	7	7
maltraitements	2			2		
Mœurs (mineurs)	2	5	6	5	7	13
Mariages gris	1					
Traduction	1					
accidents du travail				1		
Usage arme à feu			1			
Dégradations					2	6
autres				9	4	1
Total	321	324	346	386	390	441

Au regard du tableau des interventions prises en charge par le SAPV, nous relevons 51 faits de plus que l'année précédente. De manière générale, nous remarquons une augmentation progressive au fil des années.

Rappelons que ces 441 interventions correspondent aux victimes qui ont accepté l'aide du SAPV. Ce chiffre ne représente donc pas le nombre total de victimes prises en charge par les services de police de la zone.

Plus précisément, le SAPV a été sollicité 113 fois pour des faits de violences intrafamiliales et violences conjugales. Ces dossiers, en augmentation, représentent entre autres les coups portés aux ascendants, aux descendants et aux autres membres de la famille. Par ailleurs, dans cette même sphère, on compte 31 faits de harcèlement et menaces (par ex : harcèlement par l'ex-conjoint, menaces de représailles et/ou de mort...).

En résumé, nous pouvons avancer que la totalité des interventions du SAPV touchant aux violences conjugales et intrafamiliales s'élèvent à 144, à savoir un fait tous les trois jours environ, sans compter tous les cas non dénoncés par les victimes ! Tous les dossiers précités ne sont pas à prendre à la légère d'autant que parmi eux, certains se révèlent délicats, complexes et trop fréquemment graves (tortures, viols, tentatives de suicide, crimes...).

Le SAPV a été rappelé pour 45 décès (suicides, morts violentes, accidents, meurtres...) en 2016. Bien qu'en légère diminution, ces faits restent tout à fait aléatoires d'année en année. Nous rappelons qu'une des missions du service consiste à préparer les familles à la vue du corps du défunt et ce, dans quelque état qu'il soit et intervient jusqu'aux funérailles avant de passer le relais pour un suivi à moyen ou long terme.

Les dossiers « d'idées suicidaires » (et de tentatives de suicide) traités par le SAPV se comptabilisent, tout comme l'an dernier, à 12.

Les interventions du service pour le soutien aux victimes de vols avec violence, hold-up est de 38 contre 35 en 2015. Et les vols (simples, à la ruse, à la tire) s'élèvent à 11. Les vols habitation (et tentatives) quant à eux sont quasiment équivalents (39 en 2015- 40 en 2016).

Les agressions se portent, quant à elles, à 26 (21 en 2015).

On relève 48 dossiers d'aide à une personne. Chiffre assez conséquent par rapport aux autres années. Cela correspond à toute forme d'aide, d'information et orientation des personnes de tous horizons. De nombreux appels téléphoniques sont également traités et non comptabilisés statistiquement (nos coordonnées sont présentes sur le site de la police par exemple).

Les faits d'escroquerie et d'extorsion se portent à 7 (identique à 2015).

On comptabilise 44 faits de mœurs sur majeurs et mineurs. Ce chiffre a doublé par rapport à 2015. Précisons que, pour ces derniers, nous apportons le soutien psychologique aux victimes et ou/proches en veillant à ne pas interférer dans le travail spécifique de notre cellule famille/jeunesse.

Le service est venu également en aide aux victimes de 4 incendies, aux proches de 6 disparitions inquiétantes, aux victimes de 6 faits de dégradations et 5 conflits de voisinage.

Sexe des victimes

Type de faits	femme	homme
violences conjugales (coups)	109	9
violences intrafamiliales	10	6
vols avec violences	25	21
holdups		
menaces	16	6
aide à une personne	34	20
Vols (ou tentatives) habitation	42	16
suicides	52	33
Meurtres (ou tentatives)		
Morts violentes - Décès		
agressions - Coups et blessures	21	10
harcèlements/injures	11	6
Viols / Attentats à la pudeur	31	4
vols	11	1
accidents de la route	11	12
Tentative de suicide/idées suicidaires	12	7
conflits de voisinage	3	2
incendies	5	5
disparitions	5	3
Escroquerie	4	4
Mœurs (mineurs)	23	8
Dégradations	6	3
Autre		1
Total 2016	431	177

Ce tableau relève le nombre total d'hommes et de femmes assistés par le SAPV dans le cadre d'un type de fait. Rappelons que, pour un même fait, le SAPV peut prendre en charge plusieurs personnes (victimes directes, proches, témoins, voisins, amis,...).

Le nombre total de victimes (femmes et hommes) vues s'élève à 608.

Même constat que les années antérieures, il y a plus de femmes (431) que d'hommes (177) qui acceptent l'intervention du SAPV.

Les faits de violences conjugales touchent particulièrement les femmes. On en compte 109 (dont des enfants de sexe féminin présents au moment des faits ou l'entourage, témoins...) contre 9 hommes (comprenant des enfants de sexe masculin présents au moment des faits ou l'entourage). Parmi les victimes masculines, un seul dossier concerne un homme ayant été victime de violences conjugales. Concernant les violences intrafamiliales, 10 individus de sexe féminin et 6 de sexe masculin ont été soutenus par le SAPV.

Sauf dans les situations d'accident de la route, les femmes ont davantage accepté le soutien du SAPV.

On perçoit toutefois que les hommes ont également sollicité l'aide du SAPV dans les dossiers d'aide à une personne, dans le cadre d'un décès et de vols.

Age des victimes

Faits	- de 18 ans	Entre 18 et 60 ans	+ de 60 ans
Accident de la route	10	11	2
Conflit de voisinage	4	4	
Coups et blessures	7	23	1
Crime/meurtre/tentative			
Décès	12	57	16
Suicide			
Demande d'aide	4	46	4
Disparition	4	4	
Escroquerie		7	1
Faits de mœurs sur mineur	11	19	1
Harcèlement			
Insultes/injures	3	13	1
Maltraitance			
Mariage gris			
Menaces	1	19	2
TS/idées suicidaires	6	13	
VC	20	96	3
Vif	1	13	2
Viol		34	1
Vol hab	11	28	19
Vol violence	2	37	7
Hold up			
Vols		5	7
Incendie		10	
Dégradations	3	6	
Autres		1	
Total 2016	99	446	67

Le SAPV prend en charge toute victime tant mineure que majeure.

Tout sexe confondu, on perçoit que l'âge de la majorité des personnes (=443) prises en charge par le SAPV est compris entre 18 et 60 ans comme chaque année. Il ressort des chiffres que ces victimes ont été vues suite à des violences conjugales ou intrafamiliales ou encore suite à un décès (familles parfois nombreuses, en état de choc...) ainsi que les vols en général.

Soulignons que le SAPV s'est entretenu également avec 98 victimes de moins de 18 ans. Après analyse détaillée, nous pouvons avancer que les mineurs ont été vus principalement dans le cadre de décès, de violences conjugales, de vols habitation et accidents de la route.

67 victimes de plus de 60 ans ont, quant à elles, été principalement soutenues par le service lors de vols (violences, habitations, simples) et décès violents de leur proche.

Relais

Relais	Nombre
Autre ZP, autre SAPV	13
SAV parquet	53
DUS	3
Service interne police	20
Hôpitaux	6
Psy privé	52
Résilience Mons/Charleroi	86
Refuge	18
Service ambulatoire refuge	13
AWSR	5
API	
Hôpitaux	
Sécu hab	12
Centre habitat	
Ceraic	
PMS, éduc, médiateur	2
Un pass dans l'impasse	11
APEP	14
Avocat notaire	2
CPAS	2
Espace parentalité	1
Service relais	7
asbl brise le silence	10
Praxis	7
Centre guidance	3
Autres	21
Total 2016	361

Le SAPV a effectué 361 relais en 2016. En effet, ce service intervenant spécifiquement dans l'urgence oriente l'ensemble des victimes vers des services d'aide spécialisée à plus long terme.

Pour un suivi psycho-socio-juridique, 86 victimes louviéroises ont été aiguillées vers Mons au Service d'Aide aux victimes (asbl Résilience) pour obtenir un soutien gratuit et spécifique en matière de victimes d'actes intentionnels. Ce chiffre est relativement peu conséquent vu le nombre total de victimes (608). Cela peut s'expliquer par le fait qu'il s'avère souvent compliqué de s'y rendre car certaines victimes n'ont aucun moyen de locomotion, sont parfois trop âgées ou trop angoissées ou blessées suite à une agression. De plus, ce service ne prend en charge que les victimes d'infraction. Ainsi, les incendies accidentels, les suicides n'entrent par exemple pas dans leurs prérogatives.

Le SAPV recherche des alternatives afin de répondre au mieux aux besoins individuels des personnes. D'où le relais de 52 victimes vers des psychologues privés car les délais d'attente sont trop importants dans les plannings, hôpitaux, centres de guidance.

31 victimes de violences conjugales et intrafamiliales ont été relayées vers l'antenne ambulatoire du refuge pour femmes battues (asbl solidarité femmes). 14 enfants victimes de ces faits ont été, quant à elles, prises en charge par l'APEP.

On compte 53 relais vers le « Service d'Accueil aux Victimes » au sein des parquets et tribunaux. Il revêt toute sa pertinence pour les victimes qui souhaitent obtenir des informations quant au suivi de leur dossier et ce, tout au long de la procédure judiciaire. Le SAPV fait régulièrement appel à eux dans les cas récurrents de harcèlement.

Il est à noter que les fonctionnaires de police remettent une attestation de dépôt de plainte aux victimes reprenant les coordonnées du SAV parquet ainsi que Résilience. Les préjudiciés ne sont donc pas forcés de passer par le SAPV pour être suivis.

Le service collabore avec d'autres partenaires tels que les SAPV d'autres zones de police, les gestionnaires de quartier, le SER, les services famille/jeunesse, PJJ, les hôpitaux, le CPAS, le service relais, les pompes funèbres, AWSR pour les victimes de la route

Un « pass dans l'impasse » s'occupe spécifiquement des situations de « suicide », « idées suicidaires » (11 familles). L'asbl « brise le silence » (viols) a pris en charge 10 victimes.

Signalons que tout fait « même grave » ne fait pas nécessairement l'objet de relais. La victime ne le souhaite pas forcément ou l'accepte parfois plusieurs jours voire semaines plus tard. Par contre, une même victime peut être dirigée vers des services différents.

Carrefour d'Information Local (CIL)

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
				1		1	2,5	1	3,5	

Qualité des PV

Pv renvoyés vers les rédacteurs	nombre
2016	1173
2015	961
2014	558
2013	604
2012	1480

Mesures prises pour l'amélioration de la qualité des PV et/ou mesures à prendre

- Mails envoyés face aux nouvelles directives (PVS - SAC).
- Notes internes éditées sur : personnes lésées, EPO, PVS, ...
- Mails envoyés pour l'explication des updates de l'ISLP.
- Participations aux réunions de gestionnaire fonctionnel et celles concernant les EPO.
- Suivre les directives du Parquet par rapport aux mises à jour des différentes Col, notamment la Col 8/2005 (EPO).
- Nouvelle édition du PowerPoint concernant les SAC et PV doubles incriminations.
- Sensibilisation des OPJ sur la correction des PV.
- Rappeler qu'il faut bien lire le PV Initial lorsque l'on reçoit une SEI (Suite d'Enquête Interne).
- Rappeler que les éléments constitutifs des infractions doivent apparaître dans l'audition et dans le PV.
- Rappeler le fait de prendre convenablement l'audition de la victime pour une meilleure audition du suspect en vue de la réalisation éventuelle de son triptyque et / ou de sa montée en BNG.
- Application de la mesure d'envoi des premières pages au Parquet dans un délai de 7 jours.
- Obligation de compléter la rubrique « contenu » de la première page du PV sous risque de renvoi du dossier au rédacteur, voire au gradé coordinateur.
- Formation novembre/décembre 2016 sur l'application des 2 points précités.
- Rappel systématique toutes les 3 semaines concernant les dossiers « 41 ».

Charge de travail

Nombre de PV traités par les membres du CIL

Année	Roulage	Judiciaire	Accidents	RIR	PI	SAC Roulage
2011	5419	24110	2295	415	17676	/
2012	4895	24288	2135	341	14210	/
2013	4789	25371	1964	329	15708	/
2014	4633	25098	1921	450	15655	/
2015	4737	23762	1882	405	10350	/
2016	4678	25679	2099	425	10234	5257

Année	EPO Judiciaire	EPO Accident	EPO Total
2011	18	70	88
2012	2	33	35
2013	8	45	53
2014	3	53	56
2015	246	52	298
2016	963	65	1028

Apostilles inscrites

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Apostilles	15390	13366	16484	14480	14212	16134

VIII. Police de quartier

Direction de la Police de Quartier

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1		3			1				

Résultats globaux des services de la DPQ

Courriers

2016	Nb surv. Hab. (CS)	Nb enq. Mor. Cand. Pol. (CE)	Demandes d'occupation de voirie	Total
Ouest	51	4	1	56
Nord	46	1	2	49
Sud	73	4	4	81
Centre	62	0	18	80
Total	232	9	25	266

La DPQ a également traité 200 demandes de vérifications en BNG et Sidis Suite provenant de l'Administration Communale concernant les propositions de radiation d'office.

Les enquêtes administratives (courriers entrants)

2016	Ouest	Nord	Sud	Centre	Total
Circulation	14	9	14	22	59
Conflits de voisinage	2	5	2	2	11
Divers	10	8	10	8	36
Environnement	2	2	2	1	7
Insécurité	7	1	4	4	16
Rassemblements de Jeunes	4	3	4	3	14
Total	39	28	36	40	143

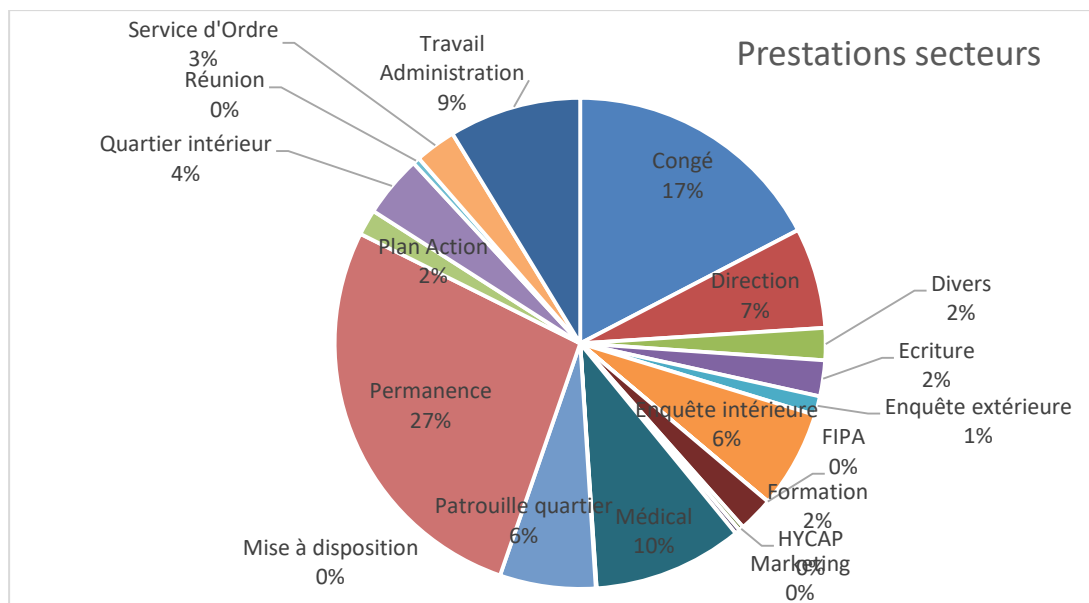
Les doléances administratives (courriers entrants)

2016	Ouest	Nord	Sud	Centre	Total
Circulation	3	2	2	5	12
Conflits de voisinage	1	3	3	4	11
Divers	2	1	3	2	8
Environnement	0	1	0	2	3
Insécurité	1	3	3	1	6
Rassemblements de Jeunes	1	1	0	1	3
Total	8	11	11	15	43

Les pièces rédigées par les secteurs

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI Stat Handicapé	RIR	Total général
DPQ	33	216	308	0	0	0	0	557
Ouest	1150	2082	2656	132	271	1	16	6307
Nord	1375	2591	2828	794	651	64	43	8282
Sud	1425	2493	3095	236	734	22	79	8062
Centre	1258	2578	2591	227	467	27	23	7144
Total	5241	9960	11478	1389	2123	114	161	30352

Les prestations



Éléments d'excellence dans la fonction de Police

Éléments d'excellence	Secteur Ouest	Secteur Nord	Secteur Sud	Secteur Centre
Partenariat:				
Réunions organisées par Police	1	11	0	4
Participations à réunions extérieures	2	1	3	2
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:				
Entretiens d'activités	23	52	14	16
Implication capable:				
Initiative directe du service	0	14	1	2
Orientation externe:				
Groupes cibles-clients	0	4	0	2
Groupes cibles-partenaires	0	7	0	0
Résolution problèmes:				
Réunions avec Ilotage	4	6	5	4
Plans d'action-secteur	0	11	1	10
Fonction police guidée par infos:				
Nbr RIR:	16	43	79	23
Détermination d'objectifs-recherche d'infos	0	8	0	0
Réunion avec SER	4	2	5	5
Revisites vol habitations:				
Positives	4	21	21	16
Elucidations VQH	4	10	13	5

Le directeur de la Police de Quartier

La Direction de la Police de Quartier a été réactivée en octobre 2015 consécutivement à l'arrivée d'un Commissaire de Police en détachement.

En effet, durant plusieurs années, la fonction est demeurée vacante.

Au 1er janvier 2016, elle était composée d'un Commissaire de Police, d'un Inspecteur Principal, de deux Inspecteurs Principaux spécialisés et de deux Inspecteurs. Outre la gestion (et le suivi) des libérés conditionnels, des dossiers armes et la coordination famille – jeunesse (missions détaillées infra), cette Direction est chargée de coordonner le travail des quatre Secteurs ainsi que d'optimiser leur fonctionnement et leur collaboration.

Elle veille également au suivi des sollicitations des citoyens ainsi que des demandes du Bourgmestre et des différents départements de l'Administration Communale.

Quelques réalisations pour l'année 2016 :

- La création d'un groupe de travail, associant des Gestionnaires de Quartier, des Officiers de Secteur et des membres du personnel de la Ville de La Louvière, chargé de la simplification des procédures et matières relevant de la domiciliation.
- L'organisation de réunions hebdomadaires de suivi des dossiers avec le Chef de Cabinet du Bourgmestre.
- L'optimisation et le renforcement de la répression des infractions commises par les gérants des magasins de jour, tabacs-shops, phone-shops,...
- L'organisation de réunions de coordination associant les quatre Secteurs.
- La réactivation des réunions interservices, plateformes mensuelles organisées par chaque Secteur, réunissant des membres de l'Ilotage, de l'Unité Verte, de l'UMSR et du SER afin de détecter et de solutionner de manière pluridisciplinaire les problématiques rencontrées sur le territoire.
- L'émission de notes de procédure régissant la communication de l'information, les doléances administratives, la gestion et le suivi des libérés conditionnels et les domiciliations.
- Le développement et le lancement du projet "tablettes" pour les gestionnaires de quartier.
- Une information aux écoles de l'entité dans le cadre de la menace terroriste.
- L'élaboration et la mise à jour d'une liste des "targets" de la Zone de Police.
- L'accès à la plateforme de suivi des libérés conditionnels "I+ Hainaut" pour tous les membres du personnel.

Pièces rédigées

	2013	2014	2015	2016
PV initiaux	13	55	58	17
subséquent initiative	19	11	1	
Apostilles	7	40	56	24
Dossier SEI				
Total	39	106	115	41

Tâches

Organisation des réunions pour la Cellule Famille-Jeunesse (différents thèmes y sont abordés, entre autres, une séance d'information sur la radicalisation donnée par la PJJ).

Participation au rôle de garde jeunesse.

Réalisation d'auditions vidéo-filmées et participation aux journées TAM.

Participation à l'événement « Parade de Noël » afin de prendre en charge les enfants perdus.

Participation à différentes réunions :

- Commission Mixte Locale concernant la problématique de l'absentéisme scolaire.
- Commission des violences conjugales et les conséquences sur les enfants.
- Hélios.
- DPQ.
- VIF (au sein de la zone ainsi qu'au parquet de Mons).
- Radicalisation (organisé par le Parquet de Mons).
- Directions d'écoles.
- Conseil Zonal de Sécurité.

Projets

- Inviter différents partenaires sociaux lors des réunions de la Cellule Famille-Jeunesse en vue d'améliorer le partenariat et de tisser de nouveaux liens.
- Continuer à rencontrer les directions des différents établissements scolaires dans le cadre de la PLP41.

Fonctionnement du service

Le service est composé de 9 Inspecteurs Principaux Spécialisés (INPPS) et d'une inspectrice (INP). Il y a deux inspecteurs principaux spécialisés par secteur. Sur les 8 INPPS, deux membres travaillent en semaine volontaire de 4 jours. Néanmoins, un secteur est composé d'une INPPS et d'une INP. Une INPPS est reprise en tant que personne « volante » et renforce les secteurs déficitaires. Les Cellules Famille-Jeunesse font partie intégrante des secteurs et sont coordonnées pour leur spécialisation par un responsable de la direction de la police de quartier (INPPS). Leurs missions et tâches se déroulent sous la direction de leur officier de secteur. Ils participent tous au rôle de garde.

Durant l'année 2016, plusieurs membres des Cellules Famille-Jeunesse ont été absentes (grossesse, congé de maternité, maladie de longue durée, ...) ou en mi-temps médical. De ce fait, le rôle de garde a été réparti entre les membres du personnel présent. Notons que du 01 janvier 2016 au 30 juin 2016, un membre du service a suivi la formation d'avancement vers le grade supérieur à l'académie de Police. La coordinatrice a participé à différentes formations, à savoir : « Un pass dans l'impasse » (prévention du suicide chez les jeunes et adolescents), « Le management intermédiaire, un rouage indispensable » et « prévention d'incidents - AMOK », Salduz+.

Le service « Armes » de notre zone de Police est normalement tenu par un Inspecteur de Police.

A la suite du départ de cet Inspecteur de Police ainsi que de son remplaçant pour maladie de longue durée, le 01 août 2016, un Commissaire de Police à temps partiel (60%) a été chargé de résorber le retard accumulé dans ce service et de créer des procédures.

Des formations (RCA) sont prévues pour lui permettre de pouvoir établir la réelle charge de travail d'un préposé au service « Armes ».

Les procédures seront donc établies à la suite des formations.

Dans un premier temps, l'accent a donc été mis sur la résorption du retard et le travail journalier.

Il est à noter qu'une importante charge de travail (l'encodage du RCA) n'a pas été effectuée par le service.

Cette situation perdurera tant que la formation RCA n'aura pas été suivie.

Dossiers traités depuis le 01 août 2016 jusqu'au 31 décembre 2016.

Dossiers	2016
Enquête pour Gouvernement Provincial	20
Enquête pour RCA	2
Enquête pour le Procureur du Roi	0
Enquête pour le SPW	1
Notification Mod 4	42
Nombre MOD4 remis	171
Tests Théoriques	17
Succession	1
Total	254

Chaque enquête pour le Gouvernement Provincial et le RCA nécessite :

- un courrier adressé au SER
- un courrier adressé à l'OP
- un courrier adressé au casier judiciaire
- un courrier adressé au quartier
- une visite à domicile
- un courrier adressé au Gouvernement Provincial ou au RCA
- le scan et l'encodage du dossier complet

Chaque enquête pour le Procureur du Roi nécessite :

- un courrier adressé au SER
- un courrier adressé à l'OP
- un courrier adressé au casier judiciaire
- un courrier adressé au quartier
- une visite à domicile
- la rédaction d'un Procès-Verbal
- le scan et l'encodage du dossier complet

L'enquête pour le SPW concernant la demande d'établissement d'un Stand de Tir sur le territoire louviérois a nécessité :

- l'étude de l'imposant dossier et des plans.
- une enquête sur place
- la rédaction d'un courrier au SPW

La notification des Mod 4 nécessite :

- une rencontre avec le titulaire
- la vérification des données du Mod 4
- l'encodage RCA (Actuellement pas effectué)
- un courrier au gouvernement provincial
- le scan et l'encodage du dossier complet

Les tests théoriques nécessitent:

- le passage du test par le candidat
- l'établissement de l'attestation
- le scan et l'encodage du dossier complet

La succession suite au décès d'un collectionneur d'armes qui possédait 40 armes à feu a nécessité:

- une descente sur place accompagnée des héritiers, des notaires et de 3 Policiers
- un transfert du coffre-fort en nos locaux devant l'impossibilité de l'ouvrir sur place malgré la réquisition de 2 serruriers
- un courrier à l'importateur du coffre-fort
- l'inventaire des armes retrouvées
- la rédaction des 40 armes retrouvées
- les recherches en BNG pour chaque arme
- les recherches au RCA pour chaque arme
- la rédaction de 3 Procès-Verbaux judiciaires (pour détention illégale, désignation d'une arme et le signalement d'une autre)
- un dépôt au greffe
- un dépôt temporaire dans nos locaux
- un courrier au RCA
- un courrier au gouvernement provincial
- l'encodage RCA (Actuellement pas effectué)
- le scan et l'encodage du dossier complet

Ce dossier est actuellement dans l'attente de la désignation par les notaires de l'héritier.

Service Libérés

En 2016, ce service a été tenu par un INPP à mi-temps médical jusqu'en octobre 2016 ensuite maladie de longue durée jusqu'au 31/12/2016 et un INP à 4/5 temps jusque fin juin 2016 et à temps complet jusqu'au 31/12/2016.

Il est à noter que le service a dû assurer la mission de secrétariat DPQ suite à la mutation de la secrétaire vers le Cabinet du Chef de Corps en janvier 2016.

En 2016, le service Libérés a géré 215 libérés répartis comme tels :

Service Libérés	2016
Libérations probatoires	67
Congés pénitentiaires	51
Mesures alternatives à la détention préventive	28
Libérés conditionnels	30
Libérés à l'essai	19
Libérés provisoires	16
Surveillances électroniques	11
Total	222

Ces dossiers ont également entraîné :

- Le traitement de 86 apostilles provenant du Parquet ou du TAP informant du statut du libéré avec son jugement annexé et 51 apostilles nous informant d'un congé pénitentiaire ou permission de sortie d'un libéré
- La rédaction de 181 Procès-verbaux subséquents
- Le traitement et le suivi de 35 mails reçus de SIDIS plus nous informant de la pose ou du retrait d'un bracelet électronique
- Le traitement et le suivi de 143 mails reçus de la Maison de Justice (guidance de libérés)
- L'insertion de 258 statuts de libérés dans la plateforme I+Hainaut et 351 interactions (messages)

Les secteurs

Secteur Ouest

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
			2	3		22	1		1	

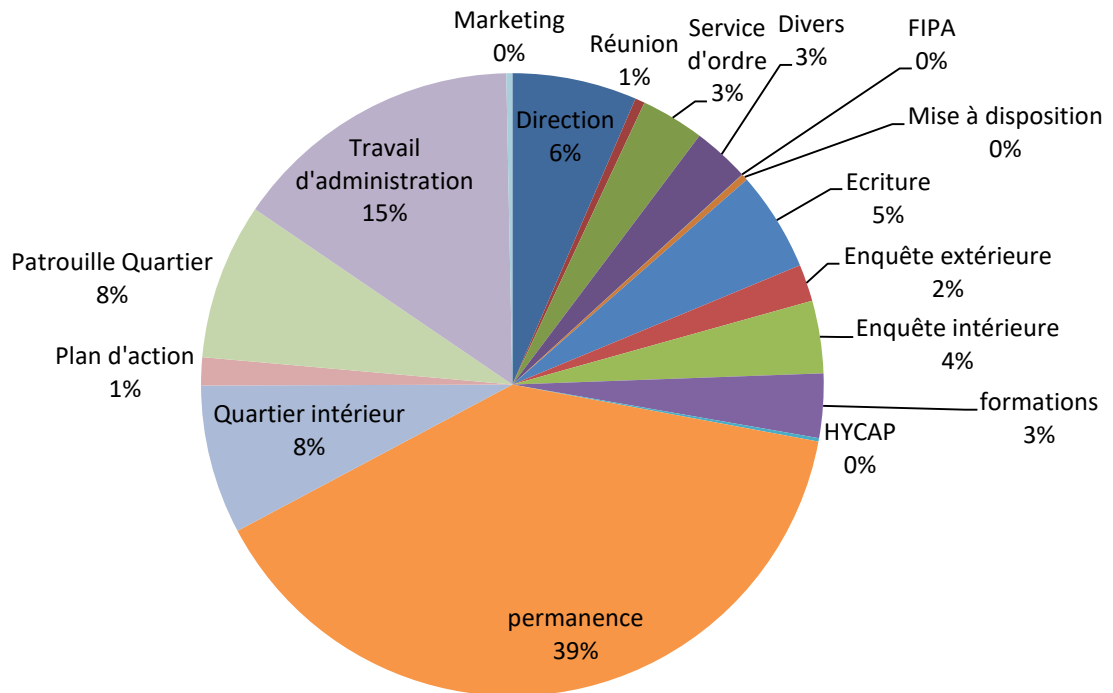
Par rapport à l'année 2015, nous remarquons que dans la composition du secteur Ouest, il nous manque un INPP et un INP, sans compter les changements d'affectation durant l'année 2016.

En date du 01/09/2016, un INP est parti au fédéral sans être remplacé, ce n'est qu'à partir du 01/10/2016 qu'un INP est revenu du SCA au secteur Ouest. Nous avons également perdu un INP qui a quitté la police le 01/09/2016 sans être remplacé. Un INP a quitté notre secteur pour renforcer le service arme en avril 2016, mais il a réintégré notre secteur le 17/12/2016.

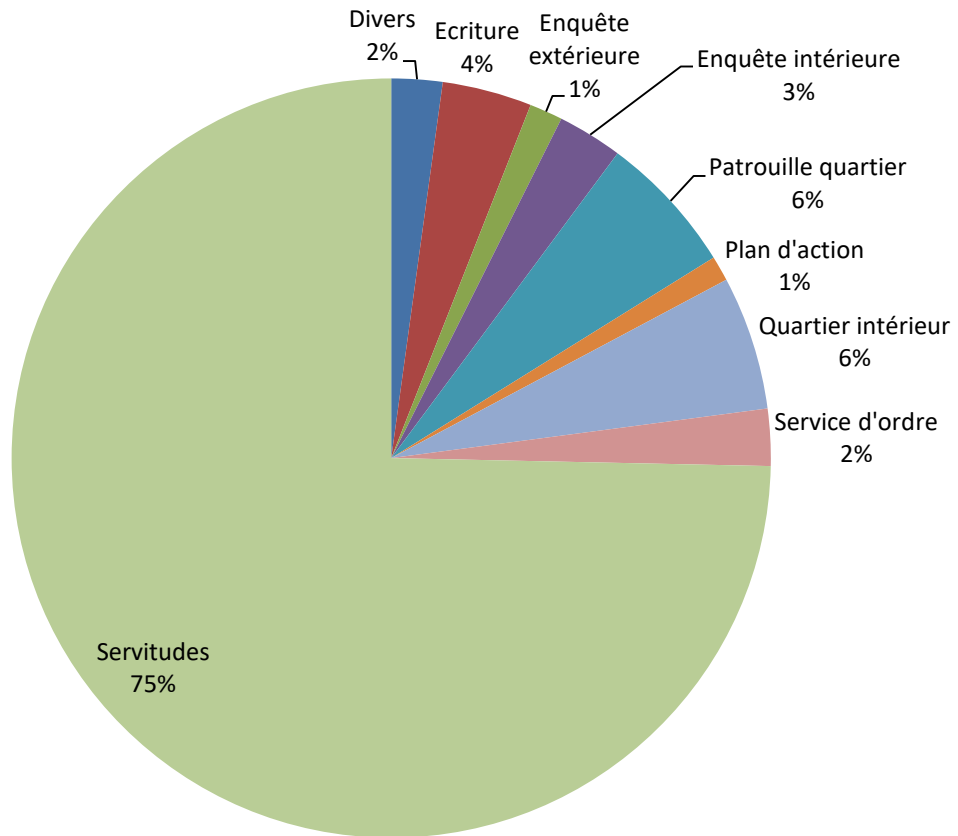
Il est à noter également qu'un INP est en administratif depuis le 01/09/16 jusqu'à ce jour suite à un problème médical, ainsi qu'une INP depuis le mois de décembre 2016, car elle est enceinte.

Activités

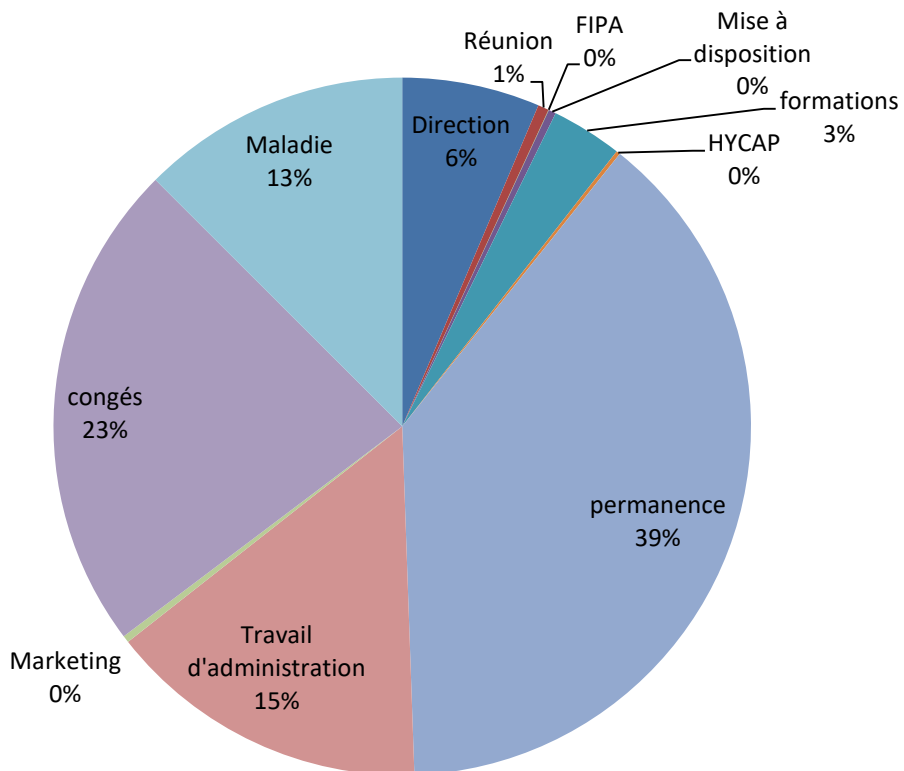
Heures réellement prestées Secteur Ouest



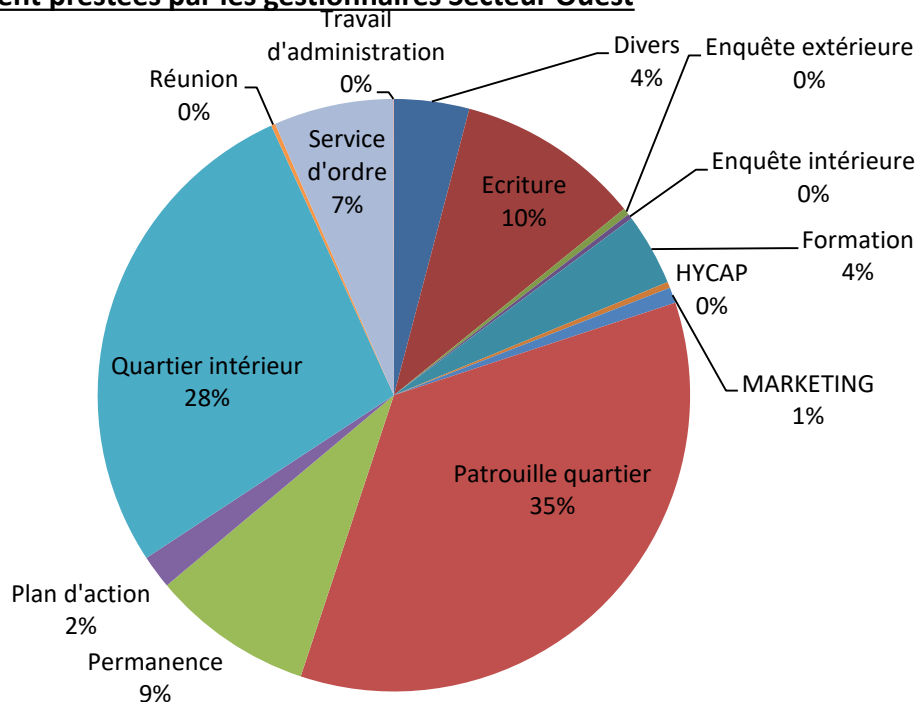
Type de prestations Secteur Ouest



Servitudes Secteur Ouest



Heures réellement prestées par les gestionnaires Secteur Ouest



Résultats du secteur

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
Boussoit	196	218	13	22	0	3	452
Maurage	177	298	11	73	0	3	562
Trivières	78	193	12	6	1	1	290
Terril St Alphonse	232	305	25	45	0	2	609
Coron d'en Haut	142	306	20	84	0	3	555
Nouveau Canal	178	300	35	24	0	2	539
Autre	147	462	16	17	0	2	644
Total	1150	2082	132	271	1	16	3651

Par rapport à 2015, nous constatons que le nombre total des PV initiaux est en augmentation, mais surtout le nombre de PV subséquents qui lui est en nette augmentation. Nous remarquons que le nombre des SAC est en augmentation suite au nouveau RCP de 2016 ; le nombre de PI a, quant à lui, diminué.

Il est à noter que le nombre de PI stationnement handicapé et les RIR sont en diminution.

Pour la section famille-jeunesse

Le service jeunesse du secteur Ouest est composé de deux Inspecteurs Principaux Spécialisés.

21 auditions vidéo-filmées ont été réalisées par un des membres du secteur car la seconde est sur une liste d'attente pour suivre la formation requise. Lors de l'année 2016, 68h de contrôle décrochage scolaire ont été réalisées. Il est à noter que 89 enquêtes familiales ont été réalisées et 40 auditions salduz. Un membre du service a demandé à suivre la formation « un Pass dans l'Impasse » qui concerne la problématique du suicide des majeurs mais également des mineurs. Les Inspecteurs Principaux Spécialisés ont participé aux réunions internes à la zone à savoir aux réunions de la Cellule Famille-Jeunesse et interservices.

Les PV rédigés

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PV initiaux	172	188	87	99	63	63
Apostilles	309	335	302	282	8	249
Subséquent d'initiative			12	22	212	7
Dossier SEI			14	19	9	9
Total	481	523	415	422	292	328

Les types de faits

Indice	Infraction	PV init.	PV subséquents				Devoirs effectués		
			D'initiative	Apost.	SEI	Fait non déterminé	Salduz (II-III-IV)	Aud. Vidéo filmée	Sit. Actuelle
42	mineur en danger	35	1	113	2	9	2		66
	décrochage scolaire	11		18			2		18
	fugues			10					10
	disparition			2					2
	indiscipline	2		4			3		4
	non représentation d'enfant	2		2					2
43	coups et blessures	4	1	41	5		23	1	5
	privation de soin ou d'aliment			1					
37	viol			19					
60	attentat à la pudeur	6	1	6			1	19	
	consommation stup	1							
45	PV d'info-radicalisme		6			4	3		
	menaces	2		4					
47	incendie			2					2
11	vol violence			2			1		
12	vol à l'étalage			2			2		
17	vol cyclo/auto/moto			1			1		
40	enlèvement d'un mineur							1	
52	injures			1					
53	harcèlement			6			2		
	civils			10					
	Conception – 15ans			1					
	admonestation			2					
	agissements suspects			1					
	Mise en observation			1					
	Total	63	9	249	7	13	40	21	109

Indice	Infraction	Devoirs effectués								Revisite VIF	Devoirs complémentaires
		Enq. Fam.	Transfert	Placem ent	Saisie	Adopti on	Arres t.	Déchéance AP			
42	mineur en danger	45	1			1		1		51/53 décembre en cours	4
	fugues		2								
	indiscipline		1								
43	coups et blessures	19			1		4				
	privation de soin ou d'aliment	1									
37	viol		1		4						
	attentat à la pudeur				19						
45	PV d'info-radicalisme	6	1								
11	vol violence	2									
12	vol à l'étalage		1								
17	vol cyclo/auto/moto	1									
	civils	10									
	Conception – 15ans	1									
	admonestation	2									
	agissements suspects	1									
	Mise en observation	1	1	1							
	Total	89	8	1	24	1	4	1		51/53	4

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Eléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Réunions organisées par Police	1
Participations à réunions extérieures	2
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	23
Implication capable:	
Initiative directe du service	0
Orientation externe:	
Groupes cibles-clients	0
Groupes cibles-partenaires	0
Résolution problèmes:	
Réunions avec Ilotage	4
Plans d'action-secteur	0
Fonction police guidée par infos:	
Nbr RIR:	16
Détermination d'objectifs-recherche d'infos	0
Réunion avec SER	4
Revisites vol habitations:	115
Positives	4
Elucidations VQH	4

La majorité des indicateurs sont en diminution pour notre secteur pour cette année 2016, cette diminution est certainement due au manque de personnel mis à notre disposition et aux maladies en augmentation constante.

Nous avons dû pallier au manque de personnel en réorientant nos priorités sur la rédaction des PV initiaux, des nombreuses apostilles et PV subséquents. Le reste de nos activités a été quelque peu mis de côté.

Secteur Nord

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1		2	4		22	1		2	

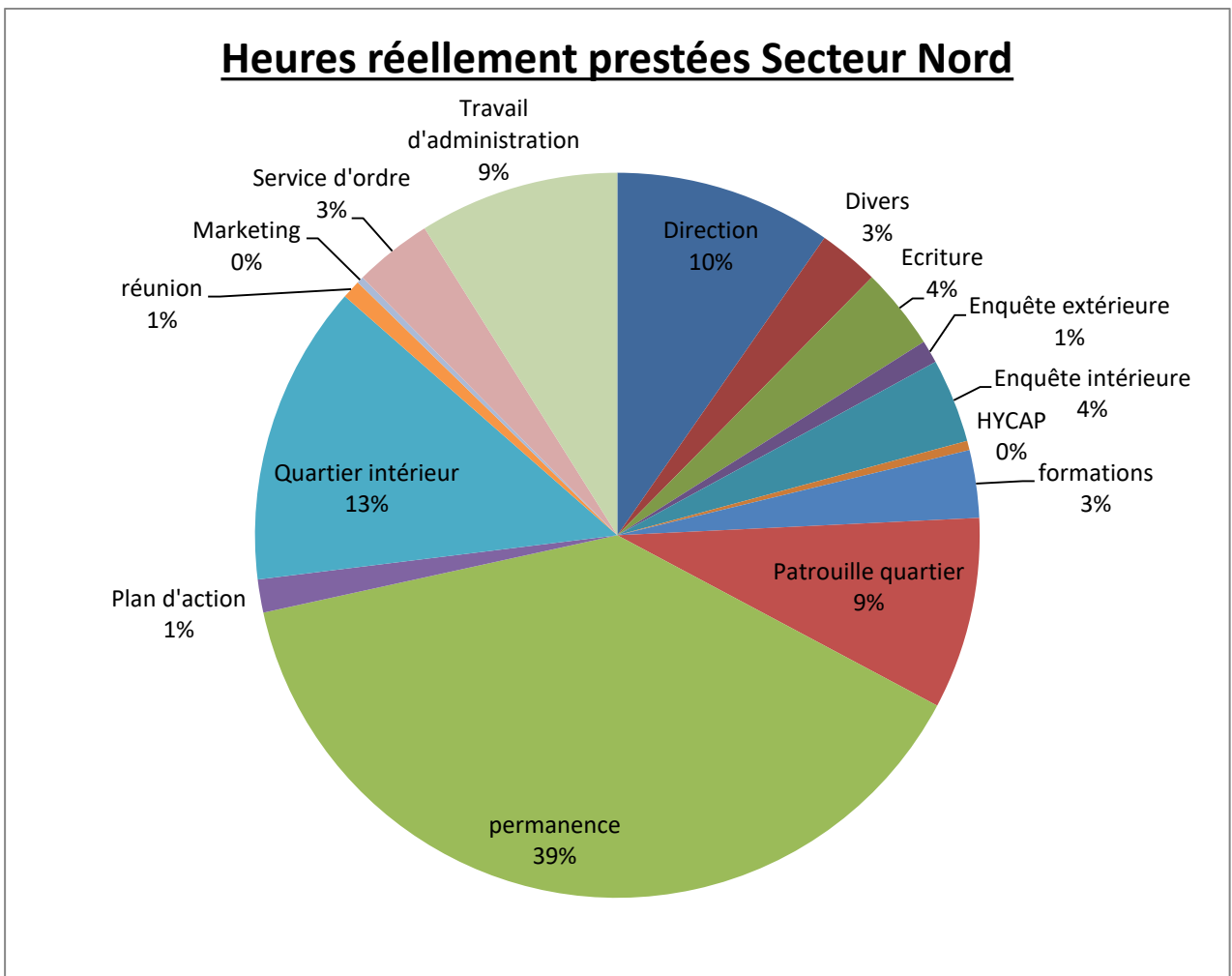
Durant l'année 2016, la composition du secteur Nord est restée stable.

Un inspecteur a intégré le secteur en date du 31/03/2016.

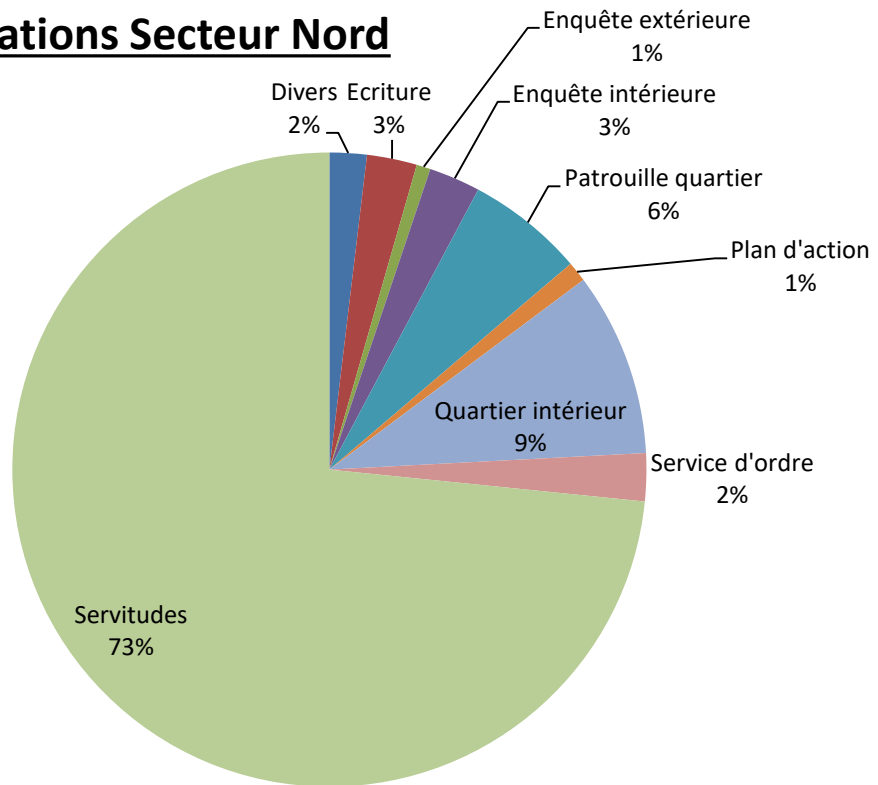
Nous n'avons pas connu de départ durant l'année 2016.

Toutefois, le secteur a connu des absents de longue durée pour cause de maladie. A cela viennent s'ajouter les différentes exemptions qui ne permettent pas de disposer d'un personnel pleinement opérationnel. Nous reviendrons sur cette problématique dans la suite de l'analyse.

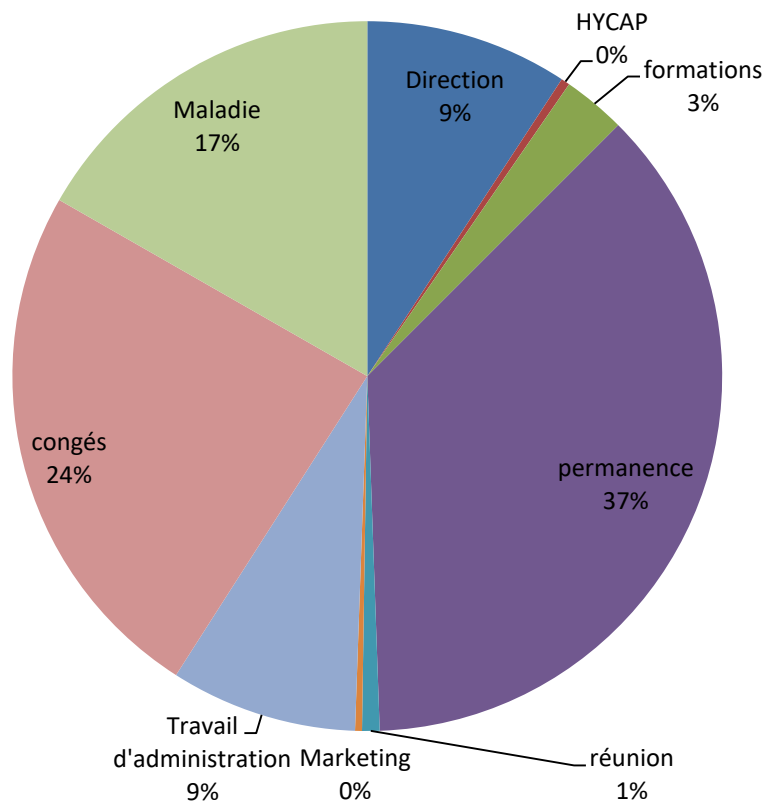
Activités



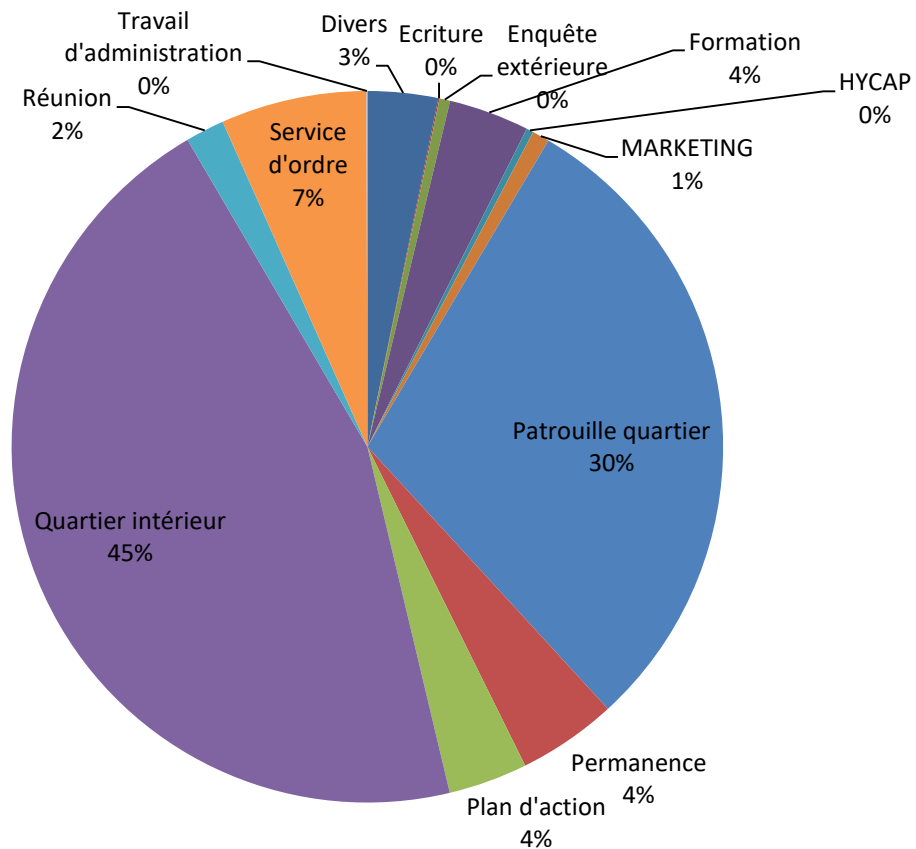
Type de prestations Secteur Nord



Type servitudes Secteur Nord



Heures réellement prestées par les gestionnaires Secteur Nord



Ces graphiques permettent de mettre en évidence la proportion importante du travail intérieur dans les types de prestation (15%) par rapport au travail extérieur (10%). Cette proportion est similaire à celle constatée pour 2015.

Les servitudes, qui représentent tout de même 73 % du total des prestations (+3 % par rapport à 2015), sont marquées par le taux de maladie relativement élevé. On constate une augmentation de 12 % des heures de maladie au sein du secteur par rapport à l'année 2015.

Les heures de congés ont également augmenté de 4,5 % par rapport à l'année 2015. Ceci est dû à un reliquat conséquent des congés 2015 qui ont été pris lors du premier trimestre de l'année 2016. Le secteur Nord a également fait en sorte de limiter ce report de congés à l'année 2017.

Concernant les prestations des gestionnaires, nous remarquons que l'objectif fixé de 60 % du temps passé à l'extérieur et 40 % du temps passé à l'intérieur est complètement inversé. En effet, la proportion pour l'année 2016 est de 40 % en extérieur et 60 % en intérieur.

Suite à des problèmes de capacités, les gestionnaires ont été amenés à effectuer des prestations en intervention. Toutefois, nous avons tenté de limiter cet impact et le total des prestations en intervention est de 5 % des prestations.

Nous avons également dû faire face à l'absence de longue durée de plusieurs gestionnaires dont les dossiers ont dû être repris entre les autres gestionnaires opérationnels et les patrouilleurs, cette charge de travail venant en surplus des tâches quotidiennes.

Malgré les différents problèmes de capacité rencontrés, le secteur Nord a tenté de libérer du temps afin de le consacrer aux problématiques du secteur.

Toutefois, les heures consacrées aux différents plans d'actions sont trop basses. On constate une diminution de 30 % des prestations malgré une approche des problématiques sur trois axes :

- Des opérations visant les problématiques bien connues de notre secteur : VQH, vols dans commerce, vols in/up, vols de véhicules, rassemblements, stupéfiants. Malheureusement, seules trois opérations ont pu avoir lieu durant l'année 2016 dont une consacrée à la brocante d'Houdeng.
- Des patrouilles de « sécurité routière » visant les comportements dangereux des automobilistes (feux rouges, GSM au volant, ceinture,...) et les comportements inciviques (emplacements PMR, stationnements gênants,...) ont été mises sur pied et ont donné d'excellents résultats (+50 % de verbalisation). Outre l'aspect répressif qui se matérialise à travers les statistiques, ces patrouilles permettent de sensibiliser les automobilistes quant à leur comportement.
- Des patrouilles de sécurisation permettant de traiter des problématiques spécifiques du secteur qu'elles soient ponctuelles ou endémiques. Elles se matérialisent à travers des patrouilles pédestres, en cyclomoteur, en véhicule strippé ou banalisé en fonction de la finalité poursuivie. Malheureusement, ces patrouilles de sécurisation n'ont pas pu être menées aussi régulièrement que ce que nous aurions souhaité.

Résultats du secteur

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
Bois du Luc	173	284	62	92	6	4	615
Radio Hainaut	148	207	85	64	4	1	505
Houtart	134	197	111	26	6	5	473
Pont du Sart	183	250	127	157	20	6	723
Quartier des Anglais	102	208	50	18	1	2	380
Besonrieux	188	176	164	103	8	3	634
La Flache	170	315	79	105	8	9	678
La Croyère	147	294	77	71	6	3	592
Autre	130	660	39	15	5	10	854
Total	1375	2591	794	651	64	43	5454

Le total des pièces rédigées au sein du secteur est en hausse de 7,6 % par rapport à l'année 2015. Cette hausse est principalement due à l'augmentation importante du nombre de sanctions administratives communales et de perceptions immédiates (+37,8%).

Le nombre de PV initiaux est en diminution de 9,7 % par rapport à l'année 2015 qui avait vu ce chiffre grimper de 11 % par rapport à l'année précédente.

Le nombre de PV subséquent est, quant à lui, en augmentation de 5,8 %.

Pour la section famille-jeunesse

Le service Famille-jeunesse du Secteur Nord se compose de deux membres dont l'un travaille à temps plein et l'autre en 4/5ème temps (interruption de carrière à 1/5ème temps pour congé parental).

En 2016, notre service a participé à une journée nationale TAM ainsi qu'à une formation de 3 jours sur la prévention du suicide. L'un de nos membres a également participé à une formation barémique sur la rédaction des RIR.

Nous participons également aux réunions du service Famille-jeunesse, aux réunions hebdomadaires intergradés et aux réunions mensuelles inter-services de notre secteur.

En 2016, le Secteur Nord a consacré 113h35 au décrochage scolaire. Nous essayons également au maximum d'effectuer en temps et en heure les visites VIF.

La charge représentée par les auditions TAM reste pour l'instant constante, même si le Parquet tend à les rendre de plus en plus fréquentes. Cela représente pour nous de nombreuses heures de travail, ne fut-ce qu'au niveau de la rédaction du procès-verbal de synthèse d'audition.

Notre service est amené depuis peu à effectuer des enquêtes « radicalisme ». Nous avons également rencontré cette année des jeunes qui se radicalisaient. Ceci est une nouvelle problématique à laquelle nous sommes confrontés et à laquelle nous devons faire face.

Les PV rédigés

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PV initiaux	172	188	87	99	135	104
Apostilles	309	368	356	282	346	340
Subséquent d'initiative				22	98	104
Dossier SEI				19	19	13
RIR						6
Total	481	556	443	422	598	567

Les types de faits

Indice	Infraction	PV init.	PV subséquents				Devoirs effectués		
			D'initiative	Apost.	SEI	Fait non déterminé	Salduz (II-III-IV)	Aud. Vidéo filmée	Sit. Actuelle
42	mineur en danger	32	28	134	5	7	6	1	74
	décrochage scolaire	16	5	20			30		14
	fugues	3	4	5					2
	indiscipline	6	2	1	1		1		
	non représentation d'enfant		1	5			2		
43	coups et blessures	14	31	93	4	2	45	26	6
	abstention coupable	1							
37	viol	3	11	36	1	1	10	10	5
	attentat à la pudeur		3	6			1	1	
	incitation à la débauche	3	3				4		
	atteinte aux moeurs	3	6	5			5	2	
60	détention stup	1							
	vente stup	1							
45	PV radicalisme	2	1						1
	menaces	1		1		1	1		
11	vol violence			1					
12	vol à l'étalage			2					
17	vol dans habitation		3	2	1		1		
	vol cyclo/auto/moto			1					1
18	vol simple / sans violence			3			1		1
36	détention illégale arme			1					
	incendie	3					1		
40	enlèvement d'un mineur		1						
50	dégradations		1	1			2		
52	calomnie - diffamation		1						
53	harcèlement		2	3					1
	requête civile			14					
	roulage	12		6	1		5		
	DIVERS	3	1				1		
59	vaccination obligatoire								
	Total	104	104	340	13	11	116	40	105

Indice	Infraction	Devoirs effectués					
		Enq. Fam.	Transfert	Placement	Saisie	Arrest.	Devoirs complémt.
42	mineur en danger	72	4	14	2		7
	décrochage scolaire	1					1
	fugues		1				3
	indiscipline	1					
	non représentation d'enfant	2					
43	coups et blessures	5	5	4	34	3	9
37	viol		1		13		2
	attentat à la pudeur				3		2
	incitation à la débauche				1		
	atteinte aux mœurs				6	1	6
45	menaces						1
17	vol dans habitation		1				
	vol cyclo/auto/moto			2			
36	détention illégale arme						1
	incendie					1	1
40	enlèvement d'un mineur				1		1
50	dégradations						1
53	harcèlement					1	2
	requête civile	14					2
	DIVERS				1		
59	vaccination obligatoire						1
	Total	95	12	20	61	6	40

Éléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Réunions organisées par Police	11
Participations à réunions extérieures	1
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	52
Implication capable:	
Initiative directe du service	14
Orientation externe:	
Groupes cibles-clients	4
Groupes cibles-partenaires	7
Résolution problèmes:	
Réunions avec Ilotage	6
Plans d'action-secteur	11
Fonction police guidée par infos:	
Nbr RIR:	43
Détermination d'objectifs-recherche d'infos	8
Réunion avec SER	2
Revisites vol habitations:	189
Positives	21
Elucidations VQH	10

Durant l'année 2016, 11 réunions ont été organisées par nos services, soit 4 de plus que durant l'année 2015. Nous avons voulu rendre les réunions avec le responsable de la sécurité du CORA plus régulières. Ceci afin d'assurer un meilleur suivi de la criminalité spécifique à ce complexe commercial et de répondre activement aux différentes problématiques s'y présentant.

A contrario, nous observons qu'une seule réunion extérieure s'est déroulée sur notre secteur. Ce chiffre est le résultat du très petit nombre de comités de quartier existant sur le secteur nord et l'activité limitée de ceux-ci. Il est primordial de pouvoir compter sur ces relais dans la gestion des problématiques de quartier, ou de la criminalité de manière plus large, et leur absence est préjudiciable à notre travail. Selon nous, les gestionnaires doivent pousser à la création de ces entités afin d'avoir un relais plus régulier au sein des différents quartiers. En 2017, nous comptons dynamiser la création et l'activité de ces comités grâce au travail de sensibilisation des gestionnaires.

Les entretiens d'activités sont en augmentation constante depuis deux ans. En effet, en 2014, 16 entretiens se sont tenus, en 2015, 28 et en 2016, 52. Ceci illustre parfaitement le désir d'assurer un meilleur suivi des membres du personnel et des teams de quartier.

Concernant l'orientation externe, nous remarquons une augmentation de groupes cibles partenaires et une stagnation de nos groupes cibles clients. En effet, un seul partenaire avait été identifié en 2015 pour 7 en 2016. Cela reflète la prise de conscience que la gestion de la sécurité ne peut pas reposer sur les seules épaules du secteur mais que nos partenaires doivent être mis à contribution. Cela permet une meilleure approche des phénomènes à travers, notamment, la collecte de l'information de manière proactive.

Le nombre de RIR rédigés par notre secteur est en diminution de 10 % par rapport à 2015. Ce chiffre était déjà inférieur de 7 % par rapport à l'année 2014. Pourtant, la détermination d'objectifs dans la recherche d'information a doublé durant la même période. Cela illustre la nécessité de continuer à sensibiliser les membres du personnel à l'importance de la collecte et de la transmission de l'information.

Enfin, on remarque une augmentation du nombre d'élucidations des vols qualifiés habitations pour le secteur depuis deux ans. Si en 2014, aucune élucidation n'a été recensée, 2015 a vu ce chiffre grimper à 8 et nous atteignons 10 élucidations en 2016. Il serait intéressant de comparer les données chiffrées du nombre de VQH sur ces trois années afin de pouvoir faire une analyse plus pertinente.

Secteur Sud

Composition du service au 31/12/2016

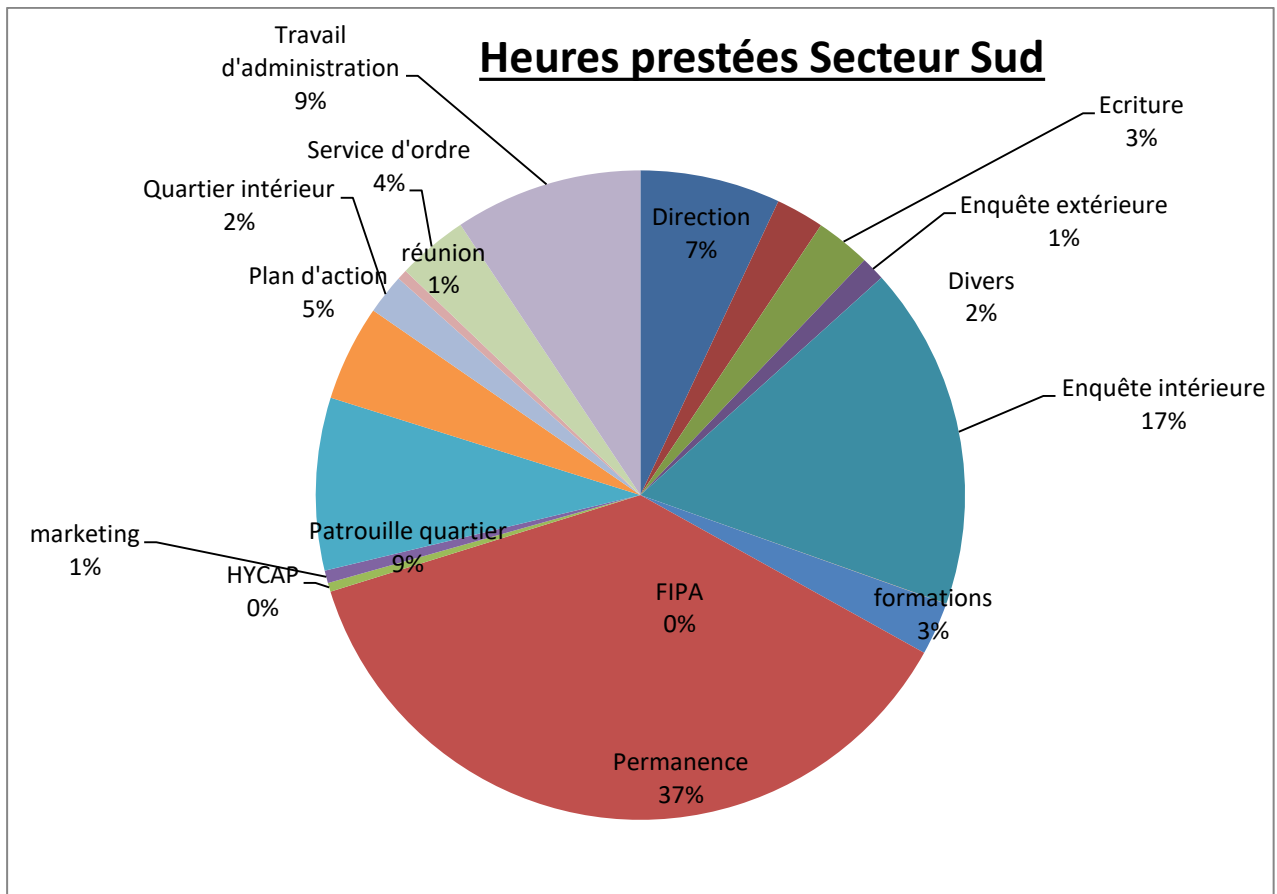
CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1			4		25			2	

Au 31/12/2016, le secteur Sud était composé de 1 CP, 4 INPP, 24 INP, et 2 employés.

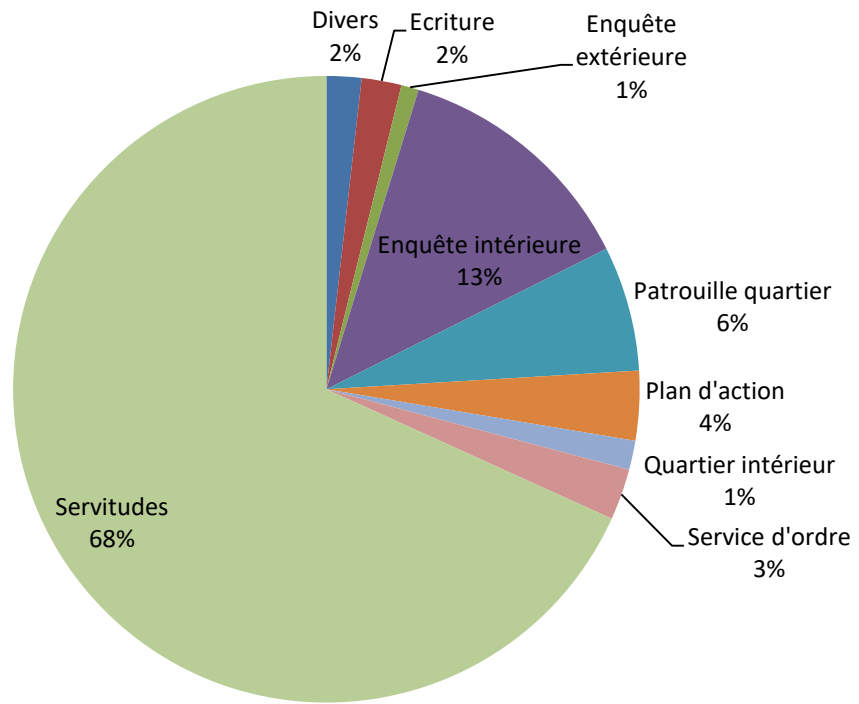
Parmi les 4 INPP, un est en détachement seulement depuis le 19/11/2016 et un autre est exempt de nuits et de prestations en services d'ordre en raison de son âge.

Parmi les 24 INP, un est exempt de nuits et de prestations en services d'ordre en raison de son âge, un second n'est plus opérationnel et n'effectue que du travail de secrétariat et un 3ème est affecté au service Famille/Jeunesse.

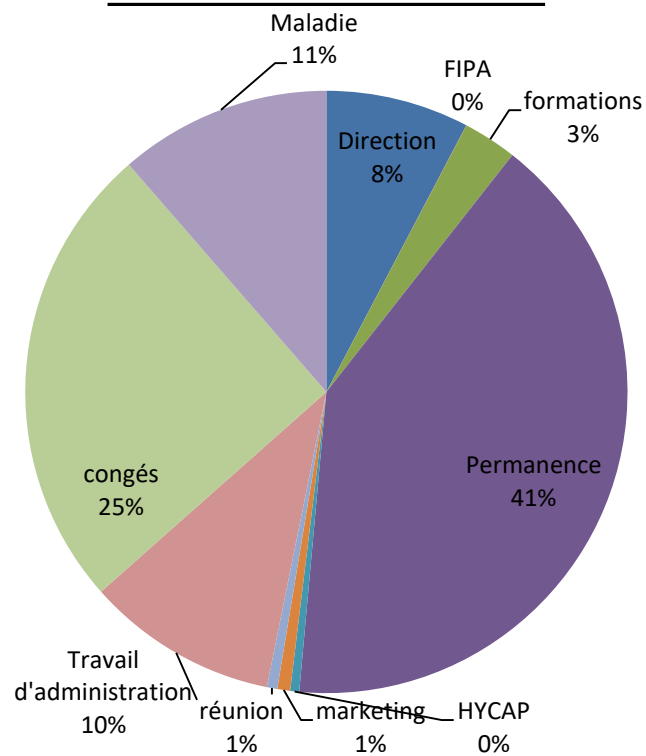
Activités



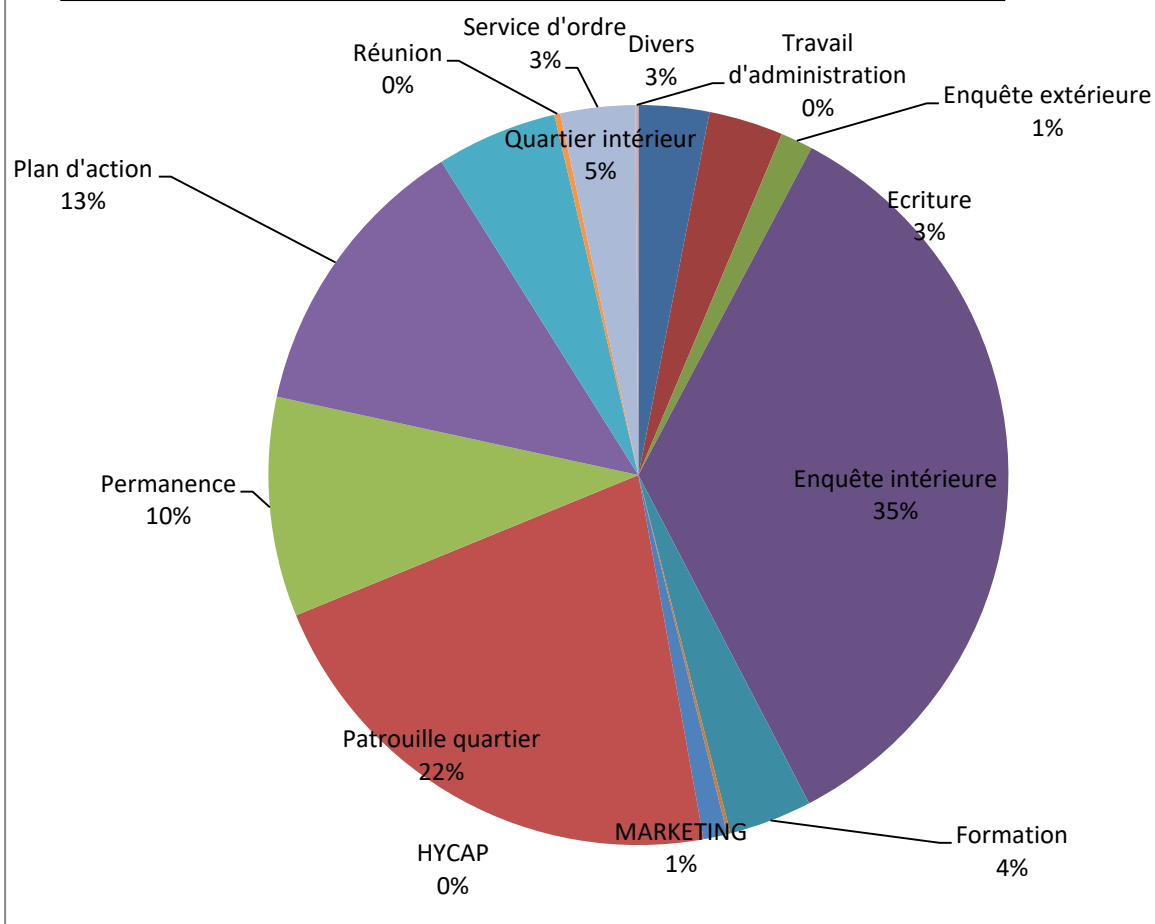
Type de prestations secteur Sud



Servitude Secteur Sud



Heures réellement prestées par les gestionnaires Secteur Sud



Les heures de « Médical » ont diminué de 3 % par rapport à l'année 2015.

Les servitudes ont augmenté de 3 % par rapport à 2015, ce qui correspond à une augmentation des permanences. Les autres servitudes sont sensiblement similaires à l'année dernière.

En ce qui concerne les prestations des gestionnaires de Quartiers, la réduction de 6 % des enquêtes intérieures a permis l'augmentation dans la même proportion du travail par plan d'actions.

Par contre, pour les gestionnaires, les permanences sont passées de 5 % en 2015 à 10 % en 2016, ce qui s'explique par la réduction du nombre de patrouilleurs par rapport en 2015 (-4).

Résultats du secteur

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
Beau Site	213	418	30	24	0	21	706
Chaussée de Mons	111	247	6	27	0	2	393
Verreries	126	235	6	44	0	3	414
Haine St Pierre	173	227	32	60	3	4	496
Fin de bout	224	282	32	59	3	18	615
Mitant des Camps	192	211	11	191	3	5	610
Cité Jardin	75	201	83	127	9	5	491
St Vaast Village	92	195	2	50	0	5	344
Autre	219	477	34	152	4	16	898
Total	1425	2493	236	734	22	79	4967

Pour la section famille-jeunesse

Le service jeunesse du secteur Sud se compose d'un inspecteur principal spécialisé et d'un inspecteur de police. Il est à noter que l'inspecteur principal spécialisé n'a rejoint le service qu'à l'issue de sa formation de gradé, à savoir le 1er juillet 2015.

Depuis novembre 2015, l'inspecteur principal spécialisé n'effectue plus que du travail administratif suite à sa grossesse (pas de contact avec le public). Elle a débuté son congé de maternité le 19 juin 2016, suivi d'une interruption de carrière du 23/11/2016 au 22/01/2017.

Du 20 juin 2016 au 26 septembre 2016, l'inspecteur de police a assumé seul les missions du service, date à laquelle ce dernier a été temporairement renforcé par un inspecteur principal spécialisé.

En 2016, le service jeunesse du secteur Sud a réalisé 38 auditions vidéo filmées ainsi que 44 auditions Salduz.

En 2016, l'inspecteur de police a participé au rôle de garde à raison de 927 heures et a participé à 8 formations (5 externes et 3 locales)

Le secteur Sud a pour particularité de comptabiliser plusieurs cités sur son territoire.

Parmi les différents établissements scolaires situés sur le territoire du secteur sud ne figure qu'un établissement secondaire avec lequel le service entretient de nombreux échanges concernant la problématique du décrochage scolaire.

Les PV rédigés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PV initiaux	116	90	102	29	75	50	80
Apostilles	292	336	331	212	195	153	286
Dossier SEI			27	64	48	26	14
Subséquent d'initiative				30		17	62
Total		426	460	335	318	246	442

Les types de faits

Indice	Infraction	PV init.	PV subséquents				Devoirs effectués		
			D'initiative	Apos t.	SE I	Fait non déterminé	Salduz (II-III-IV)	Aud. Vidéo filmée	Sit. Actuelle
42	mineur en danger	18	19	117	10	21	3	2	47
	décrochage scolaire	20	1	17			13		5
	fugues		3	7		1			3
	indiscipline	3	2	2					1
	PV d'info	4	6	8		9			11
	Abandon de famille non représentation d'enfant	1	1						
43	coups et blessures	8	12	44	2	7	14	12	5
	abstention coupable	1	2	3			1	1	
37	viol	1	4	19		2	1	7	1
	attentat à la pudeur		1	28		4	5	13	1
	incitation à la débauche			1					
60	pornographie			1					
	détention stup			1					
45	consommation stup	1	2	1					
	PV d'info	1	1	3		1	2		
12	vol à l'étalage			2			2		
13	Population		1				1		
17	vol dans habitation			1			1		
18	vol simple / sans violence			3	1		1	1	1
20	non respect décision judiciaire	1							
22	usurpation de nom			1			1		
32	décès suspect	1							
45	Agissement suspect	1	1		1				
	PV d'info			2					2
50	dégradations		1	1					
52	calomnie - diffamation			1					
	violation du secret des lettres	1							
53	harcèlement	2	1	7			2	2	
57	Délit de culte	1							
69	Fraude sociale	1							
	Civil			15		4			
	RIR	4							
	Roulage	8	1						
	Accident		1				1		
	Total	80	62	286	14	49	48	38	79

Indice	Infraction	Devoirs effectués						Devoirs complémentaires
		Enq. Fam.	Transfert	Placement	Saisie	Adoption	Arrest.	
42	mineur en danger	62	2	1	4			26
	décrochage scolaire	1						
	fugues		4					3
	indiscipline	1						
	PV d'info	3						6
43	coups et blessures	3			6			24
	abstention coupable				1			1
37	viol				6			12
	attentat à la pudeur	1			9		1	6
	incitation à la débauche							1
60	pornographie							1
	détention stup							1
45	consommation stup		1				1	1
	PV d'info							1
13	Population							1
18	vol simple / sans violence							2
32	décès suspect							1
45	Agissement suspect							1
50	dégradations							2
52	calomnie - diffamation							1
53	harcèlement				1			1
	Civil	4				2		15
	Roulage							1
	Total	75	7	1	27	2	2	108

- gestion des dossiers émanant du Parquet
- gestions des demandes émanant de services tels que les écoles, l'ONE, les hôpitaux, le SAJ, le SPJ...
- réalisation de patrouilles de lutte contre le décrochage scolaire
- contacts d'initiative avec les familles pour lesquelles un suivi jeunesse est nécessaire
- revisites dans le cadre du plan d'actions VIF
- participation à diverses formations
- participation aux formations locales
- participation aux réunions jeunesse
- réalisation d'auditions vidéo filmées

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Eléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Réunions organisées par Police	0
Participations à réunions extérieures	3
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	14
Implication capable:	
Initiative directe du service	1
Orientation externe:	
Groupes cibles-clients	0
Groupes cibles-partenaires	0
Résolution problèmes:	
Réunions avec Ilotage	5
Plans d'action-secteur	1
Fonction police guidée par infos:	
Nbr RIR:	79
Détermination d'objectifs-recherche d'infos	11
Réunion avec SER	5
Revisites vol habitations:	133
Positives	21
Elucidations VQH	13

Les principales évolutions de ces éléments par rapport à 2015 sont :

- Une augmentation importante du nombre de RIR qui passent de 30 à 79. (+49).
- Une augmentation des élucidations en matière de vols qualifiés habitation qui passent de 2 à 13 (+11).

Secteur Centre

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
			2	4		21	1		1	

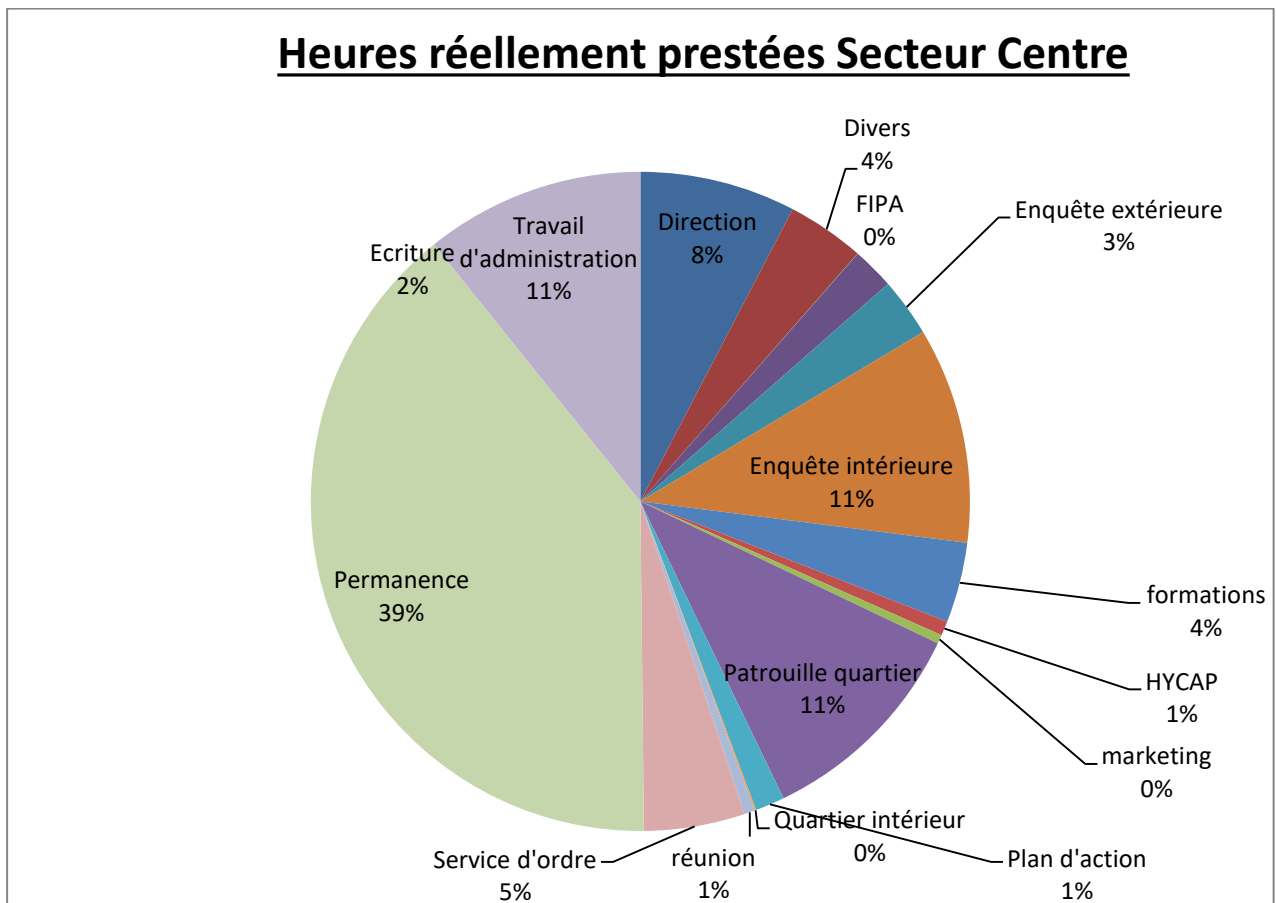
Durant cette année :

- La direction du service a continué à être assurée par l'Inspecteur Principal adjoint du service (fonction assumée depuis le 01/03/2014).
- Un Inspecteur Principal a intégré le service le 01/07/2016 en remplacement d'un Inspecteur Principal démissionnaire en date du 01/09/2016.

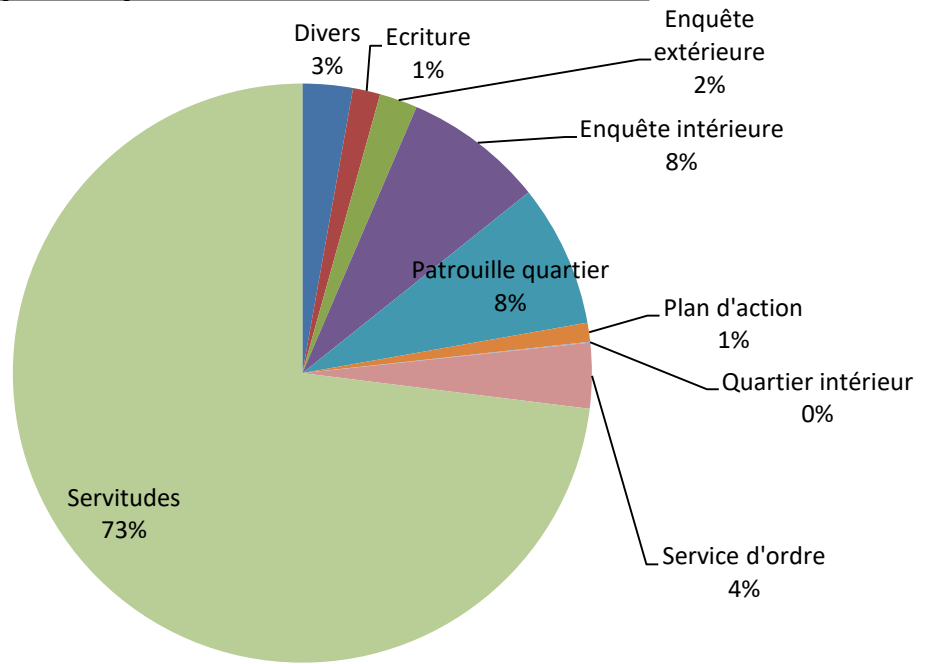
Départs

- Départ (démission) d'un Inspecteur Principal en date du 01/09/2016
- Départ (mobilité interne) d'un Inspecteur au 01/05/2016 qui a intégré le service « Enquêtes & Recherches »
- Le Secteur Centre est toujours déficitaire d'un officier

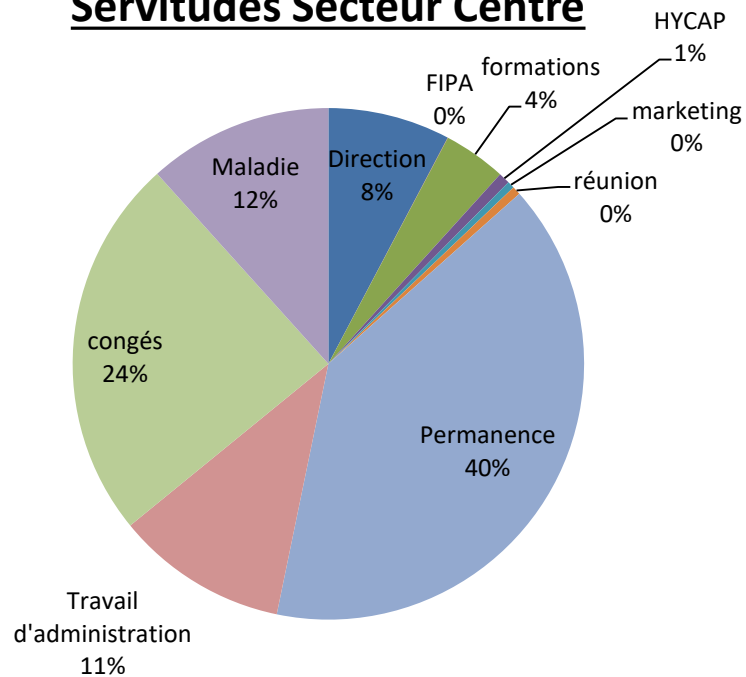
Activités



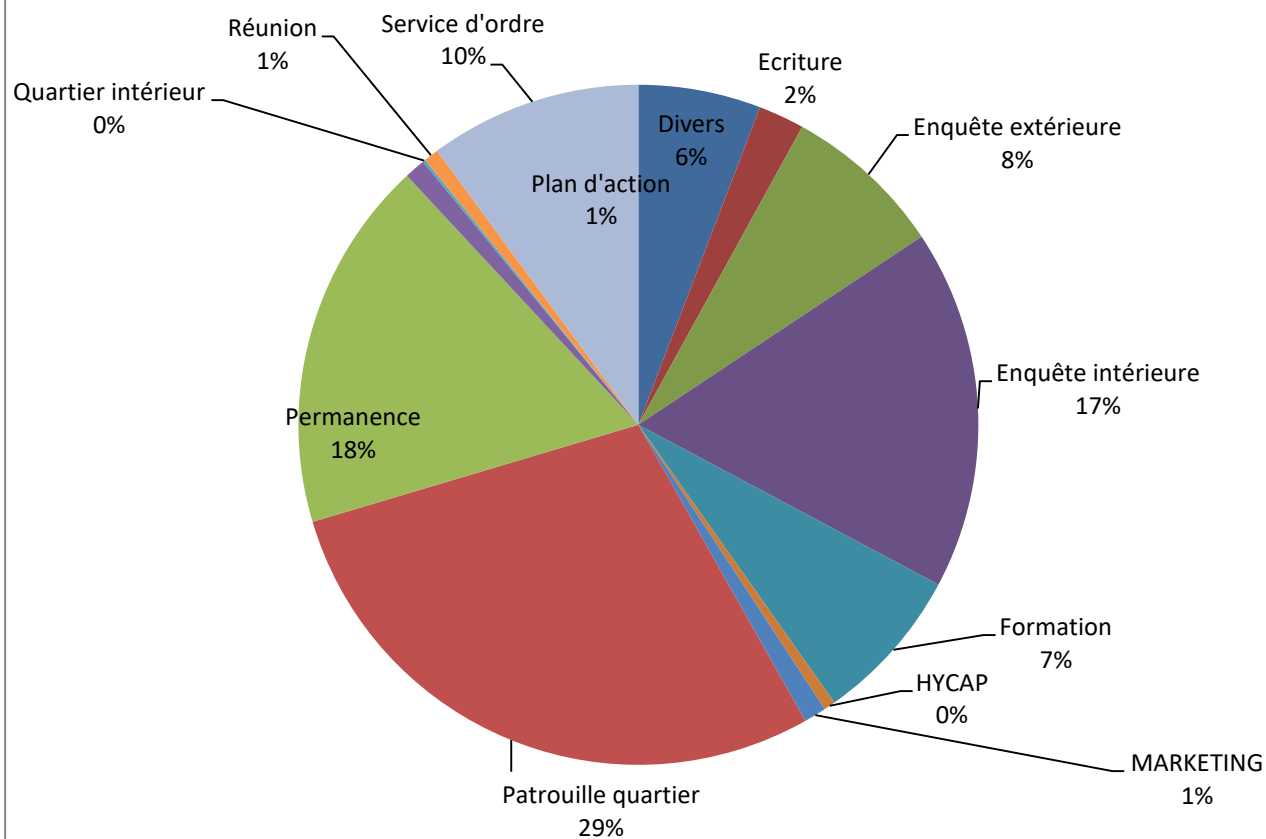
Type de prestations Secteur Centre



Servitudes Secteur Centre



Heures réellement prestées par les gestionnaires Secteur Centre



Comme pour 2015, les servitudes du Secteur Centre représentent 73 % des activités. Celles-ci s'articulent autour des permanences (40 %), les congés (24 %), le travail d'administration (11%), le médical (12 %) et la direction (8%).

Au niveau des heures réellement prestées, les prestations extérieures restent supérieures aux prestations intérieures soit 15 % pour 13 %. Le même ratio était de 16 % pour 13 % en 2015.

Pour les Gestionnaires de Quartier, la tendance se maintient à savoir 38 % de présence extérieure (37 % en 2015) pour 20 % de présence à l'intérieur.

Résultats du secteur

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
La Closière	432	672	33	142	2	10	1289
Hamoir	268	328	71	113	3	3	783
Bouvy	184	422	108	53	19	3	770
Tivoli	122	110	1	28	2	3	264
Baume	162	443	12	100	1	1	718
Autre	90	603	2	31	0	3	729
Total	1258	2578	227	467	27	23	4553

Les pièces rédigées restent dans la moyenne des années antérieures, 4553 en 2016, 4542 en 2015 et 4838 en 2014. Il est à noter que si les PV initiaux restent stables, le travail de suite d'enquête augmente (PV subséquents) au détriment du travail proactif en matière de sécurité routière et en matière de renseignement.

Pour la section famille-jeunesse

Les PV rédigés

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PV initiaux	87	100	112	87	84	59
subséquent initiative			39	86	86	81
Apostilles	206	229	211	196	151	170
Dossier SEI			12	4	7	4
Total	293	329	374	373	328	314

Les différents types de faits

Indice	Infraction	PV initiaux	PV subséquents				Devoirs effectués		
			D'initiative	Apostille	SEI	Fait non déterminé	Salduz (II-III-IV)	Aud. Vidéo filmée	Sit. Actuelle
42	mineur en danger	23	35	41	3	27	3		50
	décrochage scolaire	18	1	13		1			15
	fugues		2	3		1			5
	indiscipline	2	1	1					1
	non représentation d'enfant	1	3			1	4		1
43	coups et blessures	5	13	27		1	7	11	8
37	viol	1	4	7		1		5	3
	attentat à la pudeur		5	8			2	7	
60	vente stup	1		1			1		
45	PV d'info	1	1	3					2
	menaces	1	1	1	1		2		
47	incendie		1	1		1			1
48	Incendie volontaire		1						1
11	vol violence		1	3			2		1
	extorsion	1	1				1		
12	vol à l'étalage			3			3		
17	vol cyclo/auto/moto			1			1		
18	vol simple / sans violence			2					
36	détention illégale arme		1				1		
	Port illégal arme			1					
40	disparition majeur			1					
	enlèvement d'un mineur			1					
53	harcèlement	4	6	2			2		2
20	escroquerie sans internet	1					1		
41	rébellion		4				1		
	Civil			2		15			
	Total	59	81	122	4	48	31	23	90

Indice	Infraction	Devoirs effectués							
		Enq. Fam.	Transfert	Placement	Saisie	Adoption	Arrest.	Déchéance AP	Devoirs complémentaires
42	mineur en danger	46		2					12
	fugues	1							1
	indiscipline	1							
	non représentation d'enfant								3
43	coups et blessures	2	1	1	8				7
37	viol	1			3				
	attentat à la pudeur				4				2
45	PV d'info	1							1
	menaces								1
47	incendie		1	1					1
11	vol violence		1	1					
	extorsion								2
12	vol à l'étalage								1
18	vol simple / sans violence								1
36	détention illégale arme								1
	disparition majeur	1							
40	enlèvement d'un mineur	1							
53	harcèlement				2		1		1
41	rebbellion		1	1			1		1
	Civil					3		4	9
	Total	54	4	6	17	3	2	4	44

Fonctionnement

Le service est composé de 2 INPPS.

Une des INPPS travaille sous le régime de la semaine volontaire de 4 jours.

Notons qu'une des INPPS a été absente du 04/01/2016 au 04/09/2016 soit une durée de 9 mois. Cette INPPS a repris le travail en date du 05/09/2016 en mi-temps médical jusqu'au 03/01/2017 date à laquelle elle a repris le travail à temps plein avec exemptions.

Les 2 INPPS participent normalement au rôle de garde. Par contre, cette année une seule des INPPS a participé au rôle de garde, la seconde en ayant été exemptée par certificat médical.

Notons que l'INPPS fraîchement diplômée en juin 2016 est arrivée au Secteur Centre en date du 01/07/2016, laquelle a géré le secteur Sud et a prêté main forte au secteur Centre jusqu'au 05/09/2016.

Une partie du travail consiste à traiter les dossiers émanant du Parquet. De nombreux PV sont également initiés au vu de la proximité avec les services d'accueil implantés au sein-même de l'hôtel de police.

L'objectif du service est de pouvoir travailler en collaboration avec les services sociaux de La Louvière, les écoles, les hôpitaux, ainsi que tout service (social ou non) qui pourrait être concerné par les enquêtes. Force est de constater que nous entretenons de nombreux échanges avec les membres du personnel des hôpitaux dans le cadre de nos dossiers ainsi qu'avec les TMS ONE (travailleuses médico-sociales à l'Office National de l'Enfance). Il en est de même avec les nombreuses écoles situées sur notre secteur.

Le service tend à être présent un maximum sur le terrain afin d'aller au contact des familles et intervenants sociaux.

Les particularités du secteur Centre sont les suivantes:

- absence de cités
- présence de nombreux commerces, écoles (et internats)

Activités

- gestion des dossiers émanant du Parquet
- gestion des demandes émanant de services tels qu'écoles, ONE, hôpitaux, SAJ, SPJ...
- patrouilles « décrochage scolaire » (en collaboration avec les gestionnaires de quartier et les patrouilleurs suite à la mise en place d'un plan d'action au niveau du Secteur Centre : « patrouilles cyclo ») (37 heures) et 15 visites ont été effectuées dans ce cadre
- participation aux formations locales
- participation aux formations TAM (journées nationales et arrondissementales)
- réalisation d'auditions vidéo-filmées (104 heures)
- réalisation d'audition Salduz III (22) et Salduz IV (1)
- contacts réguliers d'initiative avec les familles nécessitant un suivi jeunesse approfondi
- visites dans le cadre des violences intrafamiliales
- participation aux réunions jeunesse
- contacts réguliers avec les écoles
- Mise en place de réunions mensuelles avec divers intervenants (directeurs, psychologues, assistants sociaux, chefs de groupe, éducateurs...) de l'IMP René Thone et ce, suite aux problèmes de fugues rencontrés au sein de l'internat et de l'école. Le but de ces réunions étant de pouvoir travailler en étroite collaboration et dès lors pouvoir agir plus vite sur le terrain. Un accord concernant la mise en place d'une procédure particulière en cas de fugue de jeune de René Thone est en cours de réalisation.
- Prise en charge d'un stagiaire Assistant Social en 1ère année durant le mois de janvier 2016 ainsi que d'une stagiaire criminologue en 2ème Master du 15/09/2016 au 31/12/2016.
- Participation aux opérations FOX organisées par le Secteur Centre en vue d'avoir un contact avec les jeunes du secteur

- participation à l'évènement « la parade de Noël » afin de prendre en charge les dossiers ayant trait à la Famille-Jeunesse ainsi que la problématique des enfants perdus
- participation à la formation donnée par la psychologue d'« Un pass dans l'Impasse » au sujet de la prévention du suicide chez les jeunes afin d'obtenir quelques pistes pour gérer cette problématique

Projets

- poursuivre les efforts pour une meilleure gestion des revisites dans le cadre des dossiers VIF
- encadrement des stagiaires
- élargir notre « répertoire téléphonique » des divers intervenants (éducateurs école, directeurs école, TMS ONE, AS hôpital...)
- participation à des formations en lien avec le domaine de la Famille-Jeunesse afin de pouvoir améliorer la prise en charge des familles
- participation aux journées de supervision TAM

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Eléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Réunions organisées par la Police	4
Participations à réunions extérieures	2
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	16
Implication capable:	
Initiative directe du service	2
Orientation externe:	
Groupes cibles-clients	2
Groupes cibles-partenaires	0
Résolution problèmes:	
Réunions avec Ilotage	4
Plans d'action-secteur	10
Fonction police guidée par infos:	12
Nbr RIR:	23
Détermination d'objectifs-recherche d'infos	0
Réunion avec SER	5
Revisites vol habitations:	106
Positives	16
Elucidations VQH	5

Certains critères en matière d'excellence ont diminué (de même que la rédaction de certaines pièces), cette situation s'explique notamment par les événements du mois de mars (attentats de Bruxelles) et du mois d'août (agression de policiers à Charleroi) et les mesures de sécurisation (tant locales que supra-locales) auxquelles notre service a participé.

Le suivi de la coupe d'Europe des Nations en juin/juillet a également fort sollicité les membres du personnel du Secteur Centre.

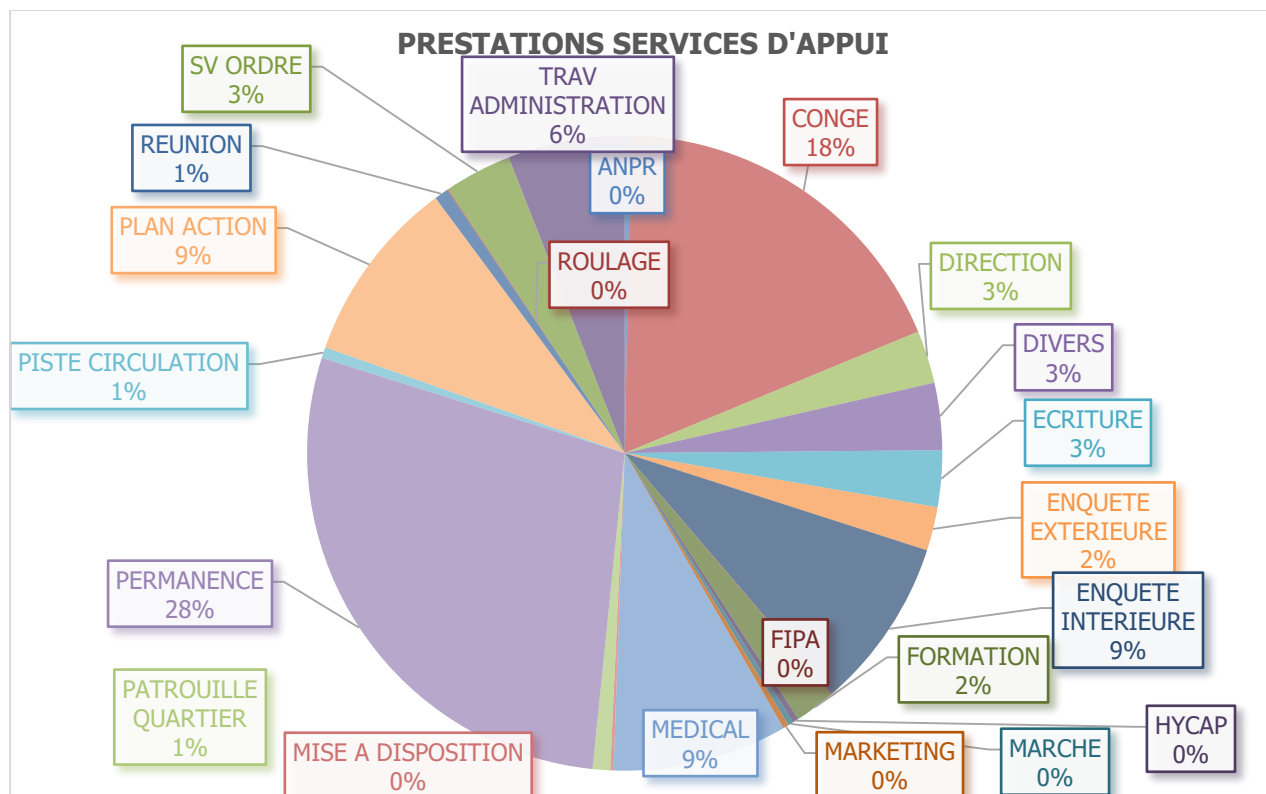
Si certains critères d'excellence sont en baisse, le travail policier quotidien en matière notamment de travail d'enquête et d'élucidation est par contre à la hausse.

D'une manière générale, en fonction des événements, des priorités du moment et de notre capacité, nous avons été obligés de faire des choix et de mettre de côté certains aspects de notre travail. Il faut cependant garder à l'esprit que la quantité totale générale de travail réalisé est en légère hausse par rapport à 2015.

IX. Direction des services d'appui

Introduction

Graphique comparatif des activités des services d'appui



Les pièces rédigées par les services d'appui

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
SER	218	3651	1452	3	10	0	153	5487
UMSR	1174*	268*	516	3143	7967	268	10	13346
Ilotage	76	279	61	359	15	59	30	820
Unité Verte	207	25	3	66	2	0	0	303
SCA	4754	641	133	38	32	2	15	5613

* reprend les PV roulage et les PV judiciaire non roulage

Éléments d'excellence des services d'appui

Éléments d'excellence	SER	UMSR	Ilotage	Unité Verte	SCA
Partenariat:					
Nbre visites écoles par la piste circulation:		164 classes+ 3j de Ekids+ 13j de plaines durant vacances			
Réunions organisées par Police		4	0	0	
Participations à réunions extérieures	3	12	1	3	4
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:					
Entretiens d'activités	13	3	5	1	9
Entretien d'activités des INPP avec leur team		4			
Implication capable:					
Initiative directe du service	2	6	4	0	0
Orientation externe:					
Groupes cibles-clients	0	6	0	0	0
Groupes cibles-partenaires	10	5	3	0	4
Résolution problèmes:					
Réunions avec autres services	13		8		
Plans d'action	9	5	3	0	Livescan (452 utilisations)
Opérations UMSR roulage (ops/nbre hr/ homme)		150 ops/3816hrs/ 397 pers			
Fonction police guidée par infos:					
Nbr RIR:	153	10	30	0	15
Détermination d'objectifs-recherche d'infos	6		2	0	0

Service Enquêtes et Recherches (SER)

Le Service d'Enquêtes et Recherches se compose d'un staff d'enquêteurs qui reprend un ensemble d'enquêtes sur base des faits constatés au sein de notre zone de police, mais aussi suite aux demandes des magistrats. Il traite les matières qui relèvent du domaine judiciaire. Le SER entretient des relations avec le milieu criminogène de la zone, de par la connaissance des lieux, des personnes, des types de criminalité, par la gestion d'informateurs et en exploitant les informations reçues. Il acquiert dès lors une bonne connaissance du paysage criminogène. Il entretient également des relations étroites avec le tissu socio-économique (commerçants) ainsi qu'avec les autres composantes du corps (notamment les gestionnaires de quartier pour exploiter des informations récoltées).

Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1			4		14	0,5		1	

Par rapport à 2015, le nombre d'INPP est passé à 4 (comme prévu au TO) à partir de juillet 2016 ;

Le nombre d'INP est passé à 13 en début 2016 avec le départ d'une INP au cours de gradé puis à 12 (départ d'un INP en mai 2016). Il faut aussi tenir compte d'un INP qui a travaillé en statut administratif pour cause de problèmes de santé.

Deux INP ont été engagés via mobilité : l'un en juin, l'autre en juillet pour compenser les départs.

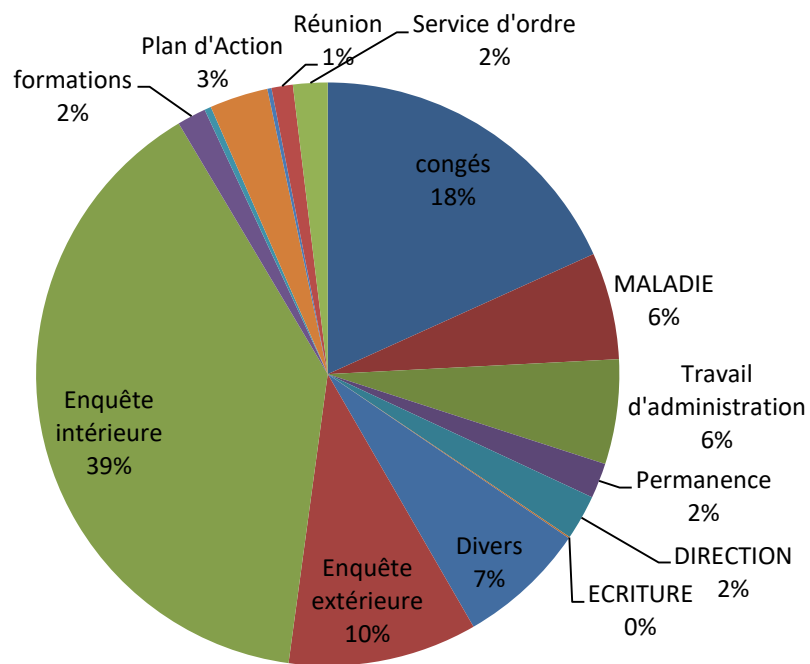
Un 2^{ème} INP est parti en septembre pour les cours de gradé.

Actuellement, 3 INPP et 10 INP sont insérés dans la cellule Criminalité Urbaine (vols, mœurs, ECOFIN, incendies, faux, constitution partie civile...). Au niveau ECOFIN, un seul enquêteur y travaille à plein temps, les autres dossiers sont répartis sur les autres enquêteurs malgré leur charge élevée de travail. Un deuxième enquêteur en cette matière serait absolument nécessaire.

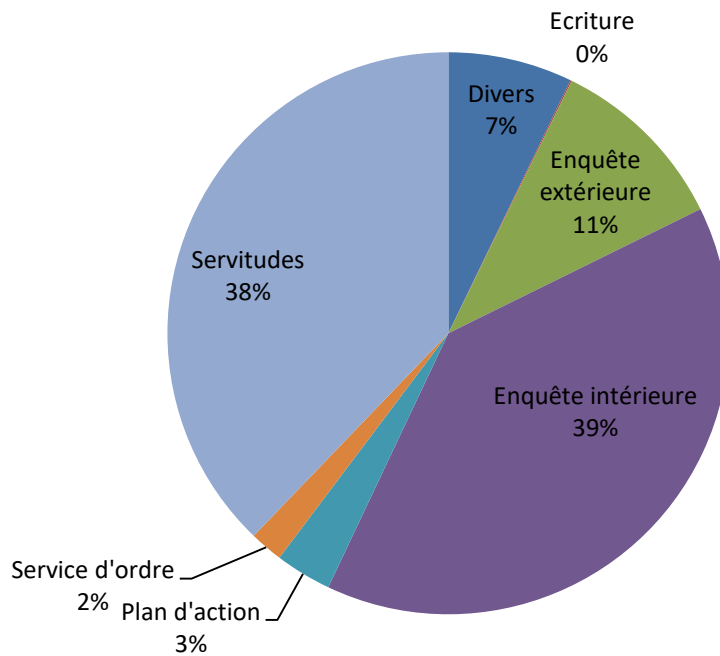
1 INPP et quatre INP sont insérés dans la cellule « trafics de stupéfiants, armes, trafics VV », ce qui est beaucoup trop peu.

Nous estimons que quatre enquêteurs supplémentaires sont absolument nécessaires pour la bonne tenue du service et des dossiers vu la charge de travail élevée sur la ZP.

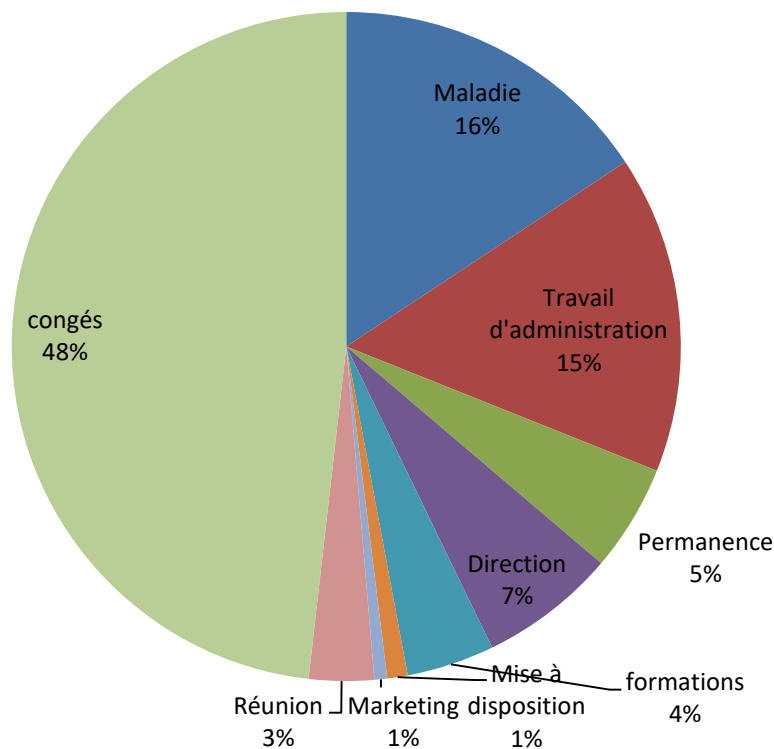
Heures réellement prestées SER



Type de prestations SER



Servitudes SER



Les résultats du service

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
SER	218	3651	1452	3	10	0	153	5487

L'augmentation considérable de la charge de travail est due en partie à la gestion dynamique du nouveau magistrat référent de zone augmentant les suites urgentes de dossiers judiciaires au stade de l'information ainsi que les enquêtes multiples des dossiers en mini-instruction.

Il est à noter le nombre considérable d'apostilles par rapport à l'année précédente (1452 au lieu de 841) et le nombre de PV subséquents (3651 au lieu de 2368).

La loi Salduz+ et ses contraintes ont également amené des changements au niveau des activités judiciaires et notamment avec les auditions avec avocats.

Les 10 % d'enquête extérieure représentent principalement les devoirs judiciaires externes (perquisitions, mandats d'amener, interpellations, enquêtes...)

3 % ont été consacrés aux plans d'action (patrouilles-observations des targets).

En proactif

	Nb heure
Observations	525h54

En proactif, comme précisé supra, les 598 heures ont servi à la surveillance de lieux où des activités délinquantes se produisent, au suivi sporadique des personnes ciblées dans nos dossiers, à l'exploitation de rapports d'informations douces, au suivi d'informations collectées par l'OLDI, au suivi des épiphénomènes...

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dossiers	1203	873	906	1006	912	564	786
P.V. rédigés	4517	3356	2847	3451	3016	2322	3207
Auditions	1922	2199	1142	1228	1282	924	1302
Privations de liberté	104	138	108	152	175	120	163
Nombre d'élucidations	588	494	617	679	618	466	594
Perquisitions	117	148	134	133	131	108	205
Dépôts greffe	217		325	410	249	356	448

L'année 2016 affiche une hausse significative du nombre de dossiers, de P.V rédigés, d'auditions, de privations de liberté, du nombre d'élucidations, de perquisitions et enfin de dépôts au greffe.

Les efforts consentis par le SER ont été couronnés de succès vu les résultats !

Sous la houlette du nouveau MRZ, les dossiers concernant toutes les problématiques de criminalité dérangeante ont été menés à bien et bon nombre de « targets » ont été mis sous mandat, présentés au magistrat et libérés sous conditions, lesquels ont été beaucoup plus suivis qu'auparavant. Il est à noter également qu'en cas de récidive, la réaction judiciaire a été immédiate, ce qui a généré une nouvelle dynamique au sein de la recherche dans la ZP.

Criminalité violente

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
Enlèvement	1		9	3		1	1	1
Extorsion	11		74	42	6	3	4	10
Car-jacking	1	1	1	1	1			
Homicide involontaire	3		7	4				1
Coups et blessures	54	3	243	144	9	11	7	58
Meurtre et tentative	8		47	27	3	7	4	5
VAMA	9		34	9	3	1	5	2
Vol violence	92	1	280	121	18	17	6	37
Total	179	5	695	351	40	40	27	114

Sur 179 dossiers traités (138 en 2015), 114 ont été menés à bien, soit un peu plus de 60% avec 40 privations de liberté, 5 interpellations, 695 PV et 27 perquisitions.

37 de ces élucidations concernent des vols avec violences, 58 des coups et blessures, 10 extorsions, 5 meurtres ou tentatives, 2 vols à mains armées...

Une des préoccupations de la zone sont les vols avec violences commis dans les commerces ou sur la voie publique.

Ces types de faits sont particulièrement suivis par notre MRZ et chaque fait est ponctué d'une enquête serrée en vue d'identifier les auteurs.

Stups

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
Détention	9	1	32	10		6	4	11
Consommation	5	1	14	10		1	3	3
Vente	97	12	732	246	41	92	34	37
Import dopage humain	3		3			1		2
Réunion ou association	1		1					
Culture	2	1	7	5	1	2	3	2
Total Stups	117	15	789	271	42	102	44	55

Tout comme en 2015, la priorité a été axée sur le trafic et la vente de stupéfiants (drogue dure) sur le territoire de la zone : 42 privations de liberté, 15 interpellations, 55 élucidations, 117 dossiers traités.

Les prises ont été diverses : de plusieurs grammes à quelques kilos (la marijuana et la cocaïne étant les produits les plus souvent retrouvés).

Le suivi au niveau des confiscations est à souligner également, pour que l'argent récolté par cette activité délictueuse, ne reste pas en possession des dealers.

Mœurs

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
Attentat à la pudeur	9		25	10		2		6
Outrage	2		4	2				
Viol et tentative	37		207	99	15	20	14	40
Pédophilie	2		4	1		1		
Pornographie	3		26	15	2	3	2	3
Prostitution	1		28	7	3		3	2
Incitation à la débauche	1		3	2		1		1
Total Mœurs	55	0	297	136	20	27	19	52

L'année 2016 a vu exploser le nombre de dossiers mœurs, beaucoup en sphère familiale; ces dossiers sont repris aux inspectrices spécialisées des secteurs qui ne prennent pas l'audition des auteurs de moins de 14 ans.

Pas moins de 55 dossiers ont été repris par le SER (au lieu de 18 en 2015), 20 personnes ont été privées de liberté au lieu de 2 en 2015, 52 faits (viols, tentatives, attouchements...) ont été élucidés.

Ces dossiers nécessitent beaucoup de capacité (enquête familiale, voisinage, témoins, retranscriptions vidéo-filmées...).

Vols

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
Vol de et dans véhicule	19		29	7	4	6		13
Vol domestique	4		4	2	1	1	1	1
Vol à l'étalage	9		16	13		3		12
Vol habitation	28		171	86	8	33	35	23
Vol commerce	1		4	2		7		2
Vol qualifié	47	1	189	68	12	6	33	31
Vol simple	38	1	80	25	4	7	1	17
Fraude informatique	34		49	4		6	1	12
Recels	17		44	19	3	6	2	14
Total Vols	197	2	586	226	32	75	73	125

On constate une nette augmentation des dossiers de vols traités (197 au lieu de 144) ainsi que pour les privations de liberté (32 au lieu de 19), 586 PV rédigés au lieu de 386 et enfin 125 élucidations au lieu de 99, principalement pour des vols qualifiés et/ou dans des écoles, où une bande de jeunes délinquants ont été interpellés, suite à de nombreux faits.

Au niveau des vols habitations, il s'agit d'une matière où le taux d'élucidation stagne, principalement dû, au peu de renseignements obtenus lors des constats et des revisites, aux auteurs itinérants. Seulement 23 faits ont été élucidés par le SER ;

14 receleurs ont également été identifiés, ce qui démontre que la recherche du butin est aussi un aboutissement au niveau des dossiers vols.

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
Abus de biens sociaux			2	2				
Blanchiment			20	3		1		4
Détournement			2					
Escroquerie	17		125	52	2	9	3	23
Faillite	6		85	26	1			16
Fausse monnaie	1		1	1				1
Faux	11		25	10			1	7
Fiscalité	1		1					1
Enquête commerciale	19		89	29	1		2	42
Fraude sociale	1		2					2
Législation du travail	28		47	15	1	3	2	29
Contrefaçon	1		1					1
EcoFin	85		400		5	13	8	126

Les dossiers ECOFIN propres à la zone ainsi que les dossiers hors zone ont représenté 126 élucidations durant l'année 2016, 400 P.V ont été réalisés et 5 privations de liberté ont été ordonnées, la plupart pour des escroqueries. Cette matière autant délicate que vaste comprend les faillites, les enquêtes commerciales, la législation du travail, la fraude sociale, les faux et usage de faux entre autres.

La capacité ECOFIN pour notre SER est beaucoup trop faible, un seul enquêteur est réellement en charge des dossiers les plus difficiles, les autres dossiers sont répartis parmi les autres enquêteurs bien qu'il s'agisse d'enquêtes spécifiques.

La plupart sont des dossiers réactifs, sur apostilles ou sur base d'opérations effectuées avec les partenaires sociaux (FOREM, SPF finances, AFSCA, lois sociales).

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
Abus de confiance	2		8	3		1		1
Agissements suspects	10		26	5				7
Armes	33		67	25	1	63	10	29
Malfaiteurs	6		24	1	1		1	3
Bris de scellés	2		2		1			2
BCS/ OC/ BRI...	1	1	2		1			1
Cels	2		2			1		
Constitution Partie Civile	4		32	17				6
Décès suspect			1					
Dégradations	4		4		1	1	1	
Détention illégale/ arbitraire	4		6			1	2	4
Disparitions	9		25	6		1	2	9
Faux témoignage	1		4	6	1		2	2
Grivèlerie	2		2					2
hacking	1		1					
Harcèlement téléphonique	15		41	21	3	7	2	10
incendie involontaire	1		3	1		1	2	
Incendies volontaires	8	1	52	27	1	2	3	2
législation étrangers	11	2	55	13	7	4	6	13
Mariage blanc	1		18	16	3	1	1	6
Mineur en danger	3		3	4				4
Menaces	13		22	12	2	4		6
Outrage	4		5	1				5
Protection jeunesse	1		1					
PV info	1		1			1		
Rébellion	4	2	13	6				3
Recels				6				
Roulage	3	1	5	3	1	1		2
Usurpation fonction	1		1	1				
Usurpation d'identité	3		9	1				1
Faux témoignage	1		4		1		2	2
Perte de documents	1							1
Permis d'environnement	1		1	1				1
Total Divers	153	7	440	180	24	89	34	122

La grande partie des dossiers « divers » comprend les matières non classifiées dans les autres catégories : armes, harcèlements, menaces, incendies, disparitions....

153 dossiers ont été menés à bien avec 24 privations de liberté, 440 PV, 34 perquisitions et 122 dossiers élucidés.

Le phénomène « armes » prend de plus en plus d'ampleur et fait l'objet d'une attention particulière du MRZ qui demande à ce que chaque dossier soit traité rapidement.

Priorités du Plan Zonal de Sécurité 2014-2017

Faits	Nbre dossiers traités	interpellation	PV	Auditions	Priv. de liberté	Dépôts au greffe	Perquisitions	Elucidat.
vols habitation	28		171	86	8	33	35	23
vols effraction commerce	1		4	21		7		2
vols effraction autre	47	1	189	68	4	7	1	17
trafic de stup	117	15	789	271	41	102	44	55
Total	193	16	1153	427	53	149	80	97

Le SER a mis une priorité importante sur le plan zonal; 193 dossiers ont été traités (au lieu de 149)

97 élucidations, 80 perquisitions, 53 privations de liberté, 1153 PV (contre 682).

Le suivi constant demandé à nos enquêteurs par le MRZ démontre une amélioration mais prouve aussi que le problème des vols et du trafic de stupéfiants doit rester prioritaire, bien que nous essayions de le juguler le mieux possible sans toutefois arriver à l'éradiquer...

Éléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Participation réunions extérieures	3
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	13
Implication capable:	
Initiative directe du service	2
Orientation externe:	
Groupe cible partenaires	10
Groupe cible clients	0
Résolution problèmes:	
Observations	597h24
Targets	10
Plans d'action service	9
Fonction police guidée par infos:	
Contacts avec les secteurs	52
Réunions avec secteurs	13
Objectif recherche info	6
Appui secteur	435h48
Nbr DOS	761
Nbr RIR:	153

Les entretiens d'activité sont effectués soit au niveau des teams, soit personnalisés sur base des inventaires d'enquêtes qu'ils tiennent à jour.

Nous avons demandé aux gradés d'avoir une attention particulière à la charge individuelle de travail vu le nombre de dossiers à traiter impartis à chacun.

Ce suivi est absolument nécessaire vu l'autonomie accordée à chacun au niveau de la gestion des dossiers et aux retards de dossiers qui sont dus à la surabondance de l'activité judiciaire sur la zone de police et à la nécessité d'une direction judiciaire à créer pour cibler au mieux les tâches prioritaires à effectuer par ce service d'enquête. Cela permet également d'avoir le rendre-compte nécessaire pour déterminer l'activité de chaque enquêteur.

Au niveau de l'initiative directe du service, le suivi actif du diagnostic de sécurité et du réseau choisi a permis de démanteler une bande d'auteurs délinquants dans les vols de et dans voitures.

Fidèle à la philosophie de la police communautaire, le travail en partenariat n'est pas oublié au niveau du travail judiciaire, ainsi nous collaborons avec divers organismes suivant les disciplines qui leur sont propres (ORES, lois sociales, SPF, opérateurs téléphoniques....)

Le travail d'enquête nécessite aussi une part de travail proactif, à savoir la surveillance de lieux où des activités délinquantes se produisent, le suivi sporadique de personnes ciblées dans les dossiers du SER, l'exploitation de RIR et des infos collectées par l'OLDI, le suivi des épiphénomènes ...

Près de 598 heures (contre 300 en 2015) ont été comptabilisées pour ce travail.

10 targets ont été plus particulièrement ciblés et suivis, la plupart sont sous mandat d'arrêt ou en IPPJ.

Au niveau des plans d'actions propres à notre service, ils sont établis suivant les préoccupations délinquantes évolutives survenant sur notre zone, notamment les bandes urbaines avec auteurs africains, les dealers de drogues dures, les détenteurs/utilisateurs d'armes prohibées, les vols à main armée (fin d'année), la T.E.H (illégaux et main d'œuvre en noir) et les tripots de jeux clandestins (1 établissement démantelé-nombreuses interpellations et saisies).

Les contacts et les réunions avec les secteurs sont indispensables pour assurer une cohésion avec les collègues avec qui on recherche de l'information, à qui on doit rendre compte de l'activité sur leur secteur, le SER n'est pas une tour d'ivoire...

De même, les appuis secteurs sont réguliers aussi pour leur apporter une expertise, une plus-value ou tout simplement pour reprendre des enquêtes qu'ils ne peuvent continuer au vu de leur activité propre.

Enfin, dans le cadre de la recherche de l'information, 153 RIR ont été rédigés par le SER (sur les 425 au total de la zone), 761 DOS ont été ouverts principalement pour des enquêtes relatives aux vols habitations et aux trafics de stupéfiants.

Au niveau des élucidations, le SER compte 594 faits élucidés dans les domaines les plus divers.

Unité de Mobilité et de Sécurité Routière (UMSR)

L'Unité de Mobilité et de Sécurité Routière constitue le maillon principal en terme de régulation des flux de circulation et de gestion des facteurs accidentogènes sur l'ensemble du territoire louviérois. En effet, ce service n'assure pas seulement la facilitation de la circulation. Acteur qui devrait être incontournable dans la prise de décision en matière de mobilité eu égard à son expertise dans cette gestion de la fluidité, il est également constitué d'un pôle éducationnel principalement auprès des écoles de l'entité.

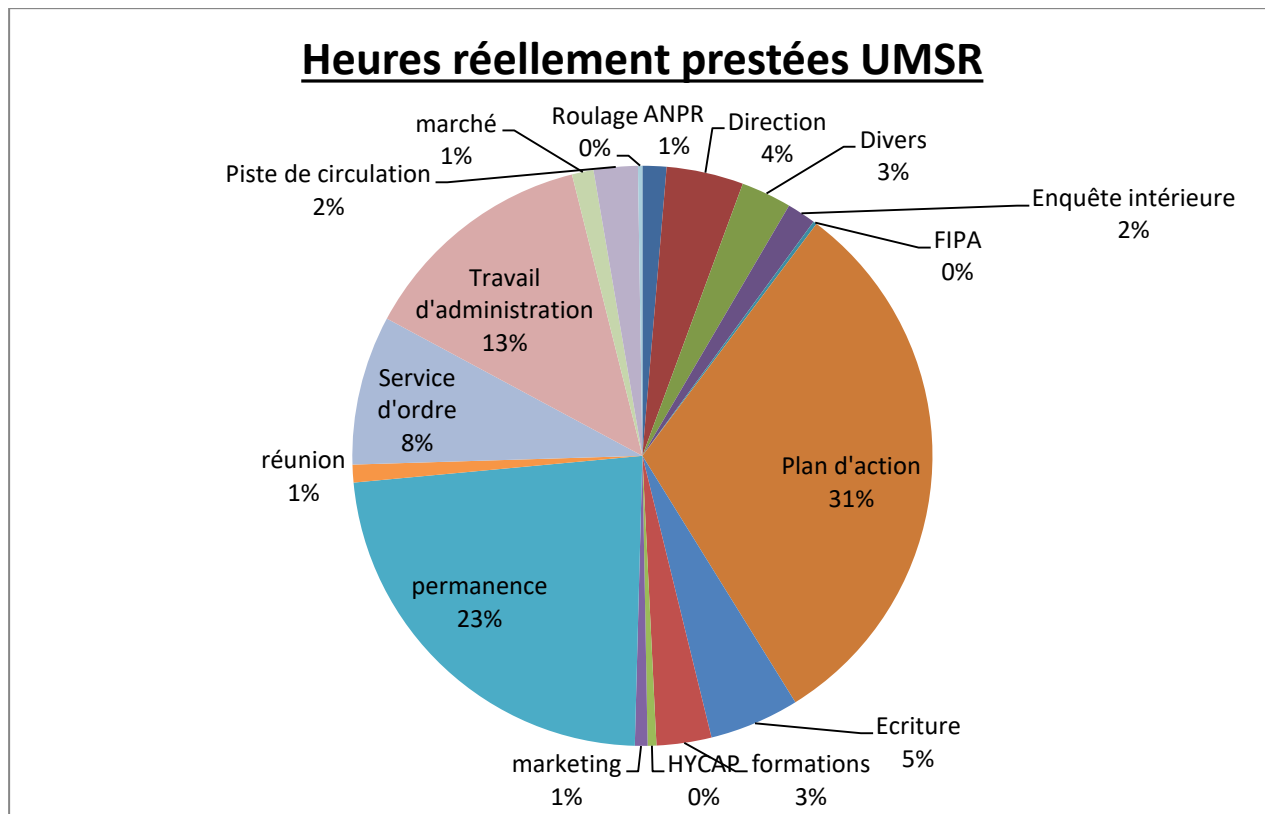
Dans ses prérogatives en matière de sécurité routière, l'UMSR met en exécution les plans d'actions issus des thématiques dégagées par le Conseil Zonal de Sécurité mais ne reste pas cantonnée à ces seuls points d'attention car des problématiques ponctuelles peuvent apparaître (cyclomoteurs non-conformes, non-respect des conditions de transport routier, défauts d'assurance et autres obligations du conducteur). Le service s'inscrit également dans les thématiques nationales telles que les campagnes BOB été et hiver.

Composition du service au 31/12/2016

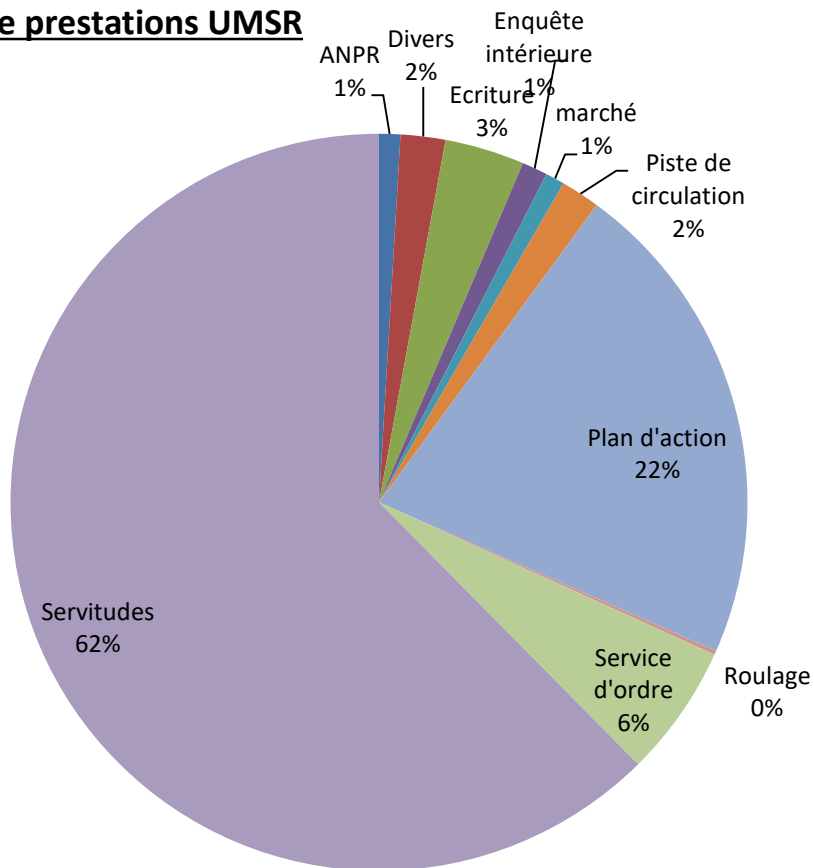
CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1			2		5		21	2	

Le service a enfin pu retrouver son Commissaire qui n'apparaissait pas dans le tableau de l'année 2015 en raison d'un accident de travail. Si l'UMSR a perdu l'un de ses gradés, il a néanmoins récupéré un deuxième INPP qui se trouvait en détachement précédemment. Deux agents de police sont venus également renforcer les rangs. Cependant, les effectifs prévus au cadre nécessitent la présence de 2 INPP et 2 INP supplémentaires. Cet encadrement déficitaire provoque parfois des difficultés en matière opérationnelle en raison des compétences des agents qui restent restreintes.

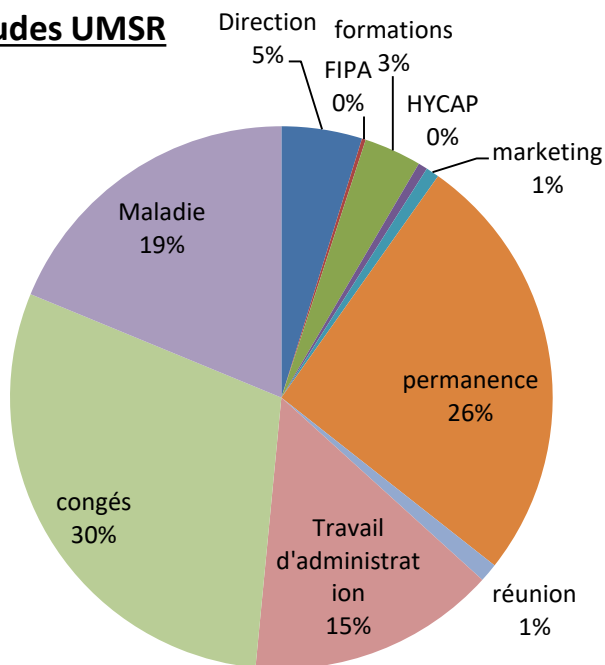
Activités



Type de prestations UMSR



Servitudes UMSR



On note une diminution du travail d'administration (-4%) et de l'écriture (-4%) au profit, principalement du travail sur les plans d'actions (+6%). Le retour d'un second agent de police en travail administratif a encore permis de réduire le nombre d'heures d'écriture des membres opérationnels et donc d'obtenir une plus grande présence sur le terrain pour la réalisation des plans d'actions révélée par l'augmentation du nombre de pièces. Il est à noter que les rédactions sont nombreuses dans le service qui réalise la majorité des

perceptions immédiates de la zone (près de 75 % de l'ensemble de la zone) ainsi que des sanctions administratives communales (entre 60 et 70%).

Le médical enregistre aussi une diminution remarquable de 25 à 19 % même s'il reste néanmoins élevé mais il faut savoir qu'une personne vient d'être mise à la pension suite à son absence prolongée pour raison médicale, ce qui risque de diminuer l'absentéisme lié à cette cause en 2017.

Résultats du service

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total général
UMSR	1174*	268*	516	3143	7967	268	10	13346

* reprend les PV roulage et les PV judiciaire non roulage

Le nombre de verbalisations est en augmentation. Pour en faire la comparaison avec l'année 2015, il nous est nécessaire d'additionner les PI et les SAC. En effet, au début de l'année 2016, notre zone de police est passée à la dépenalisation du stationnement. Si l'on retrouvait 6061 verbalisations l'année passée, on est passé au nombre de 11110, soit une augmentation de plus de 5000 pièces. L'acquisition d'un nouveau cinémomètre n'explique pas à elle seule l'augmentation (2154 verbalisations en 2016). En matière de stationnement PMR, l'activité de la zone reste une priorité mais il semble que les conducteurs se conforment plus à la signalisation vu que l'on remarque une diminution de près de 100 rédactions en 2016.

En plus des efforts consacrés au respect du code de la route, on peut noter que le service a traité plus de dossiers qu'en 2015 : + 245 PV initiaux, + 83 PV subséquents, + 143 apostilles.

Enfin, dans le contexte de recherches d'informations douces, on remarque également que 2 dossiers supplémentaires ont été initiés cette année.

Infractions de roulage et perceptions immédiates

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Infraction de roulage (classique) initial	1321	997	1278	1468	898	1057
Infraction de roulage (classique) subséquent	247	214	195	220	128	172
Perception immédiate UMSR	11071	9073	11780	8316	6048	7967

Radar

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
en préventif	4080h	2114h	6664h	6280h	1660h	2116h00
en répressif	638h	863h46	510h30	494h42	72h14	508h30
Total	4718h	2977h46	7174h30	6774h42	1732h14	2624h30

Nombre de PV radar	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de véhicules contrôlés	NC	163763	146627	76013	11256	44104
Nombre de véhicules en infraction (vitesse > 64 km/h)	NC	4118	3726	2804	387	1863
% de véhicules en infraction	NC	2,51%	2,54%	3,69%	3,40%	4,22%

Formation et éducation

La fréquentation des établissements scolaires	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre d'établissements scolaires niveau préscolaire et primaire fréquentés	37	34	39	39	35	22

La fréquentation en nombre d'élèves / niveau d'études	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Précolaire	/	/	/	/	/	/
Primaire	2963	2912	4119	4359	4586	4239
Primaire spécial	/	46	78	128	12	
Total	2963	2958	4197	4487	4598	4239

Les activités extérieures	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre d'activités organisées	NC	48	6	28	33	17
Nbre total de participants	NC	875	100	390	429	197
Nbre moyen de participants par activité	NC	18	16	14	13	12

Les activités organisées consistaient en des plaines de jeu, 3 journées E-Kids ainsi que le challenge sécurité routière.

La fréquentation totale	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Scolaire	2963	3263	4197	4487	4598	4239
Extérieure		560	100	390	429	197
Total		3823	4297	4877	5017	4436

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Eléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Nbre visites écoles par la piste circulation:	164 classes+ 3j de Ekids+ 13j de plaines durant vacances
Nbre réunions organisées par la police:	4
Nbre participations à des réunions extérieures:	12
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretien d'activités avec les INPP	3
Entretien d'activités des INPP avec leur team	4
Implication capable/leadership audacieux:	
Initiative directe du service:	6
Orientation externe:	
Détermination des groupes cibles-clients	6
Détermination des groupes cibles-partenaires	5
Résolution de problèmes:	
Opérations UMSR roulage (ops/nbre hr/ homme)	150 ops/3816hrs/ 397 pers
Plans d'action	5
Fonction police guidée par infos:	
Nbre info douces entrantes (judiciaires)	10
Elucidations accidents blessés avec délit de fuite	15

Les initiatives du service restent et doivent rester le témoin d'une volonté constante d'amélioration du service orienté vers la communauté. Ces initiatives se sont, entre autres, traduites par des réflexions initiées concernant des problématiques externes (plans de circulation, organisation du placement des forains, information de la population sur des problèmes de fluidité...) ou internes (répartitions des inconvénients pour les membres du personnel, organisation des services ...). La seule difficulté rencontrée dans la mise en place de ces initiatives est l'implication de services externes dans leur réalisation conduisant parfois à l'absence de changements.

Les déterminations des groupes clients et partenaires démontrent une certaine insertion dans la politique de sécurité sociétale où la police n'est pas le seul acteur en matière de sécurité routière. Special Olympics Belgium, B-Post, E-kids, les plaines de jeux sont les différents clients identifiés par nos actions et si certains ont été des partenaires, nous pouvons également considérer le Parquet, les dirigeants du CORA, le SPW et les responsables sécurité de RTL comme des collaborateurs en matière d'orientation vers la sécurité routière. Le taux de résolution des accidents avec « lésions corporelles et délit de fuite » reste de l'ordre des 56 % contre 60 % en 2015 mais l'on constate une plus grande proportion d'auteurs prenant la fuite, le nombre d'élucidations étant passé de 8 à 15, soit presque 2 fois plus pour 2016.

Service Ilotage

Le service Ilotage est une unité d'appui opérationnel spécialisée dont les missions de sécurisation sont orientées vers les îlots d'insécurité identifiés par les analyses de l'Observatoire Louviérois de la Délinquance et de l'Insécurité sur base des troubles à la vie communautaire et de la criminalité constatée.

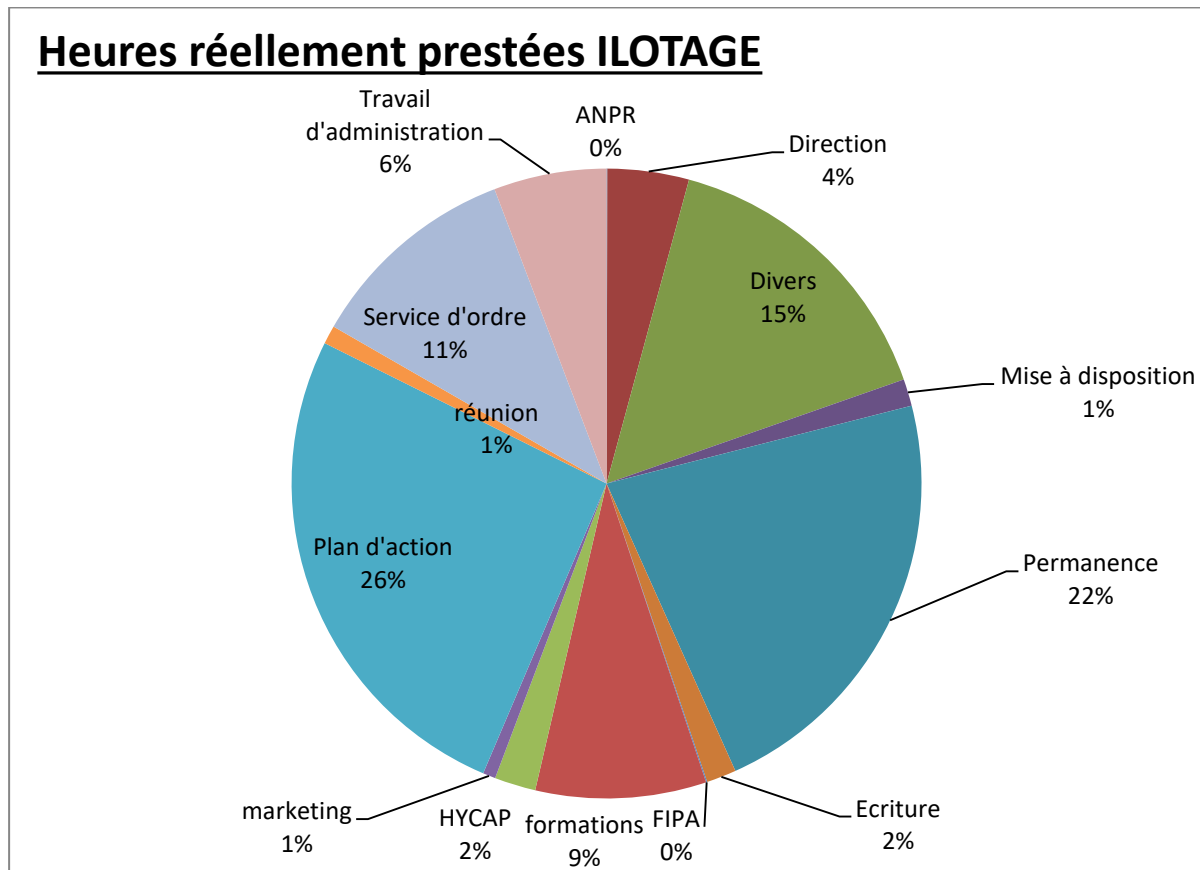
L'Ilotage assure également les services d'ordre locaux et les appuis aux équipes d'intervention qui requièrent une assistance spécialisée ou une compétence particulière. Première réserve de la zone de police, ses membres sont engagés prioritairement sur les rassemblements et les manifestations extérieurs de grande ampleur (sommets européens, rencontres sportives, city parade,...)

Enfin, ce service gère les renforts externes tels que la cavalerie de la Police Fédérale car les missions de ces derniers sont semblables à celles des membres du service Ilotage.

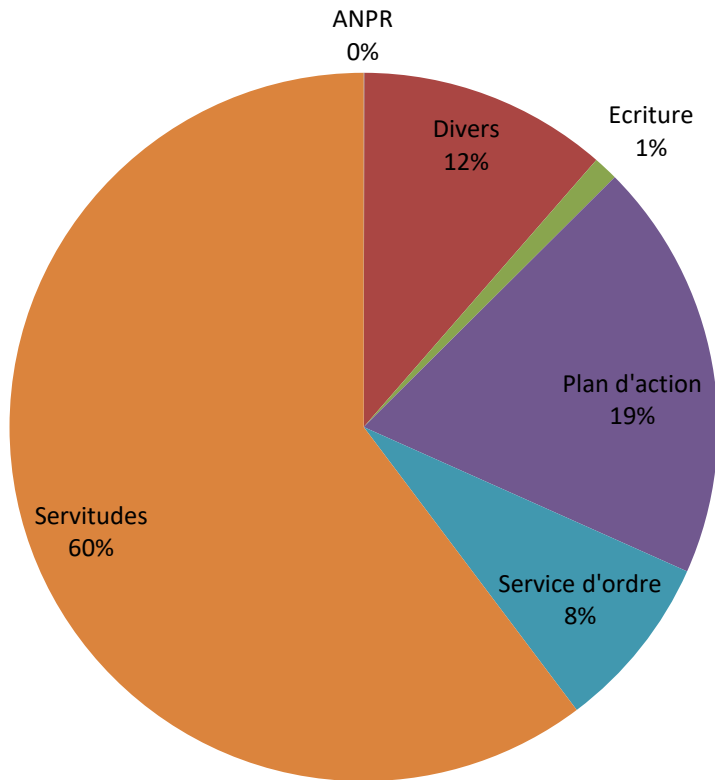
Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
				2		6			0,5	

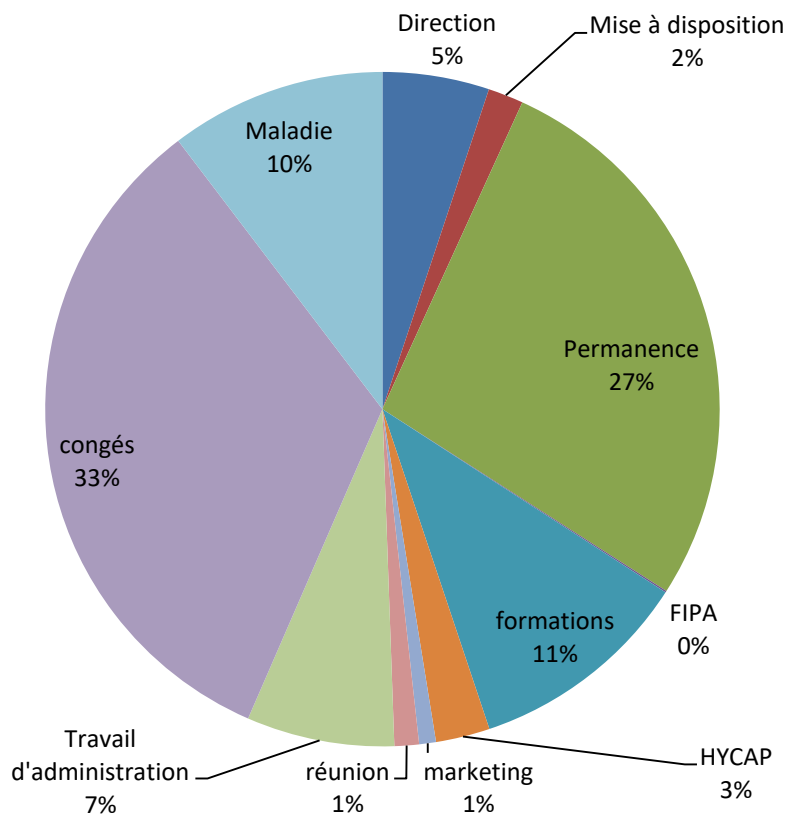
Activités



Type de prestations ILOTAGE



Servitudes ILOTAGE



Résultats chiffrés

(en nombre)	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Personnes interpellées	173	169	120	162	216	219
Saisie	214	49	110	103	105	199
Flagrants délits	43	35	26	36	36	37
Opérations ciblées	21	7	4	23	11	15
Réunions de quartier	1		0	0	0	0

Missions Sv Ilotage Profil fct	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Plans d'actions spécifiques	3	3	3	3	3	3
Perquisition renforcée	19	22	17	8	9	22
Transfert détenus dangereux Niv 2 & 3	49	21	11	26	16	10
Opération avec appui aérien	1					
Réunions pour conseiller la population en matière de prévention	2		2	2	1	0
Réunions avec représentants de la population	13	2	1	1	1	0

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total
Ilotage	76	279	61	359	15	59	30	820

Patrouilles cavaliers

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours	42	29	20	29	15	3

Hélios

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
nombre de réunions	9	8	7	9	9	5

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Éléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Réunions organisée par la police	
Participation réunions extérieures	1
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	5
Implication capable:	
Initiative directe du service	4
Orientation externe:	
Groupe cible partenaire	3
Groupe cible client	0
Résolution problèmes:	
Réunion Ilotage avec secteurs	8
Plan action Ilotage	3
Fonction police guidée par infos:	
Objectif recherche info	2
Nbr RIR:	30

Service Unité Verte

Le service Unité Verte est un service d'appui dont la mission principale est de fournir aux policiers de terrain une aide dans leur travail de tous les jours et de mettre à leur disposition les connaissances spécifiques relatives aux législations environnementales.

En collaboration avec les teams de quartiers, l'Unité Verte veille principalement au respect du Règlement Général de Police et de manière plus générale, elle s'assure du respect des dispositions légales environnementales, notamment du Décret Déchets du 27 juin 1996, particulièrement l'article 7§2 (production et détention des déchets) et du Décret du 11 Mars 1999 (permis d'environnement) de façon préventive et répressive.

Elle assure la surveillance des endroits habituels de dépôts sauvages, dits « Points Noirs » et constate les infractions en vue de leur sanction.

En cas de pollution, elle assure l'intervention en urgence et selon la gravité, elle requiert la DPE (Division de la Police de l'Environnement) qui dispose d'un service SOS Pollution intervenant immédiatement et 24 heures sur 24.

Consciente que l'environnement est un sujet pour lequel la sensibilité du citoyen est en constante progression, l'Unité Verte fournit un travail essentiel pour le respect des lois, décrets, arrêtés en matière environnementale.

Avec dynamisme et efficacité, elle accomplit ses missions pour la sauvegarde de notre milieu.

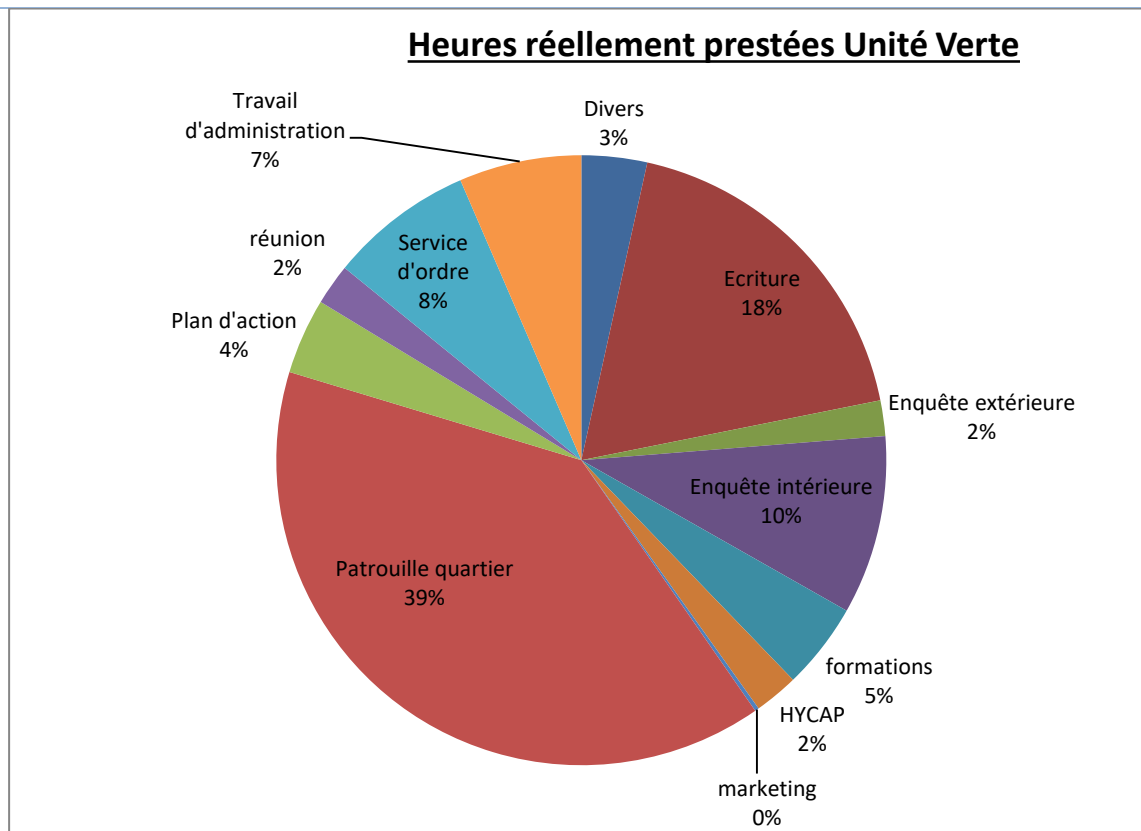
L'Unité Verte effectue des contrôles réguliers et un monitoring sur toute l'entité afin d'orienter, adapter, intensifier sa lutte contre les incivilités environnementales.

Composition du service au 31/12/2016

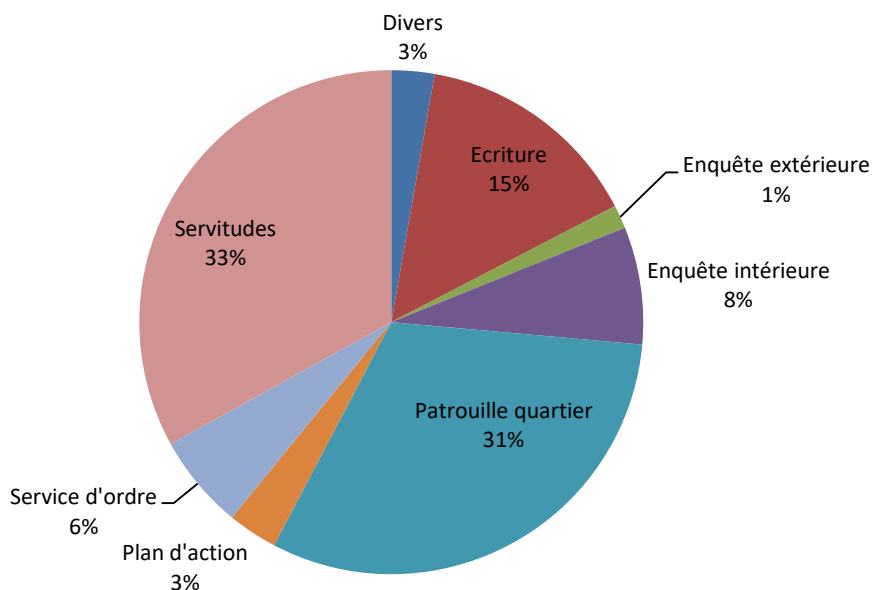
CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
						3				

Départ du gradé non remplacé depuis le 12 janvier 2016 avec gestion du Service au niveau de la Direction des Opérations.

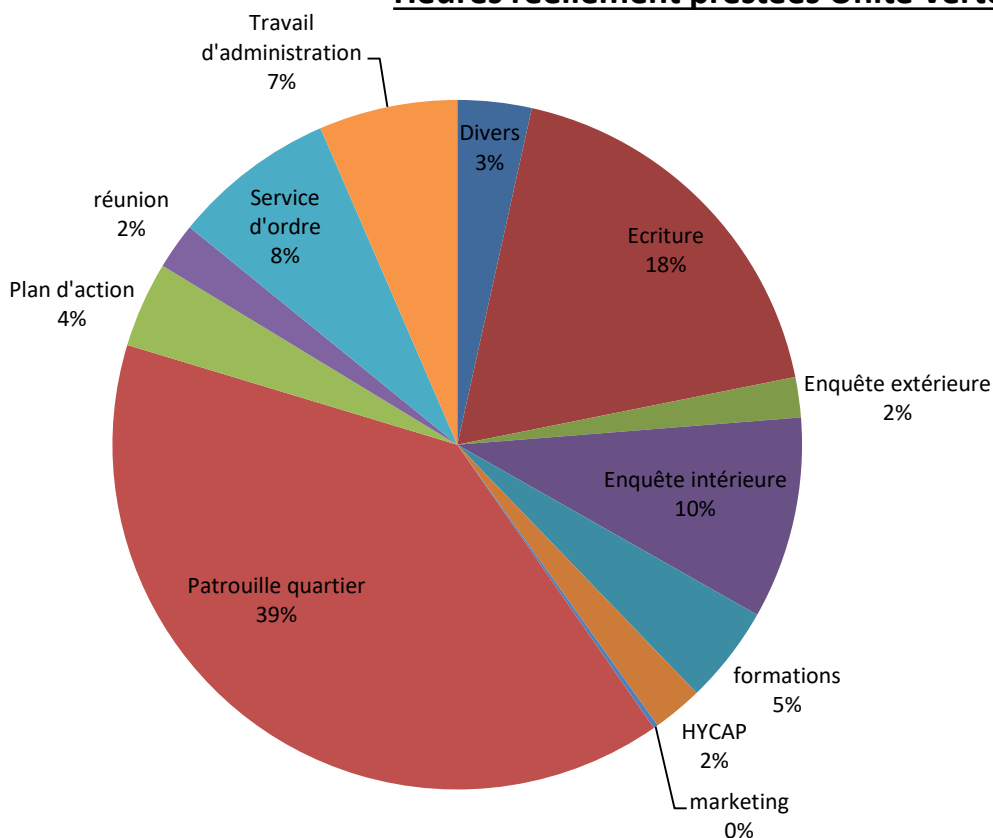
Activités



Type de prestations Unité Verte



Heures réellement prestées Unité Verte



Augmentation du poste écriture par le glissement de certaines infractions vers le décret Lutgen avec à la clé le respect de la Loi Salduz pour les convocations et auditions.

Fin 2016, relance du plan Belle-Ville avec un calendrier chargé d'actions pour 2017.

Vu l'EURO 2016, les heures prestées en service d'ordre ont augmenté sensiblement.

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI/SAC	Stat Handicapé	RIR	Total
Unité Verte	207	25	3	66	2		0	0	303

Les sanctions administratives

Suite aux nouveau RCP en application au 1^{er} janvier 2016 ayant amené des changements dans la numérotation de certains articles, il n'est pas possible de comparer 2016 avec les années antérieures.

RCP Belle-Ville	2011	2012	2013	2014	2015
Art 46 (abandon déchets poubelles)	116	200	153	17	26
ART 71 et 44 (souillure VP)	14	75	18	27	2
Art 55 (Bulles à verres)	94	45	20	52	38
Art 59 (déchets jetés)	88	16	16	8	1
Art 82 et 83 (affichage)	52	46	19	33	40
Art 180 et 181 (Chien en laisse+muselière)		3	4	12	9
Art 99, 168,160 et 41 (Fumée, divagation animaux, trouble OP, diffusion son sur la VP)			4	6	22

Décret déchets du 27/06/1966	2011	2012	2013	2014	2015
Art 185 (incinération déchets)	9	14	4	6	4
Art 186 (gestion des déchets)	40	49	17	37	70
Art 192 (bruit)	3	5	0	0	3
Art 191 (NAC)	26	14	11	8	7
CWATUPE (Urbanisme)			9	38	3
PV Ferrailleur (gestion de déchets)					2
Permis d'environnement/code de l'eau					3

RCP	2016
Article 91 et 92 du RCP tapage nocturne / Diurne	0
Article 108 du RCP (PMC – papier – carton – sacs non conformes)	39
Article Décret Voirie Communale pour bulles à verre	1
Article 127 et 128 du RCP Souillure de la VP (urine – cendrier – entretien véhicule – mortier)	2
Article 136 du RCP (affichage)	24
Article 204 du RCP Animaux déjection canine	0
Article 208 (laisse) et 214 (muselière) Animaux non port de muselière	9
Autres (Art 22 - 23 – 103 – 134 - 187 - 100)	15

Décret incivilités environnementales (Lutgen)	2016
Article 184 du RCP incinération de déchets	4
Article 185 du RCP gestion de déchets	147
Permis d'environnement	2
Détention NAC	7
Article 192 du RCP Législation sur le bruit	0
Ferrailleurs	1

D'une manière le nombre de constat pour la gestion des déchets a explosé.

CWATUPE	2016
Elagage / abattage d'arbres	0
Urbanisme	7

Infraction Code Pénal, roulage et apostille	2016
Apostilles	2
Code forestier	12
Roulage	13
PV subséquents	23

	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre de rapports établis à l'attention du Bourgmestre	/	/	11	6	16
Nbre de rapports établis à l'attention de la cellule des demandes de la ville	/	/	65	50	35
Total			76	56	51
Demandes "Arrêté de nettoyage"	/	/	3	1	5

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre de Courriers entrants	100	127	173	161	111	152
Nbre de Courriers sortants	130	157	110	94	72	126

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Eléments d'excellence	2016
Partenariat:	
Réunions organisées par la police	0
(avec les citoyens):	0
Participation réunions extérieures:	3
Justification/ responsabilisation/ Autonomie/amélioration continue:	
Entretiens d'activités	1
Implication capable:	
Initiative directe du service:	0
Orientation externe:	
Groupe cible clients:	0
Groupe cible partenaires:	0
Résolution de problèmes:	
Plans d'action:	0
Fonction police guidée par infos:	
Nombre infos douces entrantes:	0
Contacts avec les secteurs (dans le cadre de dossiers)	11

Services Centraux d'Accueil (SCA)

Les Services Centraux d'Accueil constituent l'accueil physique mais également téléphonique de tout citoyen. Notons que ce service est très impliqué dans la mise en œuvre du CIC (dispatching d'arrondissement) et par la mise en application des innovations technologiques telles qu'Astrid. Ils procurent toute aide au citoyen et se chargent de la rédaction des plaintes qu'elles soient judiciaires ou administratives.

Les Services Centraux d'Accueil ont conservé la même structure que l'année passée. Ils se composent d'un service « accueil » couplé à un service « planton », d'un dispatching où officient, outre le gradé coordinateur, des calltakers et des dispatchers. Ajoutons à cela un service « caméras » composé de six collaborateurs. L'accueil tant physique en notre hôtel de police que téléphonique au sein du dispatching est une de nos priorités. Notons que le centre de communication et de commandement opérationnel de notre Corps s'autodispatche afin d'assurer une meilleure proximité aux citoyens louviérois.

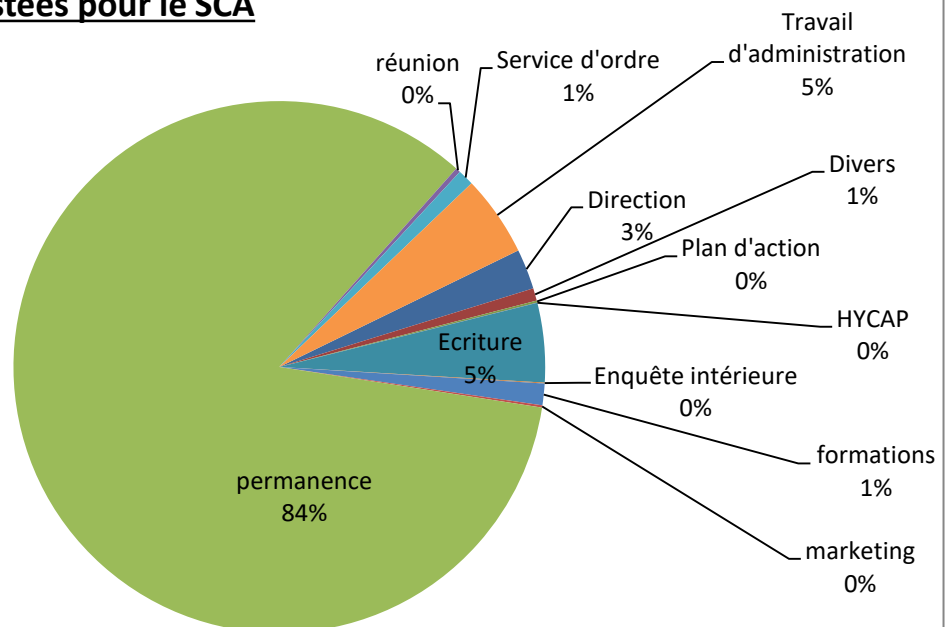
Composition du service au 31/12/2016

CDP	CP	CSL	INPPS	INPP	CST	INP	ASS	AGT	EMP	OUV
	1			4		13		4	14	

Durant l'année 2016, les SCA ont vu arriver deux INPP supplémentaires en leur sein, ces derniers étant affectés en qualité de gradés coordinateurs au 3CO. Le nombre d'INP est resté stable (11 plantons et deux dispatchers). Quatre agents composent le service accueil en fin d'année et quatorze employés complètent notre cadre (6 au service caméras, 7 au dispatching et 1 au secrétariat). Nous notons que le cadre des plantons ne peut être comblé que par la venue de stagiaires en son sein.

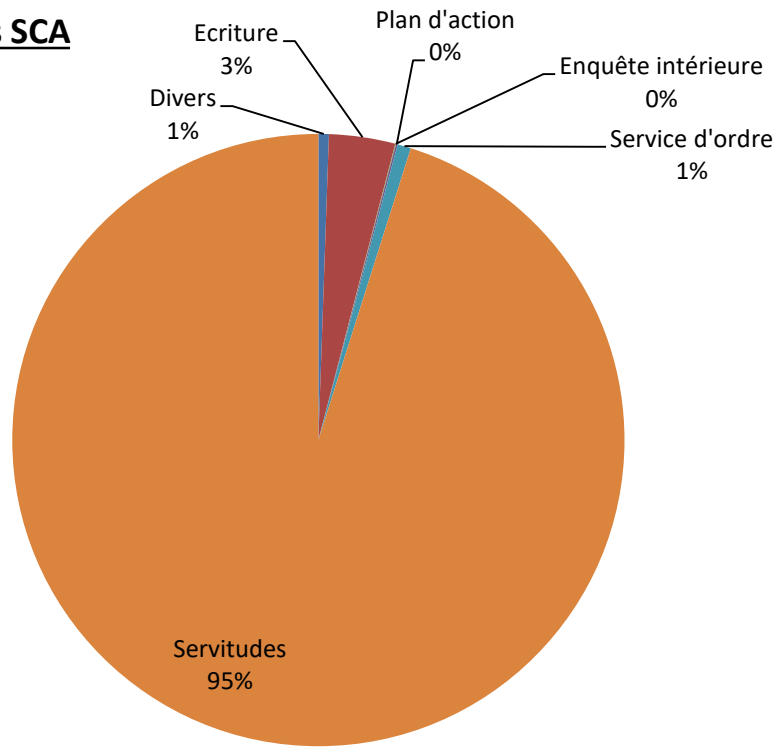
Activités

Heures réellement prestées pour le SCA



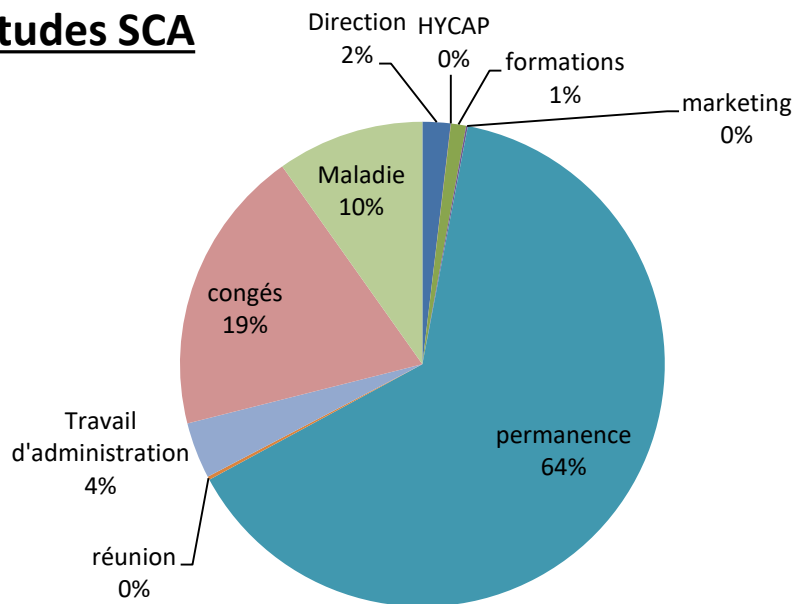
L'essentiel des heures des SCA soit 84 % occupe le poste « permanence », tous les autres postes sont, par la force des choses, réduits à leur plus simple expression. Notons que les écritures ne représentent que 5 % du total des heures malgré la charge de travail incombant aux plantons et au personnel de l'accueil (cf. nombre de procès-verbaux actés).

Type de prestations SCA



95 % de servitudes impliquent que les Services Centraux d'Accueil ont très peu de marge, voire aucune, pour effectuer d'autres activités hormis celles prévues par leur fonctionnalité respective.

Servitudes SCA



93 % des servitudes se répartissent en trois postes : permanence (64 %), congé (19%) et maladie (10%). Ces pourcentages varient peu par rapport à l'année précédente. Nous relevons le faible pourcentage du poste « travail d'administration » alors que sont repris dans ledit poste les heures prestées par notre secrétaire et par les gradés coordinateurs lorsqu'ils ne sont pas de service au 3CO (heures d'administration essentiellement consacrées à la correction des procès-verbaux).

Activités chiffrées

Les pièces rédigées

Service	PV Initiaux	PV Subséquents	Apostilles	Sac	PI	dont PI/SAC Stat Handicapé	RIR	Total
SCA	4754	641	133	38	32	2	15	5613

Le nombre des procès-verbaux pris par les services accueil et planton est en augmentation de quasi cinq cent unités. Ce chiffre est remarquable en soi car il représente pratiquement la moitié des procès-verbaux actés par l'ensemble de notre Corps de Police. Nous notons que la vocation première des deux services mentionnés ci-dessus est d'acter des dossiers initiaux qu'ils envoient ensuite en suite d'enquête dans d'autres services. Le nombre de procès-verbaux subséquents reste quasi constant d'année en année (transmission de dépôts au greffe, audition complémentaire à la demande du plaignant, apport du montant du préjudice...etc).

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Arrestations administratives	444	542	409	455	428	454
	(dont 15 mineurs)	(dont 16 mineurs)	(dont 7mineurs)	14	14	47
Arrestations judiciaires	337	400	393	423	300	504
	(dont 29 mineurs)	43	34	23	21	12
<i>Véhicules enlevés pour :</i>						
Stationnement	290	330	362	291	244	381
Saisie judiciaire	23	12	16	19	7	16
Défaut d'assurance	179	119	163	105	116	137
Accident de roulage	119	98	88	51	68	76
Autres	0	0	0	0	0	32
<i>Objets trouvés</i>						
Portefeuilles	221	201	197	162	154	142
dont restitués	221	201	197	162	154	142
Clés	10	12	18	8	8	8
dont restituées	2	4	8	4	6	4
Cyclos / vélos	9	11	10	4	3	1
dont restitués	9	11	10	3	3	1
Autres	311	298	302	625	540	616
dont restitués	299	287	300	563	477	554
Vv volés	25	33	22	19	22+7	24+8
Épaves	10	11	6	1	6	4

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de fiches infos créées	39669	42815	40781	41157	39058	38082

2016	Nbre de personnes	Pertes	Plaintes	Renseignements	Convocation	Autres (PVA, restitution VV,...)	Personnes - Faits hors entité
Janvier	1486	116	324	545	358	274	20
Février	1620	123	368	613	312	309	10
Mars	1701	128	353	629	270	357	9
Avril	1760	174	345	562	318	300	4
Mai	1972	188	383	737	297	356	17
Juin	1790	168	337	680	290	299	8
Juillet	1666	193	303	705	280	347	4
Août	1503	160	310	505	335	286	7
Septembre	1660	164	342	615	312	269	10
Octobre	1822	185	349	608	391	249	10
Novembre	1552	144	331	644	378	281	6
Décembre	1502	150	292	547	299	315	5
Total	20034	1893	4037	7390	3840	3642	110

Caméras

Voici les résultats des différentes observations (visionnages des caméras) pour ce service.

Sur demandes

	Positif	Négatif	Total
2015	280	129	409
2016	158	120	278

Observations d'initiative

	Positif	Négatif	Total
2015	510	123	633
2016	434	91	525

Les éléments d'excellence dans la fonction de police

Eléments d'excellence	2016
Partenariat :	
Participations réunions extérieures :	4
Justification / responsabilisation / Autonomie / amélioration continue :	
Entretiens d'activités avec le personnel :	9
Entretien avec gradés coordinateurs	3
Implication capable :	
Initiative directe du service :	0
Orientation externe :	
Groupe cible partenaires :	4
Groupe cible clients :	0
Résolution problèmes :	
Plans d'action :	Livescan (731 utilisations)
Fonction police guidée par infos :	
Détermination d'objectifs :	0
Nbr RIR:	15

731 triptyques judiciaires ont été réalisés durant l'année 2016. Ce chiffre remarquable est en augmentation (+42) et ce, malgré le fait que les personnes entendues en Salduz 3 puissent refuser la réalisation de ce devoir.

Cette alimentation en empreintes et photos de suspects montant ainsi en BNG est essentielle et reste une de nos priorités. Elle permet d'élucider bon nombre de faits délictueux et apporte de nombreux renseignements sur les auteurs de diverses infractions.

Le nombre de RIR (collecte d'information auprès du citoyen) reste élevé (même s'il est en légère diminution). Ce chiffre est remarquable dans la mesure où l'ensemble de notre personnel fait partie de services internes à la zone. Cette collecte se fait essentiellement par les plantons et le personnel de l'accueil.

Nous avons conservé en 2016 notre partenariat privilégié avec le relais-santé de La Louvière. Une collaboration policière et humaine s'est mise en place avec les abris de jour et de nuit. Nous sommes toujours à l'écoute de ces partenaires notamment lorsqu'ils rencontrent des difficultés avec leurs pensionnaires de passage. Nos services restent attentifs à la problématique des SDF surtout lorsque les grands froids s'établissent sur notre région. Lorsque des tensions se manifestent au sein de ces deux abris, nous organisons avec le secteur concerné le passage de patrouilles dissuasives.

Conclusion

Afin de rendre compte sur ses activités et, pour la quinzième année consécutive, la Zone de Police de La Louvière réalise son rapport d'activités. Il est une nouvelle fois l'occasion pour notre Corps d'évaluer le travail réalisé par ses services au cours de l'année écoulée.

Cette année fut marquée par la remise de mandat de notre Chef de Corps, Monsieur le CDP Luc Demol, et la reprise de celui-ci par Monsieur le CDP Eddy Maillet au mois de décembre 2016. Ce rapport constitue donc la clôture du mandat de Monsieur Demol, c'est pourquoi la structure de ce document est restée inchangée par rapport aux années antérieures mais sera sans doute revue en 2017.

Outre cette passation de pouvoir, les efforts fournis par notre zone de police en 2016 sont restés dans la continuité avec les années antérieures.

En termes de personnel et de coûts de fonctionnement, nous sommes restés stables par rapport à 2015.

Soulignons également les nombreux efforts en matière d'activités policières et de recherches d'informations, celles-ci sont en effet à la hausse par rapport à l'année dernière. Ces efforts fournis ont pu déboucher, grâce à la collaboration avec notre nouveau magistrat de référence, au démantèlement de réseaux d'auteurs locaux et à la poursuite pénale de plusieurs de nos targets. Ceci a eu bien évidemment une influence directe sur la criminalité de notre zone qui connaît une diminution en 2016.